

# **le local en m<sup>o</sup>uvements**

C. Andrew, P.R. Bélanger, F. Bouchard,  
L.P. Boucher, M.J. Brassard, M. Chevalier,  
H. Dionne, J. Désy, J.P. Deslauriers,  
L. Favreau, C. Gagnon, P. Hamel,  
J.L. Klein, D. Lafontaine, H. Lemieux,  
J.Lévy, D. Malenfant, D. Masson,  
M.A. Morency, M. Mujica, D. Poitras,  
A. Rada-Donath, C.J. Tremblay,  
M. Tremblay, P.A. Tremblay,  
S. Tremblay, P. Villeneuve.

Collection développement régional  
GRIR - 1989

***Cet ouvrage a été publié grâce à la participation financière du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), du Secrétariat d'État et du Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi.***

Coordination à l'édition: Christiane Gagnon  
Graphisme: Clémence Bergeron

© Université du Québec à Chicoutimi  
Dépôt légal — 2<sup>e</sup> trimestre 1989 Bibliothèque nationale du Canada  
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN: 2-920730-11-8

Distribution - GRiR  
555, boul. de l'Université  
Chicoutimi  
545-5011, poste 3700

## TABLE DES MATIERES

|  |            |
|--|------------|
| <b>INTRODUCTION.....</b>   | <b>1</b>   |
| <br><b>PREMIERE SECTION: VERS UNE APPROCHE BASÉE SUR L'AUTONOMIE<br/>ET LA QUALITÉ DE VIE</b>  |            |
| Une nouvelle crise de l'énergie: le gaspillage de l'humain<br><b>Marc-André Morency.....</b>   | <b>13</b>  |
| Éthique et mouvements sociaux au niveau local<br><b>Alejandro Rada-Donath.....</b>   | <b>19</b>  |
| L'enracinement culturel à l'heure de la déterritorialisation des systèmes<br>d'échanges<br><b>Danielle Lafontaine.....</b>   | <b>37</b>  |
| Développement local et latéralisation du social: la contribution des<br>mouvements sociaux<br><b>Paul R. Bélanger.....</b>   | <b>71</b>  |
| <br><b>DEUXIEME SECTION: NOUVEAUX ENJEUX, NOUVELLES IDENTITÉS</b>  |            |
| Les mouvements sociaux dans la ville informationnelle<br><b>Paul Villeneuve.....</b>   | <b>85</b>  |
| Le mouvement associatif: à la recherche d'espaces d'autonomie?<br><b>Christiane Gagnon.....</b>  | <b>105</b> |
| Le mouvement associatif face à la concertation: projet d'intégration ou voie de<br>rupture?<br><b>Marie-Joëlle Brassard.....</b>   | <b>119</b> |
| Femmes et développement régional: éléments d'une problématique et intuitions<br>de recherche<br><b>Dominique Masson, Marielle Tremblay,<br/>    Pierre-André Tremblay.....</b> | <b>133</b> |
| Mouvement de femmes et développement local: volontés et contraintes<br><b>Caroline Andrew.....</b>   | <b>153</b> |
| Les maisons de jeunes: prise en charge de la jeunesse?<br><b>Dominique Poitras.....</b>  | <b>163</b> |
| Se prendre en main dans un établissement d'enseignement secondaire:<br>conditions et impacts<br><b>Louis-Philippe Boucher.....</b>   | <b>177</b> |

### **TROISIEME SECTION: PRATIQUES ET PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL AU CANADA, AU QUÉBEC ET EN AMÉRIQUE LATINE**

|  |     |
|--|-----|
| Nouveaux secteurs de développement: les petites et moyennes municipalités<br>à la pointe du développement industriel<br><b>Michel Chevalier</b> .....        | 193 |
| Forespoir: une étincelle pour un mouvement social et un virage écotechno-<br>logique en zone agroforestière<br><b>Jean Désy</b> .....                        | 213 |
| Récupération du bois noyé et mise en valeur de la biomasse forestière:<br>vers un développement local?<br><b>Suzanne Tremblay</b> .....                      | 227 |
| La ville et la campagne: contraintes d'utilisation des terres agricoles<br>comme facteur de développement local<br><b>François Bouchard</b> .....            | 241 |
| Le développement d'une territorialité: Alcan et le territoire<br><b>Hélène Lemieux</b> .....   | 251 |
| Ressources naturelles et participation populaire dans le développement<br>local au Nicaragua sandiniste<br><b>Claude J. Tremblay, Daniel Malenfant</b> ..... | 261 |
| Re-démocratisation et écodéveloppement en Amérique Latine<br><b>Martin Mujica</b> .....  | 281 |

### **QUATRIEME SECTION: ESPACES DE DÉVELOPPEMENT ET DE DÉMOCRATIE**

|   |     |
|---|-----|
| La dimension de la démocratie<br><b>Jean-Pierre Deslauriers</b> .....   | 297 |
| Quel espace pour la démocratie urbaine?<br><b>Jacques Lévy</b> .....  | 313 |
| Le développement local villageois comme projet de société<br><b>Hugues Dionne</b> .....   | 333 |
| Les mouvements sociaux et le local dans la régulation postkeynésienne<br><b>Juan-Luis Klein</b> .....                                       | 351 |
| Mouvement populaire et développement local: le défi de l'économie<br>communautaire<br><b>Louis Favreau</b> .....                            | 365 |
| Le développement urbain dans le contexte montréalais des années quatre-vingts<br>et le mouvement communautaire<br><b>Pierre Hamel</b> ..... | 385 |



## INTRODUCTION

Signe des temps? *Le local en mouvements* soutient une réflexion universitaire collective alliant les mouvements sociaux au développement local. Certes, il y a une littérature abondante sur l'un ou l'autre de ces sujets de recherche, mais peu d'auteurs-es, jusqu'à maintenant, ont risqué de les confronter théoriquement ou empiriquement. C'est le «beau risque» que vingt-sept auteurs-es ont tenté dans cet ouvrage. Chacun-e y est allé-e de ses recherches et/ou réflexions, de son approche méthodologique ainsi que de son ancrage disciplinaire, dans le cadre d'un questionnement balisé préalablement par quatre grands thèmes.

En fait, *Le local en mouvements* fait suite à deux journées d'échanges interdisciplinaires et multi-universitaires, organisées par le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Il ne s'agit pas d'actes à proprement parler, puisque certains textes ont été modifiés et que d'autres n'ont pas été présentés oralement lors du colloque. De plus, l'ordre des communications a été changé pour assurer une meilleure cohérence dans la lecture. Pour le GRIR, le colloque du 22 et 23 septembre 1988 sur «Les mouvements sociaux dans le développement local» a été l'occasion de partager avec d'autres chercheurs-es, mais aussi des intervenants régionaux, le fruit de recherches amorcées il y a quelques années sur la contribution des groupes sociaux au développement local voire régional. D'ailleurs, ces préoccupations de recherche ne sont pas uniques, comme en font foi les deux colloques portant sur le développement local, qui se sont tenus au Québec, au cours du quatrième trimestre de 1988. Signe des temps?

La pertinence sociale du questionnement sur le rôle des mouvements et regroupements sociaux dans l'avènement d'un nouveau modèle de développement articulé à un mode de vie plus écologique n'est plus à démontrer. Le chômage, la désinstitutionnalisation, le retrait de l'État-providence, la marginalisation de populations entières: autant de symptômes constatés qui demandent une connaissance et une pratique renouvelées. C'est ce que tentent de reconnaître les auteurs-es du présent ouvrage

qui vont à la recherche d'une unité perdue dans l'édification d'une société en mouvement, tâche qui requiert plus d'un regard et plus d'un recoupement.

Le présent volume est divisé en quatre sections représentant les quatre principaux niveaux d'interrogations et de réponses apportées par les auteurs-es. Les textes réunis dans la première section, **«Vers une approche basée sur l'autonomie et la qualité de la vie»**, posent les jalons théoriques qui permettent une convergence paradigmatique. Il s'agit de la rencontre entre deux courants: l'un centré sur les mouvements sociaux et l'autre sur le développement local. Le défi est de taille, mais l'exercice est un préalable à toute tentative de théorisation de ce qui est convenu d'appeler «le développement ascendant». Il importe, comme Marc-André Morency le souligne, d'établir si de la fragmentation des mouvements sociaux peut émerger un projet social commun à l'échelon local. Le mouvement social critique pourrait-il se reconstruire à partir du local? Une telle perspective exige que l'on place l'amélioration de la qualité de la vie et les espaces de liberté au centre de la problématique.

L'intégration du principe éthique à l'analyse en sciences sociales apparaît comme un préalable à la poursuite de cette démarche, selon Alejandro Rada-Donath. Celui-ci insiste sur le besoin de «comprendre» les mouvements sociaux à partir des conditions de l'autonomie et de la vie, soit à partir de leur mécanisme intérieur. Ceci implique le dépassement des explications réductionnistes et l'intégration des «trois approches cognitives de la conscience humaine»: l'explication (articulation rationnelle), la compréhension (compréhension du sens) et le rapport théorie/praxis (dialectique de la pratique). Les sciences sociales devraient expliquer les mouvements sociaux à partir de cette «trialectique», en empruntant une démarche holistique, c'est-à-dire éthique.

Danielle Lafontaine, place le débat dans le contexte du renouvellement de la «socialité» et de l'«humanité» et dans l'affrontement entre le «développement par le haut» et le «développement par le bas». Une synthèse entre les démarches

économiques et les démarches sociologiques apparaît nécessaire à l'analyse des mouvements sociaux dans le contexte de l'implantation de nouvelles normes de contrôle social. Ainsi, la domination s'exerce sur l'ensemble des activités de formation, d'information et de consommation qui se traduisent par le changement des institutions nationales et locales. Suite à Touraine, Danielle Lafontaine soutient que les mouvements sociaux mènent une lutte pour le contrôle du «système d'action historique». Ils se distinguent parce qu'ils mènent une lutte pour le droit à la créativité, à l'autonomie, à la solidarité des individus et des milieux de vie. Dans ce contexte, les mouvements sociaux interviennent autant au niveau économique que culturel. À la déterritorialisation des systèmes d'échanges, il réagissent par le remembrement et la réappropriation horizontale de la culture.

Paul R. Bélanger analyse les mouvements sociaux dans le contexte de la crise de la régulation fordiste et de l'établissement de nouvelles formes de gestion du social. La régulation fordiste est associée à la question verticale du social. La crise de la régulation fordiste force les gouvernements à transférer leurs responsabilités de développement aux institutions locales et aux citoyens. Mais ceci relève plus de la privatisation de l'État-providence que d'un changement social conduisant à la démocratisation de la gestion du social, à l'augmentation de la qualité de la vie. Or, les mouvements sociaux revendiquent et expérimentent une certaine «latéralisation» du développement, au nom de l'autonomie et de la maîtrise locale. Cette latéralisation brise la logique étatique en y opposant une logique issue de la société civile.

Tous ces auteurs insistent sur l'importance de l'autonomie, l'horizontalité, et l'élargissement des cadres d'analyse. Il apparaît nécessaire d'établir un cadre holistique qui permette de comprendre les mouvements sociaux par ce qu'ils sont et non par le rôle que leur assigne la théorie. Il faut cesser d'insérer les mouvements sociaux dans des logiques qui trouvent leur signification en dehors d'eux et qui suggèrent la poursuite d'un sens inéluctable vers le progrès ou la décadence. Il faut voir les mouvements sociaux dans le contexte de la reconstruction d'une société

fragmentée par la crise. C'est dans le contexte de cette reconstruction que le développement local prend un sens.

La section suivante s'intitule: **«Nouveaux enjeux, nouvelles identités»**. Les textes qui la composent tentent d'articuler les objets de débats sociaux aux assises structurelles permettant ainsi aux acteurs de revendiquer un droit à la «représentation» et à la «délibération», pour reprendre les termes de Caroline Andrew. Mais il y a plus encore: si on accepte l'idée que toute transformation sociale change aussi le mode de perception de cette transformation, ne peut-on pas dire que c'est la définition même de l'acteur qui se trouve modifiée?

Les auteurs approchent cette interrogation générale sous des angles très différents. Paul Villeneuve entame une large réflexion qui va de l'apparition d'un nouveau type de société jusqu'aux rapports qu'entretiennent les individus, les communautés et l'État, en passant par les transformations technologiques, la segmentation du marché du travail et l'importance accrue de la division sociale des sexes. Christiane Gagnon préfère mettre l'accent sur les mouvements sociaux et les pratiques associatives alternatives. Elle réalise que leurs efforts mènent logiquement à une revendication — difficile et délicate — d'autonomie. Bien qu'elle représente, dit-elle, une «utopie», cette exigence n'en a pas moins un impact profond sur les rapports de la société politique aux communautés de base. Enfin, le texte de Marie-Joëlle Brassard documente ce qu'elle appelle justement l'«institutionnalisation de la concertation» telle que la pratique l'État québécois depuis une dizaine d'années. En détaillant les étapes d'un sommet socio-économique régional, elle démontre les dispositifs de l'«autonomie administrée».

Ces trois auteurs se situent plutôt sur le pôle «enjeux» de l'interrogation. Les textes suivants sont en prise directe avec la question des identités, car ils traitent de groupes et de mouvements qui tentent de modifier une situation de domination ou de marginalisation. Il est frappant de constater que ces groupes font de la recherche d'une identité renouvelée — c'est-à-dire d'une

définition autre d'eux-mêmes — tant la base de leurs luttes que leur but. Dominique Masson, Marielle Tremblay et Pierre-André Tremblay abordent cette problématique en formulant trois questions: quelles sont les pratiques d'autodéveloppement des femmes? Quelle est la place occupée par les femmes dans l'actuel procès de développement? Quel est l'impact du développement dominant sur les femmes? Caroline Andrew a une approche plus directement politique et, après avoir relevé le rapport ambigu du mouvement des femmes à l'État, s'interroge sur ce que signifie concrètement une politique locale des femmes. Quant à Dominique Poitras, elle pose des questions comparables à propos de la crise vécue par les jeunes et, tout en décrivant la situation actuelle des Maisons de jeunes, elle cherche à identifier les issues possibles à cette crise. Enfin, Louis-Philippe Boucher, avec une méthodologie systémique, identifie la dynamique d'un établissement d'enseignement secondaire en soulignant les conditions et les impacts de la prise en charge institutionnelle.

Ces textes parlent tous des «enjeux sociaux» et des «nouvelles identités», bien qu'ils leur donnent des poids relatifs variables. Mais, ils ont en commun de montrer comment l'être et le faire s'articulent dans un **contexte** changeant.

Les textes rassemblés dans la troisième section, «**Pratiques et perspectives de développement local au Canada, au Québec et en Amérique latine**», nous font part de divers projets de recherche et de développement susceptibles d'insuffler de nouvelles directions au développement local. Que ce soit dans les petites et moyennes municipalités de l'Ontario (Chevalier) ou dans les communautés agroforestières du Québec (Désy, Tremblay) ou encore dans les pays en voie de développement (Tremblay et Malenfant, Mujica) diverses initiatives, bien ancrées territorialement, sont ou peuvent être mises en oeuvre. Peu à peu, elles alimentent un mode de développement alternatif, faisant contrepoids aux tendances à l'internationalisation et aux forces hétéronomes.

Michel Chevalier propose aux municipalités de relever les défis que pose l'accord du libre-échange. La promotion des initiatives locales se ferait alors par le biais d'une structure de soutien

industriel et la construction de réseaux d'entreprises. Cet appel lancé aux collectivités locales est repris par Jean Désy, mais cette fois dans un autre contexte, soit celui des petites communautés agroforestières. Après un constat d'étiollement et de détérioration de la couronne forestière sagamienne, Jean Désy poursuit sa recherche en analysant les scénarios possibles de changement social et les stratégies alternatives de développement.

La faisabilité de ces stratégies est d'autre part fouillée par des étudiants de la maîtrise en études régionales (MER) de l'UQAC. Suzanne Tremblay envisage les potentialités de la récupération du bois noyé et de la mise en valeur de la biomasse forestière, comme nouvelle avenue de développement local. Du côté du potentiel de développement local des terres agricoles au Saguenay, François Bouchard constate que les corporations municipales étudiées ne manifestent pas l'intérêt nécessaire pour la préservation du territoire agricole en milieu péri-urbain. Dans un autre ordre d'idée, Hélène Lemieux amène la question de la territorialité régionale en regard de l'action d'une multinationale, soit Alcan.

Cette question du sentiment d'appartenance et plus particulièrement de la participation populaire, voire de la prise en main du développement local des ressources naturelles prend une importance vitale lorsqu'il s'agit de l'Amérique latine. Claude Tremblay, Daniel Malenfant et Martin Mujica illustrent tour à tour le rôle des populations locales, notamment des organisations économiques populaires dans l'émergence d'un nouveau modèle de développement axé sur la prudence écologique, la démocratie et le potentiel local des ressources naturelles et humaines. Cependant, c'est un défi parsemé d'embûches qui traduit avant tout la ferme volonté de populations locales — qu'elles vivent au nord ou au sud — d'accéder à un nouvel ordre économique et écologique. C'est du moins ce qui se dégage de l'ensemble de cette section.

Les six textes de la dernière section **«Espaces de développement et de démocratie»**, partent tous d'un constat d'échec des formes politiques dominantes, c'est-à-dire de leur incapacité à

surmonter les blocages engendrés par l'État keynésien. Chacun à leur façon, ils s'interrogent sur les facteurs d'émergence, les contraintes et les conditions essentielles à la réalisation des modèles novateurs de développement dont sont porteurs les nouveaux mouvements sociaux.

Dans le premier texte, Jean-Pierre Deslauriers s'interroge sur l'organisation de la société de l'avenir en précisant comme postulat «qu'au-delà d'une certaine dimension, la démocratie ne peut plus jouer, quelles que soient les intentions des participants». Il s'interroge sur l'intérêt et l'adhésion suscités par les nouveaux mouvements sociaux, en démontrant, à partir de leurs caractéristiques, comment ces nouveaux mouvements sociaux ont mis l'accent sur la démocratie dite de participation. Enfin, l'auteur cite comme illustration d'une démocratie exemplaire une coopérative d'habitation qui a fait l'objet d'une de ses recherches.

L'approche de Jacques Lévy est plus directement géographique. Pour lui, la démocratie ne peut exister réellement que si les espaces concrètement vécus par les personnes et les peuples sont en accord avec ceux que définissent les normes juridiques et administratives. Il décrit rapidement comment Paris, Marseille et Berlin proposent des modes différents — et de succès variable — de mise en rapport de ces «espaces fonctionnels» et de ces «espaces administratifs». Il en ressort que peu importent les modalités juridiques, l'essentiel est de permettre à la conflictualité sociale de s'exprimer.

À partir de certains enjeux et contradictions actuels du développement local, Hugues Dionne traite le développement local villageois comme projet de société et comme nouveau mode de développement. Il essaie d'élaguer l'ambiguïté du terme de développement local, en nous parlant de développement «par le bas» ou développement endogène; pour lui, le développement local ne peut qu'être global, il est mouvement social. Sa démonstration repose sur une étude portant sur la dynamique socio-politique de cinq municipalités régionales de comté du Bas Saint-Laurent de 1951-1986.

Juan-Luis Klein, analyse l'émergence des nouveaux mouvements sociaux dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, comme «lieux d'expérimentation de nouvelles valeurs, dites alternatives». À partir d'une réflexion sur la crise des mécanismes de régulation d'inspiration keynésienne, l'auteur démontre les conséquences multiples qui en découlent. L'une d'elles étant que les acteurs sociaux locaux se mobilisent et forment des associations pour intervenir sur les problèmes locaux et les enjeux qui sont à leur portée. Ce faisant, les nouveaux mouvements sociaux posent les bases d'un nouveau paradigme de développement, celui du développement local, car ils sont enracinés dans l'espace local et tissent avec les acteurs locaux une territorialité spécifique.

Le texte de Louis Favreau analyse une réorientation importante des enjeux et des modes d'action des mouvements populaires québécois. Traditionnellement axés sur la revendication politique, ceux-ci ont récemment entamé une stratégie plus positive et mis l'accent sur la liaison nécessaire entre les conditions de travail et d'emploi et le contrôle des espaces quotidiens. L'exemple des corporations de développement économique communautaire de quartiers populaires montréalais lui sert de point d'ancrage pour tracer quelques pistes possibles d'un renouvellement des pratiques des mouvements sociaux. On assiste ainsi à l'apparition de «l'économie communautaire», à la fois enjeu de lutte et forme de réalisation de la démocratie.

En dernier lieu, Pierre Hamel, s'interroge sur les modèles du développement urbain à partir du mouvement communautaire et en particulier les corporations de développement économique communautaire des quartiers périphériques montréalais. Il montre en quoi ils diffèrent des caractéristiques du modèle de développement urbain dominant et quelles sont les conditions nécessaires pour favoriser leur participation à la relance et à la reconversion de Montréal.

*Le Local en mouvements* porte une réflexion collective sur les mouvements sociaux dans le développement local, à un moment



crucial de la restructuration du social. C'est d'ailleurs une réflexion constamment en mouvement, à l'image de l'objet lui-même. Ni plus, ni moins! S'il s'avère impossible d'arriver à une seule et même conclusion, la lecture permettra d'observer un constat global minimum, soit celui de l'association de plus en plus étroite entre le social et le spatial. Toutefois, dans un contexte d'internationalisation des échanges marchands et autres, plusieurs questions restent encore à débattre: quelle est la place du local? A-t-il une identité propre? Comment peut-il aspirer à l'autonomie? Quel est l'intérêt scientifique de revoir notre conception du social à partir de l'analyse territoriale du développement?

Ce qui fait la pertinence et la richesse du présent volume, c'est justement la diversité des approches et de leurs objets de recherche. Quelque part entre le social et l'économique, entre le mode de vie et le mode de production, entre le privé et le public, entre le spatial et le social, entre le global et le local, c'est le retour aux pratiques et aux expérimentations dans toute leur singularité et leur complexité. Nul doute! le local se mobilise et le social se localise. Signe des temps?



**Première section**

**VERS UNE APPROCHE BASÉE SUR L'AUTONOMIE ET  
LA QUALITÉ DE VIE**



**UNE NOUVELLE CRISE DE L'ÉNERGIE:  
LE GASPILLAGE DE L'HUMAIN**

**Marc-André MORENCY**  
**Groupe de recherche et d'intervention régionales**  
**Université du Québec à Chicoutimi**

Le lancement d'un navire en construction, voilà ce qu'évoque pour moi le départ de cette réflexion sur les mouvements sociaux et le développement local. Navire en construction pour le GRIR: comme bilan de réflexion, cette oeuvre représente une coque certes capable de naviguer, prête à lancer, mais aussi, construction à compléter, à relancer, à balancer dans l'intervention sociale.

Le souvenir d'un événement précédent me rappelle un semblable commencement peu de temps avant la dernière guerre mondiale. Niels Bohr, le chef de file des physiciens de l'école de Copenhague, se présentait à un important colloque mondial, aux USA, pour faire le point des recherches sur l'atome. Fébrile, tenant une rame de papier et ayant en mémoire les efforts d'une vie, il ne sait par où commencer sa conférence. Un collègue lui dit: «Mon cher ami, en Amérique, il faut s'exprimer simplement. Dis-leur tout simplement ce que tu viens de découvrir!» Alors, Bohr dépose ses feuillets et déclare tout humblement: «Quand on bombarde le noyau de l'uranium 232 avec des neutrons, il s'en dégage de l'énergie!»

Alors, dans un brouhaha indescriptible qui interrompt la conférence, comprenant la signification de cette expérience fondamentale, physiciens, journalistes scientifiques, se précipitent, qui sur la règle à calcul, qui sur le téléphone, pour se confirmer ou diffuser la nouvelle sensationnelle qui ouvre ainsi l'ère nucléaire. On connaît la suite.

Qui ne rêve pas de communiquer en une phrase, quelque substantifique moelle, quelque mirifique découverte!

Pouvons-nous espérer semblable percée, en matière de développement? Notre moderne mythe de la Toison d'or! N'avons-nous pas plutôt l'impression qu'hors du temps de guerre, et de la grandiose lutte contre la mer des Hollandais, l'économie mondiale, et les économies nationales voguent sans capitaines? La cybernétique de Ampère et de Wiener<sup>1</sup>, (du grec kuber, nautes, capitaine de navire) n'a-t-elle pas failli à la tâche à tous les échelons, sauf pour quelques gouvernements despotiques, pour quelques polices modernes, pour quelques financiers de Banques centrales ou de «Reserve Board»? Les essais de planification incitative n'ont-ils pas séduit qu'en France, le pays de Paris, de Louis Soleil, et de Napoléon le Premier. La planification compréhensive n'a-t-elle pas été entermée bien rapidement avec le bâillon imposé par Lesage, en 66, au B.A.E.Q, avec la disparition du ministère des Terres et Forêts et de l'A.R.D.A. de Maurice Sauvé et d'André Saumier? Avec la disparition du ministère des Affaires Urbaines, sous le couperet de Trudeau?

L'expansion régionale du M.E.E.R. qui s'en souvient, ne s'est-elle pas alors confondue avec l'expansion urbaine des Higgins-Martin-Raynault, comme nous l'ont crié les Opérations Dignité, Cabano, le Jal, et d'autres? Le mouvement social critique au Québec n'a-t-il pas été bouffé par le mouvement national? L'expansion régionale n'a-t-elle pas fait place rapidement à l'expansion industrielle (le M.E.I.R.), avant d'être phagocytée par les préoccupations rivales en termes d'industrie et de commerce? Le régionalisme n'a-t-il pas risqué un moment de sombrer dans l'intermunicipal (avec les M.R.C.)? La concertation survivra-t-elle à un autre gouvernement, aux jeux sans cesse renouvelés du patriotisme mercantile local, et aux inégales relations fédérales-provinciales?

Nos perpétuels changements de gouvernement en régime fédéral n'ont rien de très stabilisant non plus! Et puis, le régionalisme ne fait-il pas même vieux jeu parfois à côté de la nouvelle mobilisation urbaine, métropolitaine, parmi les conflits d'intérêts locaux? Et le rural ne s'est-il pas fatigué d'attendre, saisissant ici et là quelques opportunités sectorielles ou coopératives? Cet éclatement de la société civile bourgeoise s'est aussi manifesté

dans les mouvement sociaux dont l'existence dépend au départ d'une identité en émergence, et de sa protection. Comment ne pas penser que cette construction identitaire dépend des médias qui ne jouent vraiment que lors d'affrontement avec les pouvoirs nationaux ou provinciaux. C'est là une contrainte à ne pas oublier, non plus que les éléments de cette ténébreuse histoire de mercantilisation des appareils et d'une partie de la conscience sociale. La Toison d'or se révèle plutôt une laide peau de chagrin, qu'on s'arrache et qui diminue à vue d'oeil, sous le coup des définitions concurrentes. Une polysémie meurtrière.

De cette fragmentation initiale des mouvements sociaux, peut-il émerger un projet commun, à l'échelon local? ou régional? et à quelles conditions? Ce colloque permettra de mieux l'apprécier. À ce titre, quelques observations ou questions s'imposent à notre réflexion. J'évite ici l'ambigu et limité terme de projet de société régionale. Pas question pour nous d'attendre une définition de nos collègues métropolitains. Trop risqué! Comme il serait tout aussi risqué de méconnaître leur expérience en pareille matière. Pensons aux expériences multiformes de médias communautaires, de participation au niveau des quartiers urbains, etc. Un projet de social définit les formes éthiques qui doivent caractériser cette nouvelle conscience de développement, les espaces de liberté en voie de création dans le magma des déterminations que nous impose le système mondial, semble se constituer<sup>2</sup>.

Cette nouvelle conscience devra s'inscrire dans des rapports stabilisés, dans des institutions reconnaissables, exprimant les nouveaux pouvoirs sociaux. À cette seule condition, va-t-on échapper à l'éclatement, à l'aliénation massive, et aux errements politiques qui s'ensuivent; démagogie, dictature, manipulation, militarisation. Encore faudra-t-il réussir à remodeler les institutions actuelles, traditionnellement affectées à d'autres tâches, et singulièrement rébarbatives au changement, comme l'ont constaté au Québec les ministres expulsés des Affaires Municipales, coupables de réformes toujours trop radicales au goût des élus.

Cette conscience, ces institutions, ces pratiques, seront-elles reconnues et diffusées, dans les médias locaux et régionaux? Nos médias communautaires sont-ils assez nombreux et écoutés pour relever ce défi (B.D.A.A.)? Il ne s'agit pas pour autant de souhaiter la cacophonie radiophonique belge française, ou la guérilla médiatique allemande!

Enfin quelle logique de l'espace verra-t-on se définir comme nouvelle articulation des espaces privés et publics? C'est ce que j'appellerais l'enjeu de base, l'enjeu commun aux agents sociaux, aux mouvements sociaux, dans le développement local. Il me paraît incontournable, inévitable souhaitons-le, qu'une amélioration significative et vécue de la qualité de la vie, de la conscience de vivre, de la participation au changement, passe par de multiples recherche-action et des études approfondies, en de nombreux milieux de vie, de l'environnement bâti Intérieur. Mais, n'est-ce pas là notre environnement le plus immédiat, occupant les deux tiers de notre vie, au moins! Il est à peine concevable que les humains cherchent encore à déprécier la vie quotidienne de la majorité, par souci d'hiérarchisation sociale, d'économie apparente, par incurie, devant la misère immédiate et à long terme, que ces conditions de travail et de vie entraînent! Quel prix nous payons présentement, en malaises divers mal identifiés, en maladies graves, en frais directs et indirects! C'est là une ponction vampirique de nos forces vitales, de notre production économique, que la conscience a trop tardé à condamner et à rejeter aux oubliettes de l'histoire humaine. Le cas St-Basile, le cas Cascades, le problème du St-Laurent, l'incendie criminel du poumon planétaire que constitue la jungle amazonienne, l'alerte au radon que vit notre voisin du Sud ne sont que quelques-uns des multiples témoignages en faveur d'une salutaire et vigoureuse réaction à l'égard de notre espace local, privé, ou environnemental. Pour Bill Teron, l'ex-patron du Ministère d'État aux Affaires Urbaines et de la S.C.H.L., les Canadiens se trouvaient «sur-bâti/over-housed» et insolubles. Selon lui, il leur fallait des solutions «abordables» et plus de modestie. Ne faut-il pas aussi penser



qu'ils souffrent du mal-bâti, de l'absence de design ergonomique, urbain, industriel et domestique!

Je conclus de façon à rendre justice au titre de cette communication, en paraphrasant la phrase-choc de Niels Bohr: **Quand on bombarde les humains avec de pareilles conditions sociales et vitales, il se gaspille une énorme quantité d'énergie.**

#### NOTES

- 1 HANDEL, S., *La révolution de l'électronique*, Verviers, Gérard et Cie, 1969, p. 289.
- 2 Comme en témoigne le Congrès progressif en éthique arrimé par le département de Sciences Religieuses de l'Université du Québec à Chicoutimi en octobre 1988.



## ÉTHIQUE ET MOUVEMENTS SOCIAUX AU NIVEAU LOCAL

Alejandro RADA-DONATH  
Groupe de recherche et d'intervention régionales  
Université du Québec à Chicoutimi

*Je me moque des hommes qui se disent «pratiques», et de toute leur sagesse. Si l'on voulait être une brute, on pourrait naturellement tourner le dos aux souffrances de l'humanité et s'occuper de sa propre peau.*

Karl Marx

L'objectif de ce texte est de collaborer à la compréhension théorique des nouveaux mouvements sociaux et de favoriser l'émergence de la conscience éthique au niveau local<sup>1</sup>.

### LA PRÉSENCE DE L'ÉTHIQUE

La question éthique est souvent mise en relief explicitement par les chercheurs en sciences sociales, mais sans toutefois être intégrée à l'intérieur de la démarche scientifique, semble-t-il pour des raisons catégorielles. Pourtant le phénomène éthique, de caractère hautement culturel, est central pour une bonne compréhension des mouvements sociaux. Généralement, cette présence de l'éthique se fait explicite au commencement ou à la fin d'un processus analytique. La dimension éthique apparaît alors dans une enveloppe de souhaits, d'espérance ou d'utopie. Fréquemment, il s'ajoute un certain sens d'impuissance et d'angoisse face à des situations jugées lourdes de conséquences pour la collectivité. Parfois, on a la sensation d'assister à la renaissance d'une philosophie éthique qui tombe du ciel - ou de l'enfer - surplombant des pages riches de positivisme ou d'empirisme scientifique «mises à jour» par les derniers questionnements épistémologiques en sciences sociales. En somme, l'éthique est présente mais reste un couronnement extérieur au discours. Elle a l'allure d'un phénomène parallèle bien que digne d'être affirmée. Ce qui semble certain, c'est que la dimension morale ou éthique est associée à autre chose qu'à la démarche disciplinaire des sciences sociales et qu'on n'envisage pas son intégration à l'analyse même.

Il y a des expressions explicites de renvoi à l'éthique dans la littérature scientifique qui touche les sujets relatifs au développement régional mais elles sont le signe le moins important de leur présence dans les sciences sociales<sup>2</sup>. En effet, souvent l'éthique remplit l'horizon ultime de la recherche. Dans l'arrière-plan du discours scientifique se dessine la préoccupation qui cherche à comprendre la dynamique de la société pour découvrir ses conséquences pour la vie humaine. Parfois, ce souci éthique en Occident apparaît inspiré par des raisons de type philosophique, humanitaire, religieux ou scientifique. L'inspiration chrétienne ou marxiste sont deux cas d'inspiration différente qui vont colorer différemment les appels à l'éthique. Mais cela ne fait plus de différence face aux problèmes majeurs de l'heure. À notre avis, décortiquer les motivations et les intentions ultimes en relation avec les théories sociales a du sens dans la mesure où cela fait face aux enjeux communs de l'humanité. C'est dans ce sens fondamental que nous avons déjà exposé ailleurs comment «*la signification ultime d'un acte social se mesure par sa signification directe ou indirecte au profit de la vie et de la mort de l'être humain en tant que processus individuel ou collectif*»<sup>3</sup>. Nous faisons de cet énoncé, une première hypothèse de notre texte. Cette *signification ultime de l'acte social* que nous venons de nommer se place au niveau du fondement même de la question humaine.

S'il en est ainsi, le chercheur en sciences sociales se retrouve toujours, parfois malgré lui, un éthicien. Il ne peut pas s'empêcher de faire émerger l'éthique quand, motivé par son horizon intentionnel, il se pose la question d'un choix de société. Dès lors, la dimension humaine pénètre par capillarité ses analyses et ressort explicitement chaque fois qu'il fait face à l'ordre des finalités. Nous formulons la justification scientifique de cette position comme deuxième hypothèse: *le phénomène éthique est l'une des composantes épistémologiques essentielles des sciences sociales en tant que sciences humaines*. Nous voyons la position de l'éthique en sciences sociales d'une façon similaire à celle de l'épistémologie. Personne ne doute aujourd'hui de l'importance d'être conscient de l'épistémologie qui soutient le discours scientifique. Les colloques sur le sujet ne manquent pas et seulement à partir des préoccupations des chercheurs de la région du

Saguenay—Lac-Saint-Jean, il s'est publié trois collectifs récents (Bhérier-Deslauriers (1985), Deslauriers (1987), Deslauriers-Gagnon (1988)<sup>4</sup>. La philosophie des sciences et les discours des épistémologues ont désormais leur carte de citoyenneté en sciences sociales et cela est entré dans les moeurs à l'intérieur même du discours des chercheurs. Les citations de certains auteurs tels Foucault (1966, 1969), Kuhn (1970), Popper (1973), Feyrabend (1979) Ladrière (1977) sont remarquablement fréquentes. L'hypothèse que nous venons d'énoncer affirme que de la même façon qu'on ne peut plus faire des sciences sociales sans une réflexion épistémologique, on ne peut plus faire abstraction de la dimension éthique impliquée.

L'éthique, dans le discours social, apparaît souvent nommée au moment du choix, surtout face aux dilemmes qui ont des conséquences sur la population ou l'humanité. Il n'y a aucun doute que la question du choix est essentielle comme aboutissement ultime d'un processus social<sup>5</sup>. Mais invoquer l'éthique à la dernière minute signifie réduire son intervention au seul moment de la fin d'un diagnostic. Le risque d'être cloisonné par des paramètres méthodologiques, nécessaires à la rigueur scientifique, peut peser lourd dans les extrapolations de la recherche si les phénomènes éthique et culturel n'ont pas droit de présence au moment qui leur est dû. Le désespoir de ceux qui ne ressentent que de l'impuissance face au pouvoir de l'appareil de l'État est peut-être l'une des conséquences de cette approche. Il ne semble pas méthodologiquement adéquat de dépouiller le phénomène éthique de son ancrage réel pour considérer sa nature comme différente de celle de la démarche scientifique. Ainsi, on n'aura pas d'autre choix que de le reléguer à la dimension subjective de la conscience.

#### AUTOUR DE LA VIE

Une nouvelle catégorie est de plus en plus présente dans les descriptions des nouveaux mouvements sociaux et dans les écoles d'inspiration dialectique. Cette catégorie s'exprime par le concept de «vie», concept qui n'est pas nouveau en sciences sociales. Des descriptions de la vie sont toujours présentes. Comment ne pourrait-il pas en être ainsi, dira-t-on, si celle-ci constitue un

présupposé évident? Mais la question se situe dans le droit de regard que l'on confère à ce concept au niveau de l'analyse sociale. Bien que la vie, comme référent, soit très présente et même citée très abondamment dans la littérature fondatrice des écoles de sciences sociales d'origine dialectique<sup>6</sup>, une réduction se produit quelque part au niveau de l'appareillage méthodologique. La vie comme concept opérationnel reste à l'écart. C'est peut-être l'une des raisons de l'impuissance de l'analyse sociale actuelle quand elle cherche une compréhension plus adéquate de la dynamique sociale ou le terme «vie» réapparaît sur la scène. En effet, prenons par exemple, l'une des caractéristiques fondamentales des nouveaux mouvements sociaux mises en relief par les auteurs: l'autonomie. Si nous faisons le lien entre ce concept et celui de vie, le concept d'autonomie n'est pas seulement *l'une* des caractéristiques de la vie mais *la* caractéristique essentielle de toute vie en général. Faut-il s'étonner de l'impuissance de certains analystes sociaux à comprendre la dynamique profonde de ces mouvements? Cette question de l'analyse des mouvements sociaux dont l'autonomie devient la clef de voûte a remis en question toute l'analyse dialectique qui emploie comme instrument des catégories qui sont réductionnistes de la vie comme référent. André Gorz, bien que dans un autre contexte, semble le dire d'une façon lapidaire: après avoir rappelé la signification grecque du terme, «celui qui se donne sa propre loi», il dit: «La conduite autonome, par essence, échappe à l'explication sociologique» (1983: 131).

C'est quelque chose d'analogue qu'il nous semble entrevoir dans les hypothèses premières de Melucci, quand il se propose de «lire les conflits post-industriels comme un affrontement entre les ressources d'*autonomie* individuelle produites par le système et les exigences systémiques d'expropriation et d'imposition d'identité»<sup>7</sup>. Les catégories «vie» et «mort» deviennent plus explicites quand Melucci dit que les jeunes sont

un miroir de la société tout entière, une sorte de paradigme des problèmes cruciaux des systèmes complexes: tension entre l'expansion des *chances de vie* et contrôle diffus, entre la possibilité d'individuation et les définitions externes de l'identité. L'inachevé comme ouverture au possible, comme changement et réversibilité des choix, se transforme en

destin et devient une *mort* sociale pour ceux qui ne se laissent pas réduire aux indices, aux règles de la normalité»<sup>8</sup>.

Ce sont des phénomènes qui prennent le devant de la scène et qui semblent irréductibles à la dialectique théorie-pratique où un tiers élément qui échappe au système dialectique rationnel et pratique deviendrait inexplicable, incompréhensible ou insaisissable. «De ce point de vue - toujours selon l'auteur - les processus de mobilisation collective les plus dissociés des catégories sociales spécifiques sont ceux qui rendent les plus directement explicite le caractère *culturel* du conflit»<sup>9</sup>. C'est parce que, «les lieux et les temps de l'expérience émotionnelle, affective, corporelle, sont circonscrits de façon distincte, rigidement séparés de ceux de la parole «rationnelle»<sup>10</sup> et de ce point de vue «les théories libérales du progrès ou les théories marxistes de la révolution ont ce paradigme commun»<sup>11</sup>. Et c'est précisément cette affectivité, cette recherche d'une identité, de la différence<sup>12</sup>, et pour la femme dans le cas de l'accouchement «de la possibilité de *vivre* comme si elle avait l'expérience de *donner la vie*»<sup>13</sup> qui constitue le phénomène qui échappe aux analyses et catégories strictement dialectiques. C'est comme si la culture dans ce qu'elle a de plus spécifique dans la mobilisation collective devenait floue et insaisissable, un lieu où précisément la nouvelle dynamique sociale prend naissance. Il faut reconnaître semble-t-il que la recherche de l'identité individuelle et collective n'appartient pas par nature ni au domaine des idées (théories) ni au domaine de l'action efficace (pratique). Elle est d'un genre différent, celui que la pensée et l'agir humain ont toujours présupposé: la *vie*.

## LE PROBLEME THÉORIQUE

La raison qui nous a amené à choisir les hypothèses de Melucci pour illustrer la nôtre réside dans la problématique qu'il suscite avec son analyse autour des catégories: «autonomie» et «vie»<sup>14</sup>. D'un point de vue méthodologique, la description de cet axe nouveau de l'action collective et de sa dynamique nous intéresse. Melucci affirme que la médiation politique conçue à l'intérieur du paradigme traditionnel d'interprétation des mouvements est insuffisante précisément parce que c'est dans le nouvel axe

manquant où semble fleurir la dynamique des nouveaux mouvements sociaux. Il y a donc une nouvelle dimension qui caractérise l'essentiel des nouveaux mouvements sociaux. Elle est nommée de différentes formes par Melucci comme par exemple le lieu «de la formation de l'identité et du sens» et de «la structure motivationnelle de l'action humaine». Mais ce qui semble se dégager, c'est dans eux que se trouvent les «enjeux des sociétés à haute complexité» (Melucci, 1983b: 43). Avec l'affirmation de l'insuffisance de l'analyse sociale traditionnelle critiquée par l'auteur, le problème théorique apparaît. Melucci se demande «comment tenir ensemble les pôles d'une relation qui est une relation d'opposition mais aussi de complémentarité...? N'est-ce pas là l'impasse à laquelle semble aujourd'hui se buter le mouvement dans sa difficulté de mettre en quelque sorte en relation registre personnel et registre politique?» (Melucci, 1983a).

C'est ici que prend place notre troisième hypothèse. Elle est de caractère épistémologique et affirme que *les sciences humaines structurent leur champ de connaissance selon trois types majeurs de cohérences cognitives: l'articulation rationnelle de l'intelligence; la cohérence perceptive de la compréhension; l'articulation dialectique de la pratique. Chaque cohérence étant de nature différente est à la fois irréductible aux autres tout en restant virtuellement complémentaire.* C'est dans le premier et dans le troisième champ de connaissance humaine que les sciences sociales ont structuré généralement leurs discours et c'est dans le deuxième que les nouveaux mouvements sociaux trouvent leur vitalité<sup>15</sup>. Ces trois domaines correspondent semble-t-il aux trois types d'approches cognitives de toute conscience humaine: connaissance abstraite, connaissance perceptive et connaissance pratique (à ne pas confondre celle-ci ni avec les sciences appliquées ni avec la praxis). Du point de vue épistémologique, l'abstraction est irréductible à la perception et toutes les deux à leur tour sont irréductibles à la connaissance qui se dégage d'un mouvement externe. Il s'ensuit trois types d'argumentation discursive qui s'entremêlent, s'excluent ou se complètent selon les choix des intérêts argumentatifs, des objets et des méthodes. Il y a là un domaine anthropo-noétique de base présent dans tout langage parlé<sup>16</sup>. Il ne faut pas s'étonner alors de repérer ces trois



types d'articulation cognitive scientifiquement à l'oeuvre dans les pratiques des sciences humaines<sup>17</sup>.

### COMPLÉMENTARITÉ DES ARTICULATIONS THÉORIQUES MAJEURES

Une position qui tient compte seulement de deux pôles (la théorie et la pratique) ne rejoint pas l'équilibre des trois axes que nous venons de décrire. Si l'analyse est seulement théorico-pratique, elle sera très efficace au niveau de l'analyse de la structure de la rationalité institutionnelle de la société mais déficiente comme instrument pour observer les nouveaux mouvements sociaux. La rationalisation de la science en techno-science et son ancrage dans le corps social opère dans tous les domaines de la société et elle peut être toujours repérée avec justesse par le biais des catégories et du langage de la rationalité. Les analyses seront toujours puissantes pour nous *expliquer* les déterminations qui sont de caractère économico-social et politique (premier et troisième axe) au niveau social parce que ce phénomène pénètre toutes les structures de la société. Il est présent partout et on le trouve même internalisé et culturellement enraciné dans le plus profond de la psyché humaine individuelle et collective. Mais de là à réduire tout le phénomène à cette observation objective de l'analyse rationnelle, il y a une marge. Et c'est cette incapacité de voir cette marge qui a conduit dans le passé à des visions philosophiques, réductionnistes et totalisantes, aujourd'hui discréditées. Ces analyses, disons-le en passant, prétendent souvent saisir les mouvements avec des catégories statiquement conçues à l'intérieur d'une rationalité dialectique typique de la modernité.

L'analyse se révèle plus féconde quand on fait intervenir d'autres approches pour comprendre de plus près le phénomène humain, et semblerait-il qu'il n'y a rien de plus près que le *mode de vie* dans toute sa richesse et complexité<sup>18</sup>. La seule façon équilibrée de *comprendre* les phénomènes culturels et la dynamique qui régissent les nouveaux mouvements sociaux, c'est d'abord et avant tout à partir de leur mécanisme intérieur qui est le seul pouvant nous révéler son identité principale. Au niveau des phénomènes, il semble que, sans équivoque, l'identité symbolique, source de l'action sociale collective des nouveaux mouvements, soit première

et avec sa stratification interne soit seconde. Ne pas tenir compte de cela au nom d'une définition préétablie dialectico-rationnelle de la conscience pourra certes se faire. Mais ce sera d'une façon secondaire par rapport à la recherche de la conscience que produit directement une action collective dont les effets sont significatifs pour la société civile et politique au niveau local. La dialectique théorie-praxis (deuxième et troisième axe) pourra tout au plus établir une relation d'analyse externe avec ce deuxième axe de la vie individuelle et collective. Si cette analyse ne veut pas extrapoler ses conclusions à la dynamique locale, elle doit circonscrire d'une façon très précise le domaine et la portée des déterminations sociales, économiques ou politiques pour l'identification nommée ci-haut. C'est le maximum que nous pouvons demander à un chercheur en sciences sociales qui opère en termes préférentiels d'*explication*.

Par contre, c'est au niveau culturel en général (psychosociale, communicationnelle, symbolique, religieuse et ainsi de suite) que la *compréhension* (deuxième axe) des mouvements pourra être faite de plus près pour rendre mieux compte du «mécanisme» de leur dynamique<sup>19</sup>. Précisons le sens du terme *compréhension*. Elle n'exclut pas les *explications* dialectiques précédentes. Si elles sont exclues, nous nous retrouverons encore une fois dans une démarche réductionniste. Absolutiser ce deuxième axe pour le rattacher exclusivement, par exemple, à la prise de pouvoir au niveau local mettra encore une fois en jeu seulement deux axes (donnant préférence au deuxième et au troisième: vie-locale et pratique politique). Cela amènerait à ignorer les déterminations dialectiques qui se déroulent à une échelle moins visible et qui déterminent les relations sociales au niveau de l'économico-politique et culturel à un niveau plus général.

La recherche de complémentarité de ces trois types de cohérence cognitive ne signifie pas accepter un éclectisme théorique. Leur nature différente n'implique pas postuler une division réductionniste de la conscience individuelle et collective. La complexité de l'interaction de ces trois approches de la connaissance humaine dépasse, à notre avis, toute *dialectique* rationnelle - soit-elle aristotélicienne ou hégélienne - qui dans sa pratique réduit la conscience humaine à la rationalité. Quoiqu'il en soit de cette

théorie épistémologique des sciences humaines, la classification des discours dans ces trois grands champs, zones ou lieux de référence noétiques pour situer un discours scientifique nous permet de maintenir ouverts les différents choix théoriques quand un projet d'action commune est visé avec clarté. Et cela est d'une importance capitale dans notre programme universitaire où le cloisonnement des disciplines et les théories divergentes peuvent empêcher en partant la complémentarité possible des disciplines dans la recherche de la dynamique collective.

### **DIVERSIFICATION THÉORIQUE ET RÉFÉRENT RÉEL**

La considération des trois domaines autonomes de connaissance humaine à première vue semblerait justifier une diversification théorique grandissante. Nous voulons d'abord réaffirmer cette diversification sachant qu'elle est à situer au niveau d'une épistémologie globale de la connaissance scientifique avec ses trois approches anthropo-noétiques de base. Il semblerait, en effet, que l'on se trouve devant une pratique des sciences humaines en général qui prend comme acquis les trois fonctions de base de tout être humain qui sont: penser, sentir et agir. C'est une situation de fait qu'il ne faudrait peut-être pas prendre à la légère. Des méthodologies philosophiques ou scientifiques ont été développées pour chacun de ces domaines de connaissance à travers l'histoire de la pensée de l'Occident qui a mis l'accent sur l'une ou sur l'autre selon les conjonctures, les écoles, les auteurs. Chaque domaine de connaissance semble se trouver internalisé dans la mentalité collective et scientifique de certaines périodes historiques dont les valeurs et les limites se manifestent au niveau de l'approfondissement de l'articulation de chaque cohérence cognitive.

Ces trois approches ont chacune leurs fondements épistémologiques qui fournissent leurs visées critiques en regard de leur objet d'analyse. Puisque chacune des approches a un domaine spécifique et irréductible, la critique d'une approche méthodologique en regard de la réalité n'est pas nécessairement valable pour les autres. Une approche scientifique est réductionniste et en conséquence partielle dans ses jugements chaque fois que son point de vue devient épistémologiquement exclusiviste ou tota-

lisant, ce qui amène souvent inconsciemment à des extrapolations. L'atomisation des disciplines favorise une pratique de la science qui dans ce sens fait le jeu de la rationalité opérationnelle socio-économique et politico-culturelle de la techno-science, au nom de la spécialisation scientifique et de la neutralité éthique (Ladrière, 1977: 28). Ce qui nous intéresse ici, c'est d'indiquer que ces trois dimensions, à notre avis, doivent être considérées dans leur ensemble dynamique et interactif, sans confusion ni réduction de l'une à l'autre. C'est ce qui pourrait nous permettre d'avoir en main un instrument global à la fois critique et respectueux pour analyser à partir de trois perspectives scientifiques, épistémologiquement diverses, les nouveaux mouvements sociaux. Nous éviterons peut-être ainsi des jugements partiels et des théories réductionnistes préconçues d'une réalité très complexe comme c'est le cas de la dynamique actuelle des collectivités locales.

Reconnaître cette diversification théorique et réaffirmer l'autonomie de ses lois internes de cohérence cognitive ne signifie pas stratifier la pensée de façon cloisonnée. Nous avons la preuve de l'influence mutuelle du psychisme sur la pensée et des intérêts divers sur les arguments rationnels. L'autonomie cognitive sera difficilement synonyme de neutralité éthique. C'est pour cela que les affrontements théoriques sont nécessaires, voir indispensables dans une démarche scientifique collective, le chemin le plus court pour trancher les questions éthiques, à notre avis, vient de l'extérieur du champ théorique. On trouvera difficilement un raccourci à la question des implications éthiques à partir de la discussion théorique. Il est plus possible d'unifier certaines perspectives fort différentes à partir du *réfèrent ultime* des discours. Prenons encore l'exemple de l'auteur dont nous nous sommes servi pour illustrer notre pensée. L'hypothèse générale de Melucci (1983a:18) est que les conflits post-industriels sont «comme un affrontement entre les ressources d'autonomie individuelle produites par le système et les exigences systémiques d'expropriation et d'imposition d'identité» parce qu'il y a un nouveau phénomène qui s'impose: «le relâchement des appartenances de classes, l'émergence des formes de solidarité qui n'ont plus comme *référence* principale leur place dans les rapports de production...»<sup>20</sup>. Les conflits de classes pour lui ne seront plus un

réfèrent *réel* qui l'intéresse parce que «les classes en tant que groupes sociaux *réels* définis par leur position dans le rapport de production sont en train de se dissoudre» (Melucci, 1983: 41). Si effectivement ce que dit Melucci s'avère fondé, c'est-à-dire que «les groupes sociaux *réels* définis par leur position de classe sont en train de se dissoudre», c'est l'édifice théorique même intégrant la lutte des classes prétendument réelle qui s'effrite. Nous n'avons pas cité cet exemple pour entrer dans le vif du sujet ni pour nous prononcer pour ou contre. Nous l'avons fait seulement pour nous rappeler quelque chose de très banal: les théories sont mises à l'épreuve du côté du *réfèrent réel* que tous les auteurs croient valables et qu'ils essaient de saisir. Ceux-ci présupposent que la *réalité* a toujours le dernier mot. Le dépassement donc de l'éclectisme et de toute prétendue neutralité théorique, à notre avis, se trouve dans le lien avec le *réfèrent réel* ultime qui est envisagé dans un projet concret, dans un objectif de recherche ou dans une activité en cours. Dans le langage courant, il s'agit de savoir finalement *ce qui se passe* vraiment: affirmation simple mais qui fait toute la différence entre la philosophie qui penche du côté des arguments de la pensée et la science centrée plutôt sur la perception de la succession des événements.

### LA VIE COMME PROCESSUS

Face aux nouveaux mouvements sociaux, Melucci cherche «un concept qui soit homologue à celui de rapport de classe de Marx mais qui ne fasse plus référence aux classes...» et il le remplace par le binôme: «rapports antagonistes» pour «souligner la signification générale des luttes qui touchent la logique du système dans les sociétés à haute complexité» (Melucci 1983: 42). Ici non plus, ce n'est pas la question en soi qui nous intéresse mais ce qu'elle laisse de côté: la *vie* comme pôle autonome d'analyse. Malgré toute la place que l'auteur cité donne à la *vie*, décrite de multiples façons, comme source de mobilisation collective, la *vie* ne semble pas être opérationnalisée dans son analyse dialectique: la dialectique non plus n'est pas en tant que telle remise en question. Pour Melucci, le fait qu'«il faut reconnaître que la médiation politique n'épuise pas le potentiel des demandes collectives» et que «le questionnement des  *fins*  renaît sur des terrains différents de la société»<sup>21</sup> ne l'amène pas

à reconnaître l'autonomie méthodologique des nouveaux phénomènes. L'éthique qui est située précisément dans la revendication de la *nouvelle vie*, selon l'ordre des *finalités*, n'est pas reconnue pour elle-même. Le discours ne semble pas s'être affranchi suffisamment encore de la rationalité cartésienne reprise par la dialectique classique hégélienne et marxiste de la modernité. À la recherche de concepts substitués, elle semble méthodologiquement plutôt une «restauration».

Conforme à notre première hypothèse citée plus haut<sup>22</sup>, la vie devient le référent réel, le critère ultime du jugement de la réalité sociale et un axe central dans la façon de repenser la dialectique. Quand nous parlons du processus de vie et mort nous entendons nous référer à une universalité concrète perceptible dans les hommes et les femmes vivant au niveau local «en chair et en os» selon l'expression d'un auteur très connu. Tant que l'analyse collective ne met pas en jeu la «trialectique»: *psyché - théorie - pratique*, la conscience «scientifique» restera aliénée de la *vie* par rapport au référent *réel* du discours qui est toujours fait par ou pour quelqu'un de très concret<sup>23</sup>.

Une première conséquence touche directement la conscience humaine qui dans le contexte de la modernité sera définie objectivement et «en soi» par une rationalité politique isolée sans tenir compte de son identification non-idéologique première. Tandis que si la vie est assumée comme référent réel et pôle d'analyse à partir de ce qui la caractérise spécifiquement en tant que telle, la vie rentre «trialectiquement» dans le jeu. Dès lors se fait la lumière sur un processus continu de vie et mort présent à tous les niveaux de l'existence humaine<sup>24</sup>.

On peut déceler les agents de vie et de mort à tous les niveaux (social, politique, économique, culturel, etc.) pour établir davantage et d'une façon plus précise l'orientation du mouvement d'une histoire locale, régionale, etc., mais en tenant compte du fait que l'interprétation non-idéologique est celle qui finira par savoir ce qui se passe finalement avec la vie des vivants. Il ne s'agit pas de bâtir une nouvelle philosophie. Il s'agit de faire émerger l'éthique à partir des phénomènes sociaux» (Rada 1987: 125).

Sans cette référence ultime où les effets peuvent être perçus, l'éthique reste aux prises avec les innombrables formulations théoriques possibles de chaque auteur, toujours changeantes selon le «progrès» scientifique de l'heure. Mais toutes ces reformulations ne sont que les plus pures et charmantes filles légitimes de la rationalité moderne. Comme quelqu'un le disait ironiquement: «Si vous n'aimez pas la vie qu'on vous fait, si vous êtes résolu à vous battre pour la changer, commencez par ne pas vous tromper de querelle. Ni d'adversaire»<sup>25</sup>.

## NOTES

- 1 Au niveau local, il y a un vide éthique parfois explicitement mis en relief par les chercheurs (Parenteau, 1986: 188). Il s'agit d'une «éthique appliquée» (bien que ce terme prête à confusion) à l'environnement, à l'aménagement et au développement local.
- 2 Parmi les innombrables textes qu'on peut citer comme exemple, dans le contexte du développement régional voir Clyde Weaver et Joanne Jessop (1985: 146), John Friedmann (1985: 297-8).
- 3 Voir Rada, 1987: 124.
- 4 À cet effet, voir les auteurs suivants: Bhérer-Deslauriers (1985), Deslauriers (1987), Deslauriers-Gagnon (1988).
- 5 C'est la raison pour laquelle les valeurs, les responsabilités, la conscience et les choix collectifs sont les aspects les plus soulignés à la fin des textes, ce qui ne fait pas l'exception au niveau régional ou local (Boisvert, 1985: 9), (Gagnon, 1985: 39), (Andrew, 1986: 119) (Aydalet, 1985: 58), (Manzagol, 1985: 179), (Boudreaux, 1986: 14).
- 6 Des définitions ou descriptions importantes de Marx, par exemple, font référence explicite à la vie en tant que référent principal de l'énoncé. Deux exemples tirés au hasard: la première définition que nous trouvons formulée par Marx (1867: 52) dans *Le Capital* dit: (Voir note no 1 du premier chapitre) «Ce qui fait la valeur naturelle d'une chose, c'est la propriété qu'elle a de satisfaire les besoins ou les convenances de la *vie humaine* » (*L'italique* est nôtre). «Une révolution sociale se situe au niveau de la totalité, parce que... elle est une protestation de l'homme contre la *vie inhumaine* » *Die Menschheit, wie sie ist und wie sie sein sollte*, MEGA 1, p. 22 cité par Rubel (197: 101). *L'italique* est nôtre.
- 7 *L'italique* est nôtre.
- 8 Op. cit. pp. 18-19. *L'italique* est nôtre.
- 9 Op. cit. p. 28. *L'italique* est dans le texte.
- 10 Op. cit. p. 19, souligné dans le texte.

- 11 Op. cit. p. 20. Cette dernière affirmation de Melucci a été faite dans le contexte que voici: «...nous provenons d'une culture pour laquelle l'histoire se présente comme un dessein tourné vers une fin et où le présent n'a qu'une valeur de lieu instrumental de passage, où l'action présente ne trouve son sens qu'en référence aux finalités poursuivies et à la lumière de celle-ci» (suit le texte cité par nous).
- 12 Melucci (1983: 23) oppose la recherche de la «différence» dans les mouvements féministes au-delà de leur différence «naturelle» dans la mise en question de «certaines certitudes et conquêtes de la conscience «progressiste» marxiste ou non marxiste». C'est pour cela que «l'effort d'interprétation de ce qui était en train d'émerger de nouveau dans la société de l'après 68...n'a pas été suffisant pour prévoir et pour comprendre la nouveauté du mouvement des femmes».
- 13 Op. cit. p. 22. *L'italique* est nôtre.
- 14 Ces catégories ne sont pas si explicites dans *La société post-industrielle* de Alain Touraine (1969), auteur que Melucci semble suivre méthodologiquement de près.
- 15 Le premier domaine est celui des représentations objectives et relève principalement de l'intelligence et de son raisonnement (de l'articulation rationnelle); le deuxième est celui des phénomènes perçus et relève principalement de notre corps en particulier de nos sens corporels (compréhension du sens); finalement, le troisième est le domaine du mouvement en tant que connaissance pratique et dépasse grâce à l'action le cercle de notre sujet conscient (dialectique de la pratique).
- 16 Nous employons ici le terme *anthropo-noétique* - par opposition à *anthropologie* - pour les modalités de l'acte de connaître, acte qui n'est pas toujours nécessairement de nature intellectuelle. Selon notre hypothèse, il y a trois «modalités» de connaissance avec des langages qui sont irréductibles l'un à l'autre. Cela peut se comprendre davantage par une comparaison avec Husserle. Pour lui les «modalités» n'étaient autres choses que des modalités du *cogito* lui-même. Pour nous elles deviennent des langages autonomes, irréductibles noétiquement et de nature spécifiquement différentes.
- 17 «Ces trois types d'articulation semblent répondre à une anthropologie cognitive la plus élémentaire. Cela nous permet de les repérer facilement à l'oeuvre dans la pratique des sciences humaines comme un acquis incontesté. Au niveau de la neuro-psychologie, par exemple, on dira que le cerveau est le support de l'activité psychique, de la sensibilité consciente et des mouvements volontaires. Chez les animaux on distinguera le «cerebrum», le «sensorium» et le «motorium» comme les composantes principales de leur système neuro-cérébral (Morin, 1986: 53-56). En taxonomie éducative, on parlera de trois domaines: cognitif, affectif et psychomoteur (Bloome, 1975-76). Dans les sciences cognitives (Andler, 1987: 5) on dira que «les phénomènes étudiés ne concernent pas seulement le raisonnement et la connaissance au sens courant de ces termes, mais aussi le langage, la perception et l'action». Les moralistes contemporains (Goulet, 1987) se divisent entre ceux qui soutiennent la morale conceptuelle ou universelle, la morale personnaliste et la morale utilitariste ou pragmatique. Enfin, on pourrait continuer à multiplier des exemples qui abondent dans le même sens. Mais disons pour conclure qu'en linguistique, y inclus les théories nominalistes (Gochet, 1972: VIII-IX), ce n'est pas par hasard que la triple distinction de Morris soit devenue célèbre et de fait acceptée par tous: l'approche syntaxique, l'approche sémantique et l'approche pragmatique» (Rada, 1988).



- <sup>18</sup> On décrit fréquemment des *modalités* de vie comme c'est le cas des *modes* de vie parallèlement aux *modes* de production, *lieu* de vie et *lieu* de travail (Klein, 1988).
- <sup>19</sup> C'est dans ce nouveau contexte qu'il faudrait, peut-être, envisager la théorie de «l'agir communicationnel» de Habermas (1976).
- <sup>20</sup> Op. cit. p. 26. L'*italique* est nôtre.
- <sup>21</sup> Op. cit. p. 44. L'*italique* est nôtre.
- <sup>22</sup> Cf. p. 3 de notre texte.
- <sup>23</sup> Nous avons déjà exposé notre position théorique sur ce sujet (Rada 1988, pp. 26-29). Il ne s'agit pas de la substitution d'un mot (*dialectique*) par un autre (*trialectique*) d'une façon unidimensionnelle. Il s'agit de la construction d'un cadre théorique - encore en chantier - qui cherche le dépassement de la rationalité de la mentalité greco-occidentale dérivée de la conception dualiste de l'être et exprimée dans la cohérence intellectuelle du cartésianisme et les dialectiques aristotélicienne, hégélienne et hégélienne renversée.
- <sup>24</sup> «En effet, nous les trouvons à tous les niveaux de la dynamique du réel, agissant dialectiquement dans chaque système spécifique comme, par exemple, dans la croissance ou la régression au niveau pédagogique, la maladie et la convalescence au niveau de la santé, le développement ou le sous-développement au niveau économique, la dépendance ou la libération au niveau socio-politique, l'évolution ou l'involution dans l'ascension de l'homme, etc. qui sont tous des processus (Rada, 1987: 124).
- <sup>25</sup> BONNOT, 1976: 203.

## RÉFÉRENCES

- ANDREW, C., (1986). «Aménagement et développement: une dissociation?», in *Aménagement et développement*, Acte du colloque de la section *Aménagement et urbanisme* (ACFAS), Québec, Chicoutimi 1985.
- ANDLER, D., (1987). «Progrès en situation d'incertitude» in revue *Le Débat*, no 47.
- AYDALOT, P., (1985). «Les dynamismes actuels dans l'espace français», in Boisvert, M. et P. Hamel, *Rédéploiement industriel et planification régionale*, Montréal.
- BONNOT, G., (1976). *La vie c'est autre chose. Les hommes malades de la science*, Paris.
- BOISVERT, M., (1985). «Rédéploiement industriel, aménagement de l'espace et développement régional: une problématique actuelle», in *Rédéploiement industriel et planification régionale*, Montréal.
- BLOOM, S. B., (1956). *Taxonomie des objectifs pédagogiques*, Tome 1, traduction française, Montréal, 1969.
- BHÉRER, H. et J.-P. DESLAURIERS, (1985). *Le renouveau méthodologique en sciences humaines : recherche et méthodes qualitatives*, Chicoutimi, GRIR.

- BOUDREAU, P., (1986). «Pouvoir local et mouvements sociaux, distances et médiations», in *Aménagement et développement*, Actes du colloque de la section *Aménagement et urbanisme* (ACFAS), Montréal.
- DESLAURIERS, J.-P., (1987) (sous la direction de). *Les méthodes de la recherche qualitative*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- DESLAURIERS, J.-P. et C. GAGNON, (1988) *Entre le savoir et l'action: choix éthiques et méthodologiques*, Chicoutimi, GRIR.
- FEYARABEND, P., (1975). *Contre la méthode*, traduction française, Paris, 1979.
- FOUCAULD, M., (1966). *Les mots et les choses*, Paris.
- FOUCAULD, M., (1969). *L'archéologie du savoir*, Paris.
- FRIEDMANN, J., (1985). «Auto-développement ou auto-dépendance?», in Boisvert, M. et P. Hamel, *Rédéploiement industriel et planification régionale*, Montréal.
- GAGNON, J., (1985). «Rédéploiement industriel et développement régional: une perspective québécoise», in Boisvert, M. et P. Hamel, *Rédéploiement industriel et planification régionale*, Montréal.
- GAUCHET, P., (1972). *Théorie nominaliste de la proposition*, Paris.
- GORZ, A., (1983). *Les chemins du Paradis. L'agonie du Capital*, Paris.
- GOULET, J., (1987). «L'interruption de la vie: choix personnel ou destin aveugle?», in Mettayer et Drapeau, *Droit et morale: valeurs éducatives et culturelles*, Montréal.
- HABERMAS, J., (1976). «Théorie de l'agir communicationnel», Tome I, traduction française, Paris, 1987.
- KLEIN, J.-L., (1988). «Le local redéfini: les groupes sociaux comme contre pouvoir», Communication présentée au *Colloque annuel de l'ACSALF*.
- KUHN, T.S., (1970). *La structure des révolutions scientifiques*, traduction française, Paris, 1972.
- LADRIERE, J., (1977). *Les enjeux de la rationalité*, Paris, Unesco.
- MANZAGOL, C., (1985). «Les politiques de développement régional au Québec: 1960-1984», in Boisvert, M. et P. Hamel, *Rédéploiement industriel et planification régionale*, Montréal.
- MARX, K., (1867). *Le Capital, critique de l'économie politique*, livre Premier, Tome I, Paris, Traduction de Joseph Roy, 1971.
- MELUCCI, A., (1983a). «Mouvements sociaux, mouvements post-politiques», in *Revue internationale d'action communautaire*, Montréal, no 10/50.
- MELUCCI, A., (1983b). «Partir des conflits pour analyser les mouvements sociaux in *Revue internationale d'action communautaire*, Montréal, no 10/50.
- MORIN, E., (1986). *La méthode 3. La Connaissance de la Connaissance*, Paris.
- PARENTAU, R., (1986). «Les consultations publiques et la participation à l'aménagement» in *Aménagement et développement*, Actes du colloque de la section *Aménagement et urbanisme* (ACFAS), Québec, Chicoutimi, 1985.

POPPER, K.R., (1973). *La logique de la découverte scientifique*, Paris.

RADA-DONATH, A., (1987) «Éthique fondamentale et méthode en science sociales», in Deslauriers, J.-P. et C. Gagnon, *Entre le savoir et l'action: choix éthiques et méthodologiques*, Chicoutimi, GRIR.

RADA-DONATH, A., (1988). «Le triple jeu des structures langagières de base: repères épistémologico-éthiques de la représentation. Communication au Colloque «Discours et représentations...» à l'ACFAS sous le patronage de la *Société Canadienne de sémiotique*, ACFAS, Moncton, 1988.

RUBEL, M., (1971). *Karl Marx, essai de biographie intellectuelle*, Paris.

TOURAINÉ, A., (1969). *La société post-industrielle*, Paris.

WEAVER, C. et J. JESSOP, (1985). «Rédéploiement industriel et économie locale: perspectives nord-américaines» in Boisvert, M. et P. HAMEL, *Rédéploiement industriel et planification régionale*, Montréal.



## L'ENRACINEMENT CULTUREL À L'HEURE DE LA DÉTERRITORIALISATION DES SYSTEMES D'ÉCHANGES

Danielle LAFONTAINE  
Groupe de recherche Interdisciplinaire  
en développement de l'Est du Québec  
Université du Québec à Rimouski

*...le mode de reproduction qui prend corps vise à reterritorialiser. Pour y parvenir, une seule méthode: métisser, proportionner, enraciner. Le métissage à l'horizontale, de ce qui a été séparé à la verticale par le remembrement des travaux, des savoirs, des moyens de production destinés à être renouvelés, constitue le premier pas vers la génération de telles unités.<sup>1</sup>*

*Serge Moscovici*

*...ce point de vue... nous oblige à être extrêmement attentif aux pratiques qui combattent, par exemple, la dissociation et la séparation des générations, des savoirs, des temps et des lieux que des hommes et des femmes ont marqués.<sup>2</sup>*

*Marcel Rioux*

Embourbés dans leurs théories contradictoires au sujet du développement «par le bas» ou «par le haut» plusieurs chercheurs et chercheuses canadiens-nes et québécois-es associés-es tant aux «Regional Sciences» qu'aux études régionales et en développement régional, viennent de rater une première occasion historique de contribuer significativement au vaste débat social et scientifique qui s'amorce au sujet du libre-échange.

Ayant eu à examiner plusieurs ouvrages sur les régions pour la *Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada* (ou Commission Macdonald) préparatoire aux négociations sur le libre-échange canado-américain, Shearer soulignait le caractère non homogène des définitions et des délimitations des régions utilisées<sup>3</sup>. Si certaines études à dominante géographique mettent l'accent sur l'homogénéité biophysique de certaines parties de «surface de la terre», dit-il, on a

aussi soutenu, qu'une région est un «phénomène sociologique» défini, «par la combinaison d'une structure sociale, d'une culture, d'un comportement commun et d'une identité»<sup>4</sup>. Le problème se complique encore du fait que, si les données se rapportant à la structure industrielle des économies régionales ou aux disparités régionales sur le plan du revenu et de l'emploi font la plupart du temps «l'unanimité», le changement de ces régions est généralement abordé via le «modèle d'ajustement du marché» par les économistes orthodoxes<sup>5</sup>, et via «le modèle des causes cumulatives» par les sociologues<sup>6</sup>. Or, ces modèles font non seulement état de conclusions très différentes au sujet des causes et des effets des échanges économiques entre régions, mais débouchent sur des arguments opposés en faveur ou contre des politiques de restriction ou de libéralisation des échanges commerciaux internationaux.

Les deux modèles mis en cause par Shearer, rejoignent des traditions intellectuelles assez divergentes; ces traditions recourent d'autre part en bonne partie les stratégies de développement «ascendant»<sup>7</sup> et «descendant»<sup>8</sup> menées, depuis la seconde guerre mondiale, tant sur des plans internationaux, nationaux et régionaux que, plus récemment, locaux.

Toutefois, étant donné qu'elle débouche sur l'adoption de clauses commerciales absolument inédites relatives aux services et au mécanisme binational unique d'arbitrage des différends, la négociation d'un Accord bilatéral de libre-échange canado-américain<sup>9</sup>, laquelle s'est d'ailleurs justement effectuée sur la base du modèle dit «d'ajustement du marché»<sup>10</sup> retenu par la Commission Macdonald, traduit des transformations récentes majeures des systèmes institutionnels nord-américains.

Ces transformations auraient cependant été amorcées, au niveau des systèmes de production et d'échanges économiques<sup>11</sup>, il y a beaucoup plus longtemps. Mais des représentations politiques héritées des Grecs<sup>12</sup>, combinées à des représentations sociologiques elles-mêmes fortement influencées par l'émergence des

États-Nations européens<sup>13</sup>, les auraient à la fois occultées et freinées. L'héritage grec en particulier n'aurait cessé d'alimenter plusieurs représentations lacunaires et divergentes<sup>14</sup> de l'autorité politique et, sous-jacentes à ces dernières, des acteurs sociaux eux-mêmes. La sociologie se serait pour sa part faite propagatrice principale d'une représentation «psychologiste» de la «société nationale» autodynamique, une représentation ayant beaucoup nui à la compréhension du mode d'existence et de transformation du social et de l'humain<sup>15</sup>.

Or, si un ensemble de changements rangés ici sous le thème de la **déterritorialisation des systèmes d'échanges**<sup>16</sup> rend plus que jamais nécessaire la réévaluation des théories sociales et de la réflexion, au demeurant fort ancienne, sur l'existence de la communauté politique, le débat, entre ce que le fondateur des «Regional Sciences»<sup>17</sup> l'économiste Walter Isard lui-même appelle les partisans de l'approche «par le haut» et «par le bas», serait loin d'être réglé. Ces sciences régionales seraient selon Isard en quête d'une «synthèse» entre les deux approches «par le haut» et «par le bas». Cette synthèse encore à venir devrait permettre l'étude de la «hiérarchie de zones diversement articulées entre-elles»<sup>18</sup> qui constitue ce qu'il nomme la «société mondiale».

Mais cette idée, proche de celle néo-marxiste de «système mondial»<sup>19</sup> sans être dénuée d'intérêt, ne constitue peut-être qu'un nouvel avatar de représentations holistes et psychologues plus anciennes du social. Ce qu'on appelle «la société», «le système social» national ou mondial, sont-ils, comme le suggèrent la plupart des formulations utilisées les concernant, des sujets unitaires en mesure de créer leur Histoire, de se fixer des projets, d'accomplir un dessin prévu à l'avance? L'Histoire ne serait-elle pas plutôt le produit mouvant et non homogène du travail et d'une série de rapports hiérarchisés complexes dans lesquelles s'insèrent, souvent indépendamment de leur volonté, les êtres humains au moment de la production? Un produit dès lors doté d'une systématité hypercomplexe, résultant d'un

enchevêtrement de réseaux d'échanges circonscrivant des champs de rapports sociaux, mais non pourvu d'une intentionnalité.

Sans avoir lui-même complètement rompu avec l'idée de «société» mais situant tout à fait au centre de sa théorie de l'action sociale le concept de «mouvement social » utilisé avant lui par plusieurs auteurs américains<sup>20</sup>, le sociologue Alain Touraine aurait beaucoup contribué à mettre en lumière autant les caractéristiques actuelles du «champ d'action historique» que les insuffisances des «images anciennes de la société», pour lesquelles il existe un ordre social, «reposant sur le consensus des valeurs ou au contraire sur une domination imposée»<sup>21</sup>. Après avoir rappelé l'importance de lier, comme l'a proposé Alain Touraine, l'étude des conduites collectives d'historicité à des analyses tant des structures sociales que de leur moment historique, je tenterai en dernier lieu de clarifier l'un des enjeux centraux des mouvements sociaux d'aujourd'hui, celui de l'**enracinement culturel**, enjeu se confondant avec la recherche de l'identité, mais aussi des liens et des origines.

J'ai accepté avec grand plaisir, mais non sans une certaine appréhension, l'invitation qui m'a été faite de discuter avec d'autres personnes de la question des mouvements sociaux dans le développement local. Avec plaisir et même empressement parce que j'estime que c'est en exposant et comparant nos diverses perspectives d'analyse, et même en les débattant comme elles doivent l'être, que nous parviendrons à nous représenter les multiples dimensions, mesurables ou plus abstraites, des objets complexes dont il est ici question. Avec empressement aussi parce que je suis de ceux et celles qui estiment qu'il est toujours important que des groupes d'individus réfléchissent au moment présent, tentent d'en établir la spécificité et les enjeux, a fortiori lorsque ce moment en est peut-être un de transformation très profonde et que la compréhension même de celle-ci peut avoir en elle-même des répercussions sur l'avenir du phénomène. Avec empressement enfin parce que je suis, comme d'autres



personnes, encline à penser que ce qu'on appelle les «mouvements sociaux» sont en train de se reconstituer en Occident.

J'ai fait état d'une certaine appréhension aussi à devoir discuter de ces questions. Ce malaise vient du fait qu'on ne peut traiter à fond des mouvements sociaux et du développement socio-historique sans devoir poser en même temps un grand nombre de concepts et de notions, sans avoir à considérer dans leur ensemble, ou à «métisser», plusieurs questions relatives au changement social, sans avoir aussi aujourd'hui à formuler en des termes vraiment «renouvelés» la question du maintien et de la transformation de la socialité et de l'«humanité».

Ceci étant dit, les propos que je vais tenter de formuler sont alimentés par le souci que d'autres et moi avons d'une indispensable sortie de crise de la pensée. Alimentés aussi par ma conviction qu'une réflexion renouvelée sur le développement historique est non seulement indispensable mais encore possible, pour peu que l'on sache combattre la dissociation des savoirs, concevoir et instaurer de nouveaux liens entre les générations, les temps et les lieux «que les hommes et les femmes ont marqués». Ce travail d'enracinement culturel, proche de la quête identitaire caractérisant les mouvements sociaux d'aujourd'hui et débouchant elle aussi sur une importante activité de remémoration, doit remplacer toutes études de «situations»; du moins celles qui, rivées à des descriptions événementielles de changements économiques ou sociaux, les inscriraient dans une mystérieuse lignée évolutive, ou, au contraire, ne seraient pas en mesure d'en dégager la portée. Un tel travail exige non seulement le recours à des catégories conceptuelles, mais nécessite aussi leur intégration au sein de théories générales du social (ou d'interthéories) en mesure d'expliquer à la fois le fonctionnement (ou le mode d'existence) et le changement des réalités historiques. Un tel travail implique enfin tout spécialement, comme je vais tenter de le montrer, une clarification des notions de «mouvements sociaux» et de «développement» sur-utilisées par les acteurs sociaux, d'où le très grand intérêt des discussions et des débats les concernant.

### **LE MODELE D'AJUSTEMENT DU MARCHÉ ET LE MODELE DES CAUSES CUMULATIVES: DÉVELOPPEMENT «PAR LE HAUT» OU «PAR LE BAS»?**

Les deux modèles du développement régional mis en cause par Shearer rejoignent des traditions intellectuelles assez divergentes: l'économie classique, néo-classique et théorie de la localisation surtout pour l'un, marxisme, anthropologie et sociologie principalement pour l'autre.

### **DEUX TRADITIONS D'ÉCONOMIE POLITIQUE**

Même si la réflexion sur l'organisation économico-politique est beaucoup plus ancienne, on fait généralement remonter la première tradition à Adam Smith (1776) et David Ricardo (1817) et la seconde à Marx (1859). Marx, tout en appréciant l'«immense progrès» accompli par Adam Smith, estima que sa réflexion sur le travail était insuffisante et ne pouvait rendre compte des transformations des formes de travail en tant que produit social. Après Marx, W.S. Jevons (1871) M.E.L. Walras (1874) et, surtout, Alfred Marshall (1890) donnent à la théorie économique classique ses lettres de noblesse, tandis que prennent forme une anthropologie et une sociologie, dans certains cas inspirées du marxisme et dans d'autres non, mais considérant toujours l'importance sociale décisive de la division du travail et l'existence de tensions et conflits entre «groupes» sociaux ne partageant pas nécessairement les mêmes intérêts.

L'apparition au vingtième siècle de puissants oligopoles et la crise de 1929 obligerait les économistes à revoir certains postulats relatifs à l'équilibre du marché en situation de compétition monopoliste ou imparfaite (E.H. Chamberlain, Joan Robinson, 1933), ou encore à s'intéresser de plus près aux cycles économiques et à l'innovation (J. Schumpeter, 1935), puis au rôle économique de l'État (J. Maynard Keynes, 1936). Après la deuxième guerre mondiale, alors que s'amorce un vaste mouvement de décolonisation, Gunnar Myrdal publie des ouvrages critiques

concernant l'*Élément politique dans le développement de la théorie économique* (1954) et *La théorie économique et les régions sous-développées* (1957), tandis que A. Lösch (1954, *L'Économie de la localisation*) et surtout W. Isard (1956, *Localisation et économie spatiale*) affinent les postulats néo-classiques tout en tâchant de rendre compte des facteurs, «naturels» ou non, sous-jacents aux choix optimaux de localisation de certaines industries. Isard fonde du reste en 1954 une «Science régionale» et une Association des sciences régionales dont les méthodes s'inspireront presque essentiellement des travaux économiques néo-classiques sur la localisation des entreprises industrielles, tandis que du côté des sciences sociales on s'intéresse durant les années cinquante aux «milieux sociaux» ruraux et urbains, ceci avant que sous l'impulsion principale de théoriciens marxistes d'Afrique ou d'Amérique Latine, la question du développement inégal ne soit, au cours des années soixante, inscrite à l'ordre du jour.

Ces deux traditions non entièrement homogènes certes, mais que l'on reconnaît assez distinctes, ont ainsi sous-tendu un grand nombre de travaux reconnaissant l'existence de différences dans la répartition territoriale des activités productives.

## DEUX THÉORIES DE LA DÉPENDANCE

Déjà en 1983, Matthews<sup>22</sup> avait insisté sur l'écart considérable entre deux «théories de la dépendance», celle à orientation marxiste d'André Gunder Frank (1972)<sup>23</sup> et celle à orientation néo-classique de Thomas Courchene (1970-81)<sup>24</sup> utilisant toutes les deux le même terme «dépendance», pour définir et expliquer, combien différemment le «problème régional».

Pour Frank qui insiste sur les structures productives, les rapports et les modes de production, l'échange international appauvrit certaines formations sociales qui, satellisées par d'autres, en deviennent de plus en plus dépendantes. Pour Courchene qui se préoccupe de la localisation optimale des facteurs de production

et des entreprises, les paiements de transfert que l'État verse aux populations des régions déprimées, entretiennent leur dépendance économique et culturelle tout en nuisant à l'essor des régions centrales dont on dilapide ainsi la richesse en la redistribuant ailleurs que là où elle peut générer des «effets d'agglomération» importants, c'est-à-dire en milieu fortement urbanisé. Frank se prononce explicitement contre le libre-échange et soutient le développement autocentré, on dirait aujourd'hui ascendant ou endogène. Courchene propose quant à lui de réduire les interventions étatiques à incidences économiques (salaire minimum, immigration inter-régionale, impôt négatif), afin d'assurer la libre circulation des flux économiques.

Bunge<sup>25</sup> qui s'est intéressé tant aux présupposés psycho-économiques implicites de l'économie néo-classique concernant l'individu consommateur-souverain, qu'aux postulats explicitement formulés par ces théories, rappelle que pour celle-ci l'économie de marché constitue un système autorégulateur, c'est-à-dire passant constamment d'une position d'équilibre à une autre, pour peu que rien ne vienne perturber le libre jeu de l'offre et de la demande.

#### **DÉVELOPPEMENT ASCENDANT ET DÉVELOPPEMENT DESCENDANT**

Les deux traditions, marxiste et néo-classique, recoupent largement deux stratégies de développement ascendante et descendante menées tant sur des plans nationaux et régionaux qu'internationaux. Au sujet de la conception descendante qui se traduit, dit Bassand (1988), par «deux stratégies qui sont souvent convergentes, celle des pôles de croissance et celle des entreprises nationales et transnationales...», celui-ci soutient que «de nombreux travaux scientifiques montrent...» que celles-ci «rendent les périphéries plus pauvres, dépeuplées, déstructurées, dépendantes, marginales, apathiques». Elles auraient «provoqué le sous-développement ou le maldéveloppement régional. Les pôles de croissance et les entreprises multinationales sont de gigantes-

ques pompes aspirantes, dont les fonctions redistributives n'ont que très faiblement agi»<sup>26</sup>. Aussi une stratégie de développement ascendant ou de développement par le bas devrait-elle être élaborée par les acteurs territoriaux luttant contre la sectorisation et la hiérarchisation des activités induites par la systématisation d'une économie de marché.

Mais si Bassand opte, sur la base de certains acquis scientifiques, en faveur du «développement par le bas», Shearer écrit:

Bien que le modèle des causes cumulatives fournisse des arguments solides à l'effet du contraire, les études économiques, aussi bien théoriques qu'empiriques, montrent qu'en dernière analyse toutes les régions (...) bénéficieraient d'un régime de libre-échange multilatéral (1985: 409). C'est donc dans le doute et la confusion que dans son travail pour la Commission Macdonald, Shearer retient le modèle dit «d'ajustement du marché» de préférence à celui des «causes cumulatives» dont il reconnaît cependant «qu'il ne peut être définitivement écarté» (1985: 370). Le rapport de la Commission allait orienter les négociations entourant la signature, le 2 janvier 1988 dernier, de l'Accord bilatéral de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

#### **SUR L'EXISTENCE TERRITORIALISÉE DES GROUPEMENTS SOCIAUX ET LE FONDEMENT DU CONTRAT SOCIAL**

Depuis le 2 janvier 1989, le monde n'est plus tout à fait le même. S'agit-il ici de désigner encore un changement, un développement de plus parmi une multitude de «nouveau-tés»? Et si cette fois, une transformation décisive était véritablement à l'ordre du jour, aurait-on les moyens intellectuels d'en cerner la teneur et la profondeur?

Venu du fond des âges, l'idée du droit et de la loi rejoint en fait une longue tradition de contrôle de la violence associée à la vie des humains en groupe. L'inscription de la loi dans des tables, codes, traités, registres de pierre, de métal ou de peau, sert très tôt à fixer à l'aide de signes les obligations de tous et chacun,

afin que nul ne les oublie, et que soit ainsi préservée la pérennité de la communauté politique.

### **REPRÉSENTATIONS DE L'ÉTAT ET DE LA COMMUNAUTÉ POLITIQUE NATIONALE**

À partir du dix-huitième siècle, les débats du collectivisme et de l'individualisme, de l'Absolutisme et du Contractualisme se complexifient en intégrant les thèmes du caractère national, dont certains pensent qu'il serait modelé par des facteurs biophysiques: climat, traits du paysage<sup>27</sup>.

Comme le mouvement de la Réforme avait provoqué la séparation de l'Église et de l'État, la révolution française favorise la diffusion de la représentation de l'État national en tant que communauté politique indépendante, sorte d'agent moral, incarnation de la volonté collective. Rousseau, contrairement à Locke, n'assigne pas de limite à l'autorité de l'État national perçue comme émanant directement de celle du peuple et, dans son *Contrat social*, (1762) assigne à l'être moral collectif la tâche d'accroître la moralité individuelle en la rapprochant du génie national, y compris par la force.

Plusieurs penseurs du dix-huitième siècle (Vico, Montesquieu, Condorcet et surtout Auguste Comte) diront concevoir une nouvelle science du social que Comte nommera la sociologie et dont le légiste Durkheim viendrait un peu plus tard fixer «les règles de méthode». Le concept pivot central de la sociologie serait la société en train de marcher toute seule vers son destin. Société dont il faudrait préserver l'intégration en niant au besoin l'existence du changement ou du conflit; société à libérer aussi parfois pour qu'elle puisse mieux affirmer son identité, réaliser ses ambitions, ses projets. Société conçue comme un être doté d'une intentionnalité, d'un autodynamisme propre.

Beaucoup reprise en sociologie et ailleurs, la solution organiciste au problème de la socialité, c'est à dire la solution consistant à

voir la société comme une «individualité psychique»<sup>28</sup> dispenserait de réfléchir aux modalités précises d'existence de la socialité (et du «dynamisme») liant les acteurs sociaux les uns aux autres, suivant des «conglomérats humains» complexes; l'idée de société dispenserait de réfléchir aux modalités d'existence sociale territorialisée de l'individualité elle-même, au fondement des attractions et des antagonismes humains et sociaux.

L'idée d'un État national intégrateur conçu par les légistes et les sociologues et imposé comme idéologie à tous les acteurs sociaux, occultera le développement de réseaux (du latin: *retis*, filet) d'échanges. Ces liens de production, de distribution, de circulation, et de consommation, loin d'exister les uns séparément des autres, ont sans cesse tendu à former un tout, c'est-à-dire connaître une systématité depuis plusieurs siècles étendue à l'échelle de la planète, mais couvrant aujourd'hui celle-ci. Cette systématité renvoie au fait que l'échange est déterminé par la production et constitue la condition même de la distribution et de la consommation, ces divers moments interagissant les uns avec les autres; l'idée de l'existence d'un système mondial affleure ce problème sans pour autant constituer une rupture par rapport au modèle de la société autodynamique, du moins tant qu'on persiste à attribuer au système ou au mode de production une logique et en définitive une intentionnalité propre. En faisant remarquer que le postulat d'autodynamisme «universellement répandue dans l'économie politique et dans le marxisme» ne serait «au fond qu'une autre forme (...) de la loi de de Jean-Baptiste Say» à l'effet que «l'offre crée sa propre demande...», Latouche vise juste<sup>29</sup>. Mais si le «mode de production» marxiste et le «système autorégulateur» que constitue pour les économistes classiques et néo-classiques l'économie de marché se voient tous les deux attribuer une capacité de mouvement, c'est qu'on ne sait précisément comment expliquer le changement historique et surtout qu'à défaut d'explication, on persiste à revenir à la conception de la totalité autodynamique.

Dans ce sens, la fascination à l'égard de ce que Marx appelait l'«ensemble vivant», «mettons la population, la nation, l'État, plusieurs États, etc.» empêcha et empêche encore aujourd'hui (alors que l'on tente à nouveau d'«expliquer» le passé et l'avenir par la démographie sans expliquer d'abord les mouvements de population) de concevoir qu'un «certain nombre de rapports généraux abstraits», division du travail, argent, valeur, jouent depuis plusieurs siècles maintenant un rôle structurant tout à fait central.

L'idée ancienne et persistante de macrocosme social (ou plus actuelle encore de matrice fonctionnelle d'acteurs ou de système de collectivités locales) englobant les individus, les groupes et leur imprimant une unité, leur imposant des normes de fonctionnement et de changement doit pourtant être revue. Car on n'aura pas nécessairement compris la portée du concept de **rapports sociaux** d'échanges, tant qu'on persistera à les représenter «contenus» dans et par le macrocosme social. On n'aura pas nécessairement compris les classes sociales, les mouvements sociaux, tant qu'on persistera à les représenter contenus dans et par le «système» international, national, régional ou local. Mais surtout on n'aura pas nécessairement compris le sens et la portée des changements sociaux contemporains tant qu'on les associera au maintien ou à l'apparition d'un nouveau «modèle de société» pourvu d'une autre logique, comme si les types de «système» se succédaient les uns aux autres dans une marche inéluctable vers le progrès ou la décadence, comme si la «logique des sociétés industrielles» cédait aujourd'hui la place à la «logique des sociétés programmées» (Bassand, 1987: 23).

Par exemple Bassand n'écrit pas pour rien au sujet de la «logique des sociétés programmées»: «les changements qu'elle génère...». Comme bien d'autres auteurs avant lui, il persiste à attribuer à la «logique d'une société», en l'occurrence ici la société de type programmée selon lui en émergence, une énergie primordiale. Au sujet de la «société industrielle» il dira qu'«Elle est en train de faire place à un autre type de société...». Mais un tel discours



masque plus qu'il n'éclaire la nature et les raisons d'être de possibles changements des rapports d'échange. Car, certains changements recensés (inventions et innovations en électronique, informatique, télécommunication, génie chimique ou biologique, énergie nucléaire), mais aussi crise, (désindustrialisation), sont «expliqués» via un changement de logique qui reste lui-même inexpliqué.

Mais pourquoi plusieurs régions autrefois productrices de biens manufacturés connaissent-elles une grave désindustrialisation accompagnée de chômage massif, tandis que d'autres voient se développer chez-elles de nouveaux secteurs très performant d'industrie, tels ceux de haute technologie? Pourquoi chez-eux là-bas et non ici chez-nous? Quel est le secret de la richesse qu'auraient découvert ceux qui semblent le détenir et comment se l'approprier? Où implanter le germe qui spontanément entraînera son cumul? En se répandant peu à peu partout, via les médias notamment, la quête du secret de la richesse alimente l'essor des «sciences du développement», autant que celui des «Regional Studies» issues des travaux sur la localisation industrielle «optimale».

Or si les études descriptives de certains changements de localisation effectuées sur ces bases sont souvent pertinentes, aucune ne parvient encore à les expliquer «de manière convaincante» (Scott et Storper, 1987)<sup>30</sup>, ni à rendre compte des facteurs et des mécanismes sous-jacents à la création des écarts dans la répartition territoriale des activités productives.

#### **LES SCIENCES DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL EN QUÊTE D'UN «NOUVEAU PARADIGME SCIENTIFIQUE RELATIF À L'ESPACE ET AU DÉVELOPPEMENT»?**

Fondée en 1954, la science régionale aurait-elle failli à la tâche de fournir, ainsi qu'elle le prétendait, une théorie scientifique des régions sur laquelle fonder les politiques publiques de développement tant des zones urbaines que rurales?

Dans un texte récent Isard<sup>31</sup> reconnaît que si désormais «la plupart» des chercheurs-eures reconnaissent l'existence d'un «jeu complexe de diverses variables» économiques politiques, environnementales, culturelles affectant la dynamique régionale, le débat entre les chercheurs partisans de l'approche «par le haut» ou de l'approche «par le bas» est loin d'être réglé. Aucune de ces deux «méthodes» suggérant d'encourager le développement de pôles de croissance majeurs ou d'initiatives locales ne lui apparaît satisfaisante, «ne se justifie à elle-seule». Ce serait plutôt en fait à une «judicieuse combinaison des deux» qu'il faudrait avoir recours. En conséquence, «Sommes-nous arrivés au stade où la science régionale a besoin d'un nouveau paradigme scientifique relatif à l'espace et au développement?», interroge lui-même Isard qui indique que de nouveaux modèles faisant la synthèse des approches «par le haut» et «par le bas» seraient justement «en cours d'élaboration» et qu'ils permettraient d'«espérer» parvenir à «traiter les contradictions entre objectifs nationaux et régionaux, et les contradictions entre secteurs nationaux et entre régions d'un même système».

#### **UNE HIÉRARCHIE DES ZONES METTANT EN QUESTION LA VALIDITÉ D'UNE BONNE PARTIE DES RECHERCHES EN SCIENCES SOCIALES?**

Mais l'objectif fondamental de «traiter les contradictions» qu'assigne Isard à la science régionale, «n'est pas aussi simple». Dans les faits, les mesures destinées à résoudre tel ou tel problème urbain ou régional peuvent entrer en conflit avec des mesures de soutien visant un ensemble national comme les mesures destinées à certaines sous-régions d'une région peuvent entrer en conflit avec des mesures destinés à d'autres sous-régions ou régions. Reconnaisant l'existence tant d'unités de nature sous-régionales appelées «locales», que de groupements de nations formant des «régions du monde» et constituant «le système mondial», Isard assigne aux sciences régionales l'étude de la «hiérarchie de zones diversement articulées entre-elles», et surtout le traitement des «contradictions» entre les multiples

objectifs de toutes ces zones, en montrant que cette «image d'une réalité à plusieurs étages met en question la validité d'une bonne partie de la recherche menée par les spécialistes des sciences sociales, notamment de la recherche qui est au cœur de la science économique, laquelle manie des concepts comme ceux d'équilibre, de stabilité ou de convergence...».

Ainsi, non content de mettre directement en question la validité de sciences sociales auxquelles aurait échappé la question des unités locales et des macrorégions mondiales, Isard opte pour l'étude des «contradictions» et des «interconnexions» entre les «étages» de la «société mondiale» et scie d'autre part la branche principale servant depuis trente ans d'assise aux sciences régionales, à savoir la théorie économique néo-classique de l'équilibre général à laquelle se rattache l'étude des problèmes de localisation de la production industrielle.

#### **INSUFFISANCES DES EXPLICATIONS CONCERNANT LA LOCALISATION DES ENTREPRISES DE HAUTE TECHNOLOGIE**

Isard n'est pas seul à critiquer les insuffisances des sciences régionales et des sciences sociales à expliquer de manière satisfaisante l'existence d'**écarts dans la répartition territoriale des activités productives** et plus généralement la structuration et les transformations dans le temps et l'espace des réalités sociales et humaines territorialisées.

En ce qui concerne la «théorie de la localisation» d'abord, l'apparition aux États-Unis de nouveaux «complexes territoriaux d'innovation» (Stöhr, 1985) vient mettre en évidence les difficultés de la théorie à expliquer le mouvement de concentration et dispersion territoriales de ce secteur particulier de la production que constitue la haute technologie. Comment expliquer l'apparition de nouveaux «centres de croissance» spécialisés tel que Silicon Valley, le comté d'Orange, Dallas-Fort Worth eux-mêmes liés à des unités de fabrication courantes répartis aux quatre coins du monde? Pourquoi la répartition de ce type de production diffère-

t-elle radicalement de celle de la production industrielle classique et comment interpréter ce changement? Pourquoi la production automobile se concentrait-elle hier dans la région des Grands lacs (on dit maintenant «Rustbelt», ceinture de rouille) et pourquoi l'industrie électronique de pointe a-t-elle aujourd'hui tendance à s'établir dans la région du Sunbelt californien?

Hier, on eut expliqué la concentration territoriale de ces industries de pointe par l'attrait du «grand ensemble urbain» permettant des «économies d'agglomération», et l'existence du grand ensemble lui-même par les conditions biophysiques offertes par le milieu et facilitant aussi bien l'obtention d'«avantages comparatifs» que le transport des marchandises (proximité de la mer ou d'un grand cours d'eau). Mais ces industries nouvelles ne se sont pas initialement concentrées dans des villes importantes déjà existantes et n'avaient pas besoin pour leur production des ressources biophysiques des milieux où elles sont apparues. Elles ne se sont pas non plus implantées à proximité de leur «marché» désormais étendu à l'ensemble de la planète à travers des réseaux interentreprises et interindustriels complexes.

En cela, ce secteur de production ne s'est pas développé suivant les «règles» que les théoriciens de la localisation avaient cru mettre à jour en observant certains traits des complexes industriels existants durant la première moitié du vingtième siècle. On a alors repéré des régularités, non les raisons d'être de celles-ci, le système des causes lui-même, beaucoup plus difficiles à penser.

Le problème de la localisation, en son fondement le plus général, ne peut être abordé sans référence à celui de la division sociale et spatiale croissante du travail productif. L'apparition des technologies nouvelles, des nouveaux centres de croissance ou la désindustrialisation de centres urbains plus anciens ne peuvent être expliquées sans référence aux mécanismes qui sous-tendent des déplacements de plus en plus fréquents et importants d'activités, tant à l'intérieur d'ensembles nationaux qu'entre ces ensembles.

Ces déplacements intra et internationaux d'activités ne sont d'ailleurs pas les seuls phénomènes s'imposant à l'attention des analystes. Il faut également considérer l'accélération de la mobilité des capitaux ainsi que des informations (et donc la réduction des coûts de transport); l'accroissement des réglementations internationales ainsi que l'intégration des marchés des biens et des services.

Alors que l'organisation sociale et spatiale du travail productif se fait de plus en plus sur la base d'unités de production fonctionnellement distinctes, mais intégrées et établies aux quatre coins du monde, les «frontières» nationales ont tendance à s'estomper. La recherche-développement, la gestion/décision, la planification, la production sont ainsi réalisées en des lieux distincts, changeants, unis par des réseaux intégrés de communication abolissant les distances. Devant cette réorganisation, les autorités nationales et locales apparaissent pour leur part bien fragiles et se disputent les unes aux autres les activités industrielles établies ou nouvelles. Comment caractériser l'ensemble de ces changements? Comment surtout entrevoir l'organisation et la structuration du champ des rapports de production et d'échanges ainsi constitué?

#### **INTERROGATIONS SUR LES CARACTÉRISTIQUES DU CHAMP D'ACTION HISTORIQUE ET DES MOUVEMENTS SOCIAUX**

Alain Touraine est parmi les rares théoriciens des sciences sociales (avec T. Parsons, et plus récemment A. Giddens)<sup>32</sup> à avoir tenté de construire une théorie générale de la socialité ou suivant sa terminologie, «de la production de la société par elle-même», intégrant les questions du système social, de l'acteur, du fonctionnement et du conflit. Touraine tente de donner une grande place aux acteurs et aux conflits, tout en traitant des conditions de l'intégration sociale permettant dit-il aux acteurs en lutte les uns avec les autres de partager des orientations communes, de parler le même langage.

La réalité sociale n'est suivant cette problématique ni pensée comme une collection d'individus produisant chacun intentionnellement la société, ni (du moins en son centre), présentée comme une totalité organique dotée en propre d'une intentionnalité. La production de la vie matérielle (de la survie liée aux échanges avec la nature et les autres êtres humains) et les rapports (hiérarchisés) noués entre humains et groupes d'humains au moment de la production de cette vie matérielle, occupent dans cette problématique, comme chez Marx, une place décisive. C'est le travail qui transforme la matière et lui donne forme. Les orientations du travail ne sont cependant ni indépendantes des caractéristiques des moyens mis en oeuvre ni, des rapports d'échange entre producteurs. Mais les institutions politiques jouent également un rôle très important car elles tendent à intégrer, à unifier et imposer un sens à l'ensemble et des actions et des échanges se déroulant sur le territoire concret dont elles assume la «responsabilité» particulière. Touraine écrit au sujet du système politique:

C'est au niveau institutionnel ou politique qu'apparaît une collectivité territoriale, mais qui n'est pas encore conçue comme une organisation. Ce qui rend d'ailleurs la notion de formation sociale aussi confuse que celle d'institution dans le langage habituel de la sociologie. Car on ne sait jamais si elle désigne un ensemble politique ou une réalité historique globale, étant alors synonyme de la société au sens où ce terme désigne une collectivité nationale à un moment donné. Catégorie descriptive ou concept désignant un système institutionnel? On ne sort de ces confusions qu'en distinguant non pas deux mais trois niveaux d'analyse: champ d'historicité, institutions et organisation sociale (1973: 214).

«Le problème central de la sociologie, écrit du reste Touraine, est de comprendre comment une société repose sur un ensemble d'orientations tout en étant dirigée et organisée par un pouvoir, comment elle est une et double, historicité et rapports de classes» (1973:11). Comment une société peut-être produite via le travail, les échanges et les conflits sociaux chargés de tensions,

de projets l'obligeant à se transformer, et demeurer malgré tout «une».

Pour expliquer cette dualité de la société à la fois une et mouvante, Touraine parle: 1) de l'emprise de l'**historicité**, dotée en propre d'une unité et qui «définit les instruments de production de la société» (1973: 13); 2) du «**système d'action historique**», en gros les orientations, rapports et luttes des classes tel que modelés par l'historicité et leurs enjeux et «par lesquelles l'historicité définit son emprise sur la société» (1973: 13); 3) du «**système institutionnel**», en gros l'État «agissant non pas sur mais dans la société» et poussant à son intégration; et 4) de l'«**organisation sociale**», «point de rencontre entre sociologie et histoire», en gros, les administrations, les entreprises, les agences du «territoire concret» .

Quant à la hiérarchie des systèmes elle signifie que les institutions comme les organisations sont des domaines de la vie sociale qui ne sont pas indépendants des orientations de l'action historique, mais qui au contraire, *mettent en forme celles-ci*, de sorte que dans chacun de ces deux types de système figurent, comme des éléments essentiels, l'état des orientations du système d'action historique et l'état des rapports de classes (1973:13).

Les acteurs occupent des «places» dans la division sexuelle et sociale du travail, au sein des institutions et des organisations et mettent sans cesse en forme, les actualisant et les modifiant, les orientations de l'action historique; des orientations correspondant à des modèles cognitifs, culturels dont l'existence, sans que Touraine ne l'affirme explicitement, est inséparable de celle du langage.

Mais en dépit de cet effort théorique considérable et entièrement inédit en sciences sociales pour mettre en question le concept de société, l'ouvrage théorique majeur de Touraine intitulé du reste *Production de la société* ne clarifie pas entièrement la question du mode d'existence de la société reconnue irréductible à la

collectivité territoriale et pensée comme un système divisé d'avec lui-même. Cette «distance à soi» demeure au centre des préoccupations théoriques de Touraine sans que ne soit pour autant suffisamment interrogé le lieu (mode d'existence social, humain, épistémique) de cette possibilité de distanciation et les conséquences de cette découverte pour les sciences sociales et humaines. La société est-elle une production particulière ou est-ce elle qui produit? Alors que tout l'ouvrage tend à monter la société comme un type de production particulière, Touraine persiste à écrire: «Une société n'est pas seulement un organisme qui maintient ses règles et son organisation. Elle est aussi capable de modifier ses normes et ses objectifs pour s'adapter à des changements internes et externes. Plus encore elle crée ses orientations; elle donne un sens à ces activités...».

Or c'est via le système institutionnel et par l'intermédiaire des conflits et des mouvements sociaux que s'effectuent justement ces modifications et non, comme persistent à le suggérer ces formulations, depuis un système possédant en propre des mécanismes d'intégration ou de changement. Le mode d'existence de l'historicité et du champ d'historicité tel qu'il nous les présente, interdit de fait d'entrevoir qu'il puisse justement y avoir coïncidence du champ d'action historique avec le système institutionnel ou l'«organisation sociale». Alain Touraine s'est confronté à ce problème théorique tout à fait décisif et a tenté de le résoudre par un effort de clarification de la question des mouvements sociaux.

#### **MOUVEMENT SOCIAL: PLUSIEURS TENTATIVES DE CLARIFICATION**

Avant les travaux d'Alain Touraine, l'analyse largement américaine des mouvements sociaux (inspirée il est vrai en partie par les réflexions de Lorenz Von Stein sur les *Mouvements sociaux en France*) fut non pas entièrement subordonnée à l'armature conceptuelle propre au cadre de référence structuro-fonctionnaliste, comme le soutient Banks (1972), mais conduite à partir de



présupposés assez peu explicites. Ces études furent, comme le rappelle Gusfield<sup>33</sup>, le plus souvent limitées à la description partielle de situations nouvelles, saisies comme autant de moments inattendus d'une démarche générale ascendante de l'évolution historique, de la marche du Progrès.

**Des mouvements luttant pour des valeurs, du pouvoir ou une participation sociale plus grande; l'idée d'équilibre et de tension**

À partir des années quarante, sans fournir de définition élaborée et précise du mouvement social, plusieurs auteurs (Cantril, Laidler, Heberle)<sup>34</sup> ont tenté de catégoriser de manière sommaire les mouvements sociaux en distinguant généralement: 1) ceux qui seraient porteurs de grandes tendances évolutives, 2) de ceux qui seraient à la recherche de changements limités, ou 3) de mouvements révolutionnaires à la recherche de changements non limités et estimés non porteurs des grandes tendances évolutives. Si la reconnaissance de l'existence de mouvements porteurs de grandes tendances permet d'expliquer sommairement un certain Progrès, rien dans la théorie ne permet d'expliquer l'apparition de tendances nouvelles ou encore de départager ces mouvements progressistes des mouvements révolutionnaires, si ce n'est peut-être l'examen des discours des protagonistes affirmant ou non explicitement vouloir le changement révolutionnaire.

On retrouve également une classification sommaire chez Blumer<sup>35</sup> qui distingue 1) les mouvements généraux, 2) des mouvements spécifiques, réformistes ou révolutionnaires. Les premiers sont considérés comme des mouvements culturels, - des mouvements des grandes tendances de la Culture en somme, tandis que les seconds sont présentés comme des mouvements essentiellement politiques, des mouvements liés à l'existence d'un système politique garant d'une certaine répartition sociale du pouvoir. Blumer distingue aussi deux autres catégories de mouvements: 3) les mouvements «expressifs», de type religieux ou encore renvoyant à des modes passagères et 4) les mouvements «natio-

nalitaires» ou dits de «revitalisation» nationale ou ethnique. Blumer exprime donc l'idée fort répandue de «grandes tendances» culturelles porteuses de changement et qui seraient elles-mêmes portées par des mouvements. Toutes ces distinctions n'étant pas théoriquement fondées, l'analyse des mouvements culturels demeure très générale, tandis que le repérage des mouvements dits «politiques», réformistes ou révolutionnaires, et nationalistes ou de revitalisation, s'effectue à partir de cas historiques particuliers: les mouvements réformistes anglais ou américains luttant pour le droit de vote des femmes par exemple, les mouvements révolutionnaires français et russes visant une transformation du système politique, le mouvement nationaliste indien ou de revitalisation amérindienne recherchant une plus grande autonomie d'un groupe social partageant un territoire, une langue ou une caractéristique avec un ou d'autres groupes. Tous les mouvements de ce dernier type naîtraient de l'«insatisfaction», d'un «désir de changement», ou «d'aspirations non satisfaites», l'apparition des mouvements culturels (et des grandes tendances) étant quant à elle plus difficile à cerner.

Turner<sup>36</sup> ajoute aux mouvements culturels ou politiques de Blumer, l'idée d'un mouvement «participatif» visant à accroître non le pouvoir politique, mais la participation de certains groupes au système social ou à des ensembles de systèmes sociaux. Bref, des mouvements chercheraient à introduire de nouvelles valeurs, d'autres seraient en quête de nouveaux pouvoirs ou d'une participation sociale plus grande sans que l'on sache pourquoi des valeurs doivent être remplacées et comment elles peuvent l'être; sans que l'on sache pourquoi certains groupes en viennent à exiger un pouvoir ou une participation sociale plus importants. L'appel aux tendances intrinsèques de la civilisation n'explique en rien ces tendances elles-mêmes, et la thèse de l'insatisfaction ou du désir de changement n'expliquent pas pourquoi tous les insatisfaits du monde ne se révoltent pas, ou pourquoi tous n'ont pas les mêmes désirs de changement.

Smelser<sup>37</sup> distingue quant à lui un peu plus tard les mouvements sociaux 1) orientés vers des valeurs à changer, à restaurer ou à maintenir, 2) des mouvements orientés vers des normes économiques, politiques éducatives ou religieuses, également à changer, à restaurer ou à maintenir. Les premiers sont présentés comme des formes particulières de «conduites collectives», plus ou moins formelles, nouvelles ou générales, mais de toute manière centrales par rapport au système social tout entier. Les mouvements sociaux de Smelser, caractérisés sous l'angle d'une mobilisation non institutionnalisée, et partant imprévue, pour une action dont le but est de modifier un ou plusieurs types de tensions sociales, sont portés par des acteurs non définis directement par leur opposition ou en référence à un conflit de classe, mais tout de même en lutte en réponse à des crises qui les incitent à rechercher un nouvel état d'équilibre.

Plus récemment, Zald et Ash, Wilkinson et Banks<sup>38</sup> ont tenté de soulever ce que Banks considère pour sa part être «le problème urgent» d'une définition sérieuse et utile du mouvement social. Mais comme le reconnaît explicitement Banks, c'est tout le problème de ce qu'il appelle «la diffusion de l'innovation sociale» et surtout du «changement social» qui exigerait «une attaque renouvelée».

#### **Le mouvement social comme élément d'un champ d'action historique**

Chez Alain Touraine, l'intégration à un «schéma général d'analyse» du social du concept de mouvement social, nous fournit une définition beaucoup plus complexe de ces formes particulières de conduites qui auraient comme caractéristique essentielle de mettre en jeu les orientations de ce que Touraine appelle le Système d'action historique (S.A.H.) Ce type particulier de conduites collectives, Touraine les distingue 1) des conduites anti-autoritaires dans une organisation ou une entreprise particulière, conduites qui seraient, dit-il, l'expression d'un conflit localisé et seraient orientées vers la reconstitution d'un

système organisationnel spécifique. Touraine distingue aussi les mouvements sociaux 2) des conduites collectives institutionnelles à visées réformatrices plus politiques que sociales et centrées sur un système politique dont on attendrait par exemple des décisions ou des actions. Il les distingue en outre 3) des conduites dites de protestations modernisatrices cherchant l'abolition de formes de contrôle, de gestion ou de communication sociales et culturelles vidées de leur sens.

Non définis en tant que résistance à l'autorité ou encore par la pression qu'ils peuvent exercer sur le système politique, ou par le caractère plus ou moins «nouveau» des valeurs qu'ils mettent de l'avant, les mouvements sociaux le sont par la lutte qu'ils mènent pour le contrôle du Système d'action historique, ceci dans l'affrontement d'intérêts de classes opposés. Cette lutte met tout à la fois en cause une domination exercée par certains groupes sur le S.A.H, ainsi que certaines caractéristiques importantes de celui-ci.

Aussi l'analyse des mouvements sociaux ainsi définie demeure-t-elle absolument inséparable de celle des caractéristiques d'un «système d'action historique». Elle exige la reconstitution d'un état des caractéristiques de ce système d'action que les porteurs et porteuses du mouvement auraient à mettre en cause. Une analyse en terme de système d'action et de caractéristiques ou d'état d'un système d'action, liée au repérage de conduites de revendications spécifiques, pourrait donc seule permettre de retrouver ce que Touraine appelle l'unité de l'explication sociologique, et qu'il considère fondamentale.

**Une «société programmée»: des mouvements étudiants, anti-nucléaires ou régionaux?**

Voilà pourquoi une partie importante du travail effectué par Alain Touraine durant ces vingt dernières années a justement tenté de cerner les caractéristiques du moment historique (d'après Sartre) qui serait le nôtre et cela via des études

concernant les rapports économiques et sociaux de production et de consommation prévalant dans ce qu'il nomme, précisément pour en marquer la spécificité: les «sociétés post-industrielles ou programmées». Touraine indique à ce propos l'importance de s'intéresser de près aux forces productives («facteurs de croissance»), comme au mode de domination économique et politique ainsi qu'aux nouveaux centres de domination, aux nouvelles barrières d'inégalité, à l'état de la classe dirigeante, du système politique ou des organisations.

Par rapport au «champ d'action historique» qui serait celui des sociétés post-industrielles, Touraine soutient qu'un mode de domination nouveau serait en train de s'y constituer: une domination s'exerçant non seulement sur les activités productives, mais sur les activités de formation et d'information, les modèles de consommation et de connaissance. D'où, selon lui, un élargissement considérable du conflit impliquant non seulement les travailleurs et travailleuses productives, mais également d'autres couches sociales.

Les facteurs de croissance seraient eux aussi en train de changer et seraient de plus en plus liés à des techniques de production, de commercialisation et de gestion, tandis que les biens produits et échangés s'apparentent de plus en plus à des services aux personnes et aux entreprises dont il s'avère de plus en plus nécessaire de susciter et contrôler la demande.

Étant donné les traits de ce nouveau mode de domination qui tendrait à s'exercer sur l'ensemble des activités de formation, d'information et de consommation, les conduites d'historicité s'opposant à un tel contrôle mettraient de l'avant le droit à la créativité, au contrôle, à l'autonomie personnelle, à l'autogestion individuelle et sociale, à l'importance des liens communautaires et des équipements collectifs et peut-être surtout des solidarités des identités groupales et des milieux de vie. Les mouvements sociaux de la «société programmée» renverraient donc à des transformations profondes tant des systèmes dits «économiques»

qu'à des transformations tout aussi profondes de la culture ou de ce qu'Alain Touraine appelle le mode de connaissance et plus spécifiquement, à la «décomposition de l'idée de progrès», de croissance ou de raison, de même qu'à l'émergence de nouvelles représentations non plus transcendantes, mais sociales de la créativité autant que des éthiques. Les individus et les groupes sociaux, les plus susceptibles de se mobiliser autour de ces enjeux que constituent la connaissance, la créativité, l'identité et le contrôle des effets d'un type de croissance, seraient en conséquence les étudiants, les groupes environnementaux, écologistes ou anti-nucléaires, de même que les mouvements autonomistes régionaux.

Insistant bien davantage sur les transformations des orientations de l'action collective et sur les mouvements sociaux, et donc les mutations, que sur la crise des systèmes de production et d'échange, une thématique dont il tient à se démarquer, Touraine n'analyse pas beaucoup les indices de changements affectant ces derniers: récessions, baisse de la productivité industrielle moyenne, faillites, augmentation du chômage, inflation, ralentissement des investissements, chambardement des systèmes de paiements et de crédits, crise du système monétaire international, augmentation du prix de l'énergie. Son travail en effet consiste avant tout à cerner les caractéristiques du moment historique qui serait le nôtre et celles du champ d'action historique via des études concernant les rapports économiques et sociaux de production et de consommation prévalant au sein, mais non entre des sociétés post-industrielles ou programmées. Mais ces analyses doivent être revues et je dirais dialectiquement «dépassées», à commencer par les concepts d'historicité, de champ et de système d'action historique.

### **L'historicité**

L'historicité c'est l'«action exercée par la société, à partir de son activité, sur ses pratiques sociales et culturelles», par la «combinaison de trois *composantes* »: 1) le «mode de connais-

ce» (images de la société et de la nature); 2) «l'accumulation» (prélèvement par la classe dirigeante d'une partie du produit disponible «en vue d'investissements conformes au modèle culturel de la société considérée et aux intérêts de la classe dominante») et 3) «le modèle culturel» qui saisit et interprète la «capacité d'action de la société sur elle-même». La société est présentée comme un acteur agissant via des représentations (images de) et le prélèvement d'une partie du «produit disponible» à investir suivant des représentations et aux intérêts de la classe dominante. Mais le postulat que la société se comporte comme un acteur capable de formuler un projet rationnel par rapport à des fins doit être questionné. Si l'on veut dire qu'au fond ce sont les acteurs qui formulent des projets, l'unité que Touraine impute à l'historicité devient incompréhensible. Pour pallier à ces difficultés Touraine explique que le champ d'historicité est un ensemble formé par le Système d'action historique (S.A.H) et les rapports de classes (appelé aussi «Système des acteurs historiques»); un ensemble par lequel l'historicité (se transformant en orientations de l'activité sociale) établit son emprise sur cette dernière. Mais ici l'idée d'un «ensemble» dont on saisit mal les rapports avec le «Système des acteurs historiques» accroît les problèmes, en particulier parce que l'existence spatio-temporelle des phénomènes de structure, dont on tente de rendre compte, n'est jamais clarifiée.

### **Le système d'action historique**

Le Système d'action historique (S.A.H), dit enfin Touraine, définit le mode d'emprise de l'historicité sur les pratiques sociales et culturelles, mode dont les éléments sont définis par la combinaison des couples d'opposition mouvement/ordre, orientations/ressources, culture/société. Mais alors que les pratiques sociales et culturelles sont, on présume, territorialisées, l'existence du Système d'action historique (S.A.H) demeure elle spatio-temporellement obscure.

Certes ce que Touraine appelle «la hiérarchie des systèmes» prévoit que les institutions comme les organisations sont «des domaines de la vie sociale qui ne sont pas indépendants des orientations de l'action historique», mais au contraire, «mettent en forme celles-ci de sorte que dans chacun de ces deux types de système figurent, comme des éléments essentiels, l'état des orientations du système d'action historique et l'état des rapports de classes» (1973:13). Mais toute la question des hiérarchies et des systèmes en cause demeure spatio-temporellement obscure.

Les institutions et les organisations de la vie sociale ne mettent-elles en forme qu'un état national des orientations du Système d'action historique (S.A.H), qu'un état national des rapports de classes, alors que ces rapports impliquent l'existence de liens entre partenaires n'appartenant pas nécessairement au même cadre national? La hiérarchie des systèmes prévoit que les administrations ou agences sont des domaines de la vie sociale; mais s'il n'en est pas tout à fait de même pour les deux autres systèmes plus abstraits, comment entrevoir précisément leur existence?

Quant au développement, il marque, précise Touraine, le «processus de passage d'une société d'un champ d'historicité à un autre» et, étant donné qu'il reconnaît l'existence de quatre types sociétaux simples: «nommés par convention» agraire, marchand, industriel et programmé, celui-ci ne renonce pas tout à fait (quoiqu'il suggère parfois le contraire) à l'idée d'une succession («passage») de grands types sociétaux les uns aux autres. Cette approche du développement, à laquelle Touraine ne renonce pas tout à fait et qu'il veut réduire à une simple nomination «par convention», rejoint en fait les deux oeuvres les plus globales jamais élaborées pour expliquer l'Histoire: celle d'Hegel et celle de Marx.

Proche d'Hegel et de Marx, Touraine dit par ailleurs abandonner l'idée de «stades», de Progrès, d'évolution. Pour expliquer l'histoire du monde, il se contente d'une simple nomination «par



convention»; il évite ces problèmes en centrant son attention sur le passage de la société industrielle à la société programmée et sur le rôle actif des mouvements sociaux donnant forme à des orientations nouvelles.

Mais les processus de mise en forme, dans le temps et dans l'espace, des orientations de l'action historique demeurent passablement obscurs en partie parce que cette temporalité et cette spatialité sont très peu intégrées à la théorie générale de l'action elle-même. Si celle-ci reconnaît l'existence de structures, la théorie de la structuration elle-même n'est pas suffisamment élaborée pour que le mode d'existence et de changement des réalités humaines et sociales ne soit raisonnablement clarifié. En un sens Touraine n'est pas tout à fait parvenu à libérer la sociologie qu'il a magistralement conduite à son terme, de sa fascination pour la synchronicité, une fascination ayant beaucoup à voir, comme j'ai tenté de l'indiquer plus haut, avec l'idée même de société auto dynamique dont les juristes et les sociologues se sont fait les principaux porteurs. Il n'y est pas tout à fait parvenu et sa sociologie porte très profondément la marque du clivage qu'il maintient constamment entre synchronie et diachronie, ordre et changement. Mais ce faisant cette double sociologie a aussi redonné toute sa place au problème de la diachronie (et aux mouvements sociaux, aux acteurs), et en ce sens, cet homme singulier a balisé les contours du terrain intellectuel même ou pourrait être «par métissage à l'horizontale» et «remembrement des savoirs»), dépassé le clivage.

#### EN GUISE DE CONCLUSION

Les efforts théoriques pour penser le développement historique et mieux concevoir le mode d'existence dans le temps et l'espace des réalités humaines et sociales territorialisées, doivent se poursuivre. Les théories contradictoires, au sujet du développement par le haut et par le bas formulées par les chercheurs et chercheuses associés tant aux «Regional Sciences», qu'aux études régionales et en développement régional, sont à réexaminer comme à rééva-

luer car, actuellement, s'amorcent de vastes débats scientifiques et sociaux au sujet des meilleures solutions internationales, nationales, régionales ou locales, face aux multiples problèmes mondiaux d'environnement et de développement.

Mais en même temps, des transformations majeures des systèmes institutionnels de plusieurs pays industriels avancés sont en cours (formation de nouvelles zones régionales bi ou multinationales); des transformations freinées par des représentations constituées à travers la très longue durée historique, et amorcées déjà depuis plusieurs siècles au niveau des systèmes de production et d'échanges économiques.

Or l'analyse reconnue nécessaire de tous ces changements rangés ici sous le thème de la déterritorialisation des systèmes d'échanges, exige un profond **renouveau de la théorie sociale**. Ce travail ne peut se faire que «par métissage à l'horizontale», et donc réappropriation, enracinement et «remembrement des savoirs» déjà existants que des générations d'hommes et des femmes ont irremplaçablement marqués. Des savoirs qu'ils furent, et demeurent aujourd'hui encore les seuls à pouvoir réellement renouveler.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

- 1 Dans «Le réenchancement du monde», in A. Touraine, dir., *Au delà de la crise*, Paris, 1976.
- 2 Dans «Remarques sur les pratiques émancipatoires dans les sociétés industrielles en crise», in Collectif, *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*, Institut Québécois de Recherche sur la Culture (I.Q.R.C.), 1982, p. 53.
- 3 SHEARER, R. A., «Le régionalisme et la politique en matière de commerce international», *Le libre-échange canado-américain*, vol. II, Collection «*Les Études*», Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada (Commission Macdonald), Ottawa, 1985, pp. 369-418.
- 4 Dans R. Matthews, *The Creation of Regional Dependency*, Toronto, University of Toronto Press, 1983, p. 83.

5. Shearer indique que le travail de Thomas Courchene «présente le modèle d'ajustement du marché sous sa forme la plus radicale pour expliquer les difficultés économiques des provinces de l'Atlantique» (note 13, p. 412), voir Courchene, «Interprovincial Migration and Economic Adjustment», *Revue Canadienne d'économie*, vol. 3, nov. 1970, pp. 550-576; et «A Market Perspective on Regional Disparities», *Analyse de Politiques*, vol. 7, aut. 1981, pp. 506-518; voir aussi G.R. Munro, «The Import-Competing Sector», dans R.A. Shearer, J.H. Young et G.R. Munro Edit., *Canada and the Atlantic Economy*, vol. 11, Trade Liberalization and a Regional Economy: Studies of the impact of Free Trade on British Columbia, Toronto, University of Toronto Press, 1971, pp. 88-174. Pour un examen sommaire d'analyses économiques fondées sur la théorie de la localisation voir H.W. Richardson, *Regional Economics*, Urbana, University of Illinois Press, 1979, pp. 53-81.
6. Concernant ce modèle, Shearer écrit que parmi ses «principes idéologiques de base» se retrouvent «les arguments inspirés de la théorie marxiste» et que son objectif premier est «d'expliquer le sous-développement, surtout celui des provinces de l'Atlantique» (p. 394); en note 11 (p. 412). Il ajoute: «L'analyse est très sociologique mais s'appuie sur un grand nombre d'ouvrages traitant du développement économique des pays sous-développés». Pour une liste des auteurs, il renvoie à Matthews, 1983 (*ibid*, note 4).
7. Sur les approches ascendante et descendante, voir W.B. Stöhr et D.R. Fraser Taylor, *Development from «above» and from «below»*, New-York, J. Wiley & Sons, 1981; sur le développement ascendant voir M. Bassand et alii, *Innovation et changement social*, Presses Polytechniques Romandes, coll. «Villes, Régions et Sociétés», 1981; ou endogène: W. Stöhr, «La crise économique demande-t-elle de nouvelles stratégies de développement régional?», dans Jean H.P. Paelinc et Alain Saliez, *Espace et localisation: la redécouverte de l'espace dans la pensée scientifique de langue française*, Paris, Economica, 1983, XIII-617.
8. Expression de Bassand (*ibid*, 1987) constituant la traduction française de «from above» de Stöhr et Taylor (*ibid*, 1981). Ces expressions se sont imposées, dissimulant les traditions intellectuelles dont elles s'inspirent. Bassand présente trois principes selon lui «erronés» de cette approche en disant qu'on y considère que le développement ne peut-être que «l'affaire d'une minorité d'entrepreneurs», que «le reste de la population» est incapable de mener de telles actions et ce faisant doivent «abandonner leurs valeurs», p. 24.
9. *Accord de Libre-Échange entre le Canada et les États-Unis*, Canada, 1987, 356 p., signé le 2 janvier 1988, l'Accord entrera en vigueur le 1er janvier 1989. Dans «Présentation sommaire et analyse préliminaire de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis», j'ai indiqué de manière détaillée les éléments et mesures de l'ALE reconfirmant, précisant ou accroissant la portée de ceux du Gatt (General Agreement on Tariffs and Trade) ou constituant des nouveautés, UQAR/GRIDEQ, 1988, 16 p.
10. Shearer conclue surtout que beaucoup d'analystes croient en la valeur de ce modèle. Lui-même ne recommande pas d'accord bilatéral et aborde la question sous l'angle du multilatéralisme. Mais comme un autre chercheur de la Commission (Harris), il indique la possibilité pour le Canada d'une augmentation de la rente sur les ressources naturelles, de la réalisation d'économies d'échelle et de l'accès aux informations («innovations» schumpétériennes) par investissements sur place, via la signature de l'entente. Le texte même de l'Accord est quant à lui de type juridique mais on y retrouve néanmoins cette même orientation

générale voulant que la libéralisation des échanges (de biens, services, personnes, flux financiers) favorise la croissance économique.

- 11 J'ai (avec J. Boisjoly) évoqué ces changements en opérant une distanciation par rapport à «l'école de la régulation» (voir note 19) dans «Mutations des sphères public et privée: l'arrivée aux limites d'un régime?», *La Décroissance*, Montréal, Albert St-Martin, 1983, pp. 149-171, et plus récemment dans J.-P. Boyer et D. Lafontaine, «Nouvelles technologies communicationnelles et quête d'un nouveau contrat social», *Loisir et Société*, Automne 1988.
- 12 Je m'inspire ici beaucoup du classique d'E. Barker, *The Political Thought of Plato and Aristotle*, Réédition Dover de l'ouvrage de 1906.
- 13 Je m'inspire ici de R. Rocker, *Nationalism and Culture*, New-York, Covici, 1936.
- 14 *Ibid.*
- 15 J'ai évoqué ce problème dans «Les sociologues sans la Société», *Cahiers de l'ACFAS*, 33, 1985, pp. 69-84. J'ai tenté d'en expliquer le fondement socio-psycho-langagier dans «L'organisation psychique-langagière comme mécanisme génératif central», in *Psychanalyse et changement social*, Actes et Instrument de la recherche en développement régional, GRIDEQ/ Université du Québec à Rimouski, 1985, pp. 183-333.
- 16 Je reprends l'expression de Moscovici mais lui donne une portée beaucoup plus large et proche des réflexions de Marx sur les *Fondements de la critique de l'économie politique* (Grundrisse...ébauche de 1857-1858). Chapitre de l'argent. (Anthropos, 10/18, 1968). Marx y écrit notamment: «L'argent étant lui-même la communauté, il ne peut en tolérer d'autres en face de lui. Mais cela suppose le plein développement des valeurs d'échange, et donc une organisation correspondante de la société». (p. 262); et plus loin: «...le représentant général de la richesse et la valeur d'échange individualisée étaient un double moyen d'universaliser la richesse et d'étendre les dimensions de l'échange à toute la terre. Mais il restait à créer l'universalité réelle de la valeur d'échange tant du point de vue de la substance que de l'espace» (p. 266).
- 17 Ou «Sciences Régionales», dont l'Association américaine fut fondée en 1954 par Isard. Voir «Rétrospective et prospective sur la science régionale, une interview avec Walter Isard», *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 112, numéro spécial, La Science Régionale, UNESCO, Mai 1987. Alors que les «sciences régionales canadiennes» ou d'expression anglaise, se rattachent principalement à cette tradition américaine, les études régionales québécoises ou d'expression française ou sur développement régional, ont quant à elles été surtout influencées par la sociologie. J'ai abordé la question de l'«ensemble» intellectuel que forme ces travaux dans: «La recherche en développement régional: secteur ou champ de connaissance en développement régional?», *Cahiers de Recherche Sociologique*, vol. 3, no 1, 1985, pp. 139-144, et dans «La spécificité et les enjeux culturels des études régionales», *Thèmes Canadiens*, spécial Culture et Développement régional, vol. 9, aut. 1988.
- 18 ISARD, *ibid.*
- 19 SAMIN, S., *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1977 et *Le développement inégal*, Paris, Minuit, 1973. Très récemment, A. Lipietz formulait certaines critiques à l'endroit des définitions de l'impérialisme («la bête»)

élaborées au cours des années soixante dix, et souvent reprises par le courant français dit «d'un nouveau régime d'accumulation et d'un nouveau mode de régulation», voir: «Les transformations dans la division internationale du travail: considérations méthodologiques et esquisse de théorisation», dans Duncan Cameron et François Houle, *Le Canada et la Nouvelle Division Internationale du Travail*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1985, pp. 27-55.

- 20 J.A. BANKS retrace ces développements dans *The Sociology of Social Movements*, Studies in Sociology, Cambridge, Macmillan, 1972.
- 21 TOURAINE, A., *Production de la Société*, Paris, Seuil, 1973.
- 22 Voir note 4.
- 23 GUNDER-FRANK, A., *Le développement du sous-développement: l'Amérique latine*, Paris, Maspéro, 1972.
- 24 Voir note 5.
- 25 BUNGE, M., «Considérations d'un philosophe sur l'économie du néo-conservatisme (néo-libéralisme)», tiré de *Economia y filosofía*, Madrid, Tecnos, 1982, 1988.
- 26 BASSAND, M., p. 27 (voir note 8).
- 27 Voir note 13.
- 28 DURKHEIM, É., *Les règles de la méthode sociologique*, P.U.F., Paris, 1963, p. 101.
- 29 LATOUCHE, S., «Quelques hypothèses hétérodoxes sur le sous-développement» (1980) Recueil de textes sur le Développement régional: état de la question 1, tome 1, UQAR, p. 33.
- 30 SCOTT, J. et M. STORPER, «Industries de haute technologie et développement régional: revue critique et reformulation théorique», *Revue Internationale des Sciences Sociales*, UNESCO, mai 1987; et Scott et Storper, dir., *Production, work, territory: the geographical anatomy of industrial capitalism*, Boston, Allen & Unwin, 1986; voir également Walter B. Stöhr, «Le développement économique régional et la crise économique mondiale», *Revue Internationale des Sciences Sociales*, no 112, UNESCO, mai 1987.
- 31 Voir note 17.
- 32 PARSONS, T., *Toward a General Theory of Action*, (1951), New-York, Harper and Row, 1962; Giddens, *Central Problems in Social Theory*, London, MacMillan, 1979; A. Touraine, *Sociologie de l'action*, Paris, Seuil, 1965 et *Production de la Société*, Paris, Seuil, 1973.
- 33 GUSFIELD, J. R., «Social Movements, The Study of Social Movements», dans D. Sills (ed.) *International Encyclopedia of the Social Sciences*, vol. XIV, New-York: Macmillan, 1968; et *Protest, Reform and Revolt: A Reader in Social Movements*, New-York, Wiley, 1970.

- 34 CANTRIL, H., *The Psychology of Social Movements*, New-York, Wiley, 1941; H. Laidler, *Socio-Economic Movements*, London, Routledge & Kegan Paul, 1960; R. Heberle, «Observations on the Sociology of Social Movements», *American Sociological Review*, 14, 1949, pp. 346-357, et Heberle, *Social Movements: An introduction to political sociology*, New-York, Appleton-Century-Crofts, 1951.
- 35 BLUMER, H., «Collective Behavior» dans A. M. Lee, edit., *Principles of Sociology*, New-York, Barnes & Noble, 1951 et H. Blumer, «Collective Behavior» dans J. B. Gittler, edit., *Review of Sociology: Analysis of a Decade*, New-York, Wiley, 1957
- 36 TURNER, R. H. et L. M. KILLIAN, *Collective Behavior*, Englewoods Cliffs, Prentice-Hall, 1957.
- 37 SMELSER, N. J., *Theory of Collective Behavior*, London, Routledge & Kegan Paul, 1962.
- 38 ZALD, M. N. et R. ASH, «Social Movement Organisations: Growth, Decay and Change», *Social Forces*, XLIV, 1966, pp. 327-341; P. Wilkinson, *Social Movement*, London, Pall Mall Press, 1971; Banks voir note 20.

## **DÉVELOPPEMENT LOCAL ET LATÉRALISATION DU SOCIAL: LA CONTRIBUTION DES MOUVEMENTS SOCIAUX**

**Paul R. BÉLANGER**  
Département de sociologie  
Université du Québec à Montréal

Dans l'histoire récente, et singulièrement celle des années soixante au Québec, les mouvements sociaux ont largement contribué à la centralisation et à la gestion étatique du social. Pour les mouvements ouvrier, étudiant ou national, l'État apparaissait comme le seul lieu capable d'assurer la réalisation des droits nouvellement acquis, de diriger la lutte contre les inégalités ou de favoriser la participation pleine et entière des citoyens tant au développement social qu'à la croissance économique. Les systèmes de santé, d'éducation, de bien-être, le développement régional et même certaines activités économiques ne pouvaient être modernes que publics, c'est-à-dire planifiés centralement.

Et déjà on s'interroge sur la contribution des mouvements sociaux au développement local, non pas à la restauration des anciennes institutions dans une perspective néoconservatrice, mais bien plutôt à la formation de nouvelles formes institutionnelles, à la reconstruction d'un tissu social selon des voies intermédiaires entre l'étatisme et la privatisation<sup>1</sup>. Ainsi les deux termes ont changé de sens. Le développement local ne signifie plus une simple décentralisation vers les communautés territoriales, au nom de la démocratisation, de la plus grande visibilité des décisions ou d'une proximité accrue entre les responsables et les besoins de la population. Il ne cherche pas seulement à réduire les demandes adressées à l'État central et à accélérer leur traitement de façon plus appropriée. Cette décentralisation-là est celle de la défense d'un mode de vie menacé et est, le plus souvent, soutenu par les élites traditionnelles. De ce fait, elle s'accommode fort bien de la désinstitutionnalisation et du désengagement de l'État. Le développement local dont on parle maintenant renvoie plutôt à de nouveaux dynamismes induisant une concertation intersectorielle, à de nouveaux modes d'intervention sur le social, fondés sur une logique non plus catégorielle mais latérale, on pourrait dire sur

une latéralisation du social expérimentée entre autres par les ressources communautaires.

De même, les mouvements sociaux d'aujourd'hui n'ont plus ni la même orientation, ni la même forme organisationnelle. Ils ne sont plus de grandes organisations hiérarchisées et mobilisées sur les idéologies politiques globales, définissant et redéfinissant de vastes programmes de transformation de la société. Ce que certains appellent les nouvelles pratiques sociales ou les nouveaux mouvements sociaux sont constitués d'expérimentations sociales s'adressant à des segments de population, souvent à la recherche d'une identité culturelle, cherchant à s'auto-organiser pour répondre à leurs propres besoins, visant souvent des objectifs généraux comme l'autonomie, mais élaborant des alternatives dans leurs secteurs particuliers, susceptibles aussi de mobilisations communes et solidaires<sup>2</sup>. Une caractéristique se dégage nettement; les mouvements sociaux d'aujourd'hui ont une double tâche: services et mobilisation, c'est-à-dire ressources alternatives et action critique<sup>3</sup>.

Ces nouvelles manières de penser et de travailler le social suscitent une première question: comment expliquer cette prolifération de mouvements de base ou d'organismes communautaires? S'agit-il de ressources qui remplissent des tâches qu'un élargissement des institutions étatiques résorberait? Ou au contraire de l'effet d'une crise plus profonde, structurelle? Une deuxième question concerne l'insertion de ces ressources communautaires dans le développement local: à quelles conditions pourront-elles conserver leur autonomie, éviter le néocorporatisme, renforcer leur action critique, se constituer en mouvement social?

### **CRISE DU PROVIDENTIALISME ET MOUVEMENTS SOCIAUX**

Les luttes sociales d'après-guerre se sont soldées par la mise en place d'institutions ayant entre elles une remarquable cohérence. Qu'il s'agisse des rapports de travail ou des rapports de consommation, il se dégage une caractéristique commune fondamentale, à savoir la participation dépendante ou plus précisément l'inclusion sociale par l'acquisition des droits démocratiques en même temps que l'exclusion de la gestion des institutions chargées de concrétiser



tiser ces droits. Dans le domaine du travail, les travailleurs obtiennent par les luttes syndicales les droits à la négociation collective mais du même mouvement, les conventions leur dénie tout droit de regard sur les décisions de l'entreprise et sur l'organisation du travail, ce qu'on a nommé le rapport salarial ou le contrat de travail fordiste.

De même, les consommateurs organisés en mouvements sociaux réussissent à conquérir les droits à la santé, au bien-être, à l'éducation, à la sécurité, mais les règles du jeu des grandes organisations investies de ces missions les excluent des décisions concernant la gestion et les modes d'intervention; il en découle un rapport social de consommation qu'on peut qualifier de **providentialiste**. Dans la gestion du social comme dans celle des entreprises, dans la consommation de services collectifs et dans le travail, un modèle technocratique s'impose qui reproduit la division entre la conception et l'exécution. Autant les travailleurs sont devenus des exécutants de modes opératoires élaborés par les ingénieurs et les techniciens, autant les consommateurs sont soumis aux prescriptions des professionnels et des experts qui déterminent les modalités des consommations collectives. L'inclusion, c'est-à-dire la participation sociale par l'accès aux consommations collectives, s'est donc réalisée sur le mode de la passivité dépendante.

La crise des rapports de travail de type fordiste et tayloriste est bien connue<sup>4</sup>. Nous voulons montrer ici que les ressources alternatives sont le résultat de l'échec du mode providentialiste de gestion du social. Cela ne signifie pas que des progrès importants n'ont pas été réalisés, que ce soit dans le domaine de l'éducation ou de celui de la santé, mais que l'État-providence a épuisé ses capacités d'accroître la participation pleine et entière des citoyens; il produit maintenant le contraire, c'est-à-dire des exclusions sociales; il est devenu contre-productif.

La gestion étatique repose sur la croyance en l'égalité formelle des individus. Les appareils administratifs émettent des règles homogènes ou des normes de consommation universelles censées permettre l'accessibilité de tous les citoyens aux services collectifs et par là à une participation réelle à la vie économique,

sociale, culturelle, politique de la société. Chacun devait s'approprier les possibilités ainsi offertes comme s'il s'agissait d'un investissement individuel, d'un capital humain à faire fructifier. Le principe de l'égalité des chances prétend en effet que les investissements sont le résultat d'un choix individuel dès lors que les mêmes possibilités sont offertes à tous<sup>5</sup>. L'État-providence contribue ainsi au processus d'individualisation propre à la rationalité libérale. Non pas que l'État devienne le lieu de solidarité d'individus isolés par la disparition des solidarités traditionnelles! L'isolement des individus se construit du fait même de l'intervention de l'État, car les systèmes d'éducation, de santé, de bien-être exigent, pour être efficaces, de sortir les individus de leurs milieux traditionnels; l'acquisition d'habitudes proposées par l'école et l'hôpital ne vont pas sans déracinement.

Les diverses interventions étatiques imposent des normes homogènes, qu'il s'agisse des modèles pédagogiques ou des pratiques médicales comme si les individus étaient égaux et sans appartenance sociale. Elles nient les inégalités réelles, la diversité des besoins et l'importance des milieux sociaux comme médiation aux institutions. Pourtant, les individus ne sont pas interchangeables. Pour certaines catégories sociales, les énoncés scolaires ou les technologies bio-médicales sont des langages étrangers à leurs pratiques culturelles. Il en résulte l'échec scolaire, de même qu'une plus faible fréquentation des services collectifs par les populations les plus démunies. Malgré leur négation par les institutions et l'exaltation de l'autonomie individuelle, les barrières socio-culturelles subsistent et résistent en quelque sorte aux normes de socialisation. Plus encore, les inégalités devant la santé, le bien-être ou l'éducation s'accroissent au lieu de s'atténuer; au lieu de la participation, les institutions produisent de plus en plus d'exclusions sociales, comme en témoignent l'analphabétisme, l'itinérance, l'inaptitude au travail, les écarts en matière de santé, les inégalités régionales.

Devant ces échecs, la logique d'intervention n'est pas pour autant modifiée. Parce que le rapport social de consommation est fondé sur la dépendance, sur la division stricte des tâches entre les experts professionnels et les consommateurs, il s'ensuit que le changement dans les pratiques ne peut provenir que «d'en haut»,

de ceux qui possèdent le monopole de l'expertise; l'innovation est réservée aux techniciens et aux professionnels de sorte que la solution des problèmes repose sur le raffinement des techniques d'intervention.

La bataille pour la santé et l'éducation se poursuit en repérant des populations-cibles de plus en plus circonscrites, en créant au besoin de nouveaux appareils bureaucratiques spécialisés dans les techniques qui ne manquent pas de s'épanouir pour s'attaquer aux problèmes de l'heure. Les systèmes techniques, sensibles aux conduites récalcitrantes ou déviantes, développent de nouveaux programmes techniques pour contrôler ce qui apparaît comme des défauts du système sinon des risques pour la société toute entière (Offe: 1984).

Ainsi, le système se nourrit de ses propres échecs et il est dans l'incapacité de modifier ses orientations étant donnée la logique de dépendance qui constitue sa forme structurelle même. Les investissements sont croissants pour des avancées de plus en plus faibles; les exclusions sociales sont de plus en plus marquées alors que les institutions possèdent de plus en plus de moyens techniques. Cette incapacité structurelle à résoudre les problèmes qu'elles produisent elles-mêmes en raison de leur mode de fonctionnement font que globalement le modèle providentialiste de services collectifs devient de plus en plus **contre-productif**.

#### **RESSOURCES ALTERNATIVES ET CONTRE-MODELES**

Les ressources alternatives constituent l'autre réponse à la forme structurelle des institutions dominantes. On considère souvent qu'elles se multiplient sous la pression de «nouveaux besoins» pour lesquels le réseau officiel manquerait de ressources. Il est impossible de nier que l'État-providence ait subi les effets sur ses finances de la crise économique et des pressions politiques néoconservatrices. Il ne faut pas cependant se méprendre et confondre incapacité structurelle et ressources financières. Ce n'est pas en élargissant ce réseau que ces besoins seront satisfaits précisément parce qu'ils originent des échecs du système lui-même. Il ne faut pas non plus y voir le résultat de nouvelles valeurs autogestionnaires favorisant l'auto-organisa-

tion parallèle, ni le signe d'une nouvelle convivialité en marge de la solidarité mécanique et froide du rapport individu/État. Encore une fois, il ne faut pas se méprendre et confondre une nouvelle qualité du social avec des initiatives souvent instables et précaires. Les alternatives sont d'abord le signe d'une exacerbation de la rationalisation technique, et l'effet global d'un système fondé sur l'individualisation et la dépendance.

Les échecs du système ne se traduisent pas automatiquement en conduites alternatives. Car les exclusions sociales sont le plus souvent l'effet cumulatif de discriminations dans les diverses structures sociales. Les relations entre origine sociale, quartier défavorisé, maladie, échec scolaire, chômage ou emplois précaires et niveau de vie sont bien connues et forment des enchaînements fatals qui se répercutent sur l'affaiblissement des personnalités et l'appauvrissement des relations sociales. Elles peuvent donc entraîner des conduites de repli, de sous-cultures, de violence, de formes diverses de spiritualisme ou encore le recours au bénévolat des élites traditionnelles.

Une des conditions du passage à l'organisation alternative est sans doute l'alliance entre les victimes du mode providentialiste d'intervention sociale, et l'action pratique et critique d'intervenants capables de démontrer les irrationalités du système et de les transformer en enjeux pour la société. Contrairement à la période précédente où les inégalités et les exclusions se traduisaient par des mobilisations et des demandes d'État, elles suscitent aujourd'hui des réponses directes et concrètes aux besoins, des initiatives qui privilégient l'auto-organisation et la création de ressources ou de services pour les populations démunies. Ces activités pratiques autogérées s'appuient justement sur la critique des incapacités de l'intervention étatique de la part de professionnels qui expérimentent quotidiennement les échecs. Mais cette action critique, loin de s'articuler dans une nouvelle politique ou idéologie globale, se développe autour de processus particuliers et spécifiques comme la santé mentale ou l'école. Elle est centrée sur les mécanismes propres à chaque institution qui produit sa population d'exclus. Cette absence de critique globale explique à la fois la légitimité du travail de ces organismes et leur capacité à y faire participer les populations

visées; elle rend compte en même temps de la segmentation des organismes communautaires, de la multiplicité des champs d'action et des formes d'organisation. Cet éclatement du social fait l'objet d'un débat sur l'opportunité de réunifier les mouvements de base; nous y reviendrons.

Au-delà de cette diversité, la caractéristique la plus générale des ressources alternatives est leur effort pour **latéraliser** le social qui se manifeste de diverses façons. Latéralisation d'abord des relations entre les intervenants et les usagers/consommateurs pour contrecarrer la dépendance induite par la logique individualiste ou catégorielle. En incluant les consommateurs dans l'organisation elle-même, les organismes communautaires favorisent les apprentissages nécessaires à l'autonomie et à la capacité d'action. Apprentissages multiples et variés qui vont du renforcement de la personnalité à l'acquisition et à la pratique de nouveaux codes culturels, de nouveaux rapports au travail, au corps, à l'autre, à la culture. Ces organismes deviennent ainsi de nouveaux lieux de solidarité qui contribuent à la recomposition du tissu social et à la formation d'identités collectives. La relation à l'organisation n'est plus alors seulement instrumentale.

Cette latéralisation se manifeste aussi dans le refus du cloisonnement de connaissances et des pratiques qui caractérise toute intervention centralisée. Celle-ci, en s'appuyant sur des techniques de plus en plus spécialisées, sectorialise les problèmes pour les traduire en procédures et normes propres aux divers corps d'intervenants. Les ressources communautaires développent des approches plus globales sinon des savoirs nouveaux transdisciplinaires où social et médical, technique et affectif, savoir et savoir-faire, connaissance et expérience s'articulent en de nouveaux modes d'action. Même lorsque leur action est centrée sur un type de problème spécifique, la perception en est nécessairement élargie puisque la prévention et l'éducation exigent de le relier au mode de vie et aux conditions socio-économiques.

Enfin, le type d'intervention s'élargit encore à la concertation entre divers organismes au niveau local. La collaboration entre ressources diverses pour assurer un développement intégré, une mise en relation de l'éducation, de la santé, du travail, de l'habita-

tion, de la sécurité du revenu confirment le caractère alternatif des nouveaux organismes communautaires. Cette coopération latérale, en plus de mobiliser des ressources diverses et variées, est susceptible de produire une synergie que la centralisation et la dépendance interdisent.

Faisons un premier bilan de la démarche: le modèle providentialiste d'intervention a éclaté et est en voie de profonde remise en question. D'une part, une approche centralisée centrée sur l'individu ou des populations-cibles continue de se développer par le raffinement de ses techniques et le ciblage de plus en plus précis de catégories sociales à risques; ce modèle se nourrit de ses propres échecs, de ses incapacités structurelles à assurer la réduction des inégalités. D'autre part, des ressources communautaires se développent à un rythme extrêmement rapide pour prendre en charge des exclusions sociales; leur approche innove en ce qu'elle favorise une latéralisation du social tant à l'intérieur des groupes de solidarité qu'entre les organismes et individus intéressés au développement local. Ces groupes réalisent une jonction entre les démunis et des intervenants critiques des processus et mécanismes de régulation sociale. L'action critique trouve sa légitimité dans la contre-productivité même du système, dans ses irrationalités objectives et structurelles, bref dans ses propres échecs.

### CONDITIONS DE LA LATÉRALISATION DU SOCIAL

Jusqu'ici, nous avons utilisé indifféremment services et mobilisation, ressources et mouvements, organisations communautaires et action critique. C'est une des caractéristiques de ces nouveaux groupes sociaux d'assumer une double tâche: réseau de services qui peut devenir la base de mobilisations collectives et le révélateur des idéologies et intérêts cachés derrière les modèles «scientifiques» dominants. La question est de savoir à quelles conditions ces mouvements de base s'isolent et contribuent ainsi à une segmentation du social, ou au contraire se constituent en force de contestation et de renouvellement des pratiques. Peu de recherches ont tenté d'éclairer cette question; néanmoins il est possible de risquer quelques hypothèses.

Deux ensembles de conditions doivent être envisagés: le premier tient à la nature des ressources, organisations et précisément au difficile équilibre entre la tâche ressources et celle de l'action critique; le second renvoie à la plus ou moins grande permissivité du système politique et au jeu des alliances. Le risque le plus grand pour la société a déjà été évoqué: celui où des exclus, en l'absence de toute liaison avec d'autres catégories sociales et face à un système politique autoritaire et répressif, se replient sur eux-mêmes. Cette situation n'est cependant pas univoque et peut donner lieu à des conduites collectives variées, allant de la résignation fataliste à la constitution de bandes sociales. Ce mécontentement anti-étatique est alors facilement récupérable par des forces conservatrices favorisant le retour à la morale traditionnelle et religieuse et au bon vieux temps où l'équilibre social était assuré par le bénévolat charitable.

Une deuxième situation conduirait à une forme de néocorporatisme. Dans ce cas, la ressource alternative existe, mais elle consacre toutes ses énergies à construire son expérimentation et son identité dans l'isolement. Son action critique est limitée à la problématique de son secteur d'activité de sorte que la latéralisation est réduite au renouvellement des relations internes au groupe par des expériences de démocratie directe et des innovations alternatives. Cette orientation peut s'appuyer sur le refus des idéologies globales et singulièrement le rejet du politique qui a tendance à insérer ces expériences dans la rationalité des appareils bureaucratiques et des expertises techniques. La crainte de la récupération et de la perte d'autonomie domine même si l'action critique est radicale, l'insistance sur l'autonomie de l'organisation conduit cependant à la fragmentation ou à la segmentation des pratiques sociales. Paradoxalement, ce type d'organisation est celui où le risque de néocorporatisme est le plus grand, car le refus du politique est compensé par des liens avec l'administration publique en particulier pour des raisons financières. C'est par le biais de l'administration que l'État étend son contrôle et négocie les conditions d'un appui financier. En obtenant ainsi des avantages pour son groupe particulier, les organismes ne sont pas enclins à élargir leur action critique à la logique d'ensemble du système. À moyen terme, la tendance à la segmentation sera accentuée.

Une troisième situation représente l'inverse, à savoir le privilège accordé à l'aspect mouvement, à la mobilisation contre le modèle de rationalité dominante. Les groupes communautaires, tout en maintenant les services alternatifs, se transforment en groupes de pression afin d'influencer et de modifier le cadre institutionnel. Le travail est donc centré sur la concertation entre les groupes, sur l'unité des pratiques sociales alternatives au-delà de leur spécificité sectorielle. Cette mobilisation tend à contrecarrer l'isolement et l'émiettement des pratiques dans l'élaboration d'un projet d'ensemble. Si cette orientation rencontre des alliés politiques, les groupes sociaux risquent d'être hégémonisés par un parti politique dans leur perspective de transformation du modèle étatique. En agissant comme groupe de pression à l'intérieur du processus politique, le mouvement est absorbé par l'élaboration de nouveaux compromis sociaux et risque de perdre son autonomie, d'être inséré dans le réseau administratif même s'il en constitue une filière spécifique. Cette insertion dans le réseau administratif même décentralisé ne pourra que modifier les pratiques et opérer le passage de l'intervention latérale à un retour à la logique catégorielle dominante.

Enfin, une dernière situation implique que les groupes communautaires maintiennent la liaison difficile entre le développement de ressources alternatives et la mobilisation politique. Les ressources alternatives sont le lieu d'invention de nouveaux modes d'intervention directement relié aux échecs divers produits par l'épuisement du modèle rationaliste dominant. Par le fait même, ces groupes rompent avec le face à face État/individu et élaborent de nouvelles solidarités. Et parce qu'ils assument des services plutôt que de les traduire en demandes d'État, ils contribuent largement à inventer une nouvelle forme de social, gérée à la base sur le mode de la démocratie directe. Ils impulsent, malgré leur précarité, une réappropriation des responsabilités et des pouvoirs sur le mode de vie, sur les rapports de consommation.

En même temps, par leur action critique, ils inventent des contre-modèles culturels; la critique des processus étatiques et de leur logique de domination sur les conduites individuelles peut dépasser les problèmes spécifiques pour s'élargir à la logique d'ensemble du système. Est-il audacieux de penser que dans ces



pratiques nouvelles s'élabore graduellement une nouvelle rationalité dans la gestion du social? Est-il possible de suggérer qu'une nouvelle articulation entre l'efficacité et l'autonomie, le développement du jugement personnel, le renforcement de la capacité d'évaluation et d'action va transformer la forme de rationalité dominante et ses effets pervers et ses échecs? À moins de penser que le choix se limite à la rationalité technique dominante ou à l'irrationalité, il faut bien admettre que l'action critique non seulement démasque les processus et leurs incapacités, de même que les intérêts sous-jacents, mais en même temps produit de nouvelles normes et de nouveaux modèles.

Pour ces raisons, les groupes communautaires se transformeront en mouvements sociaux s'ils acceptent la tension entre la démocratie directe, c'est-à-dire l'autonomie, et l'action politique. L'absorption dans l'autonomie ou dans l'action politique fait perdre aux groupes communautaires leur capacité réelle d'invention de nouveaux modes de fonctionnement de la société.

Dans le même mouvement, cette tension est la condition d'une jonction entre ressources alternatives et développement local. Car le néocorporatisme enferme la ressource alternative dans sa problématique spécifique alors que l'action politique exige une concertation centralisée qui, au mieux, revendique la décentralisation. Or, nous l'avons maintes fois indiqué, le développement local n'a de signification réelle que par l'intervention latérale. Les mouvements sociaux ont donc une tâche extrêmement lourde. D'abord, il leur faut en finir d'achever la croyance en la rationalité technico-scientifique par l'innovation de modèles nécessairement diversifiés. Surtout, s'il est exact que les normes homogénéisantes ont reproduit et même accentué les inégalités, il leur faut imposer la croyance que des modèles diversifiés, autonomes, tant au niveau organisationnel que local, sont la condition même d'un renversement de la tendance à la contre-productivité du système c'est-à-dire à la production des exclusions sociales. Les ressources de l'État-providence sont épuisées. Nos sociétés sont condamnées à compter sur les autonomies individuelles et collectives et non plus sur la dépendance individualisée nommée consommation de masse. La tâche est lourde, avons-nous dit, parce que les appareils bureaucratiques ne sont pas faits pour

gérer des différences et des autonomies; la rationalité technocratique s'accommode fort mal de la démocratie directe.

Les mouvements sociaux produisent et attisent cette contradiction entre logiques d'intervention et formes d'organisation de la société. Le développement local s'inscrit dans cette démarche.

#### NOTES

- 1 Voir Offe, 1985
- 2 Voir Melucci (1985), Lazure (1987), Rhéaume (1987).
- 3 Bélanger et Lévesque, 1987.
- 4 Voir Aglietta, 1976.
- 5 Voir Le Borgne et Lipietz, 1988.

#### RÉFÉRENCES

- AGLIETTA, M., *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.
- BÉLANGER, P.R. et B., LÉVESQUE, «Le mouvement social au Québec: contre-unité et rupture (1960-1985)», in Paul R. Bélanger et autres, *Animation et culture en mouvement*, Québec, P.U.Q., 1987.
- BOYER, R. et J. MISTRAL, *Accumulation, inflation, crises*, Paris, P.U.F., 1978.
- LAZURE, J., «Le sens des nouvelles pratiques», in Paul R. Bélanger et autres, *op. cit.*
- LE BORGNE, D. et A. LIPIETZ, «L'après-fordisme et son espace?», *Les Temps Modernes*, 43e année, no 501, avril 1988.
- LIPIETZ, A., *Crise et inflation, pourquoi?*, Paris, Maspero, 1979.
- MELUCCI, A., «The Symbolic Challenge of Contemporary Movements», *Social Research*, vol. 52, no 4, 1985.
- OFFE, C., «New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics», *Social Research*, vol. 52, no 4, 1985.
- RHÉAUME, J., «Animation, culture et mouvements sociaux», in Paul R. Bélanger et autres, *op. cit.*

**Deuxième section**

**NOUVEAUX ENJEUX, NOUVELLES IDENTITÉS**



## **LES MOUVEMENTS SOCIAUX DANS LA VILLE INFORMATIONNELLE**

**Paul VILLENEUVE**  
Département de géographie  
Université Laval

Les labels qui tentent de saisir l'essence des nouvelles formes sociales en émergence depuis dix ou quinze ans se multiplient. L'étiquette de «société post-industrielle» semble avoir la faveur du plus grand nombre. Ce qu'elle signifie varie beaucoup d'un auteur à l'autre, mais un certain consensus existe autour de l'idée selon laquelle, dans la société post-industrielle, la production de services intangibles domine la production de biens matériels. La notion de post-industrialisation a été abondamment critiquée, mais aucune autre notion aussi globale ne semblait pouvoir la supplanter, jusqu'à ce que la notion d'information fasse son chemin dans le vocabulaire de la biologie et des sciences sociales.

### **SOCIÉTÉ POST-INDUSTRIELLE OU SOCIÉTÉ INFORMATIONNELLE?**

Mon propos ici n'est pas de faire l'histoire de la notion d'information, depuis ses premières formalisations au cours des années quarante, avec les travaux de Shannon et Weaver (1949), jusqu'à son emploi récent pour évoquer l'économie (Porat, 1977), la société (Leiss, 1983), et même la ville en émergence (Castells, 1984). Je me limiterai à poser quelques questions. Pourquoi cette notion connaît-elle maintenant un tel succès? En quoi évoque-t-elle mieux les nouvelles formes sociales en émergence que la notion de «post-industrialisation»? D'entrée de jeu, elle apparaît plus spécifique. La notion de post-industrialisation est définie par la notion qu'elle veut supplanter. Elle évoque autre chose que l'industrie, sans nous dire quoi. En revanche, la notion d'information, c'est le cas de le dire, est plus informante même si, au sens courant, le mot «information» reste vague. De plus, la notion de post-industrialisation suggère une succession et, chez certains, une progression et même un progrès. Par contre, la notion d'information, surtout si elle est mise en oeuvre dans le contexte

théorique des modes de développement et des modes de production (Fossaert, 1977), ne suggère rien de tel.

Définissons un mode de développement comme la trajectoire particulière selon laquelle sont recombines, dans le temps, les éléments du processus de production. Dans le mode de développement industriel, les gains de productivité résultent d'une augmentation de travail, de matière ou d'énergie. Dans le mode de développement informationnel, les gains de productivité résultent d'une recombinaison qualitative des éléments du processus de production, cette recombinaison étant fonction d'un savoir capable de prédire la combinaison la plus productive (Castells, 1984). De plus, la production et la transmission de ce savoir sont grandement accélérées par les technologies de l'information, en particulier par la prolifération des microprocesseurs dans presque toutes les sphères de la vie quotidienne. La logique binaire de la digitalisation permet de décomposer des domaines entiers d'information et de les traiter électroniquement, par machine interposée: robotique, bureautique, télématique, et même géomatique (systèmes d'information à références spatiales, informatisation de l'objet de connaissance local).

Ces transformations des rapports techniques de production auraient pu se généraliser dès la fin des années soixante, lorsque la «puce» fut mise au point. Ce n'est toutefois que dix ans plus tard, après plusieurs années de difficultés économiques, que les nouvelles possibilités technologiques furent incorporées dans les stratégies de restructuration et de sortie de crise. L'informatisation de la société ne supprime pas son industrialisation. Elle la modifie et la restructure. La production de biens matériels continue de constituer un pourcentage élevé du PNB des pays capitalistes avancés, et un pourcentage croissant du PNB des pays du tiers monde. La désindustrialisation s'exprime d'abord au niveau de l'emploi, encore que dans des pays comme les États-Unis ou le Japon, la part des emplois industriels se maintient, la croissance relative du tertiaire étant surtout due à la diminution du primaire.

Le passage à un mode de développement informationnel modifie les données du développement inégal. Au niveau mondial, le pas-

sage à la société informationnelle progresse plus rapidement dans les sociétés capitalistes avancées que dans les pays du tiers monde, ce qui a pour effet de creuser l'écart Nord-Sud. Au sein des sociétés capitalistes avancées, les régions se repositionnent selon leur plus ou moins grande capacité à s'inscrire dans le nouveau contexte technologique. Les hiérarchies urbaines se modifient également. Au sommet de la hiérarchie mondiale, la centralisation économique entraîne la consolidation de «villes mondiales» (Friedmann et Wolff, 1982) à partir desquelles est gérée une proportion croissante de l'économie de la planète. À l'autre extrémité, le décentrement des segments les plus standardisés des filières de production entraîne la croissance démographique de certaines petites villes et de certaines régions non-métropolitaines (Klein, 1985).

### **L'INTERPRÉTATION DES CHANGEMENTS SPATIAUX**

Ces bouleversements de l'espace social ne s'interprètent pas facilement. Parmi l'éventail de théories et de concepts mis de l'avant pour tenter de «dire» ces changements, les thèses de l'accumulation flexible et du post-modernisme (Harvey, 1987) apparaissent particulièrement intéressantes, surtout lorsqu'elles sont appliquées à l'étude des premiers milieux pénétrés par les formes sociales informationnelles, soit les grandes agglomérations urbaines du capitalisme avancé et, en tout premier lieu, les quartiers centraux de ces agglomérations.

À cet égard, les agglomérations urbaines canadiennes montrent certaines caractéristiques spécifiques, liées à l'importance de l'exploitation des matières premières au Canada. Lieux (principaux ou intermédiaires) de gestion des filières extractives (blé, forêt, mines, pétrole, électricité, etc.), elles sont aussi le siège des activités étatiques, dont le développement a été soutenu pendant les années soixante et soixante-dix. Depuis le début des années soixante-dix, le Canada a affermi son contrôle sur son économie, ce qui a eu pour effet d'accroître l'importance du centre des grandes villes, qui apparaissent de plus en plus en mesure de capter les prolongements multiples des filières extractives (Villeneuve, 1988b).

L'État a joué un grand rôle dans l'affermissement du contrôle de l'économie et la maturation du capitalisme canadien. Or, le rôle de l'État est maintenant remis en cause. Selon certains auteurs, un nouveau régime d'accumulation «post-fordiste» est en émergence: l'accumulation flexible, qui produit une virulente concurrence inter-urbaine (Harvey, 1987). La notion d'accumulation flexible fait référence à un ensemble de tendances de plus en plus évidentes au niveau des systèmes de production et d'organisation du travail. Cette notion remet en cause la perception selon laquelle la maturation d'un système de production conduit nécessairement à des entreprises de plus en plus intégrées verticalement et horizontalement et qui ont, de plus en plus, recours à des méthodes de production de masse.

Au contraire, la notion de spécialisation flexible postule au départ la fluidité de la frontière entre l'entreprise comme système de transactions internes (non-marchandes) et le marché comme système de transactions entre entreprises (Storper et Christopherson, 1987). Dans plusieurs situations, la sous-traitance et la proximité spatiale entre un grand nombre de petites entreprises réunies par d'intenses rapports marchands permettent des économies externes d'agglomération supérieures aux économies d'échelle associées à l'intégration verticale. Ces stratégies permettent aussi la manipulation de la main-d'oeuvre, dans un contexte de rapides transformations technologiques associées à l'informatisation des usines et des bureaux.

La flexibilité des grandes firmes multinationales doit aussi être notée. Elle leur vient de la possibilité de recourir à des stratégies diversifiées selon la variété des conjonctures locales où elles sont implantées. Les fonctions de gestion et de planification au sein de ces firmes font appel à une main-d'oeuvre professionnelle dont les tâches sont non-standardisées. Ces fonctions donnent naissance à des unités de production autonomes et spécialisées qui ont tendance à se localiser dans le centre des affaires des grandes villes, en association transactionnelle complexe avec un éventail de petites firmes spécialisées dans une branche du tertiaire présentement en très forte croissance: les services aux entreprises (Scott, 1986a: 31).



Le cas de la ville de Vancouver illustre bien les nouvelles formes prises par la centralité urbaine dans le passage à l'accumulation flexible au Canada (Hutton et Ley, 1987). Même si les trois-quarts des exportations de la Colombie-Britannique sont constituées de produits forestiers et miniers, 70% de sa main-d'œuvre se trouve dans le secteur tertiaire, ce chiffre atteignant 80% à Vancouver. Entre 1972 et 1985, les espaces à bureaux dans le centre des affaires de Vancouver ont doublé ainsi que le nombre de firmes y oeuvrant dans le secteur des services aux entreprises.

L'accumulation flexible trouverait son corollaire socio-culturel dans le post-modernisme. En dépit du fait que la critique adressée plus haut à la notion de post-industrialisation peut aussi s'appliquer ici, il reste que la notion de post-modernisme tente de capter la rupture de style par rapport à l'art et l'architecture modernes. Le style post-moderne serait léger, pluraliste, et ne se prendrait pas au sérieux. En réaction au dépouillement et à l'austérité du modernisme, il adopterait, de façon un peu impudente, le langage du commerce et de la marchandise. Il pastiche de façon irrévérencieuse la tradition culturelle et sa superficialité voulue évacue toute pompe et toute solennité (Eagleton, 1987, cité dans Harvey, 1987, 262, traduction libre). Pour Harvey (1987), le style urbain post-moderne se présente comme une adaptation au régime d'accumulation flexible en émergence depuis une quinzaine d'années. Son éclectisme, son rejet du «style international» et la place qu'il fait aux traditions vernaculaires et à l'histoire locale (par exemple, sa reprise de certains aspects du style paladien au Canada), lui confèrent un rôle actif dans la promotion des attitudes et des pratiques associées à l'accumulation et à la spécialisation flexible.

Ainsi, les tendances au goût du jour auraient nom: éclectisme, pluralisme, flexibilité. Les vertus du marché comme mode efficace de régulation et d'affectation des ressources reviennent à l'honneur. C'est peut-être au centre des grandes villes que les nouvelles formes d'organisation sociale qui se développent conjointement à ces nouvelles valeurs émergent le plus clairement.

### **CENTRALITÉ URBAINE ET TRANSFORMATIONS SOCIALES**

La désintégration verticale observée dans les centres des affaires des grandes villes est loin d'être un phénomène linéaire. Le propre de l'accumulation et de la spécialisation flexibles est la turbulence et le ré-alignement continu des frontières entre les firmes. Dans certaines industries, comme celle des services informatiques, les petites firmes naissent à un rythme supérieur à celui de leur absorption par les grandes firmes et à celui de leur disparition. De plus, une proportion grandissante des activités informatiques requises par l'ensemble des entreprises et des institutions est sous-traitée par ces firmes spécialisées en services informatiques (Grasland et Villeneuve, 1987). Or, les firmes d'informatique, comme celles, d'ailleurs, de publicité, d'avocats d'affaires, de consultants en gestion, etc., montrent une propension très forte à se localiser dans les centres-villes, à proximité des sièges sociaux (leur principale clientèle) et des autres firmes de services aux entreprises (tantôt leurs partenaires, tantôt leurs concurrentes).

La polarisation observée au sein du marché du travail et de la structure professionnelle des complexes d'affaires des grandes villes est également très liée aux nouvelles formes d'accumulation flexible en émergence. Le profil d'emploi typique, mais non le seul, des industries du secteur des services aux entreprises et des sièges sociaux révèle, d'une part, un groupe de cadres et de professionnels masculins privilégiés et bien payés, et d'autre part, un groupe d'employées féminines occupant des emplois de subalternes souvent mal payés et assez précaires (Hutton et Ley, 1987: 134).

### **POLARISATION PROFESSIONNELLE ET TERTIARISATION**

Cette segmentation du marché du travail selon le sexe n'est toutefois pas rigide et fixe. À Montréal, en 1971, trois secteurs d'activités tertiaires formaient la base économique du centre des affaires: le secteur financier, les services aux entreprises et l'administration publique. La polarisation professionnelle selon le sexe était très forte dans les deux premiers secteurs et plus

faible dans le troisième (en raison d'un début de politique d'égalité à l'embauche dans la fonction publique). Dix ans plus tard, en 1981, cette polarisation avait diminué dans ces trois secteurs de façon beaucoup plus marquée que dans tous les autres secteurs de l'économie montréalaise. La mobilité professionnelle ascendante des femmes n'a donc pas été négligeable au sein du complexe des affaires de Montréal (Villeneuve et Rose, 1988).

Il y a toutefois une autre forme de polarisation professionnelle associée au développement des centres d'affaires métropolitains. Cette polarisation est inter-sectorielle. Elle met également en cause la division sexuelle du travail et plonge ses ramifications dans la sphère domestique et de la vie dans les quartiers résidentiels centraux. Elle est donc également au cœur de la nouvelle centralité urbaine au Canada. Elle apparaît d'abord dans le fait que l'emploi dans le secteur des services personnels (blanchisserie, restauration, etc) croît au moins aussi rapidement que l'emploi dans le secteur des services aux entreprises.

Tout se passe comme si le groupe de cadres et de professionnels travaillant dans le centre des affaires, et dont une proportion croissante habite certains quartiers centraux qu'ils contribuent à «élitiser», requerrait de plus en plus un ensemble de services autrefois rendus au sein des ménages, et qui passent maintenant par les circuits marchands. Toute une couche de travailleurs et, surtout, de travailleuses mal payées s'activent dans ces services et ces petits commerces. Cette croissance du secteur des services personnels semble à son tour reliée d'assez près à deux tendances en train de transformer la sphère domestique et la vie des ménages au Canada: la féminisation de la main-d'oeuvre et l'externalisation des tâches domestiques.

#### **POLARISATION PROFESSIONNELLE ET FÉMINISATION DE LA MAIN-D'OEUVRE**

La féminisation de la main-d'oeuvre, surtout la participation croissante à la main-d'oeuvre des femmes mariées et de celles ayant des enfants, est un processus d'abord associé à la volonté des ménages de vouloir maintenir leur pouvoir d'achat, mais qui s'ancre également dans le mouvement social des femmes. Cette

féminisation se fait dans le contexte d'une forte ségrégation sexuelle du travail et du plafonnement de l'emploi dans des secteurs traditionnellement très féminisés comme l'éducation et la santé. Elle se fait également dans le contexte d'un accès différentiel des femmes au marché du travail suivant le lieu où elles résident.

Les femmes de banlieue, qui vivent dans des ménages à orientation «familiale», n'ont souvent pour seuls emplois disponibles que ceux qui existent dans les commerces et services banals. Ils sont situés à proximité de la résidence et sont souvent à temps partiel. Par contre, les femmes qui habitent les quartiers centraux, dans le périmètre bien desservi par les transports en commun, peuvent postuler à la fois ce type d'emplois et aussi ceux en forte croissance dans le tertiaire supérieur du centre-ville, secteur où, comme on l'a vu, il y a une certaine mobilité professionnelle ascendante des femmes.

Ces formes de féminisation de la main-d'oeuvre suggèrent un certain nombre d'observations sur le rôle des rapports hommes-femmes dans la constitution de la nouvelle centralité dans la ville informationnelle. D'abord, tertiarisation de la main-d'oeuvre et féminisation de l'emploi apparaissent comme deux tendances imbriquées. Avec la décentralisation du secteur manufacturier et la croissance du complexe des affaires dans les centres-villes, l'ensemble des femmes qui participent à la main-d'oeuvre habitent et travaillent plus près du centre que les hommes. Les bureaux sont des lieux de travail plus féminisés que les usines, et les quartiers centraux sont mieux équipés et facilitent d'autant la réalisation d'une double charge de travail pour ceux et, surtout, celles qui ont à assumer à la fois un emploi et des tâches domestiques. Ici, on pense immédiatement au cas des femmes en situation de monoparentalité.

De façon générale, plusieurs types de ménages dont l'orientation n'est pas d'abord «familiale» semblent être attirés vers les quartiers centraux, même s'ils doivent y consacrer une part plus grande de leur revenu au logement (Filion, 1987: 230). La banlieue se présente souvent comme un milieu familial homogène, où le

contrôle social est fort. Ce type de milieu ne permet pas ou peu l'intégration de personnes séparées, divorcées, ou encore, homosexuelles. Celles-ci trouvent là peu de lieux de sociabilité qui leur conviennent, alors que dans certains quartiers centraux, il y a des réseaux sociaux qui font «davantage place aux individus, qui ne sont pas automatiquement considérés comme des moitiés de couple, et aux familles monoparentales» (Fortin, 1986: 161).

Par ailleurs, le repli vers le centre serait un atout pour certaines catégories sociales moins fortunées (Séguin et Villeneuve, 1987). Ainsi en est-il d'abord des «chômeurs instruits»: pris dans un cycle emploi précaire-chômage, la localisation au centre facilite leur insertion dans des réseaux de contacts et d'information essentiels à l'embauche. La concentration d'étudiants et de jeunes professionnels constitue des milieux d'effervescence des idées dans certains quartiers centraux. Ceci permet aux personnes en recherche d'emploi de ne pas être marginalisées par leur exclusion des lieux de production des idées.

Enfin, la catégorie des travailleurs et travailleuses des services culturels et personnels tire certains avantages d'une localisation résidentielle au centre en raison des horaires de travail qui caractérisent ce type d'emploi. Qu'ils travaillent dans les restaurants, les bars, les théâtres et les autres lieux de la société du spectacle, ces employés terminent souvent leur journée à des heures tardives. Ayant des salaires peu élevés, ils sont le plus souvent captifs de transports en commun qui cessent leur service avant la fermeture de ces établissements ou encore réduisent la fréquence en soirée et durant les fins de semaine.

Le repli au centre apparaît donc avantageux pour une gamme assez diverse de groupes sociaux. Or, il arrive que ces groupes n'aient pas tous le même pouvoir économique, de telle sorte qu'un processus de concurrence s'installe entre eux. Les plus faibles sont en danger constant d'être évincés des quartiers centraux les plus en demande et d'être repoussés vers des lieux qui, quoique géographiquement centraux, offrent moins certaines qualités recherchées dans la centralité (milieu d'emploi, interaction culturelle et informationnelle). Leur arrivée dans ces lieux peut toutefois reconstituer un milieu où se développent à nouveau les

attributs de cette centralité, les artistes jouant un rôle particulier dans ce processus. Ils font alors figure de «pionniers», jusqu'à ce que le quartier devienne en demande à son tour et qu'ils en soient à nouveau évincés. Un tel «bumping» serait typique de la séquence selon laquelle les quartiers centraux atteignent divers degrés d'élitisation (gentrification).

### **ENJEUX DE LA NOUVELLE CENTRALITÉ ET L'EXTERNALISATION DES TACHES DOMESTIQUES**

Ces processus sont au cœur de la nouvelle centralité dans la ville informationnelle dont une autre des composantes essentielles concerne la diminution à long terme de la taille des ménages. Cette tendance peut s'analyser en termes de la division du travail au sein de la production domestique et entre celle-ci et la sphère marchande. À certains égards, le ménage est, comme l'entreprise, une structure hiérarchique insérée dans un environnement avec lequel il entretient des rapports marchands et non-marchands.

Dans le courant de recherche portant sur les «marchés et les hiérarchies» (Villeneuve, 1988a), l'entreprise est conçue comme une structure hiérarchique alors que son environnement est constitué des divers marchés au sein desquelles elle achète et vend. L'hypothèse implicite de ce courant de recherche consiste à poser une différence fondamentale entre deux modes d'intégration économique: le mode redistribution des sociétés hiérarchisées et le mode marchand des sociétés de classes (Harvey, 1973: 206). La question centrale, en ce qui a trait à l'organisation territoriale de la production, se pose alors dans l'interface entre le domaine des transactions internes à l'entreprise et celui des transactions externes. Quand une entreprise décidera-t-elle d'effectuer une opération de façon interne, et quand l'externalisera-t-elle? Il y a là une façon simple de se représenter les frontières de l'entreprise comme structure: «At any given time, the line that divides the internal hierarchy from the external market (and thus identifies the individual firm) is fixed at the point where the relative efficiencies of managements and markets are equal» (Scott, 1986b: 219). Cette conceptualisation admet donc tout autant la désintégration que l'intégration verticale. Coffey et Polèse (1987)

mettent en oeuvre des idées similaires dans leur proposition d'une théorie de la localisation des services aux entreprises.

L'intérêt de ces travaux est considérable si le but poursuivi est de mieux comprendre certaines des transformations actuelles de la production domestique prenant place au lieu de résidence. Il faut d'abord noter que la conception du ménage comme unité passive de consommation est incomplète (Rose, 1987; Rose et Villeneuve, 1988). Le ménage apparaît aussi comme une organisation au sein de laquelle les personnes reproduisent leur force de travail et celle des générations futures, par le biais d'un processus qui implique une division sexuelle poussée des tâches et une considérable dépense de temps.

La nature «économique» de cette activité domestique est largement voilée par l'entente informelle et implicite qui lie l'homme et la femme au sein de cette «hiérarchie» qu'est le ménage ou la famille. Or, les transactions hiérarchiques, par exemple celles entre père et fils, entre ceux en emploi et leurs dépendants, entre époux et épouse, diffèrent des transactions marchandes. La structure de pouvoir au sein du ménage ne découle pas uniquement des facteurs qui constituent l'environnement du ménage, tels la solidarité masculine ou les forces du marché. Elle provient également du processus continu d'échanges interpersonnels entre les membres, ceux-ci faisant appel aux caractéristiques intrinsèques des transactions qu'ils entretiennent, autant qu'aux conditions de l'environnement social et économique du ménage. Or, ces transactions «non-économiques» n'ont pas le caractère contractuel des transactions marchandes. Elles impliquent l'échange de faveurs et de bénéfices qui créent des obligations futures diffuses, dont la nature est rarement spécifiée à l'avance et qui peuvent difficilement être négociés.

Ces considérations aident à comprendre les bases variées sur lesquelles s'organise la division du travail au sein des ménages, tout particulièrement au sein de ce qu'il est convenu d'appeler la «famille patriarcale». La division du travail au sein des ménages devient problématique lorsque la femme occupe un emploi rémunéré. Le degré de partage des tâches domestiques dépend alors en partie du pouvoir respectif dérivé de la place des

conjoint dans la division du travail rémunéré. Faut-il que, dans le couple, il y ait spécialisation (pas nécessairement sur une base sexuelle) d'un conjoint dans le travail domestique et de l'autre dans le travail rémunéré, ou plutôt partage entre les conjoints du travail domestique et du travail rémunéré?

Les recherches indiquent que moins il y a d'asymétrie entre les rangs professionnels des conjoints au sein des couples à double revenu, plus il y a partage des tâches domestiques, ceci étant encore plus prononcé chez les couples de cols blancs et chez ceux où les deux conjoints sont fortement «orientés vers la carrière» (Villeneuve et Viaud, 1987). Or, ces ménages orientés vers la carrière sont surreprésentés dans les quartiers en voie d'élitisation. On peut aussi penser qu'ils montrent la plus forte propension à externaliser une partie des tâches domestiques.

Ces quelques pistes invitent à tenter une intégration conceptuelle plus poussée des sphères du travail rémunéré et du travail domestique. Le ménage, comme l'entreprise, entretient une foule de transactions marchandes avec son environnement (marché du travail, marché du logement, marché des biens et services). Une description adéquate de la nouvelle centralité urbaine exige que soient mis en rapport, au moins, trois types de division du travail: la division dans la sphère de l'emploi, la division dans la sphère domestique et la division spatiale entre les deux sphères.

La participation accrue des femmes mariées à la sphère de l'emploi contribue présentement à transformer considérablement les rapports entre ces trois types de division du travail, et les transformations en cours creusent des différences profondes, dans les formes de (re)production de la force de travail, entre les noyaux urbains centraux et leurs périphéries. D'une part, de petits ménages, fortement insérés dans des réseaux de transactions externes, vivent dans les logements locatifs et les appartements des quartiers centraux. D'autre part, des ménages de plus forte taille et réalisant une proportion plus grande de leurs transactions de façon interne, habitent les «cottages électroniques» des banlieues.



Les formes familiales se diversifient. De la famille étendue à la famille nucléaire, et de celle-ci à la «famille flexible», on observe une certaine désintégration (verticale?) de cette forme d'organisation hiérarchique. Ce processus ne répond toutefois à aucune nécessité historique, même s'il apparaît associé à des modifications assez irréversibles dans les rapports hommes-femmes.

### **TRANSFORMATIONS SOCIALES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL**

Comment les transformations sociales associées au mode de développement informationnel affectent-elles les luttes sociales et, tout particulièrement, les luttes urbaines?

Dans le mode de développement industriel, le rapport d'exploitation capital/travail est assez souvent flagrant, dans la mesure où le travail est physiquement pénible, mais aussi dans la mesure où la théorie de cette exploitation a été formulée dès le 19<sup>e</sup> siècle, et a servi de base aux luttes ouvrières depuis. En un certain sens, la théorie de la paupérisation de la classe ouvrière de Marx est une théorie suicidaire car elle a contribué à la constitution du mouvement ouvrier, qui lui-même a joué un rôle essentiel dans l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers.

Dans la société informationnelle, les rapports d'exploitation sont beaucoup moins flagrants et beaucoup moins séparables des rapports de domination politique et d'hégémonie idéologique. Tout au moins ne voyons-nous pas encore très bien la façon de les séparer analytiquement. Pourtant, la réalité sociale tangible de la ville informationnelle nous apparaît, elle, comme de plus en plus segmentée et fragmentée. Les processus évoqués plus haut, qu'il soient de nature surtout socio-économique ou de nature surtout socio-culturelle, contribuent tous à cette fragmentation du social.

Ainsi en est-il de la désintégration verticale des entreprises et des ménages. Elle réduit la part des transactions internes aux organisations et augmente la part des transactions externes. Il peut s'agir de sous-traitance et de «faire-faire» dans le monde de l'entreprise, de plus grand recours au «fast-food» et autres

services personnels marchands de la part des ménages, mais aussi de désaffiliation syndicale dans le monde des organisations de travailleurs et travailleuses.

Ainsi en est-il également de la diffusion du style culturel post-moderne. Son éclectisme et son pluralisme affectent les attitudes de plusieurs face aux grandes organisations. Celles-ci inspirent souvent une certaine méfiance. En fait, on se méfie des pouvoirs, surtout des pouvoirs trop flagrants. La désaffection de certaines couches sociales à l'endroit de la classe politique en témoigne.

Ainsi en est-il enfin de la modification des structures socio-professionnelles. Ici, les trois tendances déjà mentionnées sont intimement reliées: montée de l'emploi tertiaire, féminisation de la main-d'oeuvre et polarisation socio-professionnelle. Ces trois tendances n'annoncent pas tout à fait la société post-industrielle un peu idyllique décrite par Daniel Bell ou Alvin Toffler. Il apparaît plutôt que le corrolaire social du développement d'une économie de services est l'apparition d'une «classe-servante» composée de deux grandes fractions. La première fraction se compose des employés souvent mal payés oeuvrant dans les services personnels qui croissent au rythme de la diminution de la taille des ménages et de l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail. La deuxième fraction occupe les échelons inférieurs de la hiérarchie bureaucratique décrite par Poulantzas:

Les divers petits-bourgeois détiennent par rapport à ceux qui leur sont subordonnés, une parcelle de ce secret fantasmatique du savoir qui légitime la parcelle d'autorité qu'ils exercent. C'est même là tout le sens de la hiérarchie. Toute instance bureaucratisée subordonne et se subordonne: on est toujours à la fois le «supérieur» et «l'inférieur» de quelqu'un... cette bureaucratisation se distingue du despotisme d'usine qui est le propre de l'organisation sociale du travail manuel (1974: 281).

Pour Poulantzas, ce type de rapport bureaucratique isole les uns des autres ce qu'il appelait les «agents petits-bourgeois» effectuant du travail «non-productif». Il argumentait même que les rapports de domination/subordination propres aux échelons

supérieurs de la hiérarchie bureaucratique se reproduisent aux échelons inférieurs, entre employés, ce qui n'est pas du tout le cas, soutenait-il, des rapports au sein de la classe ouvrière.

### CHANGEMENTS DANS L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Au-delà de la façon dont Poulantzas définissait la petite-bourgeoisie et le travail non-productif, son analyse aide à comprendre les formes de fragmentation et d'isolement propres à la société informationnelle. Toutefois, depuis quinze ans, l'organisation du travail de bureau a beaucoup changé. La séparation spatiale entre ce que les anglo-saxons appellent le *front-office* (expression mal traduite par la notion de «siège social») et le *back-office* s'est beaucoup généralisée. Cette séparation, qui en évoque une plus ancienne entre *front-store* et *back-store*, se généralise d'ailleurs, un peu sur le modèle de la séparation, dans le secteur industriel, entre les activités de mise au point des produits et celles de production standardisée. Il y a également un «cycle du produit» et un «circuit de la branche» (Lipietz, 1977: 82) dans le domaine du traitement et de la circulation de l'information.

Les *front-offices* sont les bureaux, habituellement luxueux, pour lesquels on recherche des sites prestigieux dotés d'une grande centralité fonctionnelle et symbolique (la Grande-Allée à Québec, la rue Sherbrooke-ouest à Montréal). Les activités exigeant le face-à-face et les rapports interpersonnels soutenus dominent la vie quotidienne des *front-offices*. On y retrouve des cadres et des professionnels, entourés de leur personnel d'appui, qui utilisent l'informatique au sein du processus décisionnel. Le cas typique est celui des sièges sociaux des grandes organisations publiques ou privées où prévaut la hiérarchie bureaucratique décrite par Poulantzas. Nos recherches (Villeneuve et Rose, 1988) indiquent qu'une partie appréciable du personnel travaillant dans ces bureaux habite les quartiers centraux en voie de rénovation, soit par élitisation, celle-ci étant surtout le fait des cadres et professionnels, soit par auto-réhabilitation, celle-ci étant surtout menée par les «professionnels-marginaux» et les employés, souvent nés dans ces quartiers auparavant ouvriers. Nous y reviendrons.

Les *back-offices* sont les grandes tours et les grandes surfaces à bureaux, habituellement moins luxueuses, où se déroule la partie la plus standardisée des activités de traitement de l'information: déclarations d'impôt, comptes de téléphone, d'électricité, de cartes de crédit, etc. Ici, l'informatique n'appuie pas la décision, mais s'articule aux travailleuses dans un travail à la chaîne qui fait naître des rapports se rapprochant plus du despotisme d'usine que de la hiérarchie bureaucratique. En principe, les *back-offices* ne recherchent pas de localisation centrale, bien qu'au Québec, leur décentrement n'atteint pas celui rencontré ailleurs en Amérique du Nord. Plusieurs cas indiquent toutefois que la généralisation de ce type de travail de bureau contribue à la prolétarianisation de certaines zones suburbaines, pendant que la croissance des *front-offices* contribue à l'élitisation de certains quartiers centraux, deux tendances inverses de celles des années cinquante et soixante.

Ainsi, il arrive qu'avec le décentrement des usines et des bureaux-usines d'une part, et le recentrement des sièges sociaux d'autre part, les rapports sociaux se nouant autour du traitement de l'information secrètent une nouvelle géographie sociale de la ville. Voyons un peu ce que signifie cette nouvelle géographie sociale pour les mouvements sociaux et le développement local des quartiers centraux.

### RÉSEAUX, SOCIÉTÉ CIVILE ET MOUVEMENTS SOCIAUX

En zones métropolitaines, on peut dire qu'il y a des régions dans les villes, un peu comme on dit qu'il y a des villes dans les régions en zone non-métropolitaines. Ces régions dans les villes se présentent à nous à au moins deux échelles: soit celle des districts comme la Haute-Ville, la Basse-Ville et Limoilou à Québec, soit celle des quartiers, comme Saint-Jean-Baptiste, Montcalm et Saint-Sacrement dans la Haute-Ville de Québec. Ces districts et ces quartiers, d'abord formes morphologiques, laissent croire à un compartimentage spatial des rapports sociaux plus grand qu'il ne l'est en réalité. L'identification à des lieux persiste mais la communauté, au sens sociologique, est beaucoup moins ramassée sur elle-même dans l'espace qu'on le suppose

habituellement (Wellman et Leighton, 1981). Elle se présente plutôt comme un réseau de liens interpersonnels entre des individus distants mais ayant quelque chose en commun. Ces réseaux communautaires informels se croisent et se chevauchent entre eux. Ils s'enchevêtrent également à des réseaux un peu plus institutionnalisés et formels qui constituent ce qu'on peut appeler le mouvement associatif.

Ces réseaux forment ensemble la «société civile», cet espèce de pendant social du secteur économique privé. Dans la ville informationnelle, la société civile présente une densité très forte de contacts et de transactions interindividuelles mais ceux-ci sont plus dilués et diversifiés que dans la ville industrielle. D'où cette impression de fragmentation, de segmentation et souvent d'impuissance. Mais face à la société civile, ou plutôt en haut d'elle, la société politique est elle aussi fragmentée et lésardée. Le bloc au pouvoir n'a rien de monolithique. Les fuites sont souvent contrôlées, mais quelquefois elle ne le sont pas. Les ministères poursuivent des objectifs divergents. Les médias jouent un rôle paradoxal: ils amplifient les choses simples et donnent du relief aux messages réducteurs. En ce sens, ils prolongent dans la communication médiatique les principes de la digitalisation en informatique.

Ce schéma simple selon lequel la société civile et la société politique s'interpénètrent par leurs interstices porte à croire que le développement par la base est chose courante tandis que le développement de la base est beaucoup plus rare (Villeneuve, 1986). Quant au développement par le haut, on peut dire de lui qu'il donne rarement les résultats escomptés, les plans concoctés par la classe politique étant le plus souvent «subvertis» par la société civile. Au niveau régional, cette dynamique peut s'analyser dans les termes du développement extraverti versus le développement endogène, tandis que dans les quartiers centraux des grandes villes, elle peut s'analyser dans les termes de l'élitisation versus l'autoréhabilitation.

Dans ce contexte fluide où l'image produit des effets inattendus et pervers dans la communication sociale, les luttes urbaines prennent souvent des formes interclassistes et se nouent autour

d'enjeux qui ne sont que très indirectement reliés au monde du travail et où les contradictions abondent. Les individus ont à vivre dans une ville compartimentée et fragmentée en plusieurs sous-systèmes en apparence autonomes mais reliés entre eux par des boucles de rétroaction construites sur la fluidité de l'information, et qui permettent la régulation à court terme des conflits sans assurer, pour autant, la survie écologique de l'ensemble. Les luttes défensives pour le maintien de la qualité de la vie et du milieu immédiat sont menées par des coalitions de groupes et d'individus qui, par ailleurs, ont plus ou moins le choix de s'insérer dans des modes de vie qui contribuent jour après jour à la détérioration insidieuse du milieu naturel: pluies acides, couche d'ozone, stockage de toxines dans la chaîne alimentaire. Une certaine conscience du local se développe en parallèle à la conscience du global que nous projettent les images satellisées. La conjonction de ces deux niveaux de conscience ne requiert-elle pas que l'on en arrive à théoriser les rapports entre l'individu et, par-delà la communauté et la société nationale, la société mondiale?

#### RÉFÉRENCES

- CASTELLS, M. (1984). *Towards the informational city?*, Berkeley, Université de Californie, Institute of Urban and Regional Development, Working Paper no 430, 129 p.
- COFFEY, W.J. et M. POLESE (1987). «Intrafirm trade in business services: Implications for the location of office-based activities», *Papers of the Regional Science Association*, 62, pp. 71-80.
- EAGLETON, T. (1987). «Awakening from modernity». *Times Literary Supplement*, 20 février.
- FILION, P. (1987) «Concepts of the inner city and recent trends in Canada», *Le Géographe canadien*, 31, 3, pp. 223-232.
- FORTIN, A. (1986). «Familles, réseaux et stratégies de sociabilité», in S. Langlois et S. Trudel (éds) *La morphologie sociale en mutation au Québec*, Actes du colloque annuel de l'Association des sociologues et anthropologues de langue française, Cahiers de l'ACFAS, 41, 159-169.
- FOSSAERT, R. (1977). *La Société*, tome 1, *Une théorie générale*. Paris, Éditions du Seuil.
- FRIEDMANN, J. et G. WOLFF (1982). «World city formation: an agenda for research and action», *International Journal of Urban and Regional Research*, 6, 3, pp. 309-344.

- GRASLAND, L. et P. VILLENEUVE (1987). «Redéploiement géographique et changements technologiques: le cas de l'industrie des services informatiques au Canada», texte d'une communication présentée au Colloque «Nouvelle industrialisation, nouvelle urbanisation: villes et technopoles», Toulouse, 23-25 septembre.
- HARVEY, D. (1974). *Social justice and the city*, London, Edward Arnold.
- HARVEY, D. (1987). «Flexible accumulation through urbanisation: Reflections on Post-Modernism' in the American City», *Antipode*, 19, 3, pp. 260-286.
- HUTTON, T. et D. LEY (1987). «Location, linkages, and labor: The downtown complex of corporate activities in a medium size city», Vancouver, British Columbia, *Economic Geography*, 63, 2, pp. 126-141.
- KLEIN, J.L. (1985). «Redéploiement du capital et régions périphériques: la région de Québec» in M. Boisvert et P. Hamel (éds) *Redéploiement industriel et planification régionale*, Université de Montréal, Faculté de l'aménagement, pp. 217-233.
- LEISS, W. (1983). «The information society: A new name for old tricks», Vancouver, Université Simon Fraser, Département des communications, texte inédit, 22 p.
- LIPIETZ, A. (1977). *Le capital et son espace*, Paris, Maspéro.
- POULANTZAS, N. (1974). *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Éditions du Seuil.
- PORAT, M.U. (1977). *The information economy: Definition and Measurement*, Washington, D.C., U.S. Department of Commerce.
- ROSE, D. (1987) «Un aperçu féministe sur la restructuration de l'emploi et sur la gentrification: le cas de Montréal» *Cahiers de géographie du Québec*, 31, 83, pp. 205-224.
- ROSE, D. et P. VILLENEUVE (1988). «Women workers and the inner city: Some implications of labour force restructuring in Montréal, 1971-81» in C. Andrew et B. Moore Milroy (éds) *Life Spaces: Gender, Household, Employment*, Vancouver, University of British Columbia Press, pp. 31-64.
- SCOTT, A.J. (1986a). «Industrialization and urbanization: A geographic agenda», *Annals of the Association of American Geographers*, 76, 1, pp. 25-37.
- SCOTT, A.J. (1986b). «Industrial organization and location: Division of labor, the firm and spatial process», *Economic Geography*, 62, 3, pp. 215-231.
- SHANNON, C.E. et W. Weaver (1949). *The Mathematical Theory of Communication*, Urbana, The University of Illinois Press.
- STORPER, M. et S. CHRISTOPHERSON (1987). «Flexible specialization and regional industrial agglomerations: The case of the U.S. motion picture industry», *Annals of the Association of American Geographers*, 77, 1, pp. 104-117.
- VILLENEUVE, P. (1986). «Les théories sur la région: polarisation et capillarité», in R. De Koninck et L. Landry (éds) *Les genres de vie urbains: essais exploratoires*, Québec, Université Laval, Département de géographie, Notes et documents de recherche, no. 26, pp. 17-34.
- VILLENEUVE, P. (1988a). «Gender, employment and territory in metropolitan environments», in G.J.R. Linge et G.A. van der Knaap (eds) *Labour, Environment and Industrial Change*, Londres: Croom Helm, pp. 67-86.

VILLENEUVE, P. (1988b). «Une nouvelle centralité urbaine au Canada?», texte d'une communication présentée au 7<sup>e</sup> congrès annuel de l'Association Italienne d'Études Canadiennes, Catania, 18-22 mai, 19 p.

VILLENEUVE, P. et D. ROSE (1988). «Gender and the separation of employment from home in Metropolitan Montréal, 1971-1981», *Urban Geography*, 9, pp. 155-79.

VILLENEUVE, P. et A.-M. SÉGUIN (1987). «Du rapport hommes-femmes au centre de la Haute-Ville de Québec», *Cahiers de géographie du Québec*, 31, 83, pp. 189-204.

VILLENEUVE, P. et G. VIAUD (1987). «Asymétrie occupationnelle et localisation résidentielle des familles à double revenu à Montréal», *Recherches sociographiques*, 28, 2-3, pp. 371-391.

WELLMAN, B. et B. LEIGHTON (1981). «Réseau, quartier et communauté: préliminaire à l'étude de la question communautaire», *Espace et société*, 38-39, pp. 111-133.



## **LE MOUVEMENT ASSOCIATIF: À LA RECHERCHE D'ESPACES D'AUTONOMIE?**

**Christiane GAGNON**

**Groupe de recherche et d'intervention régionales  
Université du Québec à Chicoutimi**

Aborder la question de l'autonomie en rapport avec celle des pratiques du mouvement associatif est en quelque sorte entrer de plein fouet dans le paradoxe de l'action sociale et des débats théoriques qui l'entourent. Je ne voudrais pas ici ni me faire l'apôtre de l'autonomie comme on fait l'apologie d'un idéal, ni me placer au-dessus de tout soupçon en prenant l'attitude de l'analyste dit objectif qui, regardant les contraintes imposées par le redéploiement économique, annonce que le local et ce qui vient avec n'est que le nom pour désigner des stratégies de l'État<sup>1</sup>. Entre une approche fondée sur le déterminisme et une autre sur la liberté totale de l'individu, nous croyons qu'une troisième est possible: explorer l'autonomie comme une praxis, en s'inspirant à la fois de plusieurs auteurs mais aussi, et surtout, des pratiques associatives, notamment écologistes, que nous avons eu le loisir d'analyser<sup>2</sup>.

Pour les fins de cette réflexion, nous appréhenderons l'autonomie comme un filon intégrateur permettant de comprendre les pratiques populaires, notamment associatives, en regard de la territorialisation de leurs rapports. Le territoire étant à la fois un lieu de régulation, de conflits et de pouvoir, il nous semblait important de tenter des liens entre autonomie, pratiques associatives et développement local.

L'autonomie est-elle une utopie? Un projet de société? Une stratégie étatique de sortie de crise? Le credo du mouvement alternatif? La marge de manoeuvre de la société civile? La voie d'une reconstruction socio-politique? Probablement un amalgame de toutes ces hypothèses. Pour les acteurs sociaux proposant un autre modèle de développement, la recherche de l'autonomie passe par l'autogestion, l'endogénisme, le «small is beautiful». Dans un mini-manifeste *Pour un mouvement alternatif au Québec*, les

alternatifs axent leur projet de société sur le droit à l'autonomie, car il répondrait à un besoin vital de l'être humain et favoriserait l'émergence de pratiques sociales fondées sur l'auto-écodéveloppement<sup>3</sup>.

Le «penser globalement, agir localement» soulève la question des apprentissages individuels et collectifs réalisés à partir d'actions locales, dans la perspective d'un engagement et d'une conscience de solidarité internationale<sup>4</sup>. Cette grande tendance actuelle des mouvements sociaux révèle à la fois le lourd défi des pratiques associatives et, d'un point de vue théorique, la nécessité de prendre en compte l'analyse territoriale dans la compréhension du changement social. Or, l'autonomie nous apparaît comme un enjeu fondamental: est-il encore possible de parler d'autonomie territoriale alors que nous assistons à une lente disparition de l'autonomie économique<sup>5</sup>? À travers ce paradoxe, l'autonomie joue-t-elle le rôle d'utopie créatrice?

#### **L'AUTONOMIE COMME UTOPIE?**

L'autonomie reposerait, selon Illich, sur la prise de contrôle, par la majorité des gens, de la nature de l'outil et du pouvoir de contrôle sur l'énergie, l'outil étant conçu comme la fourniture d'objets et de services dont l'Homme a besoin. Pour Illich, le contrôle et l'accessibilité de l'outil par le plus grand nombre est une condition essentielle à l'avènement d'une société dite «conviviale». «Il nous faut assurer collectivement la défense de notre vie et de notre travail contre les instruments et les institutions qui méconnaissent ou menacent le droit des personnes à utiliser leur énergie de façon créatrice»<sup>6</sup>. Pour plusieurs auteurs, l'autonomie implique un changement social par l'inversion des outils hétéronomes, notamment par le contrôle de l'énergie<sup>7,8</sup>. Cependant, elle ne peut pas se limiter à un seul secteur, car elle serait la condition essentielle à l'avènement d'un autre développement et, pour certains, la seule voie possible en vue d'une reconstruction socio-politico-économique. L'autonomie, vue comme «l'aptitude des hommes à se gouverner, individuellement et collectivement, en mettant leurs connaissances et les techniques au service de cet art de vivre ensemble», devient alors une condition intrinsèque au changement global<sup>9</sup>.

La notion d'hétéronomie est opposée à celle d'autonomie. Cependant, dans les faits, l'hétéronomie s'avère une tendance présente, sinon dominante, tant dans le mode de production que dans la vie quotidienne<sup>10</sup>. Il y aurait hétéronomisation du travail et de la vie quotidienne car «la cohérence est externalisée», c'est-à-dire que les individus et les communautés «obéissent de plus en plus à des logiques abstraites, extérieures et sectorielles»<sup>11</sup>. À l'hétéronomie désignant une perte de maîtrise des individus sur leur travail et leur vie quotidienne (Illich, 1973), ou encore une contre-productivité, c'est-à-dire un retour paradoxal des outils sur la société, s'ajoute la perte de sens, le «vide social» (Barel, 1984). Cette perte de sens est accentuée par la grande mobilité sociale qu'impose la division du travail ainsi que par la gestion sectorielle du territoire, confiée à des technocrates. Paradoxalement, on assiste d'un côté à une déterritorialisation, c'est-à-dire à une perte de contrôle territorial (du moins dans le champ de la production), et de l'autre à une résurgence du territoire comme élément de cohérence sociale. C'est alors la recherche de l'espace vécu<sup>12</sup>, l'avènement des multi-mini-territoires (Barel) correspondant à autant de lieux d'appartenance et d'intégration.

Ce constat nous amène à poser certaines questions du point de vue de l'action sociale: dans quelle mesure les associations créent-elles des territoires? Ces territoires représentent-ils des espaces d'autonomie? Comment les associations jouent-elles sur les incohérences de la société globale pour se donner une marge d'autonomie? Comment dépasser le paradoxe qu'entraînent les pratiques populaires, à savoir: lutter pour obtenir des ressources, des lois, des règlements (ou leurs applications) de l'État, bref des outils d'auto-organisation ou des moyens de maîtrise territoriale, sans pour autant se faire imposer un contrôle démocratique par l'État<sup>13</sup>.

Ces quelques questions révèlent en fait tout le dilemme et la relativité de la praxis autonome. Personne, pas plus qu'une collectivité, ne détient tous les moyens de son indépendance<sup>14</sup>. À preuve, l'interdépendance économique et, dans certains cas, la dépendance entre les pays s'accroît constamment, les communications facilitent l'exportation de modèles culturels dominants, et la complexité des institutions et des problèmes augmente. Le

système économique mondial s'avère une contrainte majeure aux efforts bien intentionnés de «reliance» ou d'autonomie. Que ce soit à grande ou à petite échelle, il y a des forces hétéronomes qui déterminent des règles du jeu. Que deviennent alors les marges d'autonomie que le mouvement associatif cherche à s'approprier?

Nous préférons parler de marges ou d'espaces d'autonomie, car l'autonomie absolue demeure une utopie sociale. Si nous confrontons le concept aux pratiques, alors les espaces d'autonomie résulteraient d'un compromis entre les forces hétéronomes (externes et externalisées) et les forces autonomes (ses propres capacités, comme individu et collectivité) qui agissent sur l'individu et son environnement. L'action sociale autonome consisterait-elle à contrôler sa capacité «dilemmatique», c'est-à-dire, à employer des stratégies doubles pour parvenir à atteindre ce niveau où des contraintes, qui restent néanmoins des contraintes, cessent d'être perçues comme «incontrôlables»?

Fait indiscutable, les acteurs sociaux sont dotés de capacités stratégiques: ils peuvent faire des choix dans un éventail de possibles et ne sont pas confinés à la reproduction pure et simple de tendances hétéronomes. «Ils sont capables de prendre directement et sans intermédiaire le contrôle de la société et de leurs propres vies»<sup>15</sup>. À cet effet, citons Ferguson dans une étude approfondie sur l'expression des nouveaux courants idéologiques. Cette auteure note le travail en profondeur accompli par les «conspirateurs du verseau», cette nouvelle génération d'agents de changement social, travaillant en réseau, dans tous les secteurs et à toutes les échelles, à l'émergence d'un autre modèle de société<sup>16</sup>. Dès lors, l'autonomie se traduit par une détermination à essayer des solutions, des formes multiples d'action et de vie. Ce qui implique que l'autonomie collective, dans les secteurs de la production et du travail, passe aussi par une maîtrise de sa propre vie<sup>17</sup>.

Comment se manifeste alors cette maîtrise? Les expériences d'autogestion, d'autosanté, d'autoconstruction, d'autoformation, etc., témoignent de cette aspiration fondamentale de l'individu à maîtriser partiellement son milieu, à commencer par sa propre vie<sup>18</sup>. Toutefois, l'addition de toutes ces expériences d'autonomie

ne conduit ni à l'autonomie d'une collectivité, ni au renversement des rapports sociaux: ce n'est pas parce que tout le monde va se mettre à fabriquer ses propres vêtements, à faire son potager et se chauffer au bois que les forces hétéronomes de l'appareil de production vont être mieux contrôlées. Certes, toutes ces pratiques mènent quelque part, soit à une maîtrise individuelle de son quotidien et de son environnement.

Toutefois les pratiques autonomes comportent des effets pervers, tel l'exemple du chauffage au bois et au charbon, qui suggère une autonomie énergétique à la Illich, mais qui engendrerait à grande échelle une pollution urbaine importante. Les pratiques individuelles autonomes ne sont pas en soi institutantes et comportent en outre le risque de l'enfermement de l'individu dans sa niche.

Pour éviter que l'autonomie ne mène à un plus grand individualisme et ne serve que les intérêts d'un petit groupe, les objectifs de changement social des associations demeurent essentiels. Ces objectifs s'accompagnent le plus souvent de pratiques territorialisées. Au fond, il n'est peut-être pas si utile de statuer sur le caractère utopique ou non de l'autonomie; elle sert davantage à saisir les limites et les possibles des pratiques associatives dans un contexte de redémocratisation.

### À LA CONQUÊTE DE L'AUTONOMIE ET DU TERRITOIRE

La compréhension des pratiques associatives doit inclure non seulement des éléments contextuels tant locaux que globaux, mais leur rapport au territoire. En effet, les associations volontaires sont, d'une part, pour les citoyens-nes un moyen de participer à un réseau d'entraide pour obtenir un plus grand contrôle sur les problèmes qui affectent leur vie<sup>19</sup> mais, d'autre part, plusieurs s'inscrivent dans une perspective de changement social en rapport avec un ou des territoires. Dans leur étude sur des groupes populaires de la région de Sherbrooke, Deslauriers et Pouliot (1980) notent que ces derniers travaillent à l'intérieur du système non pour y entrer, mais pour en sortir: «La marge de manoeuvre qu'ils ont, l'espace qu'ils aménagent, c'est le territoire qu'ils ont libéré et que l'État a dû leur céder»<sup>20</sup>. Ces pratiques socio-spatiales qu'opèrent les groupes revendicatifs sont-elles l'occasion de la

découverte de leur pouvoir et la constitution d'une nouvelle territorialité?

Certes, l'État demeure l'acteur majeur en matière de politiques d'aménagement du territoire, mais il ne peut plus être vu comme la seule source de pouvoir. En effet, plusieurs groupes sociaux revendiquent non pas un pouvoir politique, mais un changement profond dans les politiques de développement et d'aménagement de la part de l'État, une participation aux décisions et ce, à maints niveaux. Par exemple, dans la célèbre cause régionale concernant l'aménagement des berges du Lac Saint-Jean, opposant notamment les écologistes à la multinationale Alcan, plusieurs groupes sociaux ont demandé que le nouveau décret arrête une gestion participative du niveau du lac et de son aménagement. Ils ont ainsi tenté dans leur action collective de se réapproprier un bien collectif aux usages conflictuels (industriel versus récréotouristique). Lorsque des groupes populaires lancent des campagnes d'autofinancement collectif, ils cherchent à s'affranchir par rapport au pouvoir central (leur principal bailleur de fonds) et à préserver leur liberté d'action et de pensée. Lorsque des organismes de gestion en commun réclament des politiques d'aménagement intégré des ressources, ils affirment leur territorialité. Lorsque les pacifistes et les tiers mondistes exigent de leurs gouvernements respectifs des mesures de désarmement et de démilitarisation, ils tentent un rééquilibrage Nord-Sud et un renversement des rapports sociaux.

Dans toutes ces pratiques, l'autonomie territoriale se retrouve au coeur de la démarche, témoignant alors d'une sensibilité, voire d'une volonté de changement social de la part d'acteurs sociaux. Comme nous le suggérons précédemment, l'autonomie absolue n'existe pas: il y a des tentatives d'autonomie, des autonomies partielles qui correspondent à des projets, à des découpages précis dans le temps et l'espace. Non seulement la signification des mouvements sociaux est à chercher dans leur action<sup>21</sup>, mais cette action auto-organisatrice doit être reliée aux territoires et à cette tentative de reterritorialisation.

Ainsi, lors de la Conférence biennale sur le Destin de la terre (Ottawa, 1986) dont le but principal était l'examen des liens entre

le militarisme, l'environnement, le développement et l'injustice sociale, près de mille participants-es, venus-es de tous les coins du monde et représentant des organismes non-gouvernementaux, ont fait état des situations inacceptables qui prévalent et ont élaboré plusieurs centaines de propositions visant à faire disparaître les obstacles au «développement durable», voire autonome. Dans leur mémoire présenté à la Commission mondiale sur l'environnement et le développement en juin 1986, les organismes non-gouvernementaux (ONG) canadiens, tout en dénonçant les faiblesses du modèle de développement actuel, affirment leur pouvoir et revendiquent une territorialité qui rend possible une maîtrise des espaces de vie tout en réclamant un nouvel ordre économique mondial<sup>22</sup>.

### **TERRITORIALITÉ ET MOUVEMENT ASSOCIATIF**

La notion de territorialité a été proposée par des géographes, tel Raffestin, et a été associée, dans un premier temps, à l'espace vécu ou identitaire<sup>23</sup>. Dans ce contexte, la territorialité exprime l'enracinement des populations et leur sentiment d'appartenance face à leur cadre de vie ou d'action. À travers cette recherche de l'identité territoriale, il y a tout un tissu de relations qui s'établit au sein des groupes ou des communautés et qui sont fondées sur la réciprocité et le volontariat<sup>24</sup>. Que l'on conçoive la territorialité comme une recherche identitaire ou comme une représentation ou une information produite ne gêne pas: au contraire, ces conceptions sont complémentaires. On pourrait donc définir la territorialité comme une stratégie socio-spatiale, différenciée de celle de l'État et du Capital, dont le fondement repose sur la reconquête de l'espace vécu, par le biais de l'investissement de territoires concrets comme terrains de lutte et de développement axial.

Les pratiques des associations produisent une territorialité. Ainsi l'avons-nous démontré dans notre recherche au sujet des groupes écologistes sagamiens<sup>25</sup>. L'analyse de l'ensemble de ces pratiques montre que les groupes interviennent sur de nombreux territoires, c'est-à-dire partant de l'éducation populaire à l'aménagement urbain, du local au régional ou au mondial. Toutefois, le local apparaît comme le premier niveau à partir duquel s'effectue

la saisie et la prise de conscience des problèmes sociaux<sup>26</sup>, autrement dit le lieu privilégié, mais non unique, de l'action collective des associations. Il n'y a donc pas qu'un seul espace d'exercice de l'autonomie, pas plus qu'une seule territorialité: il y a les appartenances aux lieux de production et de reproduction, à la cause défendue, aux groupes d'affinités, aux réseaux etc..

Les associations construisent des demandes qu'elles adressent à l'État, exercent des pressions dans le sens de leur demande et donnent parfois un sens ou une orientation politique aux cadres définis par l'État. La nature souvent conflictuelle de leurs demandes provoquent ainsi la visibilité du pouvoir en place, le positionnement des forces sociales et la transparence des enjeux en cours. Par exemple, depuis quelques années, les associations écologistes régionales ont remis en question à plusieurs occasions, la légitimité du pouvoir, ont forcé une certaine transparence des enjeux du développement et redéfini une territorialité. Ils ont non seulement proposé implicitement ou explicitement un autre modèle de développement, mais aussi mis en place des alternatives par des pratiques ancrées dans le local et touchant toutes les dimensions du quotidien. Dans la région de la Sagamie, l'actif mouvement écologiste et pacifiste «montre de quel bois il se chauffe»: batailles farouches contre l'autoroute, les pluies acides, les arrosages chimiques, le champ de tir, les déversements toxiques et la gestion unilatérale du lac Saint-Jean. Ceux qui ont à vivre les conséquences d'un environnement détérioré ont décidé de prendre en main leur destin, d'attaquer les fondements du modèle productiviste et de montrer du doigt les responsables. Qu'il s'agisse d'une industrie, d'une municipalité ou d'un ministère, nul n'est à l'abri d'une contestation des groupes écologistes.

Il faut donc voir, dans l'ensemble des pratiques écologistes régionales, une production territoriale spécifique, la création d'espaces d'autonomie et, à plus long terme, les prémisses d'un développement durable.



## AUTONOMIE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

La question de l'autonomie territoriale doit être appréhendée dans son aboutissant, soit le développement. C'est le développement local qui retiendra ici notre attention et ce, pour quatre raisons: 1) il peut représenter un nouveau scénario par rapport au modèle productiviste, 2) il se situe à une échelle qu'il est possible d'observer, 3) dans sa dimension communautaire, il représente le territoire récupéré et privilégié par les associations et 4) il devient pour l'État l'occasion de faire gérer élégamment la décroissance. La valorisation du local comme espace de développement est certes liée à un besoin d'appartenance des collectivités et des classes moyennes, de vivre et travailler «au pays», mais il est aussi devenu l'objet de convoitise, notamment de la part de l'État.

Gagnon et Klein (1989) dans leur étude sur la contribution des groupes sociaux au développement local font le constat du désengagement de l'État-providence<sup>27</sup>. Or, dans la gestion actuelle du social, le chômage, par exemple, devient mieux «gérable» par le local. Les groupes communautaires deviennent alors un excellent lieu pour déléguer un certain nombre de responsabilités sociales autrefois dévolues à l'État. Ce transfert de responsabilités vers les associations comporte une dose de paradoxe dont ces dernières sont d'ailleurs très conscientes. Lors des travaux de la Commission Rochon (Québec, 1986) sur le coût et la qualité des services sociaux, les associations se sont inquiétées de l'imminence de la privatisation des services sociaux et du rôle de substitut-bénévole qu'on leur réserve. En conséquence, l'État reconnaît aux groupes populaires un rôle important en même temps qu'il leur impose des nouvelles règles du jeu, risquant de compromettre leur marge d'autonomie et leur marge critique. Les municipalités ne sont pas non plus convaincues du nouveau rôle que l'État central voudrait bien leur voir jouer, que ce soit en matière d'éducation ou de santé<sup>28</sup>.

Dans ce contexte de désengagement de l'État-providence, il faut se demander si la promotion, par le haut ou le centre, du développement local ne risque pas de devenir une simple allocation étatique de gestion de la pénurie et de la décroissance, à l'échelle

locale. Ainsi, la revalorisation du local se retrouverait au cœur de deux courants: l'un venant d'en haut et l'autre venant d'en bas. Ce qui laisse dire à Gilbert et Saez (1982) que:

le local introduit sinon un consensus, du moins une aire commune où se sont retrouvés des projets d'aménagement du territoire, des projets de réformes administratives, des projets politiques, des utopies. Ce surinvestissement est en rapport avec la fonction aujourd'hui attribuée au local: figurer un point de focalisation de la réalité dont on peut ainsi s'assurer la représentation, dont on peut envisager une éventuelle maîtrise<sup>29</sup>.

Les promoteurs du développement local ne forment pas un seul et même bloc derrière lequel on pourrait retrouver une représentation unitaire et unificatrice. Si, dans les années 70, les entreprises alternatives, les petites coopératives, les médias communautaires et les groupes populaires ont stimulé les initiatives locales de création d'emploi, force est de constater qu'avec les années quatre-vingts le contexte se modifie. Devant l'absence de mégaprojets de développement, des municipalités, voyant leur déclin économique et le vieillissement de leur population, se dotent de plans de développement. Cependant, presque toutes mettent l'accent sur le tourisme et/ou les incubateurs d'entreprises. Or, peut-on penser que ces créneaux conviennent à toutes ces municipalités et leur assurent automatiquement un développement? Chaque municipalité réussira-t-elle à obtenir son lot significatif de petites et moyennes entreprises et de touristes? Par contre, dans plusieurs localités, les associations portent et développent des projets concrets, culturels ou communautaires. N'y aurait-il donc pas lieu qu'elles soient considérées comme des acteurs importants de développement local?

Bien que l'apport des associations dans le développement local soit indéniable (Gagnon et Klein, 1989), «small» n'est pas toujours «beautiful», du moins en situation de précarité. N'oublions pas que certains-nes, par leur travail bénévole, assurent en quelque sorte une viabilité sociale, une solidarité et que d'autres «font les frais de la musique» en écopant des effets de la société à deux vitesses ou duale.

## LE DILEMME DE L'ACTION SOCIALE AUTONOME

Il ne faudrait pas voir une opposition manichéenne entre l'État central et les intérêts du local ou entre les forces autonomes et hétéronomes. «Le regard à l'échelon global ne voit que les forces d'homogénéité: à l'échelle locale, on remarque d'abord les diversités. Ce sont les deux faces d'une même réalité, non un paradoxe»<sup>30</sup>. L'État n'est pas forcément l'ennemi juré et son rôle en matière de développement social ou d'infrastructures et d'équipements collectifs reste essentiel<sup>31</sup>. Quant aux pratiques associatives, elles n'échappent pas au dilemme de l'action sociale, soumise constamment aux avancées et aux retraits des acteurs agissant et aux effets parfois pervers de leurs interventions. Par exemple, lors de négociations avec les élus en vue d'une solution de rechange écologiquement et socialement plus acceptable, comment ne pas risquer de renforcer la légitimité du pouvoir en place? Comment ancrer un nouveau modèle de développement sans actualiser davantage cette société duale, où une partie de la population vit en convivialité, c'est-à-dire non loin du seuil minimal acceptable ou avec des emplois précaires?

Obtenir un changement social allant vers une plus grande équité, un auto-écodéveloppement apparaît un défi de taille. C'est le combat de David contre Goliath: on lutte pour le désarmement à coup de campagnes d'éducation populaire et de manifestations alors que la militarisation s'accroît au rythme d'un million de dollars par minute; on tente la solidarité internationale alors que le fossé Nord-Sud s'élargit avec un endettement spectaculaire; on sensibilise à l'importance de la qualité de l'environnement alors qu'à chaque jour un nouveau scandale ou une catastrophe écologique se produit.

La présente décennie est marquée par une militarisation accrue, la «technologisation», la division du travail, la paupérisation du tiers monde et enfin une crise écologique sans précédent. Parallèlement, on entend des millions de voix réclamant un changement en profondeur, on voit un pullulement d'associations vouées à la défense des droits des personnes et de l'environnement. Toutes ces pratiques socio-spatiales réussiront-elles à influencer sur ces forces hétéronomes, dans le sens d'une plus grande repolitisation

territoriale? Les pratiques associatives libéreront-elles suffisamment d'espaces d'autonomie pour réorienter le développement?

## CONCLUSION

Bien que nous ayons choisi de porter notre attention sur les liens entre les pratiques associatives, le développement local et l'autonomie, plusieurs questions restent encore à élucider. D'un côté, il existe un courant social menant à la création de marges d'autonomie, de l'autre, des contraintes structurelles forçant sinon l'hétéronomie, du moins l'interdépendance.

La question demeure entière: comment la démultiplication d'espaces autonomes pourra-elle conduire, par capillarité, à une autonomie même relative du local, condition essentielle au développement ascendant des collectivités microrégionales? Peut-elle même assurer la survie des villages menacés de fermeture? Pour ne pas tomber dans le piège de la société duale, où des secteurs peu rentables et conviviaux risqueraient de se contenter des marges du quotidien et de la solidarité, comment accéder à une sorte d'autonomie ou de survivance économique? Comment éviter le piège de l'État qui souhaite la prise en charge et la responsabilisation du local sans effet de retour sur les pouvoirs décisionnels? Dans un contexte de division et de spécialisation du travail, d'articulation des ressources naturelles au capital multinational, la conquête économique du local peut-elle dépasser les lieux de l'autogestion et du volontarisme? L'autodéveloppement ne serait-il possible que pour des régions polarisées par des villes mondiales puissantes<sup>32</sup>? Alors, l'enjeu des régions périphériques, en terme de développement, équivaldrait-il au contrôle de la dépendance ou si vous voulez à l'autogestion de la dépendance...?

Malgré tout, le mouvement associatif témoigne à différents degrés de cette recherche de sens et de territorialité. Il participe à cette vaste mouvance, bien ancrée localement, où s'opèrent, pas à pas, des espaces d'autonomie et de maîtrise sociale.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

- 1 Paul Allès affirme que le local illustre la stratégie de l'État. Son intérêt proviendrait du fait que l'État n'est plus capable, en période de crise, de gérer la société civile. Le local serait alors fait d'une économie de sous-traitance et de gestion des solidarités primaires. «Le local, l'État et la société civile» in *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard, 1986, pp. 271-282.
- 2 GAGNON, G., *Pratiques écologistes et développement alternatif en Sagamie*, Thèse de maîtrise, Université du Québec à Chicoutimi, 1986, 163 p.
- 3 PRODUCTIONS RÉSEAU, «Pour un mouvement alternatif au Québec», *Idees et pratiques alternatives*, automne 1983, pp. 16-20.
- 4 FRIEDMANN, J., «Auto-développement et auto-dépendance», in P. Hamel et M. Boisvert (éd.), *Redéploiement industriel et planification régionale*, Montréal, Université de Montréal, 1985, pp. 289-300.
- 5 BAREL, Y., *La société du vide*, Paris, Seuil, 1984, 267 p.
- 6 ILLICH, Y., *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973, p. 29, 158 p.
- 7 GORZ, A. et M. BOSQUET, *Écologie et politique*, Paris, Seuil, 1978, 245 p.
- 8 DUPUY, J.P., *Ordres et désordres*, Paris, Seuil, 1982, 277 p.
- 9 PARTANT, F., *La fin du développement, naissance d'une alternative?*, Paris, Maspéro, 1982, p. 156.
- 10 MULLER, P., «Mouvement social et identité» in *Les enjeux de l'autonomie*, La pensée sauvage, peuple et culture, Grenoble, 1984, p. 47.
- 11 *Ibid.*
- 12 GUERMOND, Y. et N. MATHIEU, «De l'éclatement de l'espace à la recomposition de l'espace», in A. et Brunet (éds), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard, 1986, pp. 215-219.
- 13 Sur cette question du contrôle démocratique de l'État voir l'article de P. Hamel, «Les mouvements urbains à Montréal», in *Loisir et Société*, Vol. 9, no 2, 1986, pp. 491-508.
- 14 DECROP, G., «Autonomie et démocratie», in *Les enjeux de l'autonomie*, Grenoble, Éd. La pensée sauvage, 1984, p. 3, 114 p.
- 15 BOOKCHIN, M., *Pour une société écologique*, Paris, Christian Bourgois, 1976, p. 47, 234 p.
- 16 FERGUSON, M., *Les enfants du verseau*, Paris, Caimann-Lévy, 1981, 388 p.
- 17 BAREL, Y., *Ibid.*, p. 100
- 18 BAREL, Y., «Autonomie et société», *Les enjeux de l'autonomie*, Grenoble, Éd. La pensée sauvage, 1984, pp. 97-114.
- 19 STOKES, B., *Helping Ourselves, Local solutions to global problems*, New-York, W.W. Norton and Company, 1981, pp. 17-18, 160 p.

- 20 DESLAURIERS, J.P. et H. POULIOT, *Les groupes populaires à Sherbrooke*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Coll. Recherche sociale, no 1, 1980, p. 60, 91 p.
- 21 HAMEL, P., *op. cit.* p. 494.
- 22 LE DESTIN DE LA TERRE, *Pollution, pauvreté et pouvoir: Le destin de la terre*, Mémoire présenté à la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Ottawa, Avril 1986, pp. 16-17.
- 23 Entre 1982 et 1986 Raffestin change de perspective concernant la territorialité. Dans son article «Remarques sur les notions d'espace, de territoire et de territorialité» in *Espaces et sociétés*, 41, 1983, p. 170, il associe cette dernière à la recherche d'une identité culturelle, alors qu'en 1986 il disait: «La territorialité est donc une fonction de l'information (signe) et du temps (le rythme)». «Écogénèse territoriale et territorialité», in *Espaces, jeux et enjeux*, p. 184, *op. cit.*
- 24 GORZ, A. et M. Bosquet, *Écologie et politique*, Paris, Seuil, 1978, p. 36, 245 p.
- 25 GAGNON, C., «Pratiques écologistes en Sagamie et repolitisation du territoire», in *Vers de nouveaux territoires intermédiaires?*, Rimouski et Chicoutimi, GRIDEQ/GRIR, 1986, pp. 135-152.
- 26 LAMOUREUX, H. et al., *L'intervention communautaire*, Montréal, Éd. Albert Saint-Martin, p. 38, 231 p.
- 27 KLEIN, J.L., et C. GAGNON, *Le social apprivoisé*, Les mouvements sociaux, l'État et le développement local, Hull, 1989.
- 28 À cet effet voir l'allocution de M. Jacques Parizeau «L'avenir du pouvoir local» in J. Déry (éd.), *M.R.C. et municipalités: vers une union libre?*, Chicoutimi, GRIR, 1988 p. 64.
- 29 GILBERT, C. et G. SAEZ, *L'État sans qualités*, Paris, P.U.F., 1982, p. 17, 189 p.
- 30 MARIE, M., *Un territoire sans nom*, Paris, Librairie des Méridiens, 1982, p. 12.
- 31 KLEIN, J.L., «Variations sur la crise et l'après-crise», *Possibles*, 1988, pp. 157-173.
- 32 FRIEDMANN, J., *ibid.*

## LE MOUVEMENT ASSOCIATIF FACE À LA CONCERTATION: PROJET D'INTÉGRATION OU VOIE DE RUPTURE?

Marie-Joëlle BRASSARD  
Groupe de recherche et d'intervention régionales  
Université du Québec à Chicoutimi

À la fin des années 70, un discours à saveur autonomiste est promu par l'État québécois concernant le développement régional. On assiste alors à la formation de nouvelles institutions supra-municipales: MRC et CRCD<sup>1</sup>. Les premières sont instituées en 1979 avec la loi 125, les secondes sont proposées dans un document présenté en 1983: *Le Choix des Régions*. Le milieu est invité à se définir une appartenance et à faire consensus sur ses priorités de développement. Il est même permis d'envisager un transfert de pouvoirs décisionnels aux mains des régionaux. Il va sans dire que les rapports entretenus jusque-là entre les intervenants du milieu et avec l'État sont appelés à se transformer.

L'heure est à la concertation. Tel est l'essentiel du document faisant figure de politique gouvernementale en matière de développement régional, *Le Choix des régions*. Un constat majeur: la croissance économique n'est plus ni l'affaire de l'État, ni celle des grandes entreprises mais bien celle des régionaux. Les idées directrices servant d'armature au document sont désormais thèmes à la mode: l'auto-développement par la base, le dynamisme des acteurs locaux et régionaux, la gestion décentralisée et même le transfert de pouvoirs décisionnels aux mains des régionaux.

La voie édictée par l'État pour institutionnaliser la concertation réside dans la tenue de sommets socio-économiques. De ceux-là devaient se dégager des orientations de développement et des priorités régionales. Les intervenants issus de sphères d'activités variées (milieux des affaires, syndicats, conseils régionaux, élus municipaux) devaient établir des projets liés au développement de leur région. Nous nous sommes penchées sur l'un de ces sommets: celui du Saguenay—Lac-Saint-Jean-Chibougamau-Chapais. Ce sommet socio-économique qui s'est échelonné sur une période de plus d'un an conduisait à la création, en mai 1985, d'un organisme

nouveau: le CRCD (Conseil Régional de Concertation et de Développement).

Nos propos résultent d'une recherche voulant saisir la configuration des rapports nouveaux entre les intervenants concernés<sup>2</sup>. Pour ce faire, la réaction de plusieurs groupes sociaux dans le déroulement du sommet socio-économique a été observée. Dans cette perspective, nous suggérons quelques pistes d'interprétation relativement à la participation ou au retrait de groupes sociaux au processus. Mais pour bien comprendre les conditions qui ont conduit au consensus, examinons les règles du jeu échafaudées tout au long du sommet.

### **LES MÉCANISMES DU SOMMET SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

Le défi économique identifié par les organisateurs du sommet consistait à repenser le développement de la région en fonction d'une amélioration de la gestion, des modes d'exploitation des ressources naturelles et d'une maximisation des retombées en région. Pour cela, il fallait redéfinir les pouvoirs décisionnels des régionaux pour qu'ils arrivent à régler eux-mêmes leurs problèmes. L'exercice de concertation, dont nous présentons les étapes, devait servir d'itinéraire vers un tel objectif.

Les étapes du sommet socio-économique se sont déroulées du mois d'avril 1983 à mai 1984. Chacune des quatre phases devait remplir une fonction et conduire à une étape subséquente. Une fois franchie l'étape de la consultation, on passait à celle de la concertation, pour ensuite former le consensus et finalement le divulguer. De plus, trois comités encadraient la réalisation des activités; le comité d'orientation, le comité de gestion et le comité ministériel.

#### **Les étapes**

Les colloques de zones se sont tenus dans huit municipalités. Le mot d'ordre était alors à la consultation. On invitait publiquement la population à exprimer ses préoccupations et ses perspectives face au développement de son milieu. Pour atteindre les gens



concernés, des invitations paraissaient dans les médias écrits de la région. Sur une base volontaire, des intervenants venaient discuter des problèmes de développement qu'ils jugeaient les plus importants. Nous retenons d'une telle phase le caractère de spontanéité manifesté par les personnes qui se sont jointes à l'exercice. Le déroulement était similaire d'un colloque à l'autre. Des thèmes adaptés aux préoccupations du milieu étaient traités et des propositions émises. Un inventaire des propositions était colligé pour élaborer une problématique servant de base à l'étape suivante.

Aux tables sectorielles, on faisait appel à des spécialistes. C'était le moment de la concertation. Douze tables sectorielles se sont déroulées dans six municipalités. Pour chacune, un thème était traité par des personnes-ressources jugées qualifiées dans le secteur d'activité. Douze documents prirent donc forme ainsi qu'une liste de propositions servant de base à l'étape suivante.

Au forum, les participants devaient sélectionner des propositions se rapportant aux orientations de développement. Cette étape, dite «du consensus», débouchait sur un choix de 119 propositions. Les participants y définissaient les perspectives de développement privilégiées. Les intervenants étaient soit invités par le comité d'orientation, soit délégués lors d'une étape précédente. Cette phase est donc de nature politique, puisque des choix décisifs y furent effectués concernant l'orientation des propositions.

Un an après son démarrage, le processus se soldait, en mai 1984, par la réalisation publique du sommet socio-économique du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Tous devaient être témoins de la formation d'un consensus entre les intervenants régionaux. En effet, le sommet socio-économique prenait l'antenne à Radio-Québec: 25 heures de télé-diffusion échelonnées sur trois jours. De plus, une campagne de promotion se déroulait la semaine précédant le sommet. Les participants, que les organisateurs convenaient d'appeler les décideurs et décideuses du développement régional, représentaient des milieux diversifiés: le monde des affaires, les syndicats, les institutions gouvernementales, les institutions financières, etc.. Un total de 34 participants occupaient les sièges disponibles et avaient droit de parole. Le

président de séance devait faciliter l'expression des opinions, limitant, à deux minutes par proposition le temps d'intervention de chacun des intervenants. Les propositions devaient être acceptées à l'unanimité, l'instance présente étant jugée décisionnelle par les organisateurs du sommet.

De cette phase, 107 propositions furent retenues. Pour les mettre en oeuvre, un comité était formé: le «comité du suivi». Ce dernier fut fusionné au CRD, en mai 1985, provoquant la naissance d'un nouvel organisme régional de concertation: le CRCD. Depuis, cet organisme assure la concertation, définit les grandes orientations de développement et établit les priorités d'intervention.

Voilà l'essentiel d'un processus où des groupes traditionnellement opposés s'entendaient enfin sur une option commune, un vaste projet réalisé «la main dans la main».

### **Les comités**

Trois comités étaient impliqués dans la bonne marche du sommet: le comité de gestion, le comité ministériel et le comité d'orientation. La pièce maîtresse était le comité d'orientation. Il établissait les objectifs liés à chaque étape, identifiait les thèmes, précisait les orientations et menait à terme la réalisation de toutes les démarches du sommet. Il était composé de 28 représentants qui provenaient de différents ministères et organismes provinciaux (OPDQ, MICT, MCQ), du CRD<sup>3</sup>. C'est ce même comité d'orientation qui s'est ensuite transformé en comité du suivi une fois le sommet réalisé.

Le comité ministériel, quant à lui, agissait en tant que relais officiel de l'État en région en assurant la liaison entre le sommet et le conseil des ministres. Il était garant des implications financières et techniques du gouvernement dans la réalisation du sommet. Finalement, le comité de gestion prenait en main les aspects techniques liés à la réalisation du sommet.

## **LES GROUPES POPULAIRES: DES DISSIDENTS ET DES PARTICIPANTS**

### **Les groupes dissidents**

Dès la formation du comité d'orientation du sommet socio-économique, 20 groupes populaires se réunissaient à trois reprises<sup>4</sup> en vue de discuter la faible représentation accordée aux groupes populaires dans la planification du sommet. À leur demande, une démarche était entreprise auprès des responsables du comité d'orientation afin d'obtenir une représentation adéquate, compte tenu de la grande diversité des intérêts représentés par les groupes sociaux réunis. En effet, ces sphères d'activités concernaient l'environnement, le logement, la radio et la télévision communautaires, les handicapés-es-, les femmes et le monde de la coopération. En guise de réponse, le comité d'orientation précisa que les groupes sociaux étaient déjà représentés au comité d'orientation par la Société nationale des québécois dont le président occupait alors la vice-présidence du CRD (Conseil régional de développement). Jugeant sa représentation inadéquate, le regroupement décidait de ne pas participer au sommet sur le développement et l'économie de la région, laissant certains groupes libres de participer sur une base individuelle.

Dans ce même élan, le regroupement des groupes populaires entreprenait de se définir une échelle de valeur, posant ainsi les jalons d'une solidarité entre les membres. Au centre des préoccupations, la qualité de vie devait prendre le pas sur la quantité de richesses matérielles en vue d'un épanouissement collectif et individuel. Il y était question de valeurs dites post-matérialistes au premier rang desquelles figurent le respect de soi et des autres, les solidarités locales et internationales, le pacifisme et le respect des droits fondamentaux. À propos de l'égalité, ils identifiaient le respect de la diversité culturelle, le droit à la dissidence, au logement décent, etc. Parmi les objectifs formulés figurait la nécessité de proposer des scénarios de développement et de mettre de l'avant des projets permettant d'intégrer ces valeurs. Bref, plusieurs groupes sociaux étaient absents du processus qui devait institutionnaliser la concertation.

De plus ils se prononçaient en faveur d'un fonctionnement à l'extérieur des structures proposées par l'État.

Nos interrogations portent sur le sens de ce retrait de la part du regroupement des groupes sociaux. Comment expliquer une telle position de rupture des groupes sociaux face au processus du sommet? Quelles sont les ambitions de l'État et les aspirations des groupes sociaux face à une telle démarche de concertation? Dans quelle mesure la pluralité des projets dont les groupes sociaux sont porteurs influence t-elle l'intégration ou le retrait de ce processus? Et finalement, quelles relations les groupes sociaux et l'État entretiennent-ils avec le territoire?

### **Les groupes participants**

La contribution des groupes sociaux à l'ensemble du processus équivalait à 3,9% de la participation totale. Leur implication la plus élevée se situait à 6,6% au moment de la phase finale, alors qu'aux tables sectorielles elle atteignait 5,7%. Compte tenu de la grande diversité des intérêts que défendent ces groupes, leur représentation est négligeable, principalement au moment du forum où un seul organisme entendait représenter l'ensemble des groupes sociaux. Rappelons que c'est ce même forum que nous avons identifié comme étant la phase décisionnelle dans l'orientation des priorités à donner au consensus.

Exception faite des comités d'environnement, les groupes sociaux représentés variaient d'une étape à l'autre. En effet, sur un total de 24 groupes, 21 n'assistaient qu'à une seule étape. Pour une part importante, les groupes se sont désengagés progressivement, ce qui laissait sans représentant une part de plus en plus importante des intérêts sociaux à défendre. Seuls les groupes environnementaux se sont impliqués dans les trois étapes. Comment expliquer une telle assiduité dans la participation des groupes environnementaux, compte tenu du fait qu'ils avaient déjà signifié leur désaccord concernant la représentation des groupes sociaux? Qu'est-ce qui les distingue des autres groupes qui prenaient part à l'une ou l'autre des étapes? De plus, quel sens prend la participation de certains groupes sociaux à la dernière phase, considérant que l'étape décisionnelle s'était déjà déroulée sans eux?

## EXPLORATION DE QUATRE HYPOTHESES

### **Première hypothèse. La divergence dans la territorialité: un lieu d'entente encore indéfini**

Comment expliquer la rupture observée chez les groupes sociaux dans le processus de concertation? Une première interprétation consiste à suggérer une divergence entre la territorialité proposée par l'État et celle exprimée par les groupes sociaux. L'État tenterait de redéfinir la territorialité des groupes sociaux en fonction d'intérêts qui leur sont étrangers. Une telle interprétation est valable seulement s'il existe chez les groupes sociaux un ancrage territorial en plus d'une identité sur laquelle se base la nature de leur projet. Dans les faits, cette inadéquation de la territorialité se traduit soit par un ancrage territorial divergent, soit par un projet non conforme aux visées des groupes sociaux. Il faut donc définir brièvement ce concept de territorialité.

La territorialité renferme trois composantes interreliées: l'identité du groupe, le projet d'action et le territoire d'intervention. L'identité du groupe est le système de valeur qui fonde les actions et qui nourrit les solidarités entre les membres. Il s'agit de l'élément déclencheur qui mobilise la collectivité. Dire qu'il y a identité, c'est reconnaître l'existence d'un espace social, c'est-à-dire un lieu où sont déployés des rapports sociaux différenciés du territoire et selon l'appartenance à une catégorie sociale. L'absence d'identité suppose que les modes de vie sont déterminés par une instance extérieure aux collectivités, en l'occurrence l'État et les entreprises.

L'échafaudage d'un projet socio-politique requiert un lieu de concrétisation, un lieu d'appartenance, un ancrage territorial. Il devient alors nécessaire de contrôler une portion de territoire et de posséder les moyens réels pour la transformer. L'information et les pouvoirs décisionnels font partie de ces conditions. Si l'autonomie est stimulée et encouragée à une échelle spatiale qui ne correspond pas à celle des rapports vécus, les régionaux s'exposent à vivre en rupture avec le territoire proposé et avec les promoteurs d'un projet qui leur est étranger. On ne peut

séparer projet et territoire. Ce sont les deux facettes d'une même réalisation, le lien entre les deux étant l'appartenance. La territorialité est donc un tout qui se transforme selon les réalisations et les rapports qui s'y vivent. Différents groupes sociaux sont porteurs de projets qui s'opposent. Les enjeux seront déterminés par les rapports de force vécus entre les groupes, l'objet étant le contrôle du territoire.

Selon nous, les luttes exercées par les différents groupes sociaux prennent ancrage au plan local alors que l'État propose d'intervenir au niveau de la région administrative. Les territorialités s'opposent donc. De ce fait, ces groupes ne peuvent ni ne veulent redéfinir leurs lieux d'intervention puisque leurs actions seraient dès lors neutralisées. Agir sur un autre espace territorial aurait comme effet de dépolitiser leurs revendications puisqu'elles ne correspondraient plus à leurs intérêts.

L'une des bases de la territorialité repose sur l'existence d'un projet commun. Le défi, tel que promu par le comité d'orientation, consistait à repenser le développement des régions en fonction d'une amélioration de la gestion, et des modes d'exploitation des ressources naturelles et d'une maximisation des retombées en région. L'objectif ultime de la concertation visait le développement économique de la région. Ce sont là des priorités qui s'inscrivent dans le cadre d'une rationalité économique qui conçoit l'espace comme lieu de production.

À l'opposé, les priorités identifiées par les groupes sociaux dissidents allaient dans le sens d'un développement partant de la valorisation de facteurs humains. Faire valoir des intérêts conflictuels revenait à être exclu du processus. La participation au sommet socio-économique exigeait de la part des groupes sociaux qu'ils adhèrent aux objectifs du sommet, ce qui équivalait à laisser tomber leurs propres intérêts. Ainsi en était-il du projet collectif commun: l'adhésion des groupes sociaux à un nouveau cadre proposé par l'État était un consentement à recomposer leurs priorités, de même que les rapports entretenus jusque-là. Dans un tel cadre renouvelé, pas de place pour exprimer les antagonismes de classes. La tenue du sommet se basait sur la nécessité de mettre de côté des problématiques pouvant remettre

en question le consensus. Le titre d'un cahier spécial qui présentait le sommet en fait foi: «L'heure est venue de chercher ce qui nous unit et d'oublier ce qui nous divise»<sup>5</sup>.

**Deuxième hypothèse. Des structures qui étouffent l'expression des conflits**

Ces observations nous conduisent à suggérer que la structure même du sommet socio-économique ne permettait pas l'expression des dissensions. La structure de participation fut conçue de telle manière qu'elle reproduisait une hiérarchie sociale tout en étouffant les oppositions potentielles à l'autorité de l'État. Dans un premier temps, la tenue des colloques de zones permettait l'expression spontanée des préoccupations locales basées sur une solidarité populaire. Les invitations étaient alors publiques et chaque colloque faisait l'objet de discussions axées sur des problématiques différenciées, respectant en cela les particularités propres à chaque milieu.

C'est à partir des tables sectorielles, étape dite de concertation, que la vision du développement en fonction du territoire s'est transformée. Elle devient fonctionnelle et hiérarchisée; le territoire est alors conçu comme lieu de production. Ces pratiques sectorialisées ont, semble-t-il, désamorcé la spontanéité qui s'exprimait sur l'espace local, en plus d'établir une division entre les intervenants locaux et les spécialistes sur les problématiques retenues. Cela puisque les participants ont été choisis parmi les personnes-ressources jugées qualifiées et que, de plus, les discussions avaient lieu à huis-clos, les éloignant de la scène publique. C'est, selon nous, à partir des tables sectorielles que la territorialité des intervenants n'est plus respectée.

Le forum vient conclure à une perte de contrôle des régionaux sur l'orientation du projet, ce qui signifie du même coup une perte d'autonomie. La dernière phase appuyait idéologiquement le consensus. Les citoyens assistaient à l'issue d'un mécanisme dont les rouages étaient rodés depuis plus d'un an. Des résolutions et des subventions: voilà l'essentiel de ce que les régionaux retiendront d'un tel sommet.

**Troisième hypothèse. Une nouvelle conscience régionale bien emballée**

On peut poser l'hypothèse que l'État voudrait créer un nouveau cadre d'appartenance, une conscience régionale prenant assise au niveau régional. En superposant ses structures au niveau régional, l'État tente de faire adhérer les participants à ses propres objectifs, ce qui rendrait possible la réorganisation des rapports sociaux en fonction d'impératifs économiques.

La structure de solidarité ainsi mise sur pied permet de limiter les conflits pour répondre aux nécessités imposées par la situation économique actuelle concernant la gestion de l'emploi et des politiques sociales. L'adoption d'une attitude conflictuelle de la part des groupes sociaux équivaut alors à penser le développement en fonction de leur propre milieu. Toutefois, compte tenu des divergences observées concernant la territorialité et le faible pouvoir décisionnel dont les groupes disposent, nous pouvons nous interroger sur la marge d'autonomie réelle détenue par les groupes sociaux.

**Quatrième hypothèse. La participation des groupes sociaux au sommet: un effort pour influencer et amener une vision différente du développement**

Les pages précédentes ont posé la question des causes expliquant la présence de certains groupes sociaux à l'une ou l'autre des étapes du sommet, plus précisément celle des comités environnementaux. Compte tenu du peu de pouvoir décisionnel lors de l'étape finale, il est probable que la présence de ces groupes sociaux a servi, pour les organisateurs, de moyen de légitimer le processus menant à la concertation. Mais qu'en est-il des motivations des groupes sociaux eux-mêmes?

On peut penser que ces groupes espéraient faire valoir leur vision du développement, escomptant ainsi influencer l'orientation du sommet. Cette hypothèse est plausible dans la mesure où les groupes présents aux tables sectorielles n'étaient pas informés des procédures: huis-clos et documents préalablement rédigés présentant les orientations des discussions. Il en est de même



pour les groupes présents lors de l'étape finale, où il était pratiquement impossible, en deux minutes de discussion, d'apporter une nouvelle vision et d'influencer le débat.

Une autre interprétation possible a trait à la portée des interventions chez les groupes environnementaux. Nous pourrions avancer que leur influence s'étend sur un espace régional alors que leur ancrage se manifeste au plan local. Cela se traduirait par l'existence d'un réseau constitué de plusieurs groupes environnementaux échangeant des informations se déployant sur un espace plus large que celui du local. Ces groupes environnementaux auraient une vision du territoire dont la dimension est régionale et dont l'emprise est locale. Une telle voie d'interprétation conduit à croire à la présence d'une dynamique ascendante où les projets sont issus du milieu local. En ce sens, les interventions de ces groupes sociaux seraient le produit d'une réelle autonomie. Ces groupes s'opposeraient directement à d'autres intervenants en vue de s'approprier les moyens de mettre en oeuvre leurs aspirations sur le territoire.

L'éventualité d'un tel réseau laisse croire à un dynamisme chez les groupes environnementaux qui serait grandement apprécié dans les structures étatiques, d'autant plus que ces groupes pourraient alors gérer des problèmes sociaux importants. Toutefois, dans une région fortement dépendante de grandes entreprises polluantes, comment ces groupes peuvent-ils jongler avec des objectifs liés à la maximisation des profits en même temps qu'ils proposent une critique du productivisme? Même dans une structure consensuelle, les intérêts demeurent potentiellement conflictuels.

## CONCLUSION

Le processus d'institutionnalisation de la concertation dans le cadre de ce sommet socio-économique régional a sûrement provoqué une réorganisation des rapports sociaux et économiques entre plusieurs intervenants. Un tel exercice de concertation ne peut que transformer la réalité régionale, ne serait-ce que pour affermir le rôle des intervenants concernés et leurs positions face au développement. L'État misait sur la participation des

acteurs régionaux au processus du sommet pour les amener à repenser le développement. Or, selon certains indices, le sommet était plutôt le véhicule d'une rationalité ne correspondant pas à celle des groupes sociaux. L'enjeu devenait alors le transfert aux communautés régionales de problèmes liés à la gestion des emplois et des politiques sociales.

Dans cette optique, la promotion de l'autonomie dans une structure nouvelle de concertation viendrait légitimer l'objet réel du sommet qui consiste à orienter le développement vers les buts des technocrates. Cela expliquerait que les particularismes locaux et régionaux exprimés par les groupes n'aient pas été respectés. C'est donc une *autonomie administrée* que l'État propose, une autonomie sans intelligence ni discernement, laissant aux régionaux la tâche d'observer les consignes de l'État. La structure nouvelle n'est donc pas le lieu de la formulation et de la réalisation d'un projet mobilisateur pour les groupes sociaux. Elle n'est pas non plus un lieu où quérir des pouvoirs décisionnels pour orienter le développement. Car l'autonomie est l'apanage des groupes qui se l'approprient.

Dans la mesure où les groupes poursuivent leur visée de transformation en fonction d'une appropriation du territoire, comment utiliseront-ils les leviers décisionnels nécessaires à la réalisation de leurs projets socio-politiques?

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

- 1 MRC: Municipalité Régionale de Comté  
CRCDD: Conseil Régional de Concertation et de Développement.
- 2 Il s'agit d'un mémoire réalisé dans le cadre de la maîtrise en Études Régionales à l'Université du Québec à Chicoutimi.
- 3 OPDQ: Office de Planification et de Développement du Québec  
MICT: Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme (Québec)  
MCQ : Ministère des Communications du Québec  
CRD : Conseil Régional de Développement.

- 4 Ces rencontres se sont déroulées le 29 novembre 1982, le 20 décembre 1982 et le 31 janvier 1983.
- 5 *Progrès-Dimanche* , Cahier Spécial, Chicoutimi, 29 avril 1988, page 1.
- 6 Sources: Dossiers du sommet économique 02, 1983.



**FEMMES ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL: ÉLÉMENTS  
D'UNE PROBLÉMATIQUE ET INTUITIONS DE RECHERCHE**

**Dominique MASSON  
Marielle TREMBLAY  
Pierre-André TREMBLAY  
Groupe de recherche et d'intervention régionales  
Université du Québec à Chicoutimi**

En science, les modèles dominants impliquent presque toujours une réduction du champ de vision et de connaissance. En effet, depuis des siècles, la connaissance scientifique est l'expression de paramètres masculins, ce qui jette un regard non seulement partiel mais partial pour saisir et analyser la réalité sociale.

Ce n'est que récemment que les recherches en sciences sociales ont introduit les femmes comme objet dans le discours théorique. Cela a permis d'entreprendre l'étude de cette question dans toute sa globalité et sa totalité, ce qui implique de ne plus analyser les femmes uniquement par le biais de la variable sexe mais plutôt comme groupe social et comme collectivité.

L'émergence et le développement de la recherche féministe interrogent les paradigmes et l'idéologie d'une science soi-disant neutre. De plus, parallèlement, elle élabore des concepts et des outils méthodologiques autant empiriques que théoriques, capables non seulement de mettre au jour l'oppression des femmes, mais aussi de dénoncer et de décortiquer comment cette oppression fonctionne et se reproduit dans divers contextes.

La démarche scientifique qui prend les femmes comme objet de recherche est fondée sur l'analyse des conditions sociales et historiques des femmes et implique une remise en question de la division sociale des sexes et de la production et la reproduction des rôles qui en découlent. En ce sens, la recherche féministe veut aider les femmes à s'approprier collectivement les moyens d'o-

rienter le changement social selon leurs propres intérêts. C'est ainsi que l'on parle de la recherche sur, avec et pour les femmes.

Le projet de recherche dont nous nous inspirons<sup>1</sup> s'inscrit dans ces nouvelles voies de connaissance que le mouvement féministe a ouvert en sciences sociales et contribuera à approfondir les connaissances en développement régional en introduisant une dimension que même les courants les plus progressistes en sciences sociales n'ont guère pris en compte, quand ils ne l'ont pas carrément délaissée.

### **UN POINT DE VUE FÉMINISTE SUR LE DÉVELOPPEMENT**

Beau temps, mauvais temps, le développement régional a bonne presse chez nous. La croissance a d'abord entraîné avec elle la reconnaissance de la grande diversité des potentiels régionaux, puis le constat de l'existence d'inégalités marquées entre les régions et les communautés locales qui les composent. Porteuses de critiques ou de solutions, prônant une intensification du développement ou défendant la vision d'un développement «autre», les études ne manquent pas. À titre indicatif, qu'il suffise de mentionner que la bibliographie de 1985 de l'Institut Canadien de Recherche sur le Développement Régional compte plus de 4,300 références. Aucune d'entre elles, pourtant, ne traite directement du rapport des femmes au développement régional.

Règle générale, les travaux issus des théories dominantes en développement régional adoptent des perspectives réductrices: les mécanismes économiques sont priorisés et arrachés au tissu social qui pourtant les sous-tend. Les indicateurs-clés retenus dans le prolongement de cette vision économiste (tels les taux d'occupation et de chômage, les emplois créés ou perdus) y sont présentés de façon asexuée, tout comme le sont également les analyses des conséquences ou «retombées» du développement.

Pourtant, déjà en 1970, Esther Boserup dénonçait, dans le champ du développement international, l'aveuglement des théoriciens face à la condition des femmes du tiers-monde. Elle critiquait principalement la non-intégration des femmes aux statistiques et aux modèles de développement et leur exclusion des lieux d'élaboration des politiques. Depuis Boserup, de très nombreux travaux<sup>2</sup> ont poursuivi, dans une perspective féministe, la remise en question des modèles et stratégies dominantes en matière de développement international. Malgré la grande différence de contexte, il est possible d'en tirer quelques guides en ce qui nous concerne.

International, régional ou local, le «développement» n'est pas neutre, nous le savions déjà. Il est de type capitaliste, et aussi patriarcal. La première proposition est largement reconnue en études régionales: comment expliquer autrement l'exploitation sans frein des ressources, la marginalisation des régions moins performantes, la désagrégation, voire la dissolution de communautés par trop «périphériques» (qui ne se souvient de l'histoire de Schefferville, P.Q.)? Comment comprendre l'émergence des modèles communautaires, alternatifs, écologiques au sein des collectivités locales sinon dans leur opposition aux moyens, finalités et conséquences sociales d'un développement capitaliste?

Or, le capitalisme ne traite pas les individus des deux sexes en égaux. Il prend appui sur des rapports patriarcaux qui définissent les femmes comme groupe social particulier et les infériorisent. Le développement capitaliste tend à reproduire les inégalités sexuelles issues des rapports patriarcaux, à s'en servir, à les creuser.

En développement international, la critique féministe des modèles dominants de développement a permis, par exemple, de mettre en lumière la détérioration croissante de la condition économique des femmes, l'érosion de leur statut de productrices et l'instauration d'une dépendance qui vient renforcer les rapports de

domination hommes/femmes. Le modèle capitaliste de développement serait donc aussi «gender-specific»: il réserve aux femmes une place particulière. Ses modalités varient suivant les lieux: que ce soit au niveau international, au niveau des régions ou au niveau local, l'organisation du capitalisme accuse un développement inégal. Il existe une spatialité du développement économique et social du capitalisme: le monde réel est fait d'ensembles territoriaux qui sont différenciés économiquement, socialement, politiquement, etc. Il existe également une spatialité de l'expérience des femmes liée aux variations locales de l'état des rapports patriarcaux et à la dynamique globale du développement des régions.

Malgré leurs velléités totalisantes, les théorisations actuelles du développement régional ne sont que **partielles** à plusieurs égards (économisme, étatisme), et **partiales**, car elles n'expriment en définitive qu'un point de vue socialement mâle sur le développement. Face à elles, nous proposons une nouvelle lecture dont l'apport premier est de rendre visible la présence des femmes dans la dynamique du développement des régions et des collectivités locales, comblant ainsi un vide certain. Cette relecture implique pour nous l'adoption d'une conception plus holistique du développement, qui réintègre l'importance du social et du politique et tente de rendre compte de la complexité de l'expérience des femmes. Elle implique également que c'est «du point de vue des femmes» que se situe la production de notre discours théorique et de nos connaissances empiriques sur le développement régional.

Il nous est apparu souhaitable d'aborder la question du rapport entre les femmes et le développement régional en effectuant un premier découpage. Nous identifions ainsi trois grands axes de recherche: la place occupée par les femmes dans l'organisation dominante du développement des régions; les impacts sur elles de ce type de développement; les pratiques d'auto-développement issues du mouvement des femmes. Nous présenterons ici l'état actuel de nos réflexions sur ces axes, ainsi que nos orientations et intuitions de recherche.



## LES TROIS AXES DE LA RECHERCHE

### La place des femmes dans la réalité du développement dominant

Les femmes n'ont que peu de place dans les politiques actuelles de développement régional. Elles sont quasi-absentes des instances où s'élaborent ces politiques, ceci étant une des dimensions de leur difficulté d'accès aux lieux de prise de décision. Par ailleurs, au Québec du moins, la fraction organisée du mouvement des femmes commence à peine à s'ouvrir aux enjeux d'une intervention plus concertée sur la scène régionale.

Les femmes sont également absentes comme objet des politiques de développement. Celles-ci ne s'adressent jamais spécifiquement à elles, méconnaissent les caractéristiques de leur condition économique et ignorent leurs besoins particuliers en services issus d'une double allégeance au travail domestique et au travail salarié (McLain, 1982).

Par ailleurs l'intégration, même explicite, des femmes dans des politiques de développement centrées sur l'entreprise ne sert pas nécessairement les intérêts des femmes. Lewis et Foord (1984) offrent un exemple de la façon dont, en Angleterre, la présence de larges bassins de force de travail féminine non-qualifiée et sans expérience du marché du travail a été utilisée par l'État britannique pour attirer les entreprises détenant les clés de la restructuration industrielle de régions en dépression. Des emplois pour les femmes, certes, mais des emplois à temps partiel, faiblement salariés, peu protégés et sans politiques touchant la garde d'enfants ou le transport nécessaire à leur occupation.

Le développement des régions ne se limite cependant pas à l'effet des seules politiques étatiques mais relève d'une dynamique sociale globale, capitaliste et patriarcale. L'insertion des femmes

dans cette dynamique (et donc dans le développement des régions) a jusqu'ici surtout été étudiée par les chercheuses sous l'angle du travail des femmes.

Ce sont de géographes britanniques que nous sont parvenus les premiers efforts pour comprendre la relation entre le «genre» (la définition sociale du sexe) et la structure économique des ensembles régionaux (Hudson, 1980; Lewis, 1984; Lewis et Foord, 1984; Winckler, 1986). Elles ont montré que l'emploi féminin et masculin est réparti inégalement entre les territoires. Les taux d'activité varient, ainsi que les types d'emplois occupés. Le développement de certaines régions, lorsqu'il repose sur la production des matières premières ou sur l'industrie lourde, s'est effectué à travers l'utilisation d'une main-d'oeuvre majoritairement masculine. Dans des conjonctures de bas salaires ou de récession, les femmes contribuent, par une intensification de leur production domestique, à la survie des ménages, voire des collectivités locales. Dans d'autres régions anglaises, il semble que la restructuration des économies régionales s'appuie surtout jusqu'ici sur la création d'emplois féminins, exploitant par leurs caractéristiques la vulnérabilité des femmes dans leur rapport au salariat.

Le marché du travail canadien est, comme ailleurs, traversé par une division sociale/sexuelle du travail. Cette division s'exprime et est visible à travers la répartition des différentes activités économiques sur le territoire. Il serait intéressant de voir, chez nous, comment l'intégration ou la non-intégration des femmes au travail salarié sont liées aux particularités du développement économique des régions et aux diverses solutions proposées à la «crise» des régions plus périphériques.

Mais le travail des femmes ne se limite pas à leur seul travail salarié. Par «travail des femmes», nous croyons qu'il est plus juste d'entendre l'ensemble du travail effectué par elles dans les secteurs dits «formels» et «informels» de l'économie<sup>3</sup>. Au secteur formel se rattache la place des femmes dans le marché du

travail comme entrepreneures ou coopérantes. Le secteur informel, quant à lui, comprend tout le reste de la production sociale assurée par les femmes et qui ne trouve pas sa reconnaissance dans le travail salarié. McKenzie (1987) fournit un exemple éloquent de la vitalité et de l'importance, dans la survie et la réorganisation des communautés, de ces champs dévalorisés que sont le travail au noir, le travail des femmes collaboratrices, le travail bénévole, les échanges informels, les réseaux d'entraide et le travail domestique.

Il nous semble qu'il est particulièrement important de se pencher sur ce secteur informel, spécialement dans des conjonctures régionales marquées par un faible taux d'activité féminine (par exemple dans les régions périphériques telles le Saguenay—Lac-Saint-Jean). Car l'absence relative des femmes sur le marché du travail masque leur contribution sociale effective, mais cachée, effectuée dans d'autres dimensions de l'économie régionale. Pahl (1985) et Urry (1985) suggèrent à ce propos que l'ampleur relative prise par les secteurs formels et informels et les caractéristiques spécifiques de ces champs doivent être considérées comme fonctions des particularités des conjonctures régionales. Il est permis de penser alors qu'il existe une logique spécifique à l'organisation concrète de la production sociale des femmes, qui se révélera différente selon la région considérée.

#### **Les impacts du développement régional sur les femmes**

L'état général de la réflexion sur cette question est encore trop fragmentaire pour nous permettre de présenter avec beaucoup de détails les impacts du développement régional sur les conditions de vie et de travail des femmes. Cependant, les travaux effectués par quelques chercheuses peuvent nous permettre d'identifier des pistes probables qui, toutes, confirment que l'effet du développement est «gender-specific».

En étudiant les communautés rurales des provinces maritimes, Davis (1981), ainsi que Connelly et McDonald (1983) ont noté que les soixante dernières années avaient vu les femmes s'intégrer massivement au salariat. Cette prolétarianisation, qui s'est produite dans un très faible éventail d'emplois, a renforcé la dépendance économique des femmes face au marché du travail. De plus, la faible création d'emplois masculins dans ces économies périphériques a fait des femmes des soutiens de plus en plus essentiels à la consommation des ménages alors que, parallèlement, l'impossibilité pour elles de continuer l'autoproduction domestique augmente leur dépendance par rapport aux circuits commerciaux de distribution. Il résulte de ces changements une **érosion** du statut social des femmes, devenues de simples salariées à temps partiel. Leur contribution à l'économie familiale et communautaire a perdu sa visibilité et leur double appartenance (à la sphère domestique et à la sphère publique/marchande) leur a imposé une double journée de travail sans que cela ait été socialement reconnu. Winckler (1986) a relevé d'autres traits qui vont dans le même sens, en insistant surtout sur la **précarité** du travail des femmes, reléguées au rang de force de travail peu coûteuse, mobile et malléable. Les femmes sont ainsi condamnées à la «pauvreté alternante», passages incessants du chômage au travail temporaire qui les relèguent à une situation marginale.

Lewis et Foord (1984) et Hudson (1980) ont bien vu que cela oblige les femmes à développer individuellement des stratégies pour parvenir à s'intégrer au marché du travail, le plus souvent en termes de garde d'enfants, de transport et d'intensification du travail domestique. Une autre stratégie d'importance est celle du choix, précisément, d'un travail précaire à temps partiel, où à domicile, devant l'impossibilité d'une contraction plus poussée du temps domestique.

### **Les efforts d'autodéveloppement issus du mouvement des femmes**

Le concept d'autodéveloppement origine en partie des théories radicales du développement international qui cherchaient à s'opposer à celles qui prônaient un développement dépendant. Il a maintenant cours également dans les théories du développement régional. Au Québec, les chercheurs-es du Groupe de Recherche et d'Intervention Régionales (Chicoutimi) et du Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Développement de l'Est du Québec (Rimouski) se sont penchés-es sur ces efforts populaires, communautaires et écologistes visant un développement autogéré, autogéré par les groupes sociaux considérés et autocentré sur les besoins et intérêts de ces groupes.

Nous proposons de faire le même effort en ce qui concerne la situation du groupe social des femmes. Nous identifions comme autodéveloppement toutes les actions, au niveau régional ou local, initiées par des groupes de femmes et visant l'amélioration ou la transformation positive des conditions de vie et de travail des femmes. Pour rendre accessible ce vaste champ, nous nous arrêtons surtout aux **pratiques** d'autodéveloppement. Elles se constituent de ces actions saisies dans leur contexte: groupes et organisations, secteurs, objectifs, ressources, lieux, etc. Cela nous entraîne du côté d'une approche de type holistique, vers tous les aspects des modes de vie des femmes: éducation, santé, travail salarié et non-salarié, culture, lutte contre la violence, etc. On peut donner quelques exemples simples d'efforts d'autodéveloppement: mise sur pied d'une coopérative d'artisanes, d'un organisme de crédit, d'une garderie auto ou cogérée, d'un centre polyvalent de femmes. Toutes ces initiatives constituent des formes de développement social qui contribuent à l'amélioration des conditions des femmes et au mieux-être des collectivités locales.

Nous postulons que loin d'être de simples spectatrices soumises au modèle dominant de développement régional capitaliste et patriarcal, les femmes comme groupe créent et produisent des actions et des discours positifs sur le développement, sur un développement autre, moins axé sur l'économique et plus près des ramifications du tissu social, des réseaux, du communautaire. Et c'est l'univers de ces pratiques (les actions et les groupes, ressources et discours qui les soutiennent) que nous nous proposons d'explorer.

### **PISTES ET INTUITIONS**

Comme nous l'avons vu précédemment, nous avons identifié trois axes potentiels de recherche. Nous entendons les couvrir au cours des prochaines années. Le territoire retenu est la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Jusqu'ici le travail effectué a été de nature surtout exploratoire et a consisté en une revue de la documentation écrite et en la tenue d'un pré-terrain (entrevues) relié à l'axe «autodéveloppement».

Ces entrevues réalisées auprès d'informatrices-clés nous permettent, dans une première phase d'identifier et d'inventorier:

- ◊ les groupes de femmes (féminins et féministes) et leurs regroupements;
- ◊ les activités, luttes et revendications en cours;
- ◊ les domaines de pratiques d'autodéveloppement et de stratégies alternatives portées par les femmes.

Dans une phase ultérieure, nous identifierons et sélectionnerons des cas particuliers de pratiques d'autodéveloppement propices à une étude plus approfondie, soit à cause de leur valeur novatrice, soit à cause de leur caractère révélateur de la prise en charge par les femmes de leur propre développement.

C'est à partir des données brutes recueillies dans la première phase que nous proposons certaines intuitions de recherche. Celles-ci se concentrent autour de quatre thématiques princi-

pales: les modes d'organisation, le rapport à l'État, les effets de la crise de la centralité du travail et les nouveaux enjeux sociaux portés sur le terrain régional par le mouvement des femmes.

### **SUR LES MODES D'ORGANISATION**

Il faut prendre garde d'exagérer l'unité du mouvement des femmes: il est marqué par une grande diversité des idéologies et par une pluralité des modes d'organisation. Des groupes peuvent être féministes sans pour autant prôner une réorganisation anti-capitaliste de la société. D'autres cherchent à atteindre leurs buts par des moyens qui ne se différencient pas notablement de la démocratie telle qu'on l'entend ordinairement: élection de conseils d'administration, règle de la majorité, centralisation du pouvoir, etc. Certains, enfin, défendent une vision du changement social qui jumelle les dimensions antipatriarcale, antihierarchique et anti-capitaliste. Autrement dit, certains groupes sont plus **novateurs**, se distinguent plus que d'autres des idéologies et des modes de fonctionnement dominants. Ces groupes, qui sont bien sûr une minorité à l'intérieur du mouvement, ont valeur exemplaire, car ils représentent les lieux de bouillonnement de l'innovation sociale.

Il nous semble qu'une partie de l'apport des femmes au développement régional consiste dans cette proposition de nouveaux modes d'organisation des intérêts collectifs faite par l'aile radicale du mouvement. Dans un texte récent, S. Wismer (1988) a indiqué que les organisations des femmes tendent à mettre sur pied des structures nouvelles de prise de décision. Elles ont, en général, comme caractéristique de chercher à être démocratiques et égalitaires et, en maintenant à distance les appareils étatiques, elles se basent sur ce qu'on pourrait désigner comme «société civile». De plus, et cela est en accord avec leur vocation militante, elles accordent une grande importance à la solidarité entre les membres, au fonctionnement basé sur le consensus et à la prise de conscience de la conjonction entre les intérêts

personnels et ceux du groupe. Au Québec, ce genre d'organisation est appelé une «collective». Tous les groupes sont loin de se conformer à ce modèle, mais il est néanmoins frappant par son originalité.

Certains auteurs estiment que cette façon «fusionnelle» de s'organiser est typique des mouvements sociaux conçus comme moments de jaillissement anti-institutionnel (Alberoni, 1979). Sous-jacente à ce point de vue est l'opinion que cela ne saurait durer et que lorsque retombera la poussière, les choses prendront un aspect plus différencié. Sans entrer dans une polémique sur la méthode d'analyse des mouvements sociaux, contentons-nous de relever que réduire les mouvements à un état psychologique est passer à côté de ce qu'ils ont de novateur: la proposition de nouveaux modes de mise en relation des personnes et des groupes.

Cela signifie en l'occurrence que l'originalité importante du mouvement des femmes consiste non seulement en ce qu'il soulève des problèmes marginalisés et qu'il en propose des solutions inédites, mais que le **mode de solution** fait partie de la solution elle-même. Un centre de femmes dans une petite communauté offre des éléments de solution au problème de l'isolement mais il atteindra encore plus efficacement son but s'il est monté, géré et — littéralement — construit par les femmes auxquelles il se destine.

Le fonctionnement en collective proposé par les fractions les plus radicales cherche donc à démontrer que l'autodéveloppement profite à ses protagonistes non seulement par ses effets, mais aussi par son mode de réalisation. Contrairement à ce que prétendent les bureaucrates, l'autodéveloppement ne peut être une dévolution ni être catapulté d'en haut ou du centre.

On peut aussi noter qu'une telle organisation en collective n'a de véritable chance de se réaliser que dans un groupe de taille plutôt restreinte. Loin de représenter un handicap pour nos informatrices, cela leur semble parfaitement normal; en forçant un peu



les choses, on pourrait dire que l'intimité est ici une dimension importante du travail collectif d'autodéveloppement. On pourrait peut-être y voir un nouvel effet du slogan bien connu selon lequel «le privé est politique», avec ce qu'il sous-entend de recherche de l'identité personnelle, d'affectivité, de communication inter-individuelle et de reconnaissance du vécu quotidien. À tout le moins, cela signifie que la réalisation de l'autodéveloppement sous la forme de la collective ne peut s'éloigner du groupe de base: il ne peut qu'être local. Relevons que cela aura des conséquences sur la reproduction du mouvement, qui s'effectuera sur le mode de la prolifération des groupes plutôt que sur celui de l'enflure des organisations. Une telle vision de la diffusion du changement social devrait aussi être prise en compte par les penseurs-es du développement.

#### **SUR LES FEMMES ET L'ÉTAT**

On peut penser que le désengagement de l'État auquel on assiste actuellement, particulièrement dans les secteurs comme l'éducation, la santé et les services sociaux, etc., va mener à la redéfinition de nouvelles structures sociales et de nouveaux rapports sociaux. Cette restructuration du tissu social peut conduire d'une part à la privatisation d'un nombre de plus en plus grand d'institutions, et d'autre part à un alourdissement des tâches effectuées dans la production domestique. Ce dernier pourrait avoir des conséquences importantes pour les femmes, car l'on sait que socialement ce sont elles qui sont responsables des tâches domestiques au sein de la famille. Nous pensons ici aux services aux enfants, à la prise en charge des personnes âgées, handicapées, au soin des malades.

La redéfinition du rapport de l'État au social affecte aussi le développement régional. Comment, par exemple, la réorganisation des services de santé de l'État québécois va-t-elle toucher les régions? La «rationalisation» des services se traduira-t-elle pour les femmes par une prise en charge compensatoire «obligée»?

L'accessibilité au réseau de la santé s'en verra-t-elle réduite ou au contraire renforcée? Que penser des impacts locaux d'une autre ronde de coupures et de précarisation des effectifs - majoritairement féminins - de l'État-employeur? On peut se demander quelles stratégies seront en mesure d'élaborer les populations des régions pour contrer les conséquences néfastes amenées par le désengagement de l'État, notamment pour les femmes.

Certaines des pratiques d'autodéveloppement portées par les groupes de femmes peuvent être d'ores et déjà considérées comme relevant de ces stratégies. L'ouverture de maisons d'accueil pour femmes victimes de violence sexuelle ou conjugale, l'implantation de services de garde en milieu scolaire dans des communautés locales, la création de centres de femmes à vocation polyvalente constituent autant d'initiatives qui se glissent dans les interstices laissés par l'État dans le champ du social. Ces services répondent à des besoins durement ressentis par les femmes et pourtant largement ignorés par les gouvernements.

Les groupes de femmes à l'origine de ces expériences entretiennent toutefois un rapport ambivalent à l'État. Pour toute une partie du mouvement des femmes, la conquête et la transformation du pouvoir d'État n'est pas une condition essentielle pour satisfaire leurs demandes et aspirations. Au contraire, souvent leurs revendications impliquent une réduction de l'emprise étatique sur la vie quotidienne au nom de l'autonomie et l'auto-appropriation individuelle et collective du tissu social<sup>4</sup>.

Pour souhaitable qu'elle soit du point de vue des intérêts des femmes, cette position est aussi précaire du point de vue des groupes qui tentent ce type plus autocentré de développement social. Leur financement, mal assuré, dépend beaucoup du bon vouloir d'un État qui est d'autant plus réticent qu'il ne contrôle pas ou peu les organismes mis sur pied par les groupes de femmes. Les travailleuses et bénévoles des groupes sont très conscientes qu'elles fournissent à très peu de frais des services essentiels pour les femmes, fourniture que l'État central ne veut pas prendre

en charge, par manque de volonté politique et aussi parce qu'il lui en coûterait beaucoup plus cher. Pourtant, si on souhaite disposer de plus de moyens, on ne veut pas «plus d'État».

Est-il possible de sauvegarder le principe d'autonomie et de développement par la base tout en obtenant une reconnaissance réelle du travail de développement social effectué par les groupes de femmes? L'avenir des perspectives d'autodéveloppement appelle un soutien plus effectif de la part des collectivités locales. Et pas seulement des populations, mais des entreprises, des organisations et des paliers locaux de l'appareil d'État que sont les Conseils régionaux, les municipalités, MRC, Centres de services sociaux, etc. Que ce soutien commence à se faire sentir par endroits indique déjà que le développement «autre» initié par les femmes implique aussi la constitution de nouveaux rapports d'alliance au sein des communautés locales.

#### **SUR LA CRISE DE LA CENTRALITÉ DU TRAVAIL**

On ne peut plus réfléchir et analyser la société uniquement à partir des oppositions structurelles qui se répercutent au niveau des procès de travail et de production.

On assiste à l'heure actuelle à une importante désaffection vis-à-vis du travail salarié: celui-ci se révèle être de moins en moins une source d'identité sociale et d'accomplissement personnel pour beaucoup d'individus. La crise actuelle a provoqué de profondes modifications au sein du marché du travail. Le travail salarié n'est plus le centre de gravité de la vie d'une fraction de plus en plus importante de personnes: chômeurs-chômeuses, pré-retraité-es, jeunes, femmes. Si avoir un emploi est encore un moyen d'intégration sociale, force est de constater que le vécu au travail se caractérise pour un nombre croissant de catégories sociales par un rapport d'ambivalence face à l'éthique du travail. En témoigne l'importance prise par les revendications portant sur les **conditions de vie** générales, et dépassant le niveau simplement

salarial. Ainsi, la remise en question de la centralité du travail met au jour le développement des luttes sociales et politiques dans le champ du hors-travail.

Dans cette perspective, nous croyons qu'il devient impossible d'analyser les régions uniquement comme des espaces définis par des marchés du travail et de réfléchir leur développement dans cette seule optique. La crise de la centralité du travail pousse à la redéfinition d'un nouvel équilibre dans notre conception des rapports sociaux à l'oeuvre dans les régions. Les relations «hors-travail» nouées au sein de la collectivité et dans l'unité domestique devraient être considérées comme les éléments premiers d'une meilleure compréhension du changement social au sein des régions et des communautés locales (Bowlby, Foord et McDowell, 1986).

#### **SUR LES NOUVEAUX ENJEUX SOCIAUX**

Il y a dans la société des formes de domination qui ne peuvent être expliquées uniquement par la dynamique des classes sociales. L'analyse des antagonismes sociaux en termes de classes déterminées économiquement ne peut rendre totalement compte des réalités d'oppression et d'exploitation. L'exploitation économique ne recoupe et n'explique pas toutes les autres formes de domination. En ce sens, la logique du capital ne peut expliquer à elle seule les comportements des individus face au travail salarié.

D'autres contradictions émergent du champ de ce qu'on appelle le hors travail et sont révélées par les luttes féministes, écologistes, urbaines, culturelles, etc. Ces nouvelles contradictions, ces différents antagonismes génèrent de nouveaux fronts de lutte et poussent à l'invention de nouvelles pratiques.

L'intégration de la question des femmes à la problématique du développement régional provoque un élargissement et une diversification de ce champ tel qu'on le conçoit traditionnellement. La sexualité et l'organisation des rôles sexuels, le travail domesti-

que, les modes de vie, etc. deviennent des enjeux de débat, des objets de remise en cause et de décision collective. On assiste donc à une **politisation** de toute une nouvelle série d'activités humaines (santé, habitat, éducation, loisirs, culture, etc.) qui a comme effet de questionner et de tenter de dépasser la dominance de la logique purement économique pour laisser plus de place à une conception moins abstraite parce que moins éclatée de la vie sociale.

Cette politisation met au jour des rapports de pouvoir et de domination structurant les institutions qui organisent l'existence quotidienne des individus et sur lesquelles repose le système patriarcal. En retotalisant les sphères closes du privé et du public, du personnel et du collectif, de l'économique et du politique, du masculin et du féminin, la question des femmes remet à l'ordre du jour l'organisation de la vie de la cité (*polis*) ou, si on préfère, rappelle que les enjeux fondamentaux ont trait à la vie de la communauté réelle où se déroule l'existence des individus. Refuser l'économisme, c'est préférer le concret à l'abstraction marchande. En remettant à l'honneur la vie hors-travail, on s'oppose à un ordre qui fait du social le résiduel de l'économie (Bihr, 1982), on refait de la société l'objet premier du développement.

De ce point de vue, les pratiques alternatives d'autodéveloppement initiées par les femmes diffèrent de celles des hommes au sens où elles intègrent des thèmes, des revendications et des luttes qui interviennent ou qui touchent non seulement le procès de production mais aussi celui de la reproduction des êtres humains. Ainsi elles s'attaquent non seulement à la dynamique du système capitaliste, mais de plus elles remettent en question les fondements mêmes du système patriarcal.

Le développement régional peut-il encore être indifférent à l'impact de ces nouvelles luttes sociales s'il veut concevoir un projet de société porteur d'une réelle égalité entre tous les

individus indépendamment de leur sexe, de leur race, ou de leur âge?

#### NOTES

- 1 La recherche qui a permis ces réflexions a été entreprise grâce à l'aide des programmes PAIR-Départemental et PAIR-Institutionnel de l'Université du Québec à Chicoutimi. Dominique Masson (M.A., sciences politiques, Université Laval, 1987) est chercheure autonome. Marielle Tremblay (Ph.D., sciences politiques, Université du Québec à Montréal, 1985) et Pierre-André Tremblay (Ph.D., anthropologie, Université Laval, 1987) sont professeure et professeur au Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi.
- 2 Pour plus de détails sur les orientations de ces travaux, on pourra consulter McFarland (1988).
- 3 «Économie» est entendue ici non pas dans son sens restreint mais comme la production sociale dans sa totalité.
- 4 On trouvera un développement de cette question dans Maheu (1983).

#### RÉFÉRENCES

- ALBERONI, F. (1979). *Movement and Institution*, Cambridge, Mass.: Harvard U. Press.
- BIHR, A. (1982). «La part maudite du capitalisme», *Espaces et Sociétés*, 40: 15-30.
- BOSERUP, E. (1970). *Woman's role in economic development*, London: Allen & Unwin.
- BOWLBY, S.R., J. FOORD, L. MCDOWELL (1986). «The place of gender in locality studies», *Area*, 18, 4: 327-331.
- CONNELLY, P.M. et M. MCDONALD (1983). «Women's work: domestic and wage labour in a Nova Scotia community», *Studies in Political Economy*, 10: 45-72.
- DAVIS, N. (1981). «Women's work and worth in an Acadian maritime village», dans N. Black, A.B. Cottrell (eds) *Women and world change — Equity issues in development*, Beverly Hills: Sage, pp. 97-118.
- HUDSON, R. (1980). «Regional development policies and female employment», *Area*, 12, 3: 229-234.
- Institut Canadien de Recherche sur le Développement Régional (1985). *Bibliographie sur le développement régional*, Moncton: ICRDR.
- LEWIS, J. (1984). «The role of female employment in the industrial restructuring and regional development in the United Kingdom», *Antipode*, 6, 3: 47-59.

LEWIS, J. et J. FOORD (1984). «New towns and new gender relations in old industrial regions: women's employment in Peterlee and East Kilbride», *Built Environment*, 10, 1: 42-52.

MCKENZIE, S. (1987). «Neglected spaces in peripheral places: homeworkers and the creation of a new economic centre», *Cahiers de Géographie du Québec*, 83: 247-260.

MCFARLAND, J. (1988). «Review essay — The construction of women and development theory», *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 25, 2: 299-308.

MCLAIN, J. (1982). «Economic realities and women: the structural implications of relating community planning to women's current economic position», dans B. Wellman (ed) *Actes du Congrès Canadien des Urbanistes 1982*. Ottawa: Institut Canadien des Urbanistes, pp. 318-324.

MAHEU, L. (1983). «Les mouvements de base contre l'appropriation étatique du tissu social», *Sociologie et Société*, 15, 3: 77-93.

PAHL, R. (1985). «The restructuring of capital, the local political economy and household work strategy», dans J. Urry, D. Gregory (eds) *Social relations and spatial structures*, London: Macmillan, pp. 242-264.

URRY, J. (1985). «Deindustrialization, households and politics», dans L. Murgatroyd et al., *Localities, class and gender*, London: Pion, pp. 13-29.

WINCKLER, V. (1986). «Women and local economic development», *Town Planning Review*, 57: 303-318.

WISMER, S. (1988). *Creating sustainable communities in Canada: the role and importance of the women's movement*. Paper presented to Women's experience of community, Canadian Urban and Housing Studies Conference, Winnipeg, Feb. 18-20, 1988.

## **MOUVEMENT DE FEMMES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL: VOLONTÉS ET CONTRAINTES**

**Caroline ANDREW  
Département de sciences politiques  
Université d'Ottawa**

Le but de cette communication est de cerner le potentiel des mouvements de femmes en tant qu'acteurs significatives sur la scène locale. En étudiant les rapports qui existent entre mouvements de femmes et développement local, nous voulons saisir les facteurs qui ouvrent la voie à une implication importante des femmes dans les questions de développement local et les facteurs qui contraignent ou limitent cette implication. Bien que l'analyse se veuille plus une réflexion théorique qu'une étude empirique, il est important de préciser les terrains d'observation qui m'ont le plus influencée.

L'étude la plus récente que j'ai menée a été faite auprès des groupes de femmes de l'Outaouais québécois et touchait particulièrement leurs réseaux de contacts. De plus, j'observe l'exemple d'Ottawa depuis une quinzaine d'années, surtout celui des groupes actifs dans les questions des services sociaux, et j'ai fait certaines recherches historiques sur le rôle des femmes au niveau local à Ottawa (Andrew, 1987). Tout en apportant une réflexion théorique sur le sujet du rôle des mouvements des femmes dans le développement local, il est clair que les exemples qui informent ma théorisation sont ceux de Hull et Ottawa. En outre, le choix de ces terrains d'observation indique qu'un des éléments centraux de ma réflexion est la comparaison entre le système québécois et le système ontarien.

### **QUELQUES DÉFINITIONS**

Avant de commencer l'analyse comme telle, il est important de définir les termes «mouvements des femmes» et «développement local». Ma façon d'utiliser ces deux termes ne sera certainement pas la même que celle de tout le monde et tout l'argument, il est clair, dépend de la définition donnée. Je vais d'abord utiliser une



définition très large des mouvements des femmes. J'entends par là des regroupements composés très largement de femmes, qui travaillent sur les enjeux qui intéressent les femmes ou qui définissent leurs enjeux au moins partiellement, en fonction de leur pertinence pour des femmes. De plus, ils travaillent à partir d'une vision des femmes comme groupe opprimé dans notre société; ils visent donc une amélioration de la position des femmes. C'est là une définition qui insiste sur l'aspect collectif de l'action, sur l'identification d'un intérêt spécifique des femmes et sur une pratique orientée vers les actions visant l'amélioration de la situation collective des femmes. Cette définition inclut donc des groupes majoritairement composés de femmes, aussi bien que des groupes exclusivement composés de femmes, pourvu que l'objectif du groupe soit lié aux intérêts des femmes.

Sans élaborer longuement sur les explications de cette définition, elle me semble conforme à l'idée de donner la priorité à une notion d'action collective qui vise la transformation des rapports de sexe, c'est-à-dire une définition plus conforme à une préoccupation pour la construction sociale des rapports de sexes. La notion de pouvoir dans les groupes est importante — les groupes où le pouvoir est clairement contrôlé par les hommes ne peuvent pas faire partie de ma définition des mouvements de femmes — mais il faut considérer en même temps la définition de l'objectif et la structuration interne du groupe.

Un autre aspect de cette définition qu'il faut souligner est la marge très floue et très ambiguë qui existe entre les mouvements de femmes et les organismes ou agences de l'État. Bien des groupes de femmes se sont formés dans le but de formuler une revendication dans un domaine des politiques publiques ou, parfois, de structurer une action dans ces domaines pour ensuite se faire financer par l'État afin de continuer leur action. Ces groupes font partie du mouvement des femmes et de la société civile et, en même temps, ils peuvent presque être considérés comme partie de l'État. Ceci a été très clair dans les entrevues que nous avons faites avec les groupes de femmes de l'Outaouais québécois. Les groupes impliqués dans les cliniques de santé, les maisons de transition pour femmes battues, les programmes de

retour au travail et les centres d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles reçoivent un financement relativement stable de l'État parce que celui-ci reconnaît les activités de ces groupes comme une partie légitime de son champ d'action. L'État veut — ou plus adéquatement, peut-être, a finalement réagi aux pressions faites sur lui sans le vouloir — inclure ces activités dans le champ de l'intervention publique. Mais tout en étant liés à l'État — il existe des études détaillées qui illustrent le fonctionnement de ces processus de récupération (Léger, 1986; Ng, 1988) — ces groupes sont également liés au mouvement des femmes et sont nettement plus attachés à la société civile que d'autres organismes décentralisés de l'État. Il faut donc tenir compte de cette institutionnalisation ambiguë quand on analyse les rapports entre groupes de femmes et développement local.

L'importance de ce phénomène est illustrée dans la recherche faite, en 1985, par le Conseil du Statut de la Femme du Québec auprès des groupes de femmes (Ouellette, 1985). Des 178 groupes locaux et régionaux interviewés, le plus grand nombre se retrouvait dans la catégorie des services — à peu près de 45% des groupes, comparé à 15% pour la deuxième catégorie en importance, les groupes d'entraide. Tous ces groupes de services ne sont pas nécessairement étroitement liés à l'État mais, comme catégorie, les liens sont étroits.

D'ailleurs, le rapport qui résume la recherche du Conseil souligne cette interrelation.

Les groupes qui investissent plus particulièrement le secteur des services... témoignent aussi de l'impact des politiques gouvernementales sur l'évolution du mouvement des femmes. En effet, sans les programmes de création d'emplois communautaires qui se sont multipliés dans les années 1980, les femmes auraient-elles pris leur place dans le secteur des services? Si elles avaient pressenti à quel point les gouvernements s'appuieraient sur les organismes bénévoles pour alléger leurs responsabilités à l'égard des services sociaux, de santé et d'éducation, les femmes se seraient-elles engagées autant dans la mise sur pied des ressources communautaires? (1985: 41)

La définition du développement local peut être aussi problématique que celle des mouvements de femmes; d'ailleurs l'ensemble du colloque est une réflexion sur ce phénomène. Ici, mes interrogations portent plus sur la définition de «local» que sur celle de «développement». Ce terrain local sur lequel nous allons observer les efforts de développement, comment peut-on le définir? Et, un aspect particulièrement important pour moi, quel rôle joue le gouvernement municipal dans cette définition du local? Dans le contexte canadien, Warren Magnusson (1985) a insisté sur l'importance d'avoir une définition large du palier local: il y a le gouvernement municipal, mais également des institutions locales des paliers supérieurs de l'État qui opèrent sur la scène locale, avec des territoires locaux et prennent des décisions qui font partie de la traduction des intérêts locaux en décisions politiques. Il est donc clair qu'il y a une variété dans les institutions locales et des formes de structures locales qui, ensemble, peuvent composer la société politique locale.

Mais en même temps qu'on reconnaît cette variété, il ne faut pas perdre de vue une certaine spécificité du gouvernement municipal. Probablement par déformation professionnelle — je suis politologue spécialisée en politique municipale — mais également par conviction théorique, j'estime que le rôle du gouvernement municipal est central dans la définition du local car il est la structure dont le terrain d'intervention est le plus large et aussi, et peut-être surtout, cette structure jouit d'un mécanisme électoral qui accorde une certaine légitimité à l'articulation des intérêts locaux. Sans vouloir exagérer l'importance du mécanisme électoral au niveau local, on peut dire qu'il confère à la municipalité la possibilité de se donner des priorités et d'agir en fonction de ces priorités. Les autres institutions du niveau local ont habituellement un domaine d'intervention défini par un palier supérieur de l'État. Leur capacité de réaliser une traduction des demandes locales en actions est donc limitée à leur secteur d'activité. L'organisme ayant au moins le potentiel de choisir son domaine d'intervention est le gouvernement municipal. Il faut ajouter que ce potentiel est limité, d'une part, par les contraintes imposées par les gouvernements supérieurs et, d'autre part, par les contraintes internes au gouvernement municipal, sa position

fiscale, sa structure diffuse et sa timidité ou son conservatisme politique. Mais tous ces facteurs qui limitent l'étendue de l'initiative municipale — pour ne pas parler de l'autonomie — ne doivent pas faire perdre de vue la spécificité du potentiel du gouvernement municipal comme mécanisme de traduction d'une volonté locale.

### **LES MOUVEMENTS DE FEMMES ET LE LOCAL**

Je vais donc tenter d'explorer les voies d'accès des mouvements de femmes sur la scène locale en centrant mon analyse sur le gouvernement municipal mais sans exclure les autres institutions oeuvrant sur le plan local. Je le ferai par rapport à deux visions du local ou de l'action décentralisée: une vision issue du principe de représentation et une deuxième issue du principe de délibération (Andrew, 1988). Ces termes sont inspirés par des analyses de Rosanvallon (1988) sur le syndicalisme et de Thériault (1987) sur la nouvelle culture politique. La volonté de décentralisation ou d'une action ou d'un développement local découle de deux principes: un individualisme démocratique ou une quête d'identité sociale. Selon la première vision, l'action locale peut permettre la construction des procédures politiques par lesquelles on peut apprendre à vivre ensemble. Ces procédures permettent aux décisions collectives d'être acceptées comme légitimes par l'ensemble des personnes vivant dans le territoire concerné. Ces mécanismes ou procédures établissent une légitimité pour des personnes qui vont parler au nom des autres personnes. La vie collective est possible, malgré les différences, à cause des procédures qui établissent les règles pour la délibération, règles qui sont acceptées comme donnant une chance juste et équitable à chaque personne.

La deuxième vision correspond à l'idée que la scène locale offre des possibilités d'action car c'est là où la distance entre les communautés naturelles et les structures politiques est suffisamment réduite pour permettre une traduction véritable des solidarités au plan politique. Les intérêts locaux sont traduits presque naturellement parce que les structures politiques opèrent selon un principe de représentation. Ce n'est pas moins une question de débattre de la priorisation des demandes contradictoires

conflictuelles qu'une question de transformer les demandes communautaires en programmes et en actions étatiques.

Ce n'est pas mon propos ici de regarder les ambiguïtés ou les contradictions de ces deux visions, ni même de voir laquelle des deux correspond le mieux à la réalité locale. Je désire plutôt utiliser les deux visions comme façon d'articuler l'analyse des rapports entre mouvements de femmes et développement local. Si nous regardons d'abord le principe de représentation des intérêts des mouvements de femmes, comment peut-on évaluer la scène locale? Tout d'abord, il est clair que le gouvernement municipal, tel qu'il existe maintenant au Québec, représente très peu les intérêts collectifs des groupes de femmes. Sur la scène locale, cette représentation se fait beaucoup plus par les organismes décentralisés du gouvernement québécois, notamment à travers les appareils déconcentrés du réseau des affaires sociales et de la santé. Ceci s'est vérifié dans les interviews que nous avons menées avec les groupes de femmes dans l'Outaouais québécois — très peu ont eu des contacts importants avec le gouvernement municipal et ceci se compare avec les liens très fréquents qu'ont la plupart des groupes avec des organismes décentralisés du gouvernement québécois. D'ailleurs, la plupart des contacts avec le gouvernement municipal concernait les demandes de location des espaces physiques pour les activités spécifiques et donc n'impliquait pas un contact soutenu.

Il y a donc très peu de traduction des intérêts et des solidarités des femmes au niveau des gouvernements municipaux et la traduction qui se fait sur le plan local plus généralement à tendance à être relativement segmentée dans les agences à vocation spécialisée. Pourquoi cette situation?

On peut d'abord suggérer que le gouvernement municipal est peut-être plus perméable aux intérêts territorialement définis alors que les femmes ne sont pas aussi concentrées géographiquement que les groupes ethniques ou les voisinages (par définition même du voisinage, bien sûr, mais avec des conséquences politiques). En même temps, cet écart entre mouvements de femmes et gouvernement municipal est particulièrement vrai pour la période actuelle

et des comparaisons, dans l'espace et dans le temps, peuvent nous rappeler que cette situation n'est ni inévitable ni immuable. Si nous regardons d'autres sociétés, en effet, nous pouvons voir des exemples de gouvernements municipaux qui ont répondu à des groupes de femmes et qui ont traduit les besoins en programmes et en activités. L'exemple de certaines initiatives en Grande-Bretagne, avant que le gouvernement central soit intervenu, se révèlent intéressantes (Gross, 1984). Même l'exemple ontarien est différent à cause du fait que le gouvernement municipal a gardé une certaine responsabilité très limitée, il est vrai, mais réelle dans le domaine des services sociaux et de la santé. Pour cette raison, les activités par rapport à la question de la violence faite aux femmes, par exemple, vont amener les groupes à être en contact avec le gouvernement municipal aussi bien que le gouvernement provincial ontarien.

Des comparaisons dans le temps sont aussi révélatrices des potentialités de l'action municipale. En analysant l'évolution de l'activité de la ville de Toronto dans le domaine de la récréation, j'ai été frappée par l'importance attachée à ces activités dans les années trente comme moyen d'empêcher la délinquance. Dans l'optique du féminisme maternel de l'époque qui insistait sur le rôle central des femmes dans l'éducation de la génération montante, cette question de la récréation comme prévention était perçue comme un enjeu pour les femmes. De plus, les groupes qui sont intervenus — surtout des groupes dans le domaine du bien-être — étaient souvent des groupes dominés par des femmes. La définition des champs d'intervention municipale varie donc et cette variation peut s'expliquer comme le résultat des rapports politiques, au palier local aussi bien qu'au palier central.

L'importance de la dimension politique est révélée par le rôle du personnel politique dans la traduction des intérêts en activité. Même dans le cas de Hull, actuellement, certains des liens les plus intéressants entre groupes de femmes et le conseil municipal se font à travers des conseillères municipales, des femmes qui sont liées à des groupes de femmes et également présentes au conseil. Ces personnes peuvent agir comme des canaux privilégiés, amenant les demandes des groupes au conseil et leur assurant au moins un certain accueil.

Il y a donc des interrelations complexes entre domaines d'intervention, personnel politique et mécanismes de mobilisation politique. Les groupes vont faire leurs pressions et articuler leurs demandes là où l'accueil semble le plus favorable. Ceci dépend en partie des domaines d'activité ou de responsabilité mais dépend aussi de la perception des avantages politiques et de la capacité à agir en fonction de ces perceptions. C'est ici que les domaines d'intervention peuvent être clairement vus comme les résultats des rapports politiques, la juridiction formelle pour un domaine d'activité n'a jamais été un argument absolu. Les forces politiques qui contrôlent un palier de l'État vont agir, pour avancer leurs intérêts politiques, en tenant compte du contexte légal existant, bien sûr.

À l'heure actuelle, comme nous l'avons dit, le palier municipal ne représente pas beaucoup les intérêts collectifs des femmes. Cette situation agit comme un facteur qui bloque sa propre évolution. Les mouvements de femmes ne se voient pas dans ce palier et vont donc présenter leurs demandes à d'autres instances, notamment à l'État québécois. Le fait que le pouvoir politique semble si souvent contrôlé sur le plan municipal par les intérêts d'une petite-bourgeoisie commerciale et immobilière, secteur où les femmes sont peu présentes, ajoute à cet éloignement.

Si, au plan de la représentation, les rapports entre mouvements de femmes et développement local semblent plus au niveau d'un potentiel qu'au niveau d'une réalité, qu'est-ce qu'on peut dire au plan de la délibération? Comment une vision de la scène locale en termes de mécanismes et de procédures de délibération et de prise de décision collective peut-elle nous permettre de voir les rapports existant entre groupes de femmes et structures politiques locales? Une première réaction confirme et accentue la perception des difficultés des groupes de femmes d'avoir un accès favorable à ce niveau. D'ailleurs, toute la littérature sur la voix différente de femmes — du livre de Gilligan, *In a Different Voice* (1982) à *Women's Way of Knowing* (Belendy, Clinchy, Goldberger, Tarule, 1986), avec leur analyse du silence des femmes — illustre cette question. Si les femmes ont été perçues comme des voix plus ou moins légitimes sur la scène publique, une vision de

cette scène qui accorde de l'importance au statut de chaque personne dans le processus de prise de décision, va forcément poser des problèmes pour les groupes de femmes. Le livre récent de Sineau (1988) sur *Les femmes en politique* illustre ce même phénomène de façon différente. Quand elle a posé des questions aux femmes politiciennes sur leurs perceptions des hommes en politique, le trait le plus répandu touchait au lien entre discours politique et masculinité. Tout en étant critiques du discours masculin, ces réponses soulignaient le fait que les hommes politiques utilisent et manipulent plus la parole que les femmes, même les femmes déjà en politique.

Mais, dans un autre sens, la vision de la scène locale comme lieu de délibération peut nous permettre de cerner une ouverture présente entre mouvements de femmes et action locale, particulièrement dans le contexte actuel d'accent sur le développement local. Les enjeux de développement local, d'un développement pensé pour et par le niveau local dans le contexte de la restructuration économique mondiale, me semblent être très liés à une reformulation du développement en fonction d'une importance égale des sphères de reproduction et de production, ou d'une réintégration des deux sphères, ou d'une reconceptualisation des rapports entre les deux. Et cette reformulation correspond bien à la réalité des groupes de femmes car elle correspond bien à la réalité de la vie des femmes. Cette perception de l'interrelation étroite entre sphères de la vie est une des leçons du féminisme et sa conceptualisation, une des contributions de la recherche féministe (Rose, 1988). Dans la mesure où le développement local doit articuler une vision différente de la conception du développement économique actuel, et dans la mesure où la scène locale est un lieu de délibération où différentes visions s'affrontent, les groupes de femmes ont l'avantage de pouvoir articuler cette vision d'un développement qui tient compte de la sphère de la reproduction tout autant que de la production. Comme McKenzie et Menzies (1988) l'ont démontré, le contexte actuel du développement implique souvent une obligation de repenser les liens entre secteurs, de réintégrer la «vie» et le «travail». Cette tâche n'est pas chose facile pour les entrepreneurs ni pour les syndiqués, mais elle est beaucoup plus facile pour des groupes qui ont toujours intégré ces interrelations et qui ont parlé au nom de ces



interrelations. Est-ce que ceci est suffisant pour être optimiste sur l'influence des mouvements de femmes sur le développement local? De la discussion naîtra peut-être une réponse...

#### RÉFÉRENCES

ANDREW, C., «Is it Local?» «Is it Self-government», communication au congrès de l'Association Internationale de Science Politique, Washington, 1988.

ANDREW, C., «Bénévolet et Lobby féminin à Ottawa» dans Yolande Cohen (éd.), *Femmes et contre-pouvoir*, Montréal, Boréal, 1987.

BELENKY, M., CLINCHY, B.M., GOLDBERGER, N.R. et J.M. TARULE, *Women's Way of Knowing*, New York, Basic Books, 1986.

GILLIGAN, C., *In a Different Voice*, Cambridge, Harvard University Press, 1982.

GOSS, S., «Women's Initiative in Local Government», dans Martin Boddy et Clin Gudge (éds.), *Local Socialism?*, London, Macmillan, 1984.

LÉGER, M., *Les garderies: le fragile équilibre du pouvoir*, Montréal, RGMM Les Éditions de l'Arche, 1986.

MCKENZIE, S. et H. MENZIES, «Transforming Communities, Transforming Economies: Issues and Strategies in the Politics of Restructuring», Communication à la conférence des études urbaines, Winnipeg, 1988.

MAGNUSSON, W. «Urban Politics and the Local State», *Studies in Political Economy*, 16, 1985.

NG, R., *The Politics of Community Services*, Toronto, Garamond Press, 1988.

OUELLETTE, F.-R., *Les Groupes de Femmes du Québec en 1985*, Québec, Conseil du Statut de la femme, 1988.

ROSANVALLON, P., *La question syndicale*, Paris, Calmann-Lévy, 1988.

ROSE, D. et P. VILLENEUVE, avec F. COLGAN, «Women Workers and the Inner City: Some Implications of Labour Force Restructuring in Montreal 1971-81», dans Caroline Andrew et Beth Moore Milroy (eds), *Life Spaces: Gender, Household, Employment*, Vancouver, UBC Press, 1988.

SINEAU, M., *Des femmes en politique*, Paris, Economica, 1988.

THÉRIAULT, J. Y., «Mouvements sociaux et nouvelle culture politique», *Politique*, 12, 1987.

## **LES MAISONS DE JEUNES: PRISE EN CHARGE DE LA JEUNESSE?**

**Dominique POITRAS**  
**Maîtrise en études régionales**  
**Université du Québec à Chicoutimi**

Le présent article s'inscrit à l'intérieur d'un projet de recherche portant sur les maisons de jeunes, comprises comme collectivités locales prenant en charge un secteur d'activité que l'État s'était approprié avant que ne survienne la crise. Face à cette situation, l'État transfère certaines responsabilités aux régions, aux groupes sociaux et aux mouvements associatifs.

Les maisons de jeunes répondent au besoin d'expression au niveau de petits groupes. Les jeunes y obtiennent des informations sur des problèmes qui les préoccupent et qui les touchent directement. Nous retrouvons des maisons de jeunes à la grandeur du Québec. Au Saguenay—Lac-Saint-Jean, elles sont au nombre de vingt-et-un. C'est au niveau de cette région que le phénomène sera étudié. Par le biais d'un questionnaire, un bref survol du phénomène dans cette région permettra de jeter des balises pour poursuivre davantage l'examen du phénomène.

### **ÉTAT DE CRISE**

L'État, que l'on avait tendance à réifier, doit à partir de la crise économique des années quatre-vingts se doter d'un nouveau mécanisme de régulation. La notion de développement se transforme: la toute-puissance du marché est maintenant remise en cause et il en va de même du rôle protecteur de l'État. Mais qu'est-ce qui est en crise? L'État-providence ou l'État Keynésien? Friedman affirme qu'il s'agit d'une crise de l'État Keynésien. Ses théories préconisent un retour à une utopique économie de marché, les difficultés économiques que nous connaissons étant imputables aux mesures keynésiennes. Pour pallier à ces difficultés, les domaines orientés vers la reproduction de la force de travail doivent être rendus à l'entreprise privée (Duchastel, 1982: 168). D'autres auteurs affirment que la crise est celle de l'État-providence. Mais peu importe

qui est en situation de malaise, on s'accorde pour une solution commune: d'un côté comme de l'autre, on croit que c'est la population qui peut solutionner les problèmes sociaux et assurer le développement local.

En pratique, les États optent pour la décentralisation au profit du secteur privé. Le nouveau mode de régulation de l'accumulation du capital est celui de la dualisation économique (Klein, 1982: 14). D'un côté, le capital monopoliste est chargé du secteur performant tandis que la société locale se charge du secteur jugé non-performant, le repli de l'État étant particulièrement visible dans le cas des problèmes sociaux (secteur jugé non-performant). Ainsi, ce sont les régions, les groupes sociaux et les mouvements associatifs qui doivent prendre la relève de l'action de l'État. Il s'ensuit une territorialisation des enjeux politiques, d'où création d'un sentiment d'autonomie et d'appartenance. Dans ce nouveau schéma, le rôle des municipalités devrait croître en importance.

### JEUNES ET CRISE

Cela est indéniable, nous sommes en période de crise structurelle, d'incertitude économique chronique, de privations. Le groupe des jeunes (les 12-30 ans) est le groupe social le plus vulnérable aux effets de la stagnation et du déclin économique. Les jeunes ne sont pas les seules victimes. La société incapable de régler ses problèmes économiques, clopinant d'une dévaluation à l'autre, se dévalue aux yeux de ses membres, en particulier les plus jeunes: ainsi se renforce la crise des idéologies, la crise des valeurs, la crise de confiance dans la société des adultes. Tous les âges se sentent menacés:

- ◊ les jeunes, de ne pas trouver d'emploi, de ne pas être considérés;
- ◊ les vieux, d'être expulsés de leur emploi alors qu'ils se sentent encore jeunes, d'être déconsidérés;
- ◊ les adultes actifs de devoir supporter l'énorme charge des inactifs (jeunes et vieux) (Bolle De Bai, 1987: 54).

On sait que le chômage des jeunes est un phénomène de plus en plus répandu. Il peut en résulter un sentiment d'être marginalisés et persécutés en permanence. Autrefois période d'expérimenta-

tion, de développement et de préparation, la jeunesse devient un piège, sans possibilité apparente d'accéder au statut d'adulte (Fournier 1985: 19). Melucci précise que:

Les déséquilibres entre l'école et le marché du travail ajoutent bien vite à cette attente une note de précarité contraignante: le renvoi, le retard et l'entrée dans des rôles d'adultes n'est pas seulement liberté mais marginalité, imposée et vécue, chômage, impossibilité d'une autonomie économique réelle. La condition des jeunes, homogène par plusieurs aspects, mais aussi différenciée par les appartenances sociales et territoriales, semble ainsi marquée dans les sociétés complexes par cette précarité durable, par un manque de limite qui finit par être une ouverture sur le vide, par une suspension du temps que l'on sait fictive et contrôlée (1983: 18).

Dans un climat d'incertitude, le jeune peut adopter six conduites (Lazure, 1986: 46), soit: 1) l'intégration à la société adulte: les jeunes se préparent «sérieusement» à leurs futurs rôles d'adultes et s'insèrent progressivement dans la «grande» société; 2) la lutte sociale: elle se construit autour de formes de combats et d'engagements sociaux que mènent les jeunes contre la société adulte. Ils adoptent une optique de combats et luttes concrètes directement et immédiatement sociales; 3) la marginalisation «atomisante»: elle se caractérise par un refus conscient et explicite de certaines des valeurs de base de la société adulte, de certains de ses objectifs, structures et normes, par un engagement direct dans le combat social et la transformation de la société, par une modification de la personne elle-même et de son style de vie immédiat, par un désengagement des circuits «normaux» de la société. Les jeunes cherchent alors à «s'autonomiser» personnellement dans des pratiques marginales ou alternatives; 4) la délinquance; 5) la recherche du plaisir: le jeune va à la quête immédiate de la jouissance matérielle, de sensations fortes, sans trop se préoccuper du lendemain et de ses rôles sociaux d'adulte; 6) la victimisation sociale: il s'agit d'un état quasi-chronique de faiblesse et de désarticulation personnelle et sociale qu'affichent ceux qui le partagent. Les jeunes y sont victimes de conditions de vie et ne parviennent pas à les surmonter. Ainsi, les préoccupations des jeunes se tournent vers la vie quotidienne et sur la lutte pour s'en sortir, caractéristique

d'une époque difficile. L'action fait maintenant place à la réflexion. La notion d'engagement est moins contraignante et se centre sur le besoin de plus en plus valorisé, de liberté individuelle (Fournier, 1985: 25). De plus, leurs préoccupations se portent davantage vers les problèmes d'ordre humanitaires (1985: 55).

Dès lors, la jeunesse des années quatre-vingts en vient à ne plus avoir la même définition ou reconnaissance de soi qu'elle avait dans les années soixante. Cela ne veut pas dire qu'elle ne pourrait retrouver sa capacité de mobilisation, mais l'approfondissement de la crise semble plutôt accentuer sa démobilisation (Duchastel, 1982: 167).

Fisher, quant à lui, profère des propos plus acerbes lorsqu'il parle des jeunes. Ainsi affirme-t-il que la jeunesse exprime toutes les caractéristiques de la classe moyenne «recentrée» (valeurs d'utilitarisme, esprit de mesure, volonté de s'installer doucement et pour longtemps dans l'ordre et la discipline, mentalité d'assisté) (263). De plus, la jeunesse aurait un goût du passé, une peur de l'avenir et un désir de redécouvrir les modes de vie traditionnels (id: 264), un désintérêt, ou tout au moins aucun goût pour l'engagement politique de type parlementaire. Elle rejette toute idée de militantisme (id: 265). Il va plus loin en prétendant que les jeunes du Québec semblent résignés à subir un sort auquel ils ne peuvent rien changer et se retournent vers des objectifs plus modestes (id: 265). André Thibault se garde quand à lui d'avancer de pareils propos. En parlant de sa génération, il précise que:

Vu que nous, enfin, nous avons compris, nous amènerions sur terre un ciel qui serait en même temps tous les cieux: l'élévation de la conscience, la liberté sexuelle, l'égalité des races et des sexes, la créativité pour tous, l'agonie du capitalisme et de l'impérialisme, la montée des petites communautés, la pleine authenticité des sentiments... tout cela se réaliserait simultanément, harmonieusement et prochainement.

Les jeunes actuels n'ont pas cette crédulité. Il est facile de conclure qu'ils n'ont aucun espoir et aucun projet. C'est prendre notre jeunesse à nous comme étalon de mesure universelle. Et à ce jeu, nous allons être aussi fermés,

déconnectés et injustes vis-à-vis eux que nos aînés ont pu l'être vis-à-vis nous (Thibault, 1983: 42).

Les jeunes préfèrent se tourner vers un individualisme à plusieurs niveaux, micro-communautaire (Fisher: 267). L'atmosphère est au chacun pour soi et les stratégies collectives ne sont plus à la mode (Charron, 1985: 25). Melucci affirme que les jeunes peuvent devenir des acteurs de conflits parce qu'ils parlent la langue du possible. Ils s'enracinent dans l'inachevé qui les définit pour réclamer de la société entière qu'elle leur permette de produire leur identité plutôt que de la subir. Ils demandent de pouvoir décider par eux-mêmes, mais par là-même, c'est pour tous qu'ils revendiquent ce droit (1983: 18-19). Il ne s'agit pas d'une rupture par rapport au radicalisme militant des années soixante-dix, mais une décantation ambivalente de thèmes propres à la culture post-industrielle. Les jeunes parlent maintenant au nom du possible, un possible qui est déjà présent (Melucci, 1983: 19). Un silence ou un refus de la parole entourerait le monde des jeunes. Un silence qui démontre un besoin de «s'enraciner dans l'être plus que dans le faire». Le silence ou la pauvreté de la parole du monde des jeunes résulte de la «séparation forcée de l'expérience», la «scotomisation du sens». À ce propos, le néoconformisme observé chez les jeunes, (..)

cache un changement radical dans les habitudes à l'égard du pouvoir et dans la nature des conflits. Le pouvoir qui caractérise, sous quelque aspect, chaque relation sociale n'est plus nié, mais reconnu. À ce pouvoir, on oppose la responsabilité comme capacité autonome de réponse de la part d'un sujet actif. La possibilité d'occuper un espace d'autonomie dans les relations sociales, sans nier la disparité, devient une condition pour l'action, pour l'initiative, pour le changement (Melucci, 1983: 19-20).

Ce que veulent les jeunes, c'est le droit au provisoire, à la réversibilité des choix, à la pluralité et au polycentrisme des histoires individuelles et des orientations collectives.

## LES JEUNES ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX

L'occupation, à partir des années soixante du lieu géographique qu'est l'école fait en sorte de constituer le groupe des jeunes comme groupe social. Le système scolaire bien structuré permet une différenciation de l'univers familial. Là sont produits les signifiants assurant l'identité des jeunes. L'identité des jeunes se différencie dès lors du groupe des adultes. Le territoire scolaire a son espace physique, mais aussi ses intérêts, sa propre dynamique de travail, ses symboles, son organisation, son ambiance, et ses valeurs dont on ne peut plus faire apparaître les liens qu'il peut entretenir avec le terrain familial (Richard, 1982: 136).

L'environnement des adolescents des années quatre-vingts est maintenant réduit à cause de l'absence de relation que les jeunes peuvent entretenir avec leur environnement de tous les jours.

La génération des polyvalentes compense une aliénation quotidienne en se réfugiant au niveau des relations interpersonnelles et de son individualité. Ce qui fait en sorte que, par un phénomène de ressac évident, la génération des enfants de la Révolution tranquille n'expérimente pas, dans son contact avec le réseau de l'éducation, une forme d'identité collective, dans l'ensemble du processus éducationnel (Bélanger, 1985: 57).

Actuellement, dans le milieu des jeunes, on peut observer une prolifération des regroupements de petite taille dans un grand nombre de cas. Les associations d'un type nouveau se démarquent des associations précédentes sous plusieurs aspects. Toutes celles qui sont nées de problèmes ou de besoins ressentis ne semblent pas avoir de prétention à la représentativité, pas plus qu'elles ne réclament de participer aux structures en place. La tendance est plutôt à s'en retirer, à user de prudence devant une institutionnalisation possible. Prenons ici l'exemple des Maisons de jeunes (Gauthier, 1986: 359-360).

## LES MAISONS DE JEUNES

Le ministère des Affaires Sociales créait le 1<sup>er</sup> février 1975, le «Comité d'étude sur la réadaptation des enfants et adolescents

placés en centre d'accueil». Cette décision faisait suite à une série de crises majeures dans certains centres d'accueil pour enfants et adolescents, surtout des centres de détention. Le mandat du comité était alors de faire une étude approfondie de la situation de ces enfants et d'évaluer les méthodes utilisées pour leur rééducation et leur réinsertion dans la société. Le comité arriva à la conclusion que plus de 40% des jeunes qui étaient placés en centre d'accueil n'avaient pas besoin de cette mesure. Pire encore, dû à un manque de place en centre d'accueil, plusieurs jeunes faisaient des séjours prolongés en centre de détention, en prison (Batshaw, 1975: 16). Les jeunes n'étaient jamais consultés, on ne favorisait pas leur insertion dans le milieu. Enfin, les ressources communautaires préventives pour les jeunes vivant des difficultés d'adaptation étaient inexistantes. Le comité croyait en l'efficacité des ressources alternatives (travail de rue, éducation par les loisirs, groupe de croissance personnelle, etc.). Ainsi concluait-il que:

L'ensemble de ces mesures prises à partir des besoins de façon non-institutionnalisée, bien que possiblement éphémères, nous sont apparues les plus adéquates pour répondre aux besoins affectifs et sociaux des jeunes. Nous aimerions souligner l'importance de pouvoir assurer l'hébergement temporaire dans le milieu immédiat du jeune. Cet ensemble de mesures nous est apparu beaucoup adéquat que le Centre d'Accueil traditionnel où le jeune est carrément coupé de son milieu familial et social (Batshaw, 1975: 132).

Suite aux nombreuses recommandations formulées par le comité, le ministère des Affaires Sociales décidait de consacrer, pour une période de deux ans, une somme de 200,000\$ à six projets-pilotes pour la jeunesse. Parmi ces projets pilotes, on retrouvait les deux premières Maisons de jeunes du Québec (Saint-Jean-Baptiste et L'Ouvre-Boîte de Quartier, à Québec, en 1975). De 1979-1980, un programme de subventions plus étendu pour les organismes jeunesse est mis en place. À la grandeur du Québec, on ouvre des maisons de jeunes. On vise trois objectifs, soit: opérer un lieu de rencontre, augmenter le degré d'autonomie des jeunes et permettre d'atteindre le statut de vrai citoyen. Pour atteindre ces objectifs, on offre un service d'animation adéquat donnant l'aide nécessaire à la réalisation de diverses activités reliées à l'infor-



mation, à l'accueil, à l'accompagnement, à la prévention, à la formation et aux loisirs.

L'ancrage des maisons de jeunes dans le milieu local est profond. Parmi les objectifs communs à toutes les maisons de jeunes, on retrouve l'apprentissage de la vie communautaire et la réimplication des jeunes dans le vécu de leur communauté. Afin d'atteindre ces deux objectifs, les maisons doivent s'occuper de petits locaux et s'implanter dans de petites unités géographiques. C'est d'ailleurs vers la communauté que se tournent les maisons pour obtenir les ressources financières manquantes lorsqu'une maison reçoit une subvention gouvernementale (les subventions représentent 50% des besoins réels d'une maison) et inexistantes dans le cas contraire. Il peut alors s'agir d'une association, d'un club social, d'un conseil municipal. Dans la nouvelle politique de l'État, le rôle des municipalités prend de l'importance. Dans le cas des maisons de jeunes, le rôle des municipalités pendant la période qui précède la crise et celui joué suite à la crise sont entièrement différents. Avant la crise, les maisons entretenaient des relations plutôt tendues avec les municipalités. Depuis la crise, les municipalités incitent ou contribuent, dans certains cas, à la création d'une maison. Nous pouvons cependant nous interroger sur la pertinence d'y voir un lien de causalité. La méfiance peut aussi résulter du fait que le mouvement était récent et n'avait pas encore fait ses preuves. Mais quelle qu'en soit la cause, il n'en demeure pas moins que les municipalités et les maisons de jeunes sont appelées à devenir des partenaires.

#### **LES MAISONS DE JEUNES AU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

Le Regroupement des Maisons de Jeunes du Québec au Saguenay—Lac-Saint-Jean a été créé en octobre 1983 suite à une rencontre organisée le 4 décembre 1982 par la Fondation de l'enfance et de la jeunesse. Formé en association depuis le 5 mars 1985, le Regroupement s'est donné comme mandat de promouvoir l'implantation, le développement, l'autonomie, la représentation et la survie des maisons de jeunes. Le Regroupement se veut aussi un lieu d'échanges et de rencontres, fournissant ainsi l'information, la formation et favorisant l'éclosion de nouvelles activités pour l'ensemble des maisons de la région.

Au mois de mars 1988, le Regroupement répertoriait 21 maisons de jeunes sur le territoire du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Sur ce contingent (voir la carte 1) on remarque une triple concentration. C'est dans la sous-région du Lac-Saint-Jean que l'on retrouve le plus grand nombre de maisons de jeunes (15 sur 21). De plus, nous retrouvons davantage de maisons en milieu rural qu'en milieu urbain (14 sur 21, dont 11 au Lac-Saint-Jean). On remarque également une forte concentration sur les rives sud du Saguenay et du Lac-Saint-Jean. Ainsi au Saguenay, sur six maisons, nous en retrouvons cinq sur la rive sud.

Le Regroupement identifie quatre types de maisons. Ainsi dénombre-t-on:

1. les membres actifs (24%, maisons qui prirent l'initiative de fonder le Regroupement [notons que trois de celles-ci se retrouvent au Lac-Saint-Jean]);
2. les membres observateurs (au nombre de six, dont quatre situés au Lac-Saint-Jean);
3. les maisons dont le Regroupement n'est pas avisé de la situation (neuf maisons, toutes situées au Lac-Saint-Jean);
4. une maison fermée, au Saguenay.

À partir de ces constats, un questionnaire fut administré à ces maisons (sauf dans le cas où la maison était fermée) durant le mois de mai 1988. L'objectif de ce questionnaire était de dégager les caractéristiques générales du phénomène dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Les résultats obtenus revêtent un caractère fragmentaire. Le taux de réponses a été excellent (70%). Il est intéressant de noter que le Regroupement n'était pas avisé de la situation de la moitié des maisons n'ayant pas donné suite au questionnaire.

En première analyse, on constate que le nombre de maison fermées était plus important que prévu. Sur quinze maisons sur lesquelles nous disposons de renseignements, trois ont fermé leurs portes. Précisons que ces maisons se trouvent toutes en milieu rural, et que deux d'entre elles appartiennent au secteur Lac-Saint-Jean. Quant au Regroupement, il n'était pas avisé de la situation dans le cas des deux maisons fermées au Lac-Saint-Jean.

C'est en 1981 que furent érigées les premières maisons. Roberval ouvrait ses portes en juin 1981 suivit peu après de la maison de La Baie (octobre). Pendant les trois premières années (1981-83) les maisons s'érigent uniquement en milieu urbain, et dans une même proportion au Saguenay et au Lac-Saint-Jean (50%). Ce n'est qu'à partir de 1984 que s'ouvrirent des maisons de jeunes, dans des villages. Précisons qu'à ce moment, les maisons opéraient, en milieu urbain, avec problèmes, dès le début des années quatre-vingts, et fermaient leur porte pour un certain temps. Celles-ci ont réouvert officiellement à partir de 1987. L'année 1985 constitue une période charnière puisqu'à cette date, plus de la moitié des maisons de notre échantillon avaient ouvert leur porte. Deux ans plus tard (1987) nous assistons à l'ouverture du plus grand nombre de maisons (trois) pour une année (ce pourcentage représente 23% de l'échantillon). Enfin, à défaut de local disponible, une maison n'a pas encore ouvert officiellement ses portes.

L'ouverture d'une maison de jeunes est le résultat de l'action de un à trois acteurs. Dans 85% des cas on identifie un ou deux acteurs. Soulignons que dans la majorité des cas, deux acteurs sont identifiés. Qui sont ces acteurs? Nous en retrouvons cinq types: des jeunes, des adultes, un travailleur communautaire d'un C.L.S.C., un club social et la municipalité.

Depuis la naissance de la première maison de jeunes à aujourd'hui, les maisons de jeunes se sont plaintes du problème de financement. Le problème a acquis une plus grande acuité depuis que le Parti Libéral est revenu au pouvoir. Les subventions, considérées par les maisons comme étant insuffisantes, sont maintenant gelées. Les maisons bénéficiant de subventions gouvernementales affirment qu'il s'agit d'un montant insuffisant pour assurer un bon fonctionnement des maisons. De notre échantillon, les maisons recevant la subvention gouvernementale maximum (40,000\$) sont les plus anciennes, sont membres actifs et membres fondateurs du Regroupement des Maisons de Jeunes. Trois maisons bénéficient de subventions gouvernementales d'un montant moins important. De fait, si elles désirent opérer, les maisons doivent se tourner vers le milieu communautaire: il arrive que les municipalités offrent un local pour mettre sur pied une maison de jeunes, les écoles peuvent prêter certains équipements, des clubs

sociaux peuvent fournir un service. La Fondation de l'enfance et de la jeunesse a pour sa part décidé de mettre une partie de ses fonds et de son aide au service de l'émergence et de la survie des maisons de jeunes. À deux occasions, l'effort n'a pas rapporté l'effet escompté (au Lac-Saint-Jean) car ces deux maisons affirment ne pas avoir de budget d'opération. Si leur maison peut demeurer ouverte, c'est uniquement grâce à des programmes gouvernementaux (Jeunes Volontaires par exemple). En s'attardant à leur budget d'opération, on remarque que plus de la moitié des maisons opèrent avec des budgets inférieurs à 15,000\$ (sept maisons, dont six au Lac-Saint-Jean).

Les activités les plus fréquemment offertes sont: la danse (84.% des maisons), les jeux de société (62%), l'information (54%), visionnement de films (38%) et les sports (31%). Le fait que le volet informatif se retrouve au troisième rang tend à confirmer l'hypothèse selon lequel les adolescents ont davantage besoins d'être distraits qu'informés, lorsque l'on quitte les centres urbains.

Les maisons accueillent de quinze à quarante jeunes en moyenne par jour, la médiane étant située à vingt personnes. La majorité des maisons urbaines reçoit davantage de jeunes (trois maisons reçoivent entre trente et cinquante jeunes par jour) que les maisons de milieu rural. Pour accueillir ces jeunes, les maisons ouvrent pour des périodes allant de 10 à 40 heures semaines. Pour la majorité des maisons, cette période est de 20 à 25 heures par semaine. Seulement quatre maisons dont la moitié sont implantées en milieu rural, ouvrent plus de 25 heures. Ajoutons que la totalité des maisons du Saguenay ouvrent plus de vingt heures.

La forte concentration de maisons de jeunes au Lac-Saint-Jean et en milieu rural peut s'expliquer par le fait qu'au Lac-Saint-Jean et/ou en milieu rural, les jeunes, contrairement aux jeunes de milieux plus urbanisés, ne disposent pas d'un lieu de rencontre et que les loisirs sont rares ou inexistants. Le besoin d'ouvrir une maison de jeunes se fait d'autant sentir. Nous pouvons ici formuler l'hypothèse qu'au Lac-Saint-Jean et particulièrement en milieu rural, les principales activités des maisons s'orienteront vers le volet loisir plutôt que le volet information. Le fait que le

volet informatif se retrouvait au troisième rang des activités offertes par les maisons de jeunes tend à confirmer cette hypothèse.

De fait, le besoin financier devrait être plus important dans ces milieux. Il s'agit là d'un cercle vicieux. Sans argent, une maison ne peut opérer de façon adéquate. Et sans cette adéquation entre les services offerts et les besoins exprimés par la clientèle, le taux de fréquentation risque de chuter et les fonds aussi. À ce propos, nous savons que les maisons de milieu urbain reçoivent davantage de jeunes (trois maisons reçoivent entre trente et cinquante jeunes par jour) que les maisons de milieu rural. On peut expliquer cette tendance par un plus grand bassin de population, des fonds plus importants pour opérer et, par le fait même, une plus grande adéquation entre les besoins des jeunes et les services offerts. Comment alors justifier une demande de subvention gouvernementale? On peut se demander ce que peuvent vivre les maisons ne recevant pas de subvention si les maisons de jeunes bénéficiant des subventions gouvernementales se disent insatisfaites du montant reçu?

Ces quelques données nous mènent à diverses interrogations que l'on tentera de résoudre ultérieurement: quelle place doit-on donner à la dichotomie ruralité/urbanité dans l'explication du phénomène? Quelle place doit-on donner au facteur géographique (concentration au niveau du Lac-Saint-Jean) dans l'explication du phénomène? Quels sont les facteurs qui font en sorte qu'il y ait différenciation dans les services offerts? Quelles sont les stratégies de financement? Y a-t-il une stratégie d'autonomie? Quelle place occupent les jeunes à l'intérieur des maisons de jeunes? Sont-ils acteurs ou clients? Peut-on, dans le cas des maisons de jeunes, parler de désengagement de l'État? Quels sont les facteurs d'émergence des maisons de jeunes? Qui sont les promoteurs des maisons de jeunes? Sont-ils déterminants dans l'évolution des maisons et des services offerts?

## RÉFÉRENCES

- BATSHAW, M. G., *Rapport du comité d'étude sur la réadaptation des enfants et adolescents placés en centre d'accueil*, ministère des Affaires sociales, Gouvernement du Québec, 1976.
- BÉLANGER, L., «Pratiques politiques des jeunes dans une société en mutation», *Actes du colloque sur la jeunesse*, Université Laval, 1985.
- BOLLE DE BAL, M., «Crise de générations et classes d'âges: images, héritages, passages», dans *Jeunes et génération. Classement et traitements*, Les cahiers sur la Recherche sur le Travail social, 13/87, Université de Caen, 1987, pp. 35-70.
- CHARRON, C., «Ne vous laissez pas parler comme ça!», *Actes du colloque sur la jeunesse*, Université Laval, 1985.
- DUCHASTEL, J., «Il n'y a plus de jeunesse... mais encore un État», *Revue internationale d'action communautaire*, 8/48, Automne 82, pp. 165-175.
- FISHER, H., «Du côté des nouvelles générations», *Autogestions*, «Alternatives québécoises», sous la direction de Bruno Mattei, 20 et 21, Privat, Paris, pp. 263-270.
- FOURNIER, B., «Jeunesse et changement social: un mythe?», *Actes du colloque sur la jeunesse*, Université Laval, 1985.
- GAUTHIER, M., «Les associations de jeunes» in Fernand Dumond (éd.) *Une société des jeunes?* Québec, Institut Québécois de Recherche sur la Culture, 1986.
- KLEIN, J.-L., *Désengagement de l'État et organisations populaires en région périphérique: notes pour un projet de recherche*, nov. 1982, vol. 1, no 2.
- LAZURE, J., «Les modes de vie des jeunes», in Fernand Dumond (éd.) *Une société des jeunes?* Québec, Institut Québécois de Recherche sur la Culture, 1986, pp. 45-59.
- MELUCCI, A., «Mouvements sociaux, mouvements post-politiques», *Revue internationale d'action communautaire*, 10/50, automne 1983, pp. 13-30.
- RICHARD, R., «Les jeunes, un écart. Marginalité et parallélisme, une résistance?», dans *Les cultures parallèles, Question de culture*, 3, 1982, pp. 133-141.
- THIBAUT, A., «Séduits et abandonnés? Le sevrage d'une génération», *Possibles*, vol. 8, no 2.



## **SE PRENDRE EN MAIN DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE: CONDITIONS ET IMPACTS**

**Louis-Philippe BOUCHER**  
**Groupe de recherche et d'intervention régionales**  
**Université du Québec à Chicoutimi**

Les écoles secondaires polyvalentes font partie d'un réseau national d'enseignement public. De ce fait, elles ont des responsabilités qui lui sont imposées par le pouvoir politique et elles sont soumises à des normes communes de financement et de fonctionnement. Les objectifs que doit réaliser une école secondaire sont en bonne partie déterminés par le ministère de l'Éducation (suprasystème) qui a le mandat d'assurer à tous les jeunes une formation de base de niveau secondaire. Les ressources dont elle dispose lui sont attribuées en vertu de paramètres établis tels le nombre, les caractéristiques des élèves, le secteur et le type de clientèle. Les divers personnels ont des conventions collectives qui définissent leurs conditions de travail que la direction se doit en principe de respecter.

Il n'est certes pas facile pour un établissement scolaire de se prendre en main lorsque les règles du jeu sont décidées à l'extérieur. Toutefois, malgré le fait qu'une école doit opérer à l'intérieur de nombreuses contraintes (personnel limité, budget fixé d'avance, conditions de travail déterminées par d'autres, etc.), elle peut néanmoins disposer d'une certaine marge de manoeuvre. D'une part, elle peut se donner des objectifs (projet éducatif), d'autre part, qui lui sont propres. Elle a, à l'intérieur de certaines limites, la possibilité d'allouer des ressources à l'atteinte d'objectifs particuliers. Plus elle utilisera ses ressources de façon optimale plus son efficacité sera grande. Une direction, par exemple, qui parvient à motiver son personnel de soutien à augmenter sa productivité et ses enseignants à s'impliquer davantage au plan pédagogique et dans des activités parascolaires, peut assurer de meilleures conditions matérielles de vie et donner aux jeunes des possibilités de formation plus diversifiées et plus riches.



L'école polyvalente Jonquière est parvenue à se doter d'un système de gestion participative qui lui a non seulement permis de résoudre pour une bonne part ses problèmes, mais d'assurer jusqu'à un certain point son propre développement. Comment y est-elle parvenue? Après avoir rappelé brièvement l'origine et la vision sous-jacente à un tel système de gestion, nous en précisons les composantes, à savoir la structure, le mode de fonctionnement et de régulation, ainsi que le type de rapports qu'il entretient avec son environnement. Par la suite, nous présenterons les conditions ou les facteurs-clés qui ont permis à une dynamique nouvelle d'émerger et ainsi d'avoir un impact à la fois sur la vie de l'établissement scolaire et son environnement.

## **LE SYSTEME DE GESTION PARTICIPATIVE**

### **Origines et finalités**

Comme la plupart des grandes écoles polyvalentes, l'école Jonquière, fondée en 1971, fut vite confrontée à des problèmes multiples tels que l'absentéisme aux cours, le manque de discipline, le vandalisme, la contestation étudiante, etc., pour ne mentionner que les plus manifestes. Dans le but de faire face à ces problèmes, un comité mis sur pied en 1975-76, proposa deux ans plus tard la mise en place d'un système d'encadrement. Ce projet fut d'ailleurs subventionné pendant trois ans par la Direction Générale de la Planification (D.G.P.) du ministère de l'Éducation.

Pour réaliser ce projet d'encadrement, il devenait impérieux que tous les intervenants conjuguent leurs efforts. C'est pour répondre à ce besoin qu'une structure originale de gestion participative fut élaborée et mise en place dans l'école en 1981-82. Il était effectivement apparu aux responsables de l'école que, pour que le projet d'encadrement puisse se réaliser selon la philosophie et les modalités de fonctionnement, il était nécessaire de créer une sorte de «cité éducative», c'est-à-dire dans laquelle l'éducation soit l'affaire de tous (enseignants, parents, employés de soutien). D'autre part, de par le fait qu'ils oeuvraient dans une institution de formation qui prônait la liberté et la prise en charge (sorte de projet éducatif avant que le terme existait), il apparaissait aux

dirigeants, «contradictoire de conduire une école par voie de directives, d'ordre et de mémos» (Gagnon et Blackburn, 1982). C'est ce qui motiva l'équipe de direction de l'époque à mettre en place un système de gestion de type participatif. Au lieu de procéder par voie hiérarchique, c'est-à-dire acheminer les décisions prises par la direction vers le bas pour y être exécutées, la direction a choisi la participation de la base pour trouver des solutions aux divers problèmes rencontrés. Ce qui visait à favoriser une plus grande implication de tous les intervenants à chacun des niveaux de l'organisation.

### **Structure**

La structure du système de gestion participative se compose de trois niveaux hiérarchiques. Le premier comprend les tables de gestion, une par catégorie d'agents constituant la communauté scolaire, à savoir les chefs de groupe, les enseignants, le gouvernement étudiant, les professionnels non enseignants, les employés de soutien. Certaines tables regroupent tous les individus d'un même groupe d'agents (lorsqu'ils sont peu nombreux), d'autres sont formées de représentants (étudiants, parents et enseignants). Bien qu'il n'existe pas de mécanismes précis de consultation pour ces dernières, ils doivent en principe consulter les membres qu'ils représentent lorsque nécessaire (figure 1).

Le second niveau comprend la «supertable». Elle est composée de représentants des diverses tables de gestion, selon l'importance accordée à chacun des groupes d'agents (Gagnon et Blackburn, 1983). La représentation actuelle des divers groupes à la supertable est la suivante: six enseignants, quatre parents, deux élèves, un P.N.E., un employé de soutien et un membre de la direction. Pour des fins de représentation à la supertable, des tables de gestion ont dû être regroupées en «secteur d'intérêt». Un premier regroupement comprend les adultes, le comité social, les enseignants en disponibilité et la sécurité. Un second regroupement comprend les employés de soutien: cuisiniers, concierges, ouvriers, secrétaires, techniciens et magasiniers. Chacun de ces groupements élit un représentant. Certaines tables de gestion élisent un représentant chacune: chefs de groupe pour l'académique, chefs de groupe pour les ateliers, les professionnels non enseignants. D'autres en

élisent deux: l'encadrement, le gouvernement étudiant et les relations professionnels-enseignants. Enfin, le comité d'école délègue quatre représentants. Le rôle de la supertable est de coordonner tous les moyens de façon à faire converger tous les efforts dans l'atteinte du projet éducatif.

Le troisième niveau est constitué des membres de la direction, soit le directeur et ses quatre adjoints. Bien qu'en principe la direction soit seule responsable des décisions prises dans son école, en pratique, elle entérine les décisions prises à la supertable.

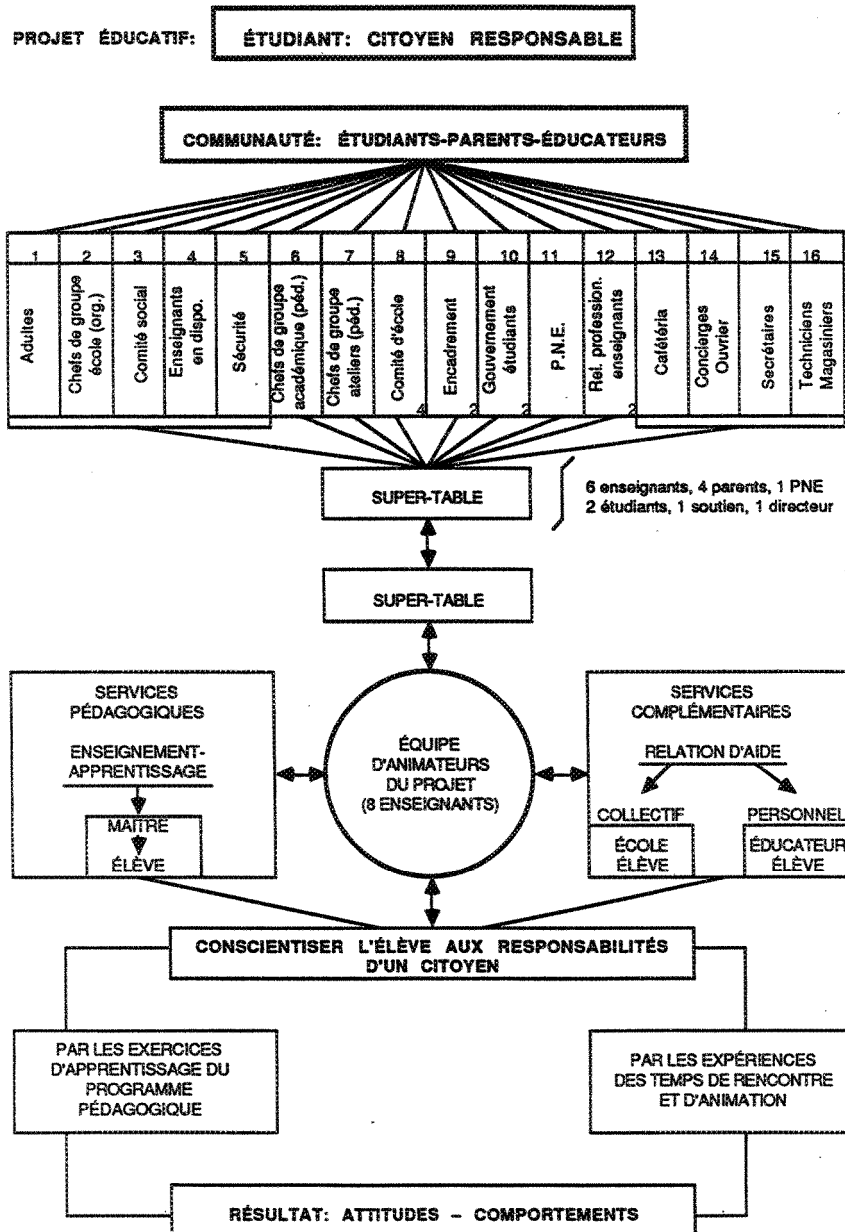
### **Fonctionnement**

**Modalités de représentation et de prise de décision.** Les représentants aux tables de gestion sont choisis selon un mode électif pour certains groupes (représentants étudiants) ou nommés par suite d'un concours ouvert à tous (ex.: chefs de groupe) ou en sont membres de facto lorsque le nombre d'individus est restreint (ex.: professionnels non enseignants). Chaque groupe qui a des délégués aux tables de gestion a l'obligation morale de consulter ses pairs sur toute question importante. De telles consultations peuvent, selon un responsable du projet éducatif de l'école, se faire à l'intérieur d'une semaine. Différents moyens peuvent être utilisés pour effectuer ces consultations, tels les «médias scolaires», les assemblées générales, le téléphone et même le sondage.

La fréquence des rencontres varie beaucoup d'une table à l'autre:

Le gouvernement étudiant se réunit à toutes les semaines, les chefs de groupe académiques et ateliers, les relations professionnels/ enseignants ont une réunion à toutes les deux semaines: les autres tables en ont une, en moyenne, à tous les mois, à l'exception des tables de soutien qui se voient à tous les deux mois. Ajoutons à cela que la supertable a une réunion mensuelle et que l'équipe de direction en a une hebdomadaire (...)

FIGURE 1 Structure du système école



Le directeur de l'école ou un directeur-adjoint fait nécessairement partie de chacune des tables et joue le rôle de personne-ressource, qui consiste à informer le groupe des limites de leur cadre de fonctionnement et leur fournir des informations pertinentes. Les décisions prises par chacune des tables doivent être orientées vers l'atteinte du grand objectif du projet éducatif, soit «Former un citoyen responsable».

### **Place des divers groupes d'agents dans le fonctionnement**

**La direction de l'école:** La direction de l'école apparaît comme le pivot du sous-système de gestion. C'est elle qui consulte, coordonne, planifie et applique les décisions finales. Elle connaît plusieurs des attentes provenant de l'environnement ou du supra-système et connaît souvent celles de la communauté de l'école. La direction est présente partout comme point d'appui des revendications concernant le projet éducatif et comme demandeur initial. Le directeur ou un adjoint est en plus la personne-ressource pour chacune des tables de gestion. C'est lui qui balise les mandats et conseille les représentants élus nommés par leurs pairs.

**Les enseignants:** Mis à part l'omniprésence du directeur à toutes les instances décisionnelles, ce sont les enseignants qui occupent le rôle de premier plan à l'intérieur de cette structure participative. D'abord présents sous plusieurs étiquettes aux différentes tables de gestion, ces enseignants sont chefs de groupe-école, chefs de groupe-académique, et chefs de groupe-atelier. En majorité, ils font partie du comité social ou du comité d'école. Ce sont des enseignants et/ou des professionnels non enseignants qui agissent comme responsables de l'encadrement. Leur syndicat est représenté à une des tables de gestion. Enfin, même les enseignants en disponibilité possèdent leurs représentants et peuvent participer aux décisions de l'école. Pour cette raison, on retrouve donc plus d'enseignants que tout autre représentant à la «supertable» de gestion. L'organigramme de la prise de décision nous laisse donc croire à une forte influence de ces derniers sous une étiquette ou l'autre.

**Les parents:** D'après la direction, «les parents occupent une place raisonnable dans les décisions de l'école». Les parents sont

effectivement consultés régulièrement à travers le système de gestion participative de l'école. Ils sont représentés aux tables de gestion par le comité d'école. Quatre de ces derniers sont élus à la supertable de gestion. De plus, les parents en général sont rejoints périodiquement (téléphone, enquête, assemblées de parents, visites officielles de parents à l'école, etc.).

**Les élèves:** Les élèves occupent eux aussi une place raisonnable dans le processus de prise de décision de l'école. Il est bien certain que ce sont davantage les leaders étudiants qui déterminent le rôle principal dans la prise de décision, par l'intermédiaire du gouvernement étudiant. Or, ce dernier, par sa structure et son organisation propre, peut consulter l'ensemble de la population étudiante de l'école. De plus, le projet éducatif entier a été pensé en fonction des élèves d'abord. Les décisions administratives de l'école s'axent donc sur les préoccupations étudiantes, ou pour le moins sur celles de leurs «éducateurs» (enseignants, direction, P.N.E.).

**Professionnels Non-Enseignants (P.N.E.):** Les P.N.E. participent tous au processus de décision en raison de leur petit nombre. Ils ont leur propre table de gestion et délèguent un représentant à la supertable. Leur rôle en est un de conseiller auprès des jeunes et des parents. Ils ont une place importante dans le projet éducatif, en raison de leur expérience auprès des jeunes.

**Le soutien:** Les employés de soutien sont également consultés. Ils participent à quatre tables de gestion. Par contre, ils ne délèguent qu'une seule personne à la supertable. Ils sont considérés comme des éducateurs à part entière, et consultés en tant que tel.

**La régulation:** Le processus de prise de décision ne se déroule pas de façon linéaire. Tous les échanges sont bilatéraux, c'est-à-dire qu'il y a un va-et-vient entre les différents niveaux. En retour de leur délégation de pouvoir, les groupes d'agents exigent d'être consultés et d'être informés des décisions prises et ce, à tous les niveaux décisionnels.

L'initiative des projets ou des questions soulevées peut, en principe, être prise à tous les niveaux décisionnels. Il semble, dans la

pratique, que ces initiatives originent plus fréquemment de la direction (Gagnon et Blackburn, 1983). Peu importe cependant d'où elles proviennent, ces initiatives font l'objet d'une consultation à tous les niveaux du système décisionnel.

### **Rapports avec l'environnement**

Le seul groupe d'agents extérieurs à l'école qui participe formellement aux prises de décision est celui des parents des élèves qui fréquentent l'école polyvalente Jonquière. Quatre parents du comité d'école sont en effet délégués à la supertable. Ils ont la possibilité de faire valoir leurs points de vue et, par conséquent, d'influencer les décisions prises.

Bien qu'aucun représentant du supra-système (Commission scolaire et M.E.Q.) ne siège aux tables de gestion ou à la supertable, son influence sur les prises de décisions est importante de par les contraintes qu'il impose à l'école. Pensons aux conditions de travail des enseignants, aux programmes d'études et aux normes administratives que doit respecter l'école pour s'en rendre compte. Il appartient à la direction de l'école de rappeler cette réalité aux diverses instances décisionnelles et de dégager une marge de manoeuvre.

Le milieu socio-économique en tant que tel n'a pas de voix formelle aux organismes de décision de l'école. Toutefois, les parents et les personnels de l'école peuvent véhiculer les préoccupations, les valeurs et les besoins de l'ensemble de la population et ainsi influencer les décisions prises par l'école.

### **CONDITIONS OU FACTEURS-CLÉS**

Pour qu'un tel système de gestion puisse être implanté, fonctionner et évoluer dans l'école, un certain nombre de conditions furent nécessaires. Suite à l'analyse des données recueillies auprès des divers groupes d'acteurs et de nos propres observations, nous en avons identifié six. Il s'agit: 1) du style de leadership pratiqué par le directeur; 2) de la confiance dans les individus; 3) du climat de l'école; 4) de la consistance interne de l'équipe de direction; 5) de

la qualité de la relation d'aide et 6) de la présence de mécanismes de gestion participative. Précisons la nature de chacun d'eux.

Le premier facteur identifié est le style de leadership pratiqué par le directeur de l'école et qualifié par celui-ci de «démocratique». Comment exerce-t-il son leadership? Il dit «rencontrer les personnes et écouter activement ce qu'elles ont à dire». Lorsqu'il a «suffisamment accumulé de données», il dit «les traduire en projets concrets», puis «les vendre» avec vigueur. Les divers groupes d'acteurs reconnaissent d'ailleurs que le directeur les consulte, écoute ce qu'ils ont à dire et en tient compte. Ils ont ainsi le sentiment que ce qu'ils ont à dire est important et peut être utile puisque le directeur s'en sert pour élaborer ses projets. En bref, ils se sentent «écoutés, compris et respectés».

Un des moyens privilégiés par le directeur dans l'exercice de son leadership, est la confiance qu'il met dans les individus. «Je commence, dit-il, par un credo aux individus, en la valeur de chacun». Selon lui, «chaque personne a des qualités, bien qu'elle soit obligée d'utiliser des qualités moins fortes». Il est, par conséquent, important, selon lui, «d'aller fouiller du côté des qualités fortes», «là-dessus, tu joues gagnant».

Cette confiance se traduit dans des gestes concrets. Il dit défendre avec force auprès des autorités de la Commission scolaire régionale la valeur des individus sous sa responsabilité lorsqu'ils sont attaqués et promouvoir ce que les gens de son école veulent, sinon il ne pourrait respecter leurs attentes et leurs valeurs. Il doit souvent contrer les pressions à l'uniformisation des politiques de la Commission scolaire.

Ces attitudes et gestes de la part de la direction ont eu pour effet de créer progressivement un climat de confiance dans l'école. Au lieu de chercher constamment à se protéger, les individus s'ouvrent peu à peu au changement, au risque et à l'implication, car ils savent qu'ils peuvent compter sur leur direction pour les défendre et les soutenir en cas de coup dur. Ils ont en quelque sorte la conviction qu'ils ne seront pas «piégés». Par exemple, s'ils acceptent des aménagements de tâche non prévus par la convention de travail, ils disent être assurés que cela ne servira un jour contre



eux. Il y a un climat de confiance qui s'est établi au cours des années.

La consistance interne de l'équipe de direction constitue un autre élément-clé. Une équipe est consistante dans la mesure où ses membres partagent une vision commune de l'éducation et de la gestion, adhèrent à des valeurs fondamentales semblables et se supportent mutuellement dans l'action. Pour devenir consistante, une équipe doit se mettre dans un processus de développement. La consistance de l'équipe de direction apparaît être le résultat du style de leadership pratiqué par le directeur et d'un travail d'équipe soutenu.

Une équipe consistante a au moins deux grands avantages: d'une part, toutes les personnes en responsabilité tirent dans le même sens et, d'autre part, un des membres de la direction peut se faire remplacer sans que le fonctionnement en soit perturbé. L'effet d'entraînement d'une équipe de direction constante sur la mobilisation et l'implication des acteurs peut, par conséquent, s'avérer important. Les acteurs sentent que ce qu'on leur propose a été mûri et repose sur du solide.

Selon le directeur de l'école, la transformation profonde du système école ne peut passer que par la transformation des individus. Le moyen privilégié pour réaliser cette transformation, est la «relation d'aide». Il cherche ainsi à établir une relation qui tend à amener les autres à reconnaître leurs points forts et leurs points faibles et ainsi à se mettre dans un processus de changement personnel sans que ce soit menaçant. Une des façons de faire du directeur, c'est de reconnaître «qu'il a des faiblesses» et d'inviter ses collaborateurs à le lui signaler en vue de l'aider à s'améliorer. Il cherche ainsi à établir une relation qui tend à amener les autres à reconnaître leurs points forts et leurs points faibles et ainsi à se mettre dans un processus de changement personnel.

Enfin, le sixième facteur identifié et non le moindre, est l'implantation de mécanismes assez élaborés et complexes de gestion participative dans l'école. Rappelons qu'ils furent mis en place pour satisfaire un besoin de concertation entre les divers

groupes d'agents en vue de faire de l'école, une mini-société éducative (voir Projet éducatif). Cette structure de gestion participative traduit concrètement une conception de la gestion et, par extension, de l'éducation. Elle visait à donner aux éducateurs (au sens large) les moyens de réaliser leur idéal éducatif.

Bien qu'une structure seule, la meilleure soit-elle, ne suffise pas à dynamiser un système, toute organisation qui ne serait pas dotée d'une structure minimale ne pourrait fonctionner adéquatement et perdurer dans le temps. Il nous apparaît que ces mécanismes de gestion, quoique lourds, ont eu un impact certain sur la dynamique de l'école polyvalente Jonquière. Sans la mise en place de cette structure, l'implication d'un aussi grand nombre de personnes n'aurait pu avoir lieu et se maintenir sur plusieurs années.

## IMPACTS

Il ne fait aucun doute que l'implication des acteurs dans le processus de décision a eu un impact important sur la vie de l'école. Une dynamique nouvelle a émergé. De profondes transformations ont eu lieu au plan des attitudes et des mentalités, une forme de collaboration entre le syndicat et la direction s'est développée, de nouvelles façons de voir et de faire se sont peu à peu imposées. Précisons brièvement en quoi consistent ces changements.

Le climat de confiance généré par le style de leadership pratiqué par le directeur de l'école a eu pour effet d'amener les individus à être plus réceptifs et ouverts à de nouvelles façons de voir et de faire et, par le fait même, à atténuer les résistances au changement. Libérés de la méfiance qui paralyse, les individus deviennent plus disposés à prendre des risques, à transformer leur cadre de travail et à se transformer eux-mêmes sans crainte d'être piégés.

Les acteurs se sont mobilisés en grand nombre autour du projet éducatif de l'école et s'y sont impliqués fortement au cours de sa réalisation. Ils y ont adhéré d'autant plus facilement qu'ils ont senti qu'on les avait écoutés et qu'on avait tenu compte de leurs

points de vue et perceptions. La mobilisation et l'implication des acteurs concernant le projet éducatif de leur école a eu pour conséquence de les valoriser, d'augmenter leur degré de satisfaction du travail et leur donner un sentiment de fierté envers leur école. Comme nous avons pu le constater, à partir des résultats de notre étude (Boucher, 1988), ils ont le sentiment que leur école est devenue différente des autres et qu'ils participent à une oeuvre collective visant à améliorer la qualité de la formation des jeunes. Ils se sentent valorisés de par le fait qu'ils ont le sentiment d'y apporter leur contribution personnelle.

Des réaménagements de tâches chez les enseignants ont pu être réalisés (ex.: moins de surveillance et plus d'encadrement), malgré un contexte de négociation très difficile (pensons aux décrets). De plus, en donnant son aval au projet éducatif de l'école, l'exécutif syndical se trouvait à encourager ses membres à s'impliquer davantage dans leur école et ainsi à ne plus minuter leur temps de travail. Un esprit nouveau de collaboration est né.

Un désir de s'impliquer dans le processus de décision et ainsi d'avoir une meilleure emprise sur ce qui se fait et sur les orientations qui peuvent s'y prendre s'est installé. Prenons comme élément de preuve, l'insatisfaction créée par la mise en oeuvre du système de gestion participative en 1985. Les mécanismes par lesquels les acteurs pouvaient exprimer leurs besoins, suggérer des moyens d'améliorer la situation, mettre de l'avant de nouvelles orientations ne fonctionnant plus, le niveau de satisfaction a diminué, le sentiment de fierté s'est émoussé («c'est devenu une école comme les autres»), la motivation a baissé. Ce désir de participer aux décisions était demeuré toutefois assez fort pour amener les enseignants, lors d'une journée de réflexion en juin 1987, à réclamer la remise en place d'une structure de gestion participative.

Compte tenu qu'une école est un sous-système d'un système plus vaste, un changement dans une des composantes ne peut qu'avoir des répercussions sur les autres composantes. Des pressions, au dire du directeur de l'école polyvalente Jonquière, ont été exercées auprès des dirigeants de la Commission scolaire pour que les façons de faire adoptées à l'école Jonquière puissent également

être appliquées dans d'autres écoles. C'est d'ailleurs une des raisons qui aurait amené la direction de la Commission scolaire à demander à la direction de cette école à mettre temporairement en veilleuse leur système de gestion en attendant que la loi soit votée à l'Assemblée nationale qui devait donner plus de pouvoir aux écoles. L'expérience menée à Jonquière a en quelque sorte servi d'expérience-pilote au ministère de l'Éducation pour élaborer son projet de loi.

Une autre retombée qui nous a été signalée, est le fait que lorsque les directions d'école avaient des problèmes de gestion, on demandait à des membres de l'équipe de direction de l'école Jonquière d'aller les aider à les résoudre. L'expérience et la formation acquises par ces personnes les ont rendu aptes à faire face à des situations problématiques. La gestion participative pratiquée à l'école Jonquière a donc eu des effets positifs non seulement au niveau de l'établissement scolaire concerné, mais également sur l'ensemble des écoles de la Commission scolaire.

## CONCLUSION

Il est possible pour un établissement scolaire, malgré des finalités, un cadre de financement, des modalités de fonctionnement fixés de l'extérieur, de se prendre en main, c'est-à-dire se donner une dynamique qui favorise l'implication des acteurs à la définition d'objectifs particuliers et du choix des moyens pour les réaliser, compte tenu des contraintes existantes. Une telle dynamique ne peut se réaliser que lorsque se trouve réuni un certain nombre de conditions, telles un style de leadership démocratique, un climat de confiance entre la direction et les autres groupes d'agents, des mécanismes de prise de décision, une équipe de direction consistante, etc. C'est de l'interaction de ces facteurs que naît une telle dynamique.

La mobilisation des acteurs autour d'un projet pédagogique et leur implication pour sa réalisation à des effets importants non seulement au niveau de l'établissement scolaire lui-même, mais également sur les autres établissements de la Commission scolaire. D'une part, de profondes transformations ont eu lieu au plan des attitudes et mentalités, de nouvelles façons de voir et de

faire se sont peu à peu imposées, une forme de collaboration entre le syndicat et la direction de l'école s'est développée. D'autre part, des pressions ont été faites pour que les autres écoles adoptent les mêmes approches et façon de gérer que celles adoptées par l'école Jonquière.

Il nous apparaît évident que le fait pour une institution de se prendre en charge est le résultat d'une dynamique particulière qui est à créer et non celui d'une recette «miracle». Un style de gestion seul ne suffit pas à créer une telle dynamique. Il faut l'interaction d'un certain nombre de conditions ou de facteurs.

#### RÉFÉRENCES

BATES, F.L. et C.C. HARVEY (1975). *The Structure of Social Systems*, New York, Gardner Press.

BOUCHER, L.P. (1987). *Le système de gestion de l'école polyvalente Jonquière tel que vécu par les acteurs*, rapport de recherche réalisé dans le cadre du projet MoDES, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, novembre.

BOUCHER, L.P. et al. (1986). *Vers une compréhension de la dynamique de l'école secondaire*, Québec, P.U.Q.

BOUCHER, L.P. et J. OUELLET (1985). *Le vécu scolaire des étudiants de la polyvalente Jonquière*, rapport d'une étude effectuée dans le cadre du projet MoDES, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, décembre.

CROZIER, M. et FRIEDBERG (1977). *L'acteur et le système: les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil.

DeROUET, J.L. (1974). «Acteurs, organisations et cultures pour une sociologie de l'établissement scolaire», notes sur l'état de la recherche: *Étude du fonctionnement de l'établissement scolaire à la rentrée scolaire*.

LEDUC, A. (1985). *Recherches sur le behaviorisme social ou paradigmatique*, Montréal, éditions Behavioira.

LeMOIGNE, J.L. (1977). *La théorie du système général: théorie de la modélisation*, Paris, P.U.F.

LEPAGE, L. (1987). «Savoir lire l'école: analyse organisationnelle d'un établissement d'enseignement primaire», actes du colloque tenu à Montréal le 15 mai 1987, lors du Congrès de l'ACFAS, édité par André Brassard sous le thème: *Le développement des champs d'application de l'administration de l'éducation*, Montréal, Université de Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, vice-décanat à la recherche.

STAATS, A.W. (1987). *Le behaviorisme social* (traduit par Aimée Leduc), Montréal, éditions Behavioira.

**Troisième section**

**PRATIQUES ET PERSPECTIVES  
DE DÉVELOPPEMENT LOCAL  
AU CANADA, AU QUÉBEC ET EN AMÉRIQUE LATINE**



## **NOUVEAUX SECTEURS DE DÉVELOPPEMENT: LES PETITES ET MOYENNES MUNICIPALITÉS À LA POINTE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

**Michel CHEVALIER\***  
**Faculté des Études Environnementales**  
**Université York**

Les nouvelles tendances qui se manifestent mondialement peuvent être envisagées par l'Ontario et par le Canada comme des possibilités bénéfiques. Nous tentons de démontrer qu'il est possible et qu'il y a des moyens de mieux nous positionner en vue de relever les défis que va poser l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis qui fait des deux pays d'importants partenaires commerciaux à l'échelle mondiale. Pour renforcer leurs positions, l'Ontario et le Canada doivent trouver le moyen d'améliorer leur développement industriel, non seulement par rapport aux États-Unis, mais aussi face aux tendances mondiales. L'approche que nous adoptons ici repose sur la prise d'initiative locale par rapport à ces tendances mondiales.

Cette approche est la base à partir de laquelle plusieurs petites et moyennes municipalités de l'Ontario sont en train d'envisager des alternatives visant à élargir l'industrie manufacturière de l'Ontario afin de pouvoir répondre à plusieurs préoccupations critiques du Canada, en particulier: 1) l'élargissement des possibilités d'emploi, 2) la réduction des disparités régionales et 3) la création de possibilités pour les jeunes générations. Ces préoccupations concernant le **quoi** sont reliées à un ensemble d'approches sur le **comment** y parvenir que nous allons décrire.

Cette initiative est conçue pour compléter les programmes de développement actuels. Plusieurs petites et moyennes municipalités pilotes de l'Ontario peuvent donner l'exemple pour la stimulation de nouvelles tendances de développement industriel qui ont amélioré les économies dans d'autres régions du globe. Ces

---

\* En collaboration avec Elden Freeman, Fred Carden, Pierre Deschêne, Robin Inskip, Glen Taylor et la contribution des dix localités ontariennes impliquées.



tendances reflètent les technologies émergentes qui supportent des unités industrielles plus petites et plus souples avec des séries de production plus courtes, une décentralisation vers des régions plus éloignées et une sophistication croissante dans les interactions entre les entreprises ou les réseaux d'entreprises. Cette initiative repose sur la nature et sur les possibilités de ces petites et moyennes municipalités ou collectivités de l'Ontario. Certaines d'entre elles peuvent donner l'exemple en mettant en application ces tendances mondiales qui émergent par rapport aux tendances de productions des réseaux d'entreprises, afin qu'elles puissent, par la suite, être étendues à d'autres régions de l'Ontario et à travers le reste du Canada. Ceci est particulièrement pertinent en moment où l'Ontario se trouve devant des décisions concernant son avenir, non seulement au sujet du libre-échange avec les États-Unis, mais également au sujet d'autres facteurs critiques en termes nationaux et mondiaux.

L'accord du libre-échange suppose qu'il faille adopter, comme stratégie permanente, le renforcement et l'amélioration de notre position sur les marchés mondiaux et nord américain. Jusqu'ici, le débat s'est concentré sur l'accord lui-même, ce qui révèle, au moins implicitement, que la politique du Canada pour ce qui est du développement industriel et régional se porte bien et ne nécessitera au cours des prochaines années que des modifications mineures s'il veut maintenir et élargir son secteur manufacturier. Nous tentons de montrer ici que le secteur manufacturier est celui où une bonne partie de la nouvelle génération d'emplois se manifesterà dans les prochaines années et qu'il stimulera du même coup le secteur primaire (les ressources), le tertiaire (les services), ainsi que le quaternaire (la connaissance).

Les programmes de développement industriel et régional ont eu au Canada moins de succès que dans beaucoup d'autres pays, bien que la plupart d'entre eux ne bénéficient pas du fabuleux réservoir de ressources primaires dont jouissent les populations de l'Ontario et du Canada. Depuis la création du ministère fédéral de l'Industrie il y a un quart de siècle, la tendance a été, d'abord et d'une certaine façon, améliorée aux niveaux fédéral et provinciaux, aussi bien comme politique publique que comme programmes. Néanmoins, on se demande s'il ne faudrait pas réévaluer

sérieusement ces politiques et ces programmes. C'est-à-dire, s'assurer que nous avons fait ce qu'il fallait pour positionner les économies de l'Ontario et du Canada pour profiter du libre-échange et en minimiser les difficultés. Du bon travail a été fait dans ce sens, mais nous prétendons qu'il faudrait en faire plus dans les secteurs ou au sujet d'initiatives qui n'ont pas été réellement envisagées et qui ont eu du succès dans d'autres pays.

Un aspect majeur du redéploiement et de l'expansion économiques de l'Ontario (à mesure que le pacte de libre-échange avec les États-Unis devient opérationnel) sera l'impact que les tendances mondiales du commerce industriel auront sur les échanges entre le Canada et les États-Unis. En termes mondiaux, une expansion progressive est importante, car elle peut stimuler le maintien et l'expansion des usines ontariennes existantes, ainsi que l'investissement industriel, ce qui renforcerait la position commerciale vis-à-vis des États-Unis. Il est possible pour l'Ontario de prendre dans ce domaine les initiatives voulues pour se repositionner sur le marché mondial. Mais cela demande un redéploiement progressif de son secteur industriel, stimulé par des ajustements apportés à nos politiques et programmes de développement industriel et régional. Les trois approches critiques sur le **comment** y parvenir sont identifiées ci-dessous. Elles reflètent les voies d'avenir de l'Ontario, à la fois en ce qui concerne le développement interne et externe de son commerce.

#### **COMMENT Y PARVENIR?**

**Les localités de l'Ontario servent de bases** à la construction de réseaux d'entreprises. Une nouvelle forme de développement industriel peut, en Ontario, démarrer et grandir dans le cadre des petites et moyennes localités. Ces bases reposent sur l'utilisation de nouvelles technologies de communication et de fabrication dans lesquelles les petites entreprises conservent à la fois leur indépendance et peuvent se regrouper en réseaux d'entreprises dont les caractéristiques comportent la décentralisation, le renouvellement permanent de la conception des produits avec de courtes séries de production, une certaine concurrence face à une demande qui change très vite sur les marchés

régionaux, nationaux et mondiaux, et des contrats à long terme avec de grandes entreprises manufacturières.

**Le potentiel de l'Ontario sur le marché mondial.** Même si la situation des États-Unis se stabilise, espérons-le, au cours des prochaines années (valeur du dollar, dette extérieure, déficit interne), il existe néanmoins un potentiel complémentaire de croissance dans d'autres parties du monde dont l'influence pourrait stimuler une croissance industrielle importante en Ontario. Cela pourrait également élargir l'éventail des options de cette province afin qu'elle cesse de compter surtout sur les États-Unis.

Certaines régions du monde pourraient connaître une croissance économique bien plus rapide que celle des autres pays industriels bien établis. Ce sont les pays moins industrialisés qui sont au seuil d'une application étendue de la technologie et de la croissance économique. Cette catégorie comprend plusieurs pays, par exemple, la Chine, l'Inde et l'Indonésie. Ils commencent à manifester un développement manufacturier comparable aux réseaux de petites entreprises de ce genre proposés pour l'Ontario. Ils recherchent des transferts technologiques d'envergure de la part de pays industrialisés comme le Canada. Donc, pour deux raisons, la nouvelle tendance manufacturière proposée serait utile pour l'Ontario: elle permettrait d'élargir et de décentraliser le secteur manufacturier dans cette province et également de provoquer une plus grande interaction avec un plus grand nombre de pays industrialisés ainsi qu'avec ceux qui le sont moins, spécialement ceux qui pourraient être à l'orée d'une forte croissance. Pour l'Ontario, ceci représente une possibilité commerciale de premier ordre.

**L'élaboration d'une nouvelle structure de soutien du développement industriel en Ontario.** Pour le développement industriel, un glissement mondial s'annonce: une activité manufacturière sur une petite échelle reliée par des réseaux d'entreprises pourrait déplacer cette activité hors des grands centres métropolitains vers les petites et moyennes localités de l'Ontario. Il pourrait également élargir et améliorer le secteur manufacturier à travers toute la province, aussi bien dans les

centres métropolitains que dans les petites localités. Ceci pourrait se réaliser grâce à une approche complémentaire d'amélioration de la Structure de soutien du développement industriel (S.S.D.I.).

Les localités ou municipalités plus petites peuvent donner l'exemple du fait que la fabrication à une petite échelle est très compatible avec la création de réseaux d'entreprises dans des cadres locaux de petite et moyenne grandeur (voir figure 1). Actuellement, neuf localités réparties à travers l'Ontario participent à l'élaboration conjointe d'une nouvelle approche vers une structure de soutien du développement industriel de l'Ontario, soit: Aylmer, Bradford, Brockville, Cobourg, Essez, Goderich, Owen Sound, Strathroy, Wasaga Beach.

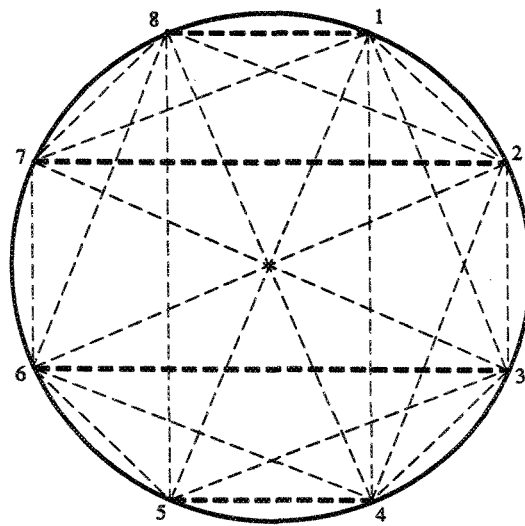
#### **LES LOCALITÉS ONTARIENNES COMME BASES DE CONSTRUCTION DE RÉSEAUX D'ENTREPRISES**

Pour la croissance économique, les principaux concurrents de petites et moyennes localités sont les grands centres métropolitains (Toronto, Ottawa, Windsor, London, etc.). Il n'y a pas assez d'entreprises manufacturières pour répondre aux demandes des municipalités et les programmes d'aide financière fédéraux et provinciaux enveniment la concurrence entre municipalités. Ces programmes n'élargissent pas en fait le secteur manufacturier ou la portion qui devrait s'installer dans les municipalités qui en ont besoin, ou qui désirent se développer industriellement.

La conception et la gestion actuelles des programmes de développement industriel proviennent d'Ottawa ou du gouvernement de l'Ontario. Les municipalités sollicitent des fonds de ces programmes et se font concurrence entre elles. La présente proposition rééquilibrerait les relations entre petites et moyennes municipalités et les gouvernements fédéral et de l'Ontario. Cette initiative repose sur une nouvelle forme de développement industriel, révisée pour tenir compte de la situation en Ontario et au Canada.

FIGURE 1

**FACTEURS DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL POUR  
LA STRUCTURE DE SOUTIEN DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (SSDI)**



**LÉGENDE**

- |                          |                        |
|--------------------------|------------------------|
| 1. DESIGN                | 5. SERVICES FINANCIERS |
| 2. ÉDUCATION             | 6. TRANSPORTS          |
| 3. STOCKAGE              | 7. COMMUNICATIONS      |
| 4. RÉSEAUX D'ENTREPRISES | 8. DEMANDE             |

Cette nouvelle forme s'appuie sur les forces de petites et moyennes municipalités. Elle peut servir de base de rééquilibrage entre centres métropolitains et municipalités plus éloignées. Une telle décentralisation peut élargir et améliorer l'infrastructure industrielle de l'Ontario dans son ensemble, et de ce fait, supporter et stabiliser des grands centres aussi bien que les municipalités plus éloignées. Cette nouvelle tendance vers l'expansion et l'amélioration du réseau industriel de l'Ontario est particulièrement bien adaptée aux petites et moyennes localités. Elles pourraient mener, alors qu'à l'heure actuelle, elles ne peuvent qu'essentiellement miser sur la croissance des centres métropolitains, se faisant concurrence pour des retombées économiques plutôt restreintes. Cette nouvelle forme repose sur trois glissements émergeant du développement industriel à l'échelle mondiale: 1) un glissement des grands organismes manufacturiers vers de petites et moyennes entreprises, ou vers de plus petites séries de production en vue d'engendrer des emplois; 2) dans les régions éloignées aussi bien que centrales, la croissance de réseaux d'entreprises interconnectés; 3) la création et la croissance de ces réseaux d'entreprises dans des localités plus petites.

Ces trois tendances mondiales sont évidentes dans plusieurs pays. Les unités ou réseaux d'entreprises produisent sur une plus petite échelle et interagissent pour améliorer la conception et la qualité de leurs produits en vue de ventes à l'échelle mondiale, comme on peut le voir au Danemark, en Espagne du Nord, en Italie du Nord et dans plusieurs autres pays. Ces structures macroéconomiques à l'échelle nationale sont construites autour de réseaux d'unités de production plus petites et commencent à être envisagées comme exemple à suivre, pour la prochaine étape du développement industriel à travers le monde. Par exemple, dans la ville de New-York, la Commission pour l'an 2000 étudie les moyens d'appliquer cette méthode parce que le secteur manufacturier de l'état de New-York décline depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La Chine en est également consciente, comme le montre son désir d'instaurer la libre entreprise par le biais du développement industriel de petites et moyennes entreprises. Au cours des prochaines années, la province d'Ontario et le Canada dans son ensemble seront peut-être obligés de suivre cet exemple, uniquement dans le but de rattraper la concurrence mondiale. L'Ontario

pourrait prendre la tête dès maintenant et renforcer sa position concurrentielle, aussi bien dans la substitution des importations que dans l'exportation.

Une tendance se manifeste d'ores et déjà et pourrait s'étendre à tout l'Ontario. C'est une prise de conscience et une capacité croissante qu'ont les petites et moyennes localités d'attirer des entreprises manufacturières de l'extérieur. Ces nouvelles industries devraient être intégrées à celles qui sont déjà implantées dans la région ou dans la localité afin de fournir à ces dernières les pièces et les services dont elles ont besoin. Ceci engendre, dans les deux sens, une stimulation favorable à la croissance de réseaux d'entreprises, et pour permettre, d'une part, à la localité d'être stimulée pour donner l'image d'un ensemble de petites unités à propriétaires locaux, assez souples pour répondre aux demandes industrielles et de services, et d'autre part, pour augmenter le potentiel d'attraction d'industries extérieures.

L'approche visant à construire localement des réseaux d'entreprises repose sur de nouvelles compétences en gestion commerciale, combinées à des réseaux technologiques en expansion. Par exemple, les techniques d'affaires s'orientent vers une gestion de relations entre entreprises plus sophistiquées, aussi bien pour les grandes que pour les petites entreprises. Ceci se manifeste par des contrats à long terme, l'achat de produits et de services d'entreprises extérieures, l'acquisition de ressources extérieures, la conception conjointe de produits entre entreprises et des programmes coopératifs de vente sur les marchés nationaux et internationaux. Dans plusieurs secteurs, la gestion interorganisme des réseaux d'entreprises est renforcée par l'expansion de technologies dans plusieurs secteurs dont les communications, les transports, la machinerie et l'équipement. Ces technologies en mutation et mutuellement bénéfiques, ainsi que les réseaux commerciaux, accroissent la capacité de décentralisation du développement industriel. Petites et moyennes municipalités, ou de plus petits centres urbains peuvent ainsi créer et faire croître en leur sein des séries de réseaux d'entreprises.

Il y a tout d'abord un stimulant général dans ces localités ou petits centres urbains pour entrer en compétition sur une base

d'égalité pour le développement industriel, avec de plus grands centres métropolitains. Deuxièmement, ces centres plus petits ont la possibilité de fusionner ou d'intégrer leur divers intérêts dans une initiative régionale d'ensemble. En effet, leurs possibilités sont plus grandes du fait de leur petite taille par rapport aux grands centres métropolitains. Leur force de *stimulation* et leurs *possibilités* d'intégration des intérêts locaux est à la base de ce qui les pousse à créer des réseaux d'entreprises. Ces forces sont ce qui permet l'amélioration, l'expansion et la décentralisation du développement industriel à travers la province.

#### **L'approche de premier niveau**

C'est l'approche traditionnelle qui amène les municipalités à se faire une concurrence effrénée pour les quelques industries sans racines à l'aide de stimulants financiers ou fiscaux. Cela présente plusieurs inconvénients, notamment une déformation marquée en fonction de la «taille» et autres facteurs d'encouragement. Également les facteurs marginaux, touchant la sélection d'entreprises pouvant s'intégrer et renforcer le profil industriel de la région, n'offrent qu'une impulsion marginale à la croissance industrielle de l'ensemble de la province. Cette concurrence entre municipalités est néanmoins valable et doit être maintenue. Mais il faut y ajouter d'autres approches.

#### **L'approche de deuxième niveau**

C'est une approche qui émerge dans l'attraction de nouvelles industries en fonction des entreprises locales et régionales déjà implantées et pouvant leur fournir les pièces et services dont elles auraient besoin. C'est la base de la construction de réseaux d'entreprises. En ce moment, elle n'est utilisée que par quelques municipalités, et encore sur une base communautaire strictement individuelle.

#### **L'approche du troisième niveau**

Cette approche se rapproche de celle du deuxième niveau, mais renforcée en termes de liaisons régionales et provinciales plus larges entre réseaux d'entreprises locaux et réseaux d'échanges



intercommunautaires et régionaux ainsi qu'avec des réseaux interprovinciaux plus larges. Ces relations élargies permettent aux petites entreprises de régions plus éloignées de se brancher sur des réseaux d'échanges concernant de grosses productions en série de design, de services d'informations, de transport et de communications comme si elles étaient implantées dans la région du Toronto-métropolitain (voir figure 1).

Le troisième niveau exige l'intervention du gouvernement de l'Ontario, cette nouvelle approche est définie comme Structure de soutien du développement industriel (S.S.D.I.). À mesure que cette structure est mise en place, deux stimulants, ou possibilités, mutuellement consolidants se manifesteront pour ceux qui dirigent les plus petites communautés urbaines de l'Ontario. Le premier est déjà présent: il y a une demande permanente pour un meilleur équilibre de la modernisation et de la croissance urbaines. Le second est une nouvelle possibilité externe pour une meilleure collaboration intercommunautaire à travers l'Ontario en raison d'un élargissement du gâteau de développement plutôt qu'un combat pour en avoir davantage. Mais comment cela peut-il se produire? Nous allons l'expliquer en définissant la Structure de soutien du développement industriel (S.S.D.I.).

#### **POTENTIEL DE L'ONTARIO POUR LES MARCHÉS MONDIAUX**

Dans l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, l'Ontario maintiendra la majeure partie de ses relations commerciales avec ce pays. La question qui se pose est celle-ci: peut-il également développer d'autres relations commerciales avec le reste du monde et renforcer ainsi sa position vis-à-vis des États-Unis? Le potentiel existe pour des échanges avec de fortes possibilités de croissance dans d'autres régions du monde. Ceci pourrait lui permettre une croissance industrielle stable et à long terme. Certaines régions du monde peuvent croître à un rythme plus rapide que les pays industrialisés qui sont au seuil d'une application généralisée de la technologie et de la croissance économique. Ils représentent à peu près la moitié de la population mondiale et comprennent la Chine, l'Inde, l'Indonésie, avec d'autres pays industrialisés d'Europe et du reste du monde.

Deux tendances importantes et qui se renforcent mutuellement sont envisagées ici.

Tout d'abord, on peut observer que la première tendance mondiale est le jumelage des **programmes internationaux de développement** avec des stratégies d'environnement viables. Ceci est maintenant accepté, comme le montre, par exemple, la politique récemment établie par l'ACDI (Agence Canadienne pour le Développement International). Quelques-uns des facteurs qui émergent montrent que les stratégies d'environnement viables mettent l'accent sur:

- ◇ une nouvelle conception des formes de transfert de technologie de pays industrialisés vers d'autres qui le sont moins, aussi bien pour la technologie que pour sa gestion;
- ◇ la mise en oeuvre des formes de technologie en les intégrant aux cadres communautaires;
- ◇ les tendances vers un déclin de l'utilisation de matériaux concrets pour la fabrication de produits;
- ◇ les procédures de recyclage effectuées par de plus petites unités industrielles décentralisées;
- ◇ à l'échelle mondiale, des formes de commerce qui sont de plus en plus conditionnées par le flux d'information plutôt que par le flux de matériaux.

Ces facteurs sont particulièrement importants pour les pays moins industrialisés, mentionnés ci-dessus, et qui sont au bord d'une forte croissance industrielle, technologique et économique. Un climat pouvant être maintenu est un facteur de développement économique encore marginal, mais qui est en train d'apparaître dans les pays industrialisés, le Canada compris. Mais dans ces pays moins industrialisés, ce climat est aujourd'hui perçu comme absolument critique en raison de leur énorme expansion démographique à l'intérieur d'un espace géographique relativement restreint.

La deuxième tendance mondiale est un **redéploiement du secteur manufacturier secondaire** comme l'élément clé visant à construire un développement mondial soutenable dans tous les secteurs, y compris les ressources primaires ainsi que ceux des services, de l'information et de la connaissance. Ceci se manifeste par une croissance accrue des PME dans le secteur

manufacturier et en fait depuis peu, ces PME représentent le principal secteur de création d'emplois; enfin, la production en série dans de grandes installations manufacturières semble être en déclin, pour faire place à un secteur manufacturier plus souple et sur une petite échelle.

Au cours de ce siècle, la technologie de production de masse s'est répandue à travers les pays industrialisés. Elle a façonné nos conceptions concernant les lois, les institutions, la technologie, la main-d'oeuvre, le marketing, le commerce, ainsi que nos cultures et notre style de vie. Ceci ne s'applique pas uniquement aux pays industrialisés, mais aussi à ceux qui dans le tiers monde le sont moins. D'une part, cette évolution a stimulé la centralisation du pouvoir économique et accru le fossé entre possédants et démunis. Par contre, les niveaux de vie se sont élevés et il s'est développé un plus large éventail de choix pour beaucoup d'habitants de cette planète. Il y a de plus en plus d'indications que nous nous écartons de la production massive de produits spécifiques et qu'une production normalisée est en train de voir le jour. On pourrait l'appeler la **seconde révolution industrielle** qui retourne vers des métiers différents de ceux de la production en série et qui repose sur des facteurs de production incluant une nouvelle forme de gestion, de communication et de technologies manufacturières. Cela s'est développé dans quelques régions en Europe. Il y a de plus en plus d'indications que cela pourrait s'étendre à l'échelle mondiale. Voici certaines caractéristiques de cette nouvelle production.

- ◊ la possibilité pour les entrepreneurs locaux de créer de petites unités manufacturières dans des régions plus éloignées et dans de petites localités;
- ◊ l'intégration de petites entreprises manufacturières dans des réseaux d'entreprises ou ateliers oeuvrant conjointement pour la conception, la production et la vente de produits;
- ◊ le redéploiement de grandes usines de sociétés importantes dans des installations manufacturières plus petites avec, en même temps, une meilleure coordination avec les PME;
- ◊ une collaboration plus étroite entre utilisateurs et fournisseurs;
- ◊ une activité permanente de modification et d'innovation des produits manufacturés;

- ◊ une possibilité à l'échelle mondiale pour les réseaux de PME d'échanger des pièces, des produits, des innovations et de l'information;
- ◊ de courtes séries de production pour répondre à une demande en évolution rapide.

Les deux tendances majeures identifiées ici, à savoir: le jumelage du développement international avec un climat encourageant et le redéploiement du secteur manufacturier secondaire comme moteur d'un développement mondial pouvant être soutenu, sont étroitement liées aux trois préoccupations identifiées pour les localités ontariennes, soit: 1) l'expansion des possibilités d'emploi; 2) la réduction des disparités régionales; 3) la création de possibilités pour la jeune génération.

Ces deux groupes de tendances et de préoccupations sont pertinents pour le Canada et pour les autres pays de l'OCDE ou pour les pays industrialisés. Mais ils sont beaucoup plus critiques et pertinents pour ceux qui sont moins industrialisés.

Les pays moins industrialisés qui se dirigent rapidement vers l'industrialisation représentent la moitié de la population mondiale. Ils sont à l'orée de l'application technologique et d'une sérieuse croissance économique. Voici quelques facteurs qui reflètent la pertinence de ces tendances et préoccupations:

- ◊ Ces pays nouvellement industrialisés doivent à l'échelle nationale se doter graduellement d'une infrastructure concrète et institutionnelle dans laquelle ils pourront redéployer et gérer les transferts de technologie et une croissance économique soutenable. Les nouvelles technologies souples, adaptées à de petites unités industrielles, progressivement intégrées dans un cadre national tout en étant implantées dans de petites localités, vont de pair avec la création d'une infrastructure soutenable.
- ◊ Le transfert de vieilles technologies de production de masse sur une grande échelle, y compris les industries en déclin, vers ces pays à faibles coûts de main-d'oeuvre doit être, en gros, réévalué. Cela pourrait s'avérer négatif pour ces derniers dans la mesure où ce transfert renforce le contrôle des cycles commerciaux par les pays industrialisés bien établis. Néanmoins,

dans une large mesure, des organismes de production de masse s'implanteront dans ces pays nouvellement industrialisés.

- ◊ Nous avons là une perspective économique croissante vers une liaison organisationnelle et institutionnelle entre micro et macroéconomies, aussi bien dans les pays industrialisés que dans ceux qui le sont moins. Il y a également une indication d'une tendance vers une croissance économique progressive et soutenable à long terme, au lieu d'une croissance rapide comme celle qui a amené la débâcle boursière d'octobre 1987.
- ◊ Les pays nouvellement industrialisés doivent trouver les moyens d'équilibrer la croissance explosive de leurs centres métropolitains avec celle de leurs régions éloignées.
- ◊ Ces pays doivent également gérer la croissance de leurs régions éloignées afin au niveau local, de renforcer conjointement leur agriculture avec les structures de soutien institutionnelles, industrielles, de services, décentralisées et intégrées. Ce qui revient à équilibrer le développement économique dans un climat encourageant.

Dans le monde industrialisé, le défi posé à quelques pays ou provinces industrialisés consiste à forger des liaisons mutuellement bénéfiques et à long terme avec des pays moins industrialisés, au bord d'une croissance majeure. Une province industrialisée comme l'Ontario peut faire d'une pierre deux coups, améliorer ses méthodes de développement industriel pour son propre bien-être et s'en servir sur une grande échelle, pour un transfert de technologie pertinent vers ces pays moins industrialisés. On peut prévoir pour l'an 2000 que ces pays pourraient jouer au même niveau que les pays de l'OCDE s'ils se sont industrialisés. Dans un certain sens, ils pourraient même dépasser le monde industrialisé par leur gestion des deux tendances mondiales mentionnées ci-dessus **équilibrant développement et environnement** avec un redéploiement de leur **secteur manufacturier secondaire**.

Les transferts de technologie pertinents et sur une grande échelle montrent que les réseaux d'entreprises apparentées pourraient, dans les pays qui les reçoivent, s'intégrer dans toutes sortes de cadres-les municipalités, les secteurs métropolitains ainsi que les régions rurales et urbaines. Ceci permettrait de résoudre le

problème majeur que les transferts de technologies posent actuellement: comment insérer une entreprise à technologie unique dans des infrastructures et institutions locales du pays récipiendaire. À l'heure actuelle, la tendance est au transfert individuel sans se soucier de son intégration dans le cadre local. Les initiatives du S.S.D.I. décrites ci-dessous pourraient donner à l'Ontario les moyens de diriger et d'améliorer le niveau de ces transferts de technologie sur une plus grande échelle que ceux existant actuellement. Ce qui pourrait présenter beaucoup d'intérêt pour les pays récipiendaires en processus de croissance importante.

Une double initiative s'offre donc au gouvernement de l'Ontario. **L'Initiative externe** consiste à répondre aux possibilités qu'offre le commerce mondial en redéployant les Structures du soutien du développement industriel (S.S.D.I.) de l'Ontario et, de ce fait, renforcer notre position commerciale avec les États-Unis. Ceci pourrait stimuler l'industrie de ce pays à se placer dans les «réseaux d'entreprises» de l'Ontario pour pouvoir mieux pénétrer les grands marchés mondiaux. **L'Initiative Interne** consiste à optimiser la Structure du soutien du développement industriel (S.S.D.I.) à travers l'Ontario. Ceci pourrait, par surcroît, servir de prototype pour la décentralisation du développement industriel dans le reste du Canada.

#### **STRUCTURE DE SOUTIEN DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (S.S.D.I.)**

La S.S.D.I. est conçue pour répondre en Ontario à deux possibilités qui se renforcent mutuellement. La première est interne — une façon d'établir le développement industriel à travers l'Ontario pour l'amener vers les petits centres urbains qui le désirent ou en ont besoin. La seconde est extérieure, soit la possibilité de renforcer la position de l'Ontario sur les marchés mondiaux en répondant aux tendances de développement qui se manifestent de par le monde.

La Structure de soutien de développement industriel (S.S.D.I.) de l'Ontario est un ensemble de facteurs de développement industriel apparentés. Ils existent actuellement, mais peuvent être rassem-

biés et améliorés dans le même temps (voir figure 1). Voici les facteurs:

**La conception:** les centres de conception industrielle locaux ou régionaux sont à la base du renforcement de la capacité manufacturière de l'Ontario pour lui permettre d'être concurrentielle avec les États-Unis et le marché mondial.

**L'éducation:** les collèges communautaires régionaux et les écoles secondaires peuvent stimuler leurs étudiants qui manifestent du talent pour des carrières d'entrepreneurs. Mais ces derniers ne peuvent être réellement stimulés sans une claire indication qu'il y a de bonnes possibilités pour de telles carrières dans leur localité ou dans la région avoisinante. C'est là un objectif de la S.S.D.I..

**Le stockage:** les dépôts régionaux de stockage ou d'expédition au jour le jour de produits et de pièces fabriqués localement et expédiés vers les marchés provinciaux, nationaux et mondiaux.

**Les réseaux d'entreprises** au niveau local. Les trois facteurs ci-dessus, s'ils sont améliorés et interconnectés, peuvent renforcer la capacité des centres urbains de petite et moyenne taille. Cette capacité accrue attirera des industries de l'extérieur et stimulera les entreprises locales insérées dans le réseau communautaire d'entreprises.

**Les services financiers:** les banques et sociétés de fiducie peuvent élargir leur capacité en conseil et en soutien des réseaux de PME locales et régionales. Il existe ailleurs dans le monde des services financiers similaires pouvant leur servir de modèle.

**Les transports:** la demande accrue engendrée par les cinq premiers facteurs peut, à son tour, améliorer les services routiers, ferroviaires et aériens de la région et de la province.

**Les communications:** la demande de technologie en communications ne cesse de croître avec la poste électronique et la transmission de fac-similés. À la fin de ce siècle, le potentiel est là pour l'installation d'un réseau complet de communications par

fibres optiques, fournissant à tous les abonnés du téléphone le service téléphonique en image. Les affaires en seront les premiers usagers car les coûts de départ seront élevés. Ce genre de liaison est particulièrement intéressant pour les régions éloignées: pour les contacts de vente, pour la conception conjointe des pièces et produits, ainsi que pour la sélection et la récupération de l'information.

**La demande:** lorsqu'un facteur de la S.S.D.I. s'améliore par lui-même et interagit avec les autres, une demande peut être engendrée et stimuler les autres facteurs, qui doivent alors s'élargir et s'améliorer. Ceci est particulièrement évident dans les transports et les communications.

Le facteur primordial dans les interrelations de l'ensemble des facteurs de la S.S.D.I. est la demande. Au fur et à mesure qu'un facteur s'améliore, il crée une demande pour d'autres facteurs. Une première série d'initiatives de la S.S.D.I. est conçue à l'heure actuelle avec les localités participantes. D'autres initiatives sont à l'étude:

- ◊ dans l'une des localités, l'évaluation préliminaire d'un centre de conception régional;
- ◊ dans une autre localité, l'évaluation préliminaire d'un programme d'enseignement et d'orientation aux niveaux secondaire et collégial visant les activités entrepreneuriales;
- ◊ dans une troisième localité, l'évaluation préliminaire d'un dépôt régional de produits et de pièces;
- ◊ dans une quatrième localité, l'évaluation préliminaire de son réseau d'entreprises et des moyens de l'élargir.

Chacune de ces quatre évaluations vise à renforcer le potentiel de demande pour les trois autres, ainsi que pour les facteurs de la S.S.D.I. Si, par exemple, on crée un centre régional de conception, cela peut avoir un impact sur le facteur éducation par le biais des collèges communautaires et des écoles secondaires et signale à la jeune génération qu'il y a un sérieux mouvement d'expansion du développement industriel dans la région et, de ce fait, une demande accrue pour des programmes d'enseignement sur des sujets entrepreneuriaux. De la même façon, cela aura un impact sur le projet de centre régional de stockage, ainsi que sur le



réseau local d'entreprises en faisant entrevoir une possibilité de demande accrue pour ces deux facteurs. Un impact similaire dû à une demande croissante peut être prévu pour les autres facteurs, les services financiers, les transports et les communications. Le point est que les huit facteurs de la S.S.D.I. devraient être évalués individuellement, puis planifiés et éventuellement mis en place dans plusieurs localités pilotes de la province. Mais ils doivent également être interconnectés dans un réseau d'évaluation à l'échelle de la province pour planifier et mettre en oeuvre cette Structure de soutien du développement industriel.

Planifier, façonner, ajuster et mettre en place la Structure de soutien du développement industriel, c'est autre chose que le fonctionnement actuel des programmes compréhensifs et verticaux, conçus par la fonction publique et par les centres politiques, que ce soit au niveau provincial ou au niveau fédéral. L'approche que nous suggérons est combinée; elle part du bas au niveau local et aussi du haut au niveau du gouvernement de l'Ontario. Cette approche combinée comporterait à la fois la conception et la mise en place de la S.S.D.I. C'est quelque peu différent de la planification et de la gestion des stratégies par la fonction publique. Cela reflète, cependant, la tendance à la décentralisation que connaît le secteur privé, tout en coordonnant la planification stratégique fait aux sièges sociaux de grosses sociétés pour les activités de leurs niveaux opérationnels. Il y a ici pour l'Ontario, un parallèle en termes de décentralisation avec toutefois, coordination de la planification stratégique au siège du Gouvernement jusqu'aux niveaux locaux. La séquence des étapes de conception et de mise en place se présente comme suit:

- ◊ Le maintien des réseaux de programmes économiques, industriels et régionaux/sociaux émanant de gouvernements provinciaux et fédéraux. Ces programmes peuvent être identifiés comme la première étape de développement.
- ◊ La mise en place d'une seconde voie avec, au début, un budget minimal par rapport à la première piste. Les municipalités qui se sont manifestées seraient invitées à faire des propositions d'initiatives communautaires concernant la S.S.D.I. afin de montrer comment elles souhaitent améliorer et également s'intégrer dans un ou plusieurs facteurs de la S.S.D.I.

- ◊ Au cours d'audiences publiques, un jury provincial évaluerait et choisirait, les meilleures propositions locales concernant la S.S.D.I. afin de déclencher un soutien financier.
- ◊ À l'origine, un nombre limité d'initiatives locales concernant la S.S.D.I. serait attribué à chaque région de la province.
- ◊ Une évaluation provinciale des initiatives locales de la S.S.D.I. quant à la pertinence, à la fois au niveau local et au niveau provincial.
- ◊ Élaboration, planification et ajustement des résultats en vue de mettre en place une S.S.D.I. opérationnelle à travers l'ensemble de la province.
- ◊ Prendre la décision de réviser ou de rejeter l'approche par la S.S.D.I.



**FORESPOIR: UNE ÉTINCELLE POUR UN MOUVEMENT  
SOCIAL ET UN VIRAGE ÉCOTECHNOLOGIQUE EN  
ZONE AGROFORESTIERE**

**Jean DÉSY**

**Groupe de recherche et d'intervention régionales  
Université du Québec à Chicoutimi**

**Le projet Forespoir<sup>1</sup> posait ainsi en 1986, la problématique de la  
faillite et du redressement de la gestion des forêts.**

La forêt québécoise est en état de stress environnemental. Les agressions soutenues de l'exploitation forestière depuis plus de 150 ans, contre les espèces commerciales les plus convoitées, (pin, sapin, épinette, chêne...) laissent planer de prochaines ruptures d'approvisionnement au coeur d'une forêt hautement dégradée, entre autres à cause d'un mode de gestion largement monovalent (Laplante, 1986). L'ultra-mécanisation des opérations forestières réduit dramatiquement les emplois en forêt sans autre compensation que le reboisement, tandis que les gouvernements successifs proposent des éléments de politique forestière en refusant tout bilan de la gestion passée et toute solution écologique au double problème d'une forêt et d'un emploi en déclin. Le présent projet se veut une contribution multidisciplinaire et globale à certaines questions cruciales que pose l'état de notre forêt et son mode de gestion tout en proposant quelques solutions d'avenir pour en faire un riche patrimoine collectif.

**Forespoir** vise deux objectifs majeurs: premièrement, **réaliser un bilan de la condition forestière** au Québec par l'analyse d'un échantillon régional particulièrement représentatif, soit celui du Saguenay—Lac-Saint-Jean, à l'aide d'une approche intégrant plusieurs thématiques: qualité bio-physique du territoire, polyvalence des activités, mode de gestion des espaces et des ressources, formation des travailleurs, rôle des compagnies forestières. Deuxièmement, élaborer, sur la base de ces constats, **des modèles et des stratégies** possibles, axées sur la réhabilitation des espaces forestiers, sur l'optimisation de leurs ressources et de leur potentiel d'utilisation polyvalente, de même que sur leur mode de gestion global. Les deux volets de

cette recherche sont étroitement reliés et mutuellement fécondés. En effet, par une extrapolation prudente, ils feront voir des secteurs méconnus de la réalité forestière québécoise sous des angles neufs, tout en servant d'amorce à des recherches appliquées et fondamentales plus poussées. D'autre part, ils serviront de tremplin à la réflexion et à l'intervention de très nombreux acteurs régionaux et nationaux actifs sur la scène forestière.

Dans ce cadre, six étudiants-es de la maîtrise en Études régionales de l'UQAC s'attaquent plus spécifiquement aux problématiques suivantes:

- ◇ L'utilisation polyvalente et la planification écologique de la forêt en Sagamie;
- ◇ La valorisation de la biomasse forestière résiduelle et développement endogène en Sagamie;
- ◇ Les bois noyés et la restauration des lacs et rivières flottés: vers une industrie de la récupération en région;
- ◇ Bilan et perspectives de gestion globale d'une réserve forestière cantonale;
- ◇ Les stratégies socio-spatiales de l'empire Price au Saguenay, de 1840 à 1900;
- ◇ Les perspectives nouvelles d'emploi en milieu forestier et programmes de formation: le cas du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Ainsi, suite à cette évaluation serrée de l'état de la forêt régionale et de ses ressources résiduelles inexploitées, le projet soumettra aux intervenants de la forêt sagamienne des scénarios de restauration, d'exploitation et de remise en valeur de ces territoires forestiers, y compris les propositions de programmes et de profils de formation professionnelle adaptés aux nouveaux créneaux de mise en valeur. Non seulement cette démarche de recherche fournira-t-elle les résultats d'études globales de faisabilité pour les activités suggérées, mais elle associera étroitement les populations locales agroforestières concernées, en particulier les localités en bordure de la forêt, susceptibles de récupérer les résultats de l'étude en créant des activités et des emplois nouveaux. Nous pensons ici aux municipalités de Lac-Bouchette, Saint-André, Sainte-Hedwidge, Saint-Thomas, Notre-Dame-de-la-Doré, Saint-Stanislas, Saint-Eugène, Saint-Ludger, Sainte-Élizabeth, Ferland-Boileau, et Girardville.

C'est précisément cette frange agroforestière qui fera l'objet de notre analyse, et dont nous voulons ici mieux cerner le profil et le potentiel, dans ses composantes démographiques et sociales, susceptibles ou non de redémarrer un mouvement social à fondement éco-forestier. En d'autres termes, nous cherchons à évaluer les chances de voir des groupes socio-économiques récupérer le nouveau créneau proposé par **Forespoir** pour y entraîner, par la suite, une strate plus large qui générera une amorce de développement local un tant soit peu populaire et permanent.

Puis, nous soumettrons à l'analyse les quelques stratégies de changement retenues. Pour ce faire, l'espace de référence sera découpé et diagnostiqué afin de révéler des tendances lourdes de cette frange agroforestière. Ensuite, nous tenterons une extrapolation des **Idées-Images** d'un pédagogue mondialement reconnu, Monsieur Edward de Bono, appliquées aux stratégies de changement. À titre d'introduction, cernons d'un peu plus près les caractéristiques du territoire concerné par l'étude.

#### QUATRE POCHES DE MARGINALITÉ

Procédant par exclusion quelque peu arbitraire des localités à dominante urbaine et à fort caractère rural et récréotouristique, un pattern de quatre agglomérats relativement compacts de **25 localités agroforestières** (23 494 h.) se dessine (carte 1):

- ◇ *Bas-Saguenay: 6 localités, 5,159 habitants (1981) 22% de la population échantillonnée.* Ceci comprend les municipalités de: Anse-Saint-Jean, Ferland-Boileau, Petit-Saguenay, Rivière-Éternité, Saint-Félix-d'Otis et Sainte-Rose-du-Nord.
- ◇ *Lac-Saint-Jean sud: 4 localités, 4,018 habitants, (17% de l'échantillon):* Lac Bouchette, Saint-André-du-Lac-Saint-Jean, Saint-François-de-Sales et Saint-Hedwidge.
- ◇ *Lac-Saint-Jean nord: 7 localités, 6,523 habitants, (28% de l'échantillon):* Girardville, Notre-Dame-de-la-Doré, Saint-Edmond, Saint-Eugène, Saint-Stanislas et Saint-Thomas-Didyme.

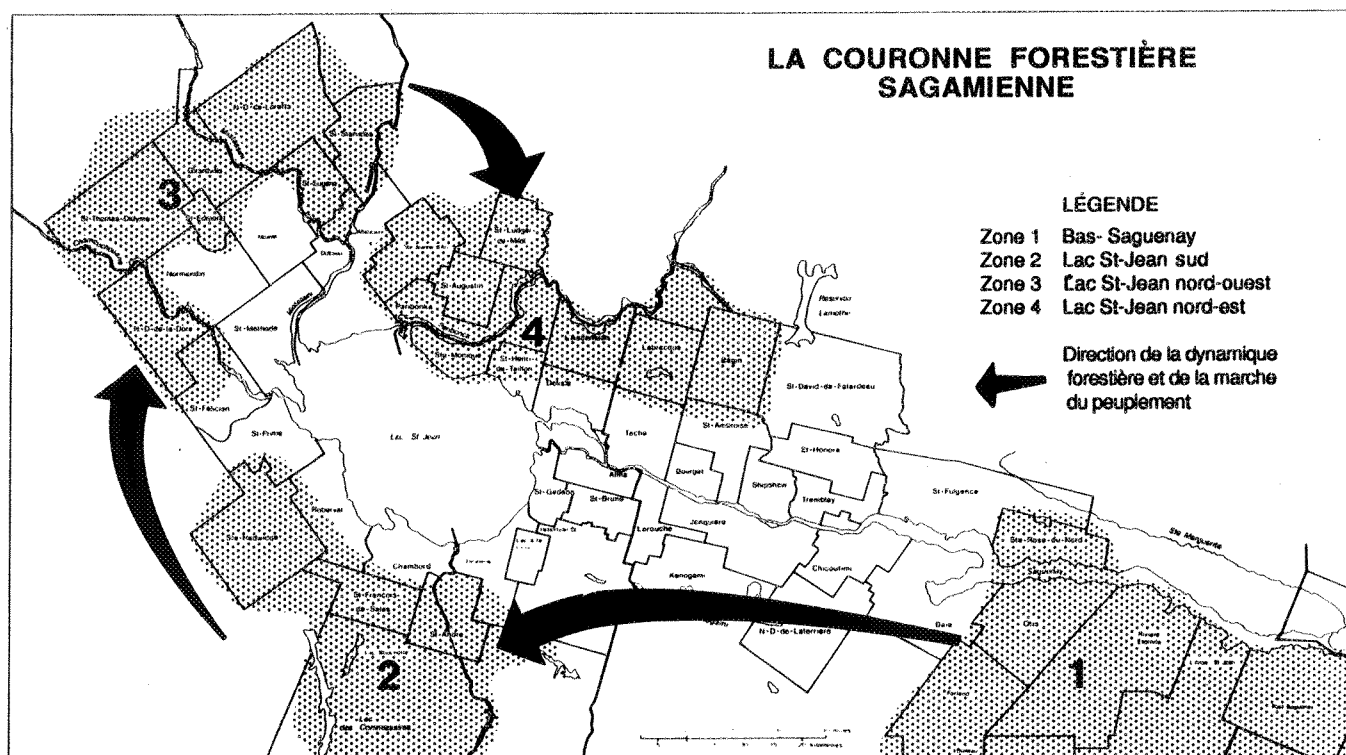
- ◊ *Lac-Saint-Jean nord-est: 8 localités, 7,794 habitants, (33% de l'échantillon): Bégin, Labrecque, Lamarche, L'Ascension, Saint-Augustin, Sainte-Jeanne-d'Arc, Saint-Ludger-de-Milot, Sainte-Monique.*

Dans ce pattern, notons l'absence relative du Haut-Saguenay dont les phénomènes de banlieue et de colonisation touristique urbaine (Saint-Honoré, Falardeau, Laterrière, Larouche, Saint-Fulgence) ont déterminé un vide agroforestier important et une nette coupure entre le premier et les trois autres groupes. Ces 25 localités accueillent 23,494 habitants en 1981 soit 41% des 61 municipalités de la région 02 pour seulement 8,2% des résidents de la Sagamie. C'est dire tout le déséquilibre socio-spatial qu'accentuerait sans doute davantage la prise en compte des superficies impliquées.

#### UNE MARGE QUI S'ÉTIOLE

Dix-huit de ces vingt-cinq paroisses de bordure sont en perte de vitesse démographique de 1971 à 1981, pour une moyenne médiane de -3,7%. La plus dynamique atteint un taux de variation de +15,3% en 10 ans. En 1981, le taux d'inoccupation atteint 62% en moyenne incluant les enfants d'âge scolaire, les femmes au foyer, les assistés-es sociaux et les vieillards. On ne peut donc compter que sur environ 35% d'actifs-ves pour subvenir aux besoins quotidiens des 3/5 de la population. Ce taux d'inoccupation oscille plutôt autour de 50 à 55% en milieu urbain et se fixe à 53% pour la Sagamie entière.

De plus, toutes les localités étudiées connaissent des pertes substantielles de population essentiellement concentrées dans la classe d'âge 0-14 ans. Les défections se chiffrent par dizaines et mêmes centaines par localité entre 1971 et 1981. Par bonheur, la classe active 15-64 ans se maintient à flot pour 14 des 25 paroisses, alors que 44% des localités enregistrent même des remontées substantielles, de 75 à 200 personnes en moyenne, par localité. Enfin, la couche âgée stagne ou progresse sensiblement à peu près partout.



Les laboratoires de géographie, UQAC



Mais au total, l'érosion démographique s'impose et le 3,7% de recul en dix ans joue dramatiquement sur des nombres absolus faibles, de l'ordre de 800 résidents par localité. Et rien ne permet d'espérer l'arrêt possible de l'inéluctable glissement de la couche déficitaire 0-14 ans vers la couche supérieure active (15-64), en sursis.

Selon un relevé du conseil des Affaires Sociales et de la Famille (CASF) daté de 1982-83, on identifie deux seules et uniques localités sur les 25, bénéficiaires d'investissements publics dans le domaine socio-sanitaire. C'est donc prendre acte une fois de plus, selon la thèse du CASF, de la terrible érosion du niveau de vie de ces zones, dont les prélèvements fiscaux ne reviennent que très rarement sous forme d'investissements de l'État, contribuant à un triple processus:

- ◊ Inéquité, sinon absence totale de péréquation ville/ campagne.
- ◊ Renforcement du pouvoir d'action des pôles urbains favorisés par les infrastructures lourdes de l'État.
- ◊ Démembrement progressif des structures socio-culturelles et socio-économiques des localités marginales et mort lente décrétée à moyen terme.

#### **DEUX MARCHÉS PARALLELES: LE PEUPLEMENT ET L'AGROFORESTIER**

Qu'en est-il maintenant du dynamisme socio-économique de ces zones, et en tout premier lieu de leur activité agroforestière comme condition première d'un mouvement social émergent?

Faute d'un diagnostic en profondeur sur le terrain et de données statistiques exhaustives, il faudra utiliser deux indices-clés mis au point par la commission de la Santé et de la Sécurité au Travail (CSST) pour toutes les municipalités du Québec, soit le nombre d'employeurs et la masse salariale. Si le travail au noir n'y apparaît évidemment pas, l'omission a l'avantage de s'appliquer à toutes les unités et de nous fournir des ordres de grandeur comparables. Par ailleurs, le système informatique de la CSST ne

permettant pas une rétrovision homogène aisée, nous devons nous arrêter à un portrait statique, celui de 1988.

Pour faciliter l'analyse statistique, nous avons regroupé toutes les activités de ces économies simples en trois catégories:

- ◊ les activités forestières (y compris le camionnage en vrac, assimilé empiriquement au transport du bois);
- ◊ les activités agricoles;
- ◊ les commerces et services privés et publics.

D'entrée de jeu, observons la faiblesse générale de ces économies locales: on dénombre en moyenne 25 employeurs par municipalité, générant chacun 57,000\$. Parlons donc de micro-entreprises, à peu d'exceptions près, sinon d'entreprises familiales. Chaque localité dégage annuellement entre 1 et 1,6M\$ (moyenne de zone, 1988) en masse salariale, avec un maximum absolu de 6,7M\$ à Girardville, exception colossale...

Au plan agroforestier, énumérons les principales activités récurrentes: exploitation forestière, presque partout; scieries, rabotage, bois oeuvré, portes et châssis; camionnage en vrac; travaux sylvicoles; élevage laitier, presque partout, (porc et mouton exceptionnellement); culture maraîchère, légumes en serre; fourrages et pommes de terre. Quant aux commerces, ils se limitent aux niveaux essentiels: dépanneurs, épiceries, magasins généraux, spécialités de vêtements et garages. Occasionnellement, on retrouve des quincailleries, et matériaux de construction, réparateurs de motoneiges et d'autos. Les services de base demeurent l'hôtel de ville, la fabrique paroissiale, le bar, le casse-croûte et le restaurant; souvent le salon de coiffure, occasionnellement le centre récréatif, l'hôtel ou motel, le pourvoyeur et le syndicat local.

Au plan spatial, le tableau 1 nous fournit d'intéressantes données, regroupées selon un découpage en quatre zones:

- ◊ Le Bas-Saguenay se détache nettement des trois autres zones par les plus faibles valeurs relatives du secteur agroforestier (30 et 40%).

**Tableau I**  
**SYNTHÈSE DES 4 ZONES DU TERRITOIRE À L'ÉTUDE**

| Zones                         | 1            |                     | 2           |                     | 3                       |                     | 4                  |                  |
|-------------------------------|--------------|---------------------|-------------|---------------------|-------------------------|---------------------|--------------------|------------------|
| Grandes catégories d'activité | Bas-Saguenay |                     | Lac-St-Jean |                     | S. Lac-St-J. Nord-Ouest |                     | Lac-St-J. Nord-Est |                  |
|                               | Employeur    | Masse salariale (%) | Employeur   | Masse salariale (%) | Employeur               | Masse salariale (%) | Emp.               | Masse salar. (%) |
| A                             | 19.7         | 35.2                | 29.3        | 52.3                | 38.7                    | 60.6                | 27.7               | 70.1             |
| B                             | 10.2         | 4.1                 | 14.1        | 2.1                 | 17.6                    | 5.3                 | 15.5               | 1.8              |
| C                             | 70.1         | 60.7                | 56.6        | 45.6                | 43.7                    | 34.1                | 56.8               | 28.1             |
| D                             | 100.0        | 100.0               | 100.0       | 100.0               | 100.0                   | 100.0               | 100.0              | 100.0            |
| Moyenne en val. absolues      | 21           | 0,9M\$              | 25          | 1.6M\$              | 34                      | 1,6M\$              | 22                 | 1.5M\$           |

A: Forêt et scierie, industrie du bois  
 B: Agriculture  
 C: Commerces, services et autres activités  
 D: Total des activités

- ◇ À partir de cette zone, dans le sens horaire autour du lac Saint-Jean, les masses salariales agroforestières croissent régulièrement et sensiblement: 52, 61 et 70% pour les zones 2, 3 et 4. Le phénomène inverse s'observe pour l'importance relative des services et commerces.
- ◇ La zone 3 domine largement la scène agroforestière en termes d'employeurs dans cette catégorie (56%) avec Girardville en tête, et de loin, sur tous les plans: on y dénombre le tiers des employeurs de la zone et près des 4/5 de la masse salariale !
- ◇ La zone 2 dégage deux pôles contigus: lac Bouchette et Saint-François-de-Sales avec respectivement 46% des employeurs et 40% de la masse salariale contre 22% et 32%. Mais Sainte-Hedwidge vit presque la monovalence industrielle avec 80% de la masse salariale issue de la forêt.
- ◇ En zone 4, deux centres également, Saint-Ludger et l'Ascension, se disputent 28.5 et 32% de la masse salariale, la zone

fracassant tous les records de masse salariale agroforestière (70%).

- ◊ Enfin, l'agriculture maintient de bonnes performances en termes d'employeurs au lac Saint-Jean (autour de 16%), mais génère de très faibles masses salariales. Là encore, le Bas-Saguenay se démarque sensiblement par rapport au Lac.

N'allons pas plus loin et concluons sur ce point: l'importance sinon le dynamisme de l'activité agroforestière sagamienne semble calquée sur la marche du peuplement depuis 150 ans: c'est en bout de piste que le tandem sol-forêt agite encore les forces vives enracinées localement (même si l'expression «tandem» dépasse strictement le lien étroit évoqué entre ces deux activités). Le nord du Lac Saint-Jean (zone 4) n'a plus rien à voir avec le Bas-Saguenay, dont les ressources semblent depuis longtemps épuisées pour l'agro-foresterie et qu'on tente maintenant de coupler au tourisme et au plein-air, bref, aux services du quaternaire.

Pour être plus précis, c'est toute la frange nord du lac Saint-Jean qui vibre encore et davantage aux activités traditionnelles et innovatrices de la forêt, entre autres raisons parce que plus tardivement venue à la colonisation et que la ressource y est encore existante et relativement accessible. Au coeur de cette activité fébrile: Girardville et Saint-Ludger avec leur coopérative, l'Ascension avec la scierie Price.

La frange Sud du lac fournit néanmoins un seuil assez élevé d'activités agroforestières pour la rattacher structurellement à la couronne septentrionale. Enfin, Ferland-Boileau émerge très nettement de la zone du Bas-Saguenay comme leader incontesté, de peuplement par ailleurs très récent: 53% d'employeurs et 68% de la masse salariale soutiennent tout le secteur agro-forestier.

Rappelons-le: voilà des conditions nécessaires mais non suffisantes pour l'amorce d'un mouvement social au sein d'un développement local axé sur l'agro-forestier innovateur. D'autres analyses socio-économiques devront raffiner ces hypothèses préliminaires et déterminer les conditions de vie d'une possible mutation écotechnologique à large adhésion sociale, possiblement

embryonnaire au nord du lac Saint-Jean et dans quelques localités isolées du Sud de la Sagamie rurale.

### SCÉNARIOS DE CHANGEMENT SOCIAL

Pour l'instant, sur la base de ces données, tentons d'appliquer les huit figures de changements proposées par Edward de Bono, à la problématique d'un possible et souhaitable mouvement social dans la frange agroforestière. Le tableau suivant pose les données essentielles des concepts utilisés et de leur interprétation terrain.

Un premier constat émerge de ces figures: le pouvoir de changement appartient surtout aux responsables, aux décideurs, aux leaders économiques et politiques et beaucoup moins aux organismes du milieu. Car en l'absence de poussée sociale spontanée dans la volonté de prise en main locale des ressources naturelles, contrairement aux expériences du Bas-Saint-Laurent ou du Haut-Abitibi, il faut bien se rabattre sur un type de changement planifié, volontaire, stratégique, voire «institutionnel». Il faut penser en termes de leadership populaire local agissant en concertation régionale, s'appuyant sur des potentiels locaux de changement, composant avec les contraintes biophysiques, socio-politiques, économiques et culturelles.

Ce leadership saura mobiliser tout allié régional déjà ouvert au changement, déjà conscientisé à l'impératif d'une mutation des esprits, des coeurs et des comportements face à la gestion de notre patrimoine naturel.

Un atout régional important, en Sagamie, demeure la vitalité du mouvement écologiste, dont les stratégies défensives de la dernière décennie semblent se muer graduellement en force de reconstruction et de restauration de notre environnement, souvent de concert avec la grande entreprise et les gouvernements (Cf. États généraux de l'environnement). Faudra-t-il par ailleurs souhaiter la résurgence d'une forte crise pétrolière pour réactiver tout l'intérêt de l'establishment économique et politique aux solutions énergétiques innovatrices? On ne finance pas la recherche de l'alternative en période de vaches grasses.

Tableau 2  
LES SCENARIOS DU CHANGEMENT SOCIAL





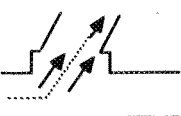



| No de figure | FIGURE  | TITRE                                    | CARACTÉRISTIQUES  | APPLICATION TERRAIN   |
|--------------|---|--|---|---|
| 79           |    | <b>SIGNAUX</b>                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Placer des signaux pour indiquer la nouvelle route, laissant l'ancienne intacte.</li> <li>Repose sur deux mesures artificielles: <ul style="list-style-type: none"> <li>Présomption de l'intérêt et de la capacité de lecture des acteurs;</li> <li>Présomption de leur volonté de s'y conformer.</li> </ul> </li> <li>Confusion probable à court et moyen termes dans les cheminements.</li> <li>Bons résultats possibles si longue période de transition.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Implique la mise en place d'un système, d'un plan de communication, par un organisme de promotion d'une nouvelle filière-bois régionale:</li> <li>Groupeements forestiers, coopératives forestières régionales, papeteries, scieries, association forestière québécoise, ARCI, Ass. des Reboiseurs du Québec, RQV?</li> <li>Irréaliste à court terme.</li> </ul> |
| 80           |    | <b>LES MENEURS</b>                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Formation spécifique d'un petit groupe et réinsertion dans le cadre. On compte sur l'exemple, l'explication.</li> <li>Positif si utilisation quotidienne. Négatif si utilisation occasionnelle.</li> <li>Risque de créer des élites et une cassure entre les pour et contre le changement.</li> <li>Un sine qua non: l'excellence de la formation pour éviter les fausses pistes.</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Possibilité de créer des cours, des stages ou des ateliers de formation interdisciplinaires (université, CEGEP, CFP, CSR), s'adressant aux leaders forestiers régionaux (coops forestières des localités dynamiques déjà identifiées, divisions forestières des papeteries, ...).</li> <li>Quelles chances d'utilisation quotidienne ultérieure?</li> </ul>      |
| 81           |   | <b>BLOCAGE DE LA VOIE TRADITIONNELLE</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Le système traditionnel est bloqué de manière simple. Les individus sont contraints de choisir une autre route. Solution radicale qu'exigent quelques fois les conjonctures.</li> <li>Longue préparation sous-sistable pour provoquer le désir du changement.</li> <li>L'efficacité totale: l'inactivité de l'ancien système, sa disparition...</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Aucune prise sur la filière-bois à l'échelle mondiale, celle qui nous régit et peu de prise sur la filière régionale pour pouvoir la bloquer.</li> <li>Qui en aurait le pouvoir d'ailleurs, sinon les papeteries et scieries, à logique productiviste?</li> </ul>  |
| 82           |  | <b>ATROPHIE</b>                          | <p>L'abandon d'une méthode désuète est la voie la plus simple à suivre: Atrophie naturelle de la structure devenue incommode, perturbatrice, problématique. Par paresse et inconvénient, les comportements peuvent aisément changer la voie traditionnelle devant de plus en plus impraticable.</p>   | <p>À long terme, c'est sans aucun doute le scénario qui s'imposera par l'absurdité du système actuel.</p> <p>Mais il faut accélérer la désuétude du système dans les esprits, les mentalités, les comportements (fig. 83).</p>  |

Tableau 2 suite

| No de figure | FIGURE   | TITRE                        | CARACTÉRISTIQUES  | APPLICATION TERRAIN  |
|--------------|--|------------------------------|---|--|
| 83           |   | <b>TENTATION</b>             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Rendre la voie à suivre plus attractive, plus simple, plus facile d'accès que l'ancienne</li> <li>Réduit la difficulté d'assumer la période de mutation</li> <li>Accorde toute son importance à la présentation du changement.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place par les papetiers, gouvernements (et coopératives?) de politiques, programmes et mesures d'incitation à valoriser la biomasse de façon optimale.</li> <li>Mais à ce jour, seul l'impératif économique les motive...</li> </ul>  |
| 84           |   | <b>TRANSITION PAR ÉTAPES</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>De petits segments jalonnent la nouvelle voie pour détourner vers elle une partie de la circulation.</li> <li>Changement progressif, sans volonté de tout changer en même temps.</li> <li>Accumulation graduelle de l'expérience du changement.</li> </ul>                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>Semble une voie réaliste dans la conjoncture et en fonction de la problématique posée.</li> <li>À la portée d'un groupe plus restreint et marginal d'acteurs sociaux déterminés.</li> </ul>   |
| 85           |   | <b>TRANSITION CANALISÉE</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Tracé qui vise à orienter le flux dans la nouvelle direction, en vue du seul changement de cap.</li> <li>Tracé transitoire, en fonction d'un nouveau système permanent.</li> <li><i>Idée de transition</i>, dynamique, conjoncturelle, passagère. <i>Idée-véhicule</i>.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Proche, à notre avis, de la figure 83, ce scénario échappe encore aux forces endogènes, relevant des forces économiques nationales et internationales.</li> <li>Par ailleurs, formation des meneurs (fig 80), promotion et publicité massive par ceux-ci peuvent mettre en route cette <i>idée-véhicule</i>.</li> </ul> |
| 86           |  | <b>ENTRÉE NOUVELLE</b>       | <ul style="list-style-type: none"> <li>On décide de prendre un nouveau départ et d'ignorer totalement l'ancienne voie.</li> <li>Au lieu de modifier un comportement ancien, on cherche à en concevoir de nouveaux qui ne soient pas issus de l'ancien.</li> </ul>   | <p>Ce serait le scénario idéal, évidemment irréaliste et irréalisable pour cette problématique à l'échelle régionale.</p>  |

Source: L'Atlas du décideur, Ed. DeBono, Londres, 1984

Enfin, la forêt québécoise publique hérite d'un lourd passif gestionnaire dominé par le plus puissant lobby capitaliste du pays, dévié par la plus grande complaisance gouvernementale enregistrée envers un groupe financier et hypothéqué par les pires pratiques sylvicoles de la planète depuis le début de son exploitation... et avouons-le, accentué par l'inconscience généralisée des Québécois envers l'intégrité de leur forêt, l'ennemi héréditaire!

Tout ces macro-facteurs conjugués ne créent sans doute pas les conditions de base favorables à l'émergence d'un mouvement social fort dans un développement local vigoureux, au plan agroforestier. À l'échelle micro-régionale, nous avons toutefois pu identifier sommairement et à titre d'hypothèses à vérifier, des localités et des secteurs plus dynamiques, à peuplement plus récent, qui survivent dans une frange agroforestière en perte de vitesse démographique et économique.

Les scénarios 80 et 84 de Bono semblent proposer des stratégies réalistes, que trois partenaires sociaux pourraient tenter de mettre en place: les acteurs dynamiques des localités agroforestières fortes, le mouvement écologiste régional et les institutions de recherche et de formation régionales.

Après tout, il faudra bien faire confiance aux «champs morphogénétiques» si mystérieux dans la transmission planétaire de l'information et des comportements. Et aussi à Forespoir...!

#### NOTE

- 1 Forespoir est le titre abrégé du projet de recherche intitulé: **Dégradation et revalorisation des espaces forestiers du Québec: le cas de la Sagamie**. Le FCAR, volet équipe, subventionne ce projet sur trois ans (1987-90) ainsi que la Fondation de l'UQAC et la Coopérative forestière de Girardville.





## **RÉCUPÉRATION DU BOIS NOYÉ ET MISE EN VALEUR DE LA BIOMASSE FORESTIÈRE: VERS UN DÉVELOPPEMENT LOCAL?**

**Suzanne TREMBLAY**  
Maîtrise en études régionales  
Université du Québec à Chicoutimi

La récupération du bois noyé et la mise en valeur de la biomasse peuvent-elles devenir une nouvelle avenue pour le développement des petites communautés agroforestières de la Sagamie? Voilà la problématique que nous tenterons de cerner dans ces quelques pages. Mais avant de mettre en place des éléments de réponses et de réflexions sur cette problématique, regardons en quoi consiste la récupération du bois noyé en expliquant les objectifs et la démarche méthodologique de notre recherche.

La récupération du bois noyé (ou calé) signifie qu'on va chercher les billes de bois qui se sont accumulées au fil des ans au fond des lacs et rivières ayant servi au flottage du bois. Il y a déjà eu quelques petites expériences de récupération de bois noyé au Québec dont une sur les bords de la rivière aux Rats, dans la sous-région du Lac-Saint-Jean, de même que dans la région de la Mauricie. Toutefois, la faisabilité de la récupération du bois noyé n'a jamais fait l'objet d'une recherche systématique. Il faut mentionner également que cette étude s'inscrit dans un projet de recherche plus vaste portant sur la revalorisation des espaces forestiers en Sagamie et au Québec à l'intérieur du GRIR.

Depuis l'ouverture du royaume du Saguenay à l'exploitation forestière, donc depuis cent cinquante ans, les cours d'eau de la région, comme ceux de toutes les régions forestières du Québec, ont servi pour le transport des billes de bois coupées par les exploitants de la forêt<sup>1</sup>. Inévitablement, au long de la course folle de billots sur les cours d'eau, un certain nombre calent au fond de l'eau pour former des gisements de matière ligneuse encore

utilisable: le bois submergé ne pourrit pas, à cause de l'oxygène. Dans le cadre de notre recherche, il apparaissait donc important d'évaluer le volume de bois enfoui dans les cours d'eau du Saguenay—Lac-Saint-Jean et surtout de déterminer la localisation de ces gisements.

Cette recherche sur la récupération du bois noyé fait appel à plusieurs disciplines pour sa réalisation. Premièrement, elle met à contribution l'histoire puisque la présence du bois noyé relève d'une activité à caractère historique qui a débuté au tout début de l'exploitation forestière. Cette activité était la drave que l'on peut définir comme l'art de faire flotter le bois sur les cours d'eau pour le rendre à destination. En ce sens, récupérer le bois noyé, c'est un peu cueillir le fruit d'une activité passée pour trouver une ressource pour le présent et l'avenir. Notre recherche met à contribution également la biologie et l'écologie pour déterminer et tenter de prévoir à la fois les impacts de la présence des billots au fond de l'eau et les impacts potentiels de leur récupération. Enfin, au plan sociologique, il s'agit comme le mentionne le sociologue Robert Laplante à propos du reboisement, de déterminer les «enjeux sociaux»<sup>2</sup> d'une nouvelle filière d'exploitation de la biomasse et de voir dans quel contexte social elle s'inscrit.

#### DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Tout d'abord, il faut mentionner que même si nous aurions aimé retracer tout le bois qui a été flotté au Saguenay—Lac-Saint-Jean au cours des cent cinquante dernières années, cela aurait été impossible, d'une part, à cause du manque de données et, d'autre part, de l'ampleur qu'aurait représenté une telle recherche. Nous avons donc choisi une période où les données étaient les plus facilement accessibles: il s'agit d'une période de 35 ans qui s'étend de 1952 à 1987. De plus, nous avons utilisé les données de la compagnie Abitibi-Price, autrefois Price Brothers. En plus d'être facilement accessibles, les données de cette compagnie ont l'avantage d'être représentatives de l'ensemble du territoire

forestier de la Sagamie puisque les territoires de coupe de la compagnie Price s'étendent du nord du Lac-Saint-Jean jusqu'au Bas-Saguenay, en passant par le Lac Kénogami et le secteur de la rivière Shipshaw.

Pour savoir où le bois se noie et dans quelles conditions il faut examiner les pratiques de la drave qui avaient cours antérieurement et celles qui existent toujours sur certains cours d'eau. Ces pratiques ont en effet bien changé depuis l'avènement du transport par camion et l'ouverture des routes forestières. À l'aide d'entrevues<sup>3</sup> avec des anciens draveurs, des rapports après-coupe de la compagnie Price et de la littérature, nous avons tenté de reconstituer ces pratiques. Nous savons qu'au début de la drave, tous les cours d'eau, des plus grands jusqu'aux petits ruisseaux, étaient susceptibles d'être dravés. Nous pourrions croire alors que tous les lacs et rivières peuvent receler du bois noyé dans leur lit. Pourtant, le récit des anciens draveurs nous apprend que le bois cale<sup>4</sup> généralement à l'endroit où il stagne et que les rivières sont peu sujettes à contenir du bois noyé car lorsqu'elles dévalent les rapides, les billes n'ont pas tendance à aller vers le fond. Les endroits les plus propices à l'accumulation des billots de bois sont donc les lacs, les lieux de déchargements des billes et les portions de cours d'eau (lacs ou rivières) situés en amont des nombreuses digues et barrages construits pour faciliter le flottage du bois sur l'eau. Les indications qui nous sont données par les draveurs de métier sont, comme nous le voyons, des plus précieuses puisqu'elles nous permettent d'orienter nos recherches de façon plus précise. Ces propos des draveurs sont d'autant plus importants que la drave, même si elle fut une pratique importante dans l'histoire de l'exploitation forestière, est très peu dépeinte dans la littérature sur les premiers chantiers forestiers. En effet, mis à part les récits folkloriques sur les marcheurs de «pitou-nes»<sup>5</sup>, il existe peu de livres qui décrivent systématiquement les façons de faire la drave et les particularités de ce mode de transport de bois sur l'eau. C'est pourquoi une partie de notre

recherche sera consacrée à retracer les pratiques de la drave et les particularités du métier de draveur.

Mais comment arriver à évaluer la quantité de bois qui se trouve dans les différents lacs? Les rapports après-coupe de la compagnie Price nous ont fourni tout le matériel nécessaire pour tenter de répondre à cette question. Nous avons en effet noté les volumes de bois coupé par la compagnie Price pour la période de trente cinq ans que nous avons choisie. Ces rapports après-coupe nous fournissent non seulement les volumes de bois, mais aussi les endroits et la cartographie où ils ont été coupé. C'est ainsi qu'à l'aide d'un calcul de pourcentage de perte de bois qui varie entre un et trois pourcent, selon la littérature et les évaluations des compagnies forestières, nous pourrions obtenir une estimation du bois qui s'est possiblement déposé au fond des cours d'eau de la Sagamie pour une période de trente cinq ans. La cartographie des territoires de coupe nous permettra de visualiser les endroits où le bois a passé et de définir les grands réseaux de cours d'eau où les gisements de bois se trouvent. Nous parlons ici de grands réseaux de cours d'eau puisqu'il s'agit des lacs et des rivières qui ont reçu tout le bois coupé dans un secteur d'aménagement forestier donné. Il serait inutile de relever chaque petit cours d'eau dravé où la quantité de bois calé risque d'être minime. Même si nous sommes encore à l'étape de la compilation des volumes de bois coupé, nous pouvons dès maintenant dégager plusieurs de ces grands réseaux de flottage du bois. Ainsi, de façon préliminaire, nous pouvons parler du réseau de la rivière Péribonka avec ses tributaires dont la rivière Alex et le lac Tchitogama. Le secteur de la rivière Mistassini peut être considéré également comme important. Dans l'unité d'aménagement Shipshaw, on peut retenir la rivière Shipshaw, les lacs Onatchiway et Lamothe sont susceptibles de contenir de grandes quantités de billes calées. Dans le secteur du Lac Kénogami, on parle des rivières Petite et Grande Pikauba, de la rivière Cyriac, de la rivière aux Écorces et du Lac Kénogami lui-même.

Mais cette recherche systématique du volume de bois submergé ne peut avoir de sens que si elle est orientée vers une finalité précise, en l'occurrence ici la mise sur pied de petites entreprises de récupération du bois noyé à travers le territoire de la Sagamie. Évidemment, la création de telles entreprises de récupération soulève plusieurs questions quant à l'utilisation de ce bois, aux débouchés possibles, aux procédés technologiques pour la récupération et aux conséquences pour la flore et la faune de ces cours d'eau et de leur environnement immédiat. Notre recherche tentera de répondre à ces questions, mais l'essence de notre propos pour l'immédiat ne se situe pas là. Il s'agit plutôt, pour revenir au thème des mouvements sociaux dans le développement local, de s'interroger sur ce qui motive le développement d'entreprises alternatives vouées à la mise en valeur de la biomasse forestière et plus particulièrement dans le cas qui nous préoccupe à la récupération du bois noyé. Y a-t-il un contexte social particulier qui milite en faveur de l'exploitation d'une filière axée vers la biomasse? Retrouve-t-on un mouvement social à l'origine de cette idée de la récupération du bois calé? L'exploitation de la biomasse s'inscrit-elle dans un nouveau mouvement pour le développement local?

#### **LE CONTEXTE DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE AU QUÉBEC DANS LES ANNÉES QUATRE-VINGTS**

Dans l'industrie du bois, deux éléments nous apparaissent particulièrement significatifs pour expliquer cette recherche de nouvelle filière d'exploitation de la matière végétale. Il s'agit d'abord des pertes d'emplois dans le secteur de l'exploitation forestière et de la menace de rupture de stock qui s'annonce pour les prochaines décennies.

Depuis l'avènement de la mécanisation dans le secteur de l'exploitation forestière, c'est-à-dire le domaine de la coupe du bois, de la préparation des terrains de coupe et du transport, beaucoup d'emplois ont été perdus. Ainsi, de 1963 à 1982, les emplois dans

le secteur de l'exploitation forestière sont passés de 22,449 emplois à 8,994, c'est donc un déficit de plus de 13,000 emplois au Québec<sup>6</sup>. Ce sont pour la plupart du temps les secteurs ruraux et les régions périphériques comme l'Abitibi et le Saguenay—Lac-Saint-Jean qui font les frais de ces pertes d'emplois. Cette situation d'érosion des emplois reliés aux métiers traditionnels de l'exploitation forestière (bûcherons, mesureurs, draveurs etc...) prévaut en fait depuis au moins les années quarante. Ainsi, le nombre d'emplois pour le secteur forestier des compagnies de pâtes et papier était en 1947 de 35,074; en 1960 il n'en restait guère plus qu'une vingtaine de mille<sup>7</sup>. En 1988, la situation ne s'est guère améliorée et l'on retrouve des surplus de main-d'oeuvre forestière dans presque toutes les régions du Québec comme l'Abitibi, la Gaspésie et le Bas Saint-Laurent, le Saguenay—Lac-Saint-Jean, la Mauricie, la Côte-Nord, etc.<sup>8</sup> De plus, si les régions périphériques sont les plus touchées par cette pénurie, ce sont les petites communautés agroforestières de ces régions qui subissent le plus fortement les contrechocs de cette détérioration. Par exemple, au Saguenay—Lac-Saint-Jean, les petites communautés forestières de Rivière-Éternité et de Sainte-Rose-du-Nord<sup>9</sup> sont parmi celles qui ont particulièrement souffert de la disparition de ces emplois.

Si la mécanisation des opérations forestières et la forte concurrence sur le marché mondial sont les grandes responsables de cette situation, le recul de la forêt est un autre facteur qui amène des pertes d'emplois lorsque les petits producteurs de bois ne peuvent trouver d'approvisionnement à proximité du territoire de leur village ou communauté. Ce recul de la forêt est précurseur d'une menace très grande pour l'exploitation forestière, celle de la rupture de stock de matière ligneuse. Depuis nombre d'années déjà, des spécialistes de la foresterie annoncent une rupture dans les stocks forestiers si l'exploitation de la forêt continue à ce rythme. Dès 1966, en effet, une conférence réunissant les représentants de l'État et de l'industrie forestière à Montebello arrivait à la conclusion «qu'à ce rythme, les réserves de bois marchand seraient épuisées en l'an 2000»<sup>10</sup>. Malgré ces prévisions pessi-

mistes, la coupe du bois a continué à la même cadence et a même progressé, ce qui fait que l'industrie coupe plus de bois par année que les possibilités bio-physiques de la forêt<sup>11</sup>. Si les choses ne changent pas, il pourrait y avoir une pénurie de bois à moyen terme, dans trente ou quarante ans, soit au début du vingt et unième siècle<sup>12</sup>.

Voilà donc les deux éléments qui semblent déterminants et qui amènent un contexte particulier où il faut d'une part, chercher à recréer les emplois qui ont été perdus dans le secteur de l'exploitation forestière et, d'autre part, éviter à tout prix la fameuse pénurie de matière igneuse qui menace l'industrie forestière. À ce chapitre, plusieurs solutions peuvent être mises en oeuvre. Celle du reboisement est certainement une des plus importantes avec un programme de plantation de 300 millions d'arbres par année lancé par le gouvernement du Québec. La mise en valeur de la biomasse forestière pourrait également devenir une autre avenue de solution pour trouver de nouvelles sources de fibres de même que pour une utilisation plus durable des ressources actuelles. Évidemment, l'utilisation de la biomasse n'en est qu'à ses balbutiements; de plus le terme biomasse recouvre une réalité beaucoup plus vaste que la seule matière végétale puisque les boues d'égouts, le lisier d'animaux font partie également de la biomasse<sup>13</sup>. La biomasse forestière, hormis les copeaux, est plus souvent utilisée à des fins énergétiques comme l'utilisation des résidus de bois pour chauffer les bouilloires des usines.

Par rapport à ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, c'est-à-dire le bois noyé, qu'il soit destiné à la transformation en copeaux, à des fins énergétiques ou autres, notons qu'il peut constituer un apport important comme ressource végétale et créer ainsi des emplois au niveau local. Pour se faire une idée de l'ampleur de cette ressource, nous n'avons qu'à imaginer la masse de bois qui peut se trouver dans le fond des cours d'eau: 1 pour/100 de tout le bois qui est passé dans les rivières du Québec



depuis les débuts de la coupe du bois, jusqu'au milieu des années soixante dix<sup>14</sup>, moment où le flottage du bois a commencé à péricliter comme mode de transport dominant. De toute façon, on ne peut qu'arriver à un chiffre astronomique et cela, même si ce bois ne pourra être récupéré en totalité.

### **UN MOUVEMENT SOCIAL À L'ORIGINE DE LA MISE EN VALEUR DE LA BIOMASSE**

Il ne fait pas de doute que l'idée d'utiliser la biomasse, de récupérer le bois noyé provient du courant de pensée véhiculé par le mouvement écologiste et celui pour la conservation de la nature. Arrêt du gaspillage, nouvelles formes d'énergie, conservation des ressources sont autant de thèmes qui ont été développés par le mouvement écologiste depuis le début des années soixante-dix au Québec<sup>15</sup>.

En ce qui a trait au bois noyé, le transport des billots sur les lacs et rivières a fait énormément de dommages à ces cours d'eau au plan biologique, environnemental et social comme l'affirme le biologiste Michel Lauzon: «La détérioration des biômes aquatiques découlant des opérations de flottage se traduit par des coûts sociaux qui devront être assumés directement ou indirectement par l'ensemble de la population du Québec»<sup>16</sup>. En effet, en plus d'affecter la qualité physico-chimique de l'eau par les quantités de produits chimiques qui se libèrent de l'écorce des billes de bois trempées, l'accumulation des billots nuit aux frayères à poissons, aux habitats fauniques pour la sauvagine par les engorgements que ces billes provoquent et par les résidus et particules qu'elles drainent avec elles. Au plan socio-économique, le flottage du bois a des effets désastreux puisqu'il compromet sérieusement les activités de récréation comme la baignade et les autres sports nautiques.

Dans ces conditions, l'idée d'arrêter le flottage du bois, de nettoyer les cours d'eau des billots qui les engorgent et, encore mieux d'utiliser ce bois noyé est certainement inspiré des précep-

tes de conservation des ressources et d'utilisation harmonieuse du milieu naturel tel que suggéré par la pensée écologiste. Mais comment transformer ces préceptes écologistes en une mise en valeur du développement local?

Les théories de l'écodéveloppement et du développement endogène, telles que formulées entre autres par Ignacy Sachs, nous aident à proposer la récupération du bois noyé comme ressource du développement local. Une telle proposition s'inspire essentiellement des principes de l'écodéveloppement: autonomie dans les modèles de développement, harmonie avec le milieu naturel, prise en compte des besoins humains de façon équitable<sup>17</sup>. Si l'idée de récupérer le bois noyé est en conformité avec ces principes, elle nous met au défi d'appliquer ces principes de développement. En d'autres termes, la mise en valeur de la biomasse et de la récupération du bois noyé peuvent-elles s'avérer des éléments déclencheurs de stratégies d'écodéveloppement et du même coup créer un mouvement social plus large pour le développement axé vers la conservation des ressources dans les milieux locaux?

Comme nous le voyons, l'écodéveloppement et le développement local apparaissent étroitement liés, mais on peut se demander si les conditions requises par la mise en place d'un mouvement social axé vers la conservation des ressources existent dans les communautés agroforestières de la Sagamie et du Québec? Jean-Louis Guigou donne la définition suivante du développement local: «Le développement local est l'expression de la solidarité locale créatrice de nouvelles relations sociales et manifeste la volonté des habitants d'une microrégion de valoriser les richesses locales, ce qui est créateur de développement économique.»<sup>18</sup>. De son côté, Philippe Adaylot cite John Friedmann qui parle «de l'expression de la foi dans l'aptitude d'un peuple à progresser dans la direction qu'il a choisie»<sup>19</sup>, à propos de développement autocentré.

Alors, si le bois existe au fond de l'eau ainsi que la technologie pour aller le chercher, cette volonté, cette solidarité et cette foi

existent-elles dans les petites régions du Québec? Le mouvement écologiste saura-t-il déborder de sa base traditionnelle pour aller rejoindre ceux et celles qui vivent dans ces petites communautés agroforestières et qui sont en quelque sorte les laissés pour compte de la foresterie mécanisée? Avouons qu'au départ les liens entre les adeptes de la conservation à tout prix et les travailleurs forestiers peuvent apparaître plutôt ténus !

Et l'autre question cruciale est la suivante: les petites communautés forestières auront-elles la force et la volonté pour créer elles-mêmes ces petites entreprises de récupération et de mise en valeur de la biomasse sans attendre l'initiative des grandes compagnies forestières? Comme l'affirme en effet Robert Laplante: «La question n'est pas celle de l'emploi mais bien celle de l'autonomie.»<sup>20</sup>. Cette question de l'autonomie se trouve donc au cœur de ce mouvement pour le développement local puisque nous faisons l'hypothèse, comme pour le reboisement, que la récupération du bois noyé et la mise en valeur de la biomasse a pour but de «vivre de la forêt et non dépendre des compagnies.»<sup>21</sup>

Évidemment, il n'est pas facile de répondre à ces questions et ce n'est certes pas cet article ni notre mémoire de maîtrise qui ont la prétention de les apporter. Sans doute, seul l'avenir pourra vraiment confirmer ou infirmer nos hypothèses. Malgré tout, nous plaiderons pour l'optimisme, et pour deux raisons principales.

Premièrement, la mise en valeur de la biomasse, même si elle a l'avantage de demeurer dans la filière traditionnelle des communautés forestières, c'est-à-dire l'utilisation des produits de la forêt, est en même temps un secteur d'avenir ouvert sur le monde des technologies «douces» pour trouver des formes nouvelles de ressources pour le futur.

Deuxièmement, même si les liens entre les forestiers et les conservationnistes semblent peu évidents, il n'en demeure pas moins que le mouvement pour l'utilisation plus rationnel des ressources prend de l'ampleur et s'étend à des milieux en dehors

des groupes écologistes habituels. À preuve, le rapport du Groupe de travail national sur l'environnement et l'économie, formé de ministres et de présidents de compagnies (1987), qui met l'accent sur «l'utilisation durable des ressources»<sup>22</sup>. La foresterie n'échappe pas à cette tendance avec les catastrophes qui s'accumulent: menace de bris dans les stocks de bois, ravage des pluies acides, écosystèmes débalancés etc... Ces questions cruciales pour la foresterie et les enjeux dépassent largement nos frontières.

Un défi de taille pour le prochain siècle: reconstituer la grande forêt québécoise, celle de l'époque des coureurs des bois? «Les enjeux sont planétaires. Les pluies acides ne connaissent pas de frontières. Et nous avons beau sauver nos forêts du nord, elles ne suffisent pas à compenser le désastre qui frappe les arbres tropicaux. Chaque année, l'homme plante un million d'hectares de nouvelles forêts, mais il en perd 10 millions. Que nous soyons Suédois ou Québécois, nous devons tous lutter pour sauvegarder le capital forestier de l'humanité»<sup>23</sup>.

Cette lutte pour conserver la forêt peut commencer à l'échelle locale et comme les forestiers sont les premières victimes de ce mode de récolte et d'exploitation de la forêt, peut-être seront-ils ouverts face à de nouvelles façons d'utiliser la forêt. Dans ce sens, la valorisation de la biomasse forestière peut devenir un élément pour favoriser l'éclosion d'un mouvement social local, lequel mouvement a déjà des assises plus larges qui s'inscrivent dans un mouvement global pour la sauvegarde du patrimoine naturel et l'utilisation durable des ressources.

En somme, plusieurs éléments coexistent pour favoriser la récupération et la mise en valeur de la biomasse forestière comme nouvelle avenue de développement local en milieu agroforestier: le contexte actuel de la foresterie, les conditions favorables au développement local, c'est-à-dire la présence des ressources matérielles, naturelles et humaines, le savoir technique et la capacité entrepreneuriale<sup>24</sup>. En fait, seule cette fameuse question de la foi et de la volonté dont parlent Guigou,

Adailot et les autres nous apparaît plus incertaine; notre recherche est trop peu avancée encore pour avoir pu déceler un mouvement en ce sens. Mais peut-être d'autres chercheurs-es ont déjà des contributions à proposer à ce sujet.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

- 1 Conseil Régional de l'Environnement du Saguenay...Lac-Saint-Jean, Chibougamau, *Le flottage du bois, un oubli dans l'avant-projet de loi sur les forêts*, Alma, août 1986, p. 7
- 2 LAPLANTE, R., «État et réorganisation communautaire: pour cerner les enjeux sociaux du reboisement», in *Aménagement et développement vers de nouvelles pratiques?* in cahier de l'ACFAS no 38, 1986, pp. 55-70
- 3 TREMBLAY, S., *La récupération du bois noyé: une avenue possible de développement régional. Potentialité et moyens de mise en oeuvre*. Projet de mémoire de maîtrise, Maîtrise en études régionales, UQAC, Avril 1988, 18 p.
- 4 Calé: v. tr. et intr. Enfoncer: caler dans la neige, in Lapointe Raoul. *Des mots pittoresques et savoureux. Dictionnaire du parler populaire du Saguenay...Lac-Saint-Jean*. Archiv-Histo, Fédération des sociétés d'histoire du Québec, 1988, p. 20
- 5 Pitoune: n.f. Bille de bois mesurant quatre pieds de longueur, *ibid.*, p. 90
- 6 JOBIDON, R., ST-AMAND, D., *Gestion forestière.*, Modulo Éditeur, 1986, p. 42.
- 7 Ministère de l'Industrie et du commerce, Bureau de la statistique du Québec, *Annuaire du Québec 1966-67*. Gouvernement du Québec, p. 588
- 8 Ministère de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, *Surplus et pénuries de main-d'oeuvre prévus au Québec et dans ses régions pour 1988*, Les publications du Québec, Gouvernement du Québec, 1987, p. 52
- 9 Notes personnelles recueillies par l'auteure lors d'une tournée de séances d'information en aménagement du territoire. Pour plus d'information voir le document: Boudreault R., Tremblay S. *Rapport sur le projet des séances d'information en aménagement du territoire*. GRIR, UQAC, mars 1987, 25 p.
- 10 MAC KAY, D. *Un patrimoine en péril. La crise des forêts canadiennes*. Les publications du Québec, Gouvernement du Québec, 1986, p. 140.
- 11 Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Bâtir une forêt pour l'avenir. La politique forestière*, Gouvernement du Québec, juin 1985, p. 27.
- 12 DRAPEAU, J.-P., «L'État de l'environnement forestier au Québec». *Franco-Nord*, vol. 5, no 3, 1988, p. 7
- 13 BUSSIERES, P., «Biomasse et énergie au Québec», *Interface*, novembre-décembre 1984. pp. 18-21.

- 14 BISSONNETTE, M., «Le transport du bois», *Forêt-Conservation*, décembre 1986-janvier 1987, p. 26
- 15 VAILLANCOURT, J.-G., *Mouvement écologiste, énergie et environnement: Essais d'écologie sociale*. Montréal. Éd. coopératives Albert Saint-Martin, 1982, p. 78
- 16 LAUZON, M., «Impacts du flottage du bois sur les écosystèmes aquatiques» in *L'utilisation polyvalente de la forêt: une utopie?*, Actes du colloque organisé par le Regroupement pour un Québec Vert, 54e congrès de l'ACFAS, Regroupement pour un Québec Vert, 1988, p. 95.
- 17 SACHS, I., *Stratégie de l'écodéveloppement*, Paris, Éd. Ouvrières, p. 32.
- 18 GUIGOU, J.-L., «Le développement local, espoir et freins», in *Développement local et décentralisation*, sous la direction de B. Guesnier, Éd. Antropos, 1986, p. 47.
- 19 AYDALOT, P., *Économie régionale et urbaine*. Paris, Economica, p. 146.
- 20 LAPLANTE, R., *loc.cit.* p. 68.
- 21 *Idem.*
- 22 *Rapport du Groupe de travail national sur l'environnement et l'économie*, présenté au Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, 24 septembre 1987, p. 12
- 23 TURGEON, P., «Suède l'or vert. L'industrie forestière de ce petit pays produit quatre fois plus de bois que le Québec», *L'Actualité*, août 1988, p. 57.
- 24 GODARD, O., CÉRON, J.P., VINAVER, K., et S. PASSARIS, «Le développement endogène et la différenciation des espaces de développement: une grille d'analyse pour le développement local», *Nouvelles de l'écodéveloppement*, Centre international de recherche sur l'environnement et le développement, Paris, décembre 1985, no 35, p. 27.



## **LA VILLE ET LA CAMPAGNE: CONTRAINTES D'UTILISATION DES TERRES AGRICOLES COMME FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT LOCAL**

**François BOUCHARD**  
**Maîtrise en études régionales**  
**Université du Québec à Chicoutimi**

À la fin des années soixante-dix, le Québec s'est pourvu d'une politique de préservation de son potentiel agricole. Dans le cadre de cette politique, l'Assemblée Nationale du Québec se dotait d'une loi sur la protection du territoire agricole communément appelée Loi 90 et qui fut effective pour la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean le 11 juin 1980.

Au plan économique, le Québec avait choisi de faire de son industrie agro-alimentaire un des axes importants de l'essor économique du Québec. Les phénomènes d'expansion des villes, d'urbanisation des campagnes et de spéculation foncière spécialement dans la région sud de Montréal obligèrent le gouvernement en place à adopter cette législation qui devait servir de contrainte d'utilisation des terres à bon potentiel pour des fins autres qu'agricoles. Malgré le fait que l'adoption d'une telle législation était principalement motivée par la pression urbaine exercée sur les terres agricoles de la région sud de Montréal, il demeure que la Loi 90 fut d'application nationale.

Au Saguenay, les meilleures terres agricoles se retrouvent spécialement en bordure des centres urbains de Jonquière, Chicoutimi et La Baie. Tout comme dans la région sud de Montréal, ces meilleures terres arables situées en périphérie des centres urbains du Saguenay disparaissaient avant l'entrée en vigueur de cette loi en 1980, au profit des projets de développement résidentiel, commercial et industriel. Est-il nécessaire d'ajouter que chaque mètre carré de bon sol agricole perdu à des fins d'usage non agricole constitue une hypothèque supplémentaire pour le grenier local. En ce sens, la Loi 90 peut servir d'agent de développement local.



L'auteur s'intéresse principalement à cette question du phénomène de la pression urbaine exercée sur le milieu rural et aux effets concrets de cette législation au Saguenay dans le cadre de la rédaction de son mémoire de maîtrise.

## PROBLÉMATIQUE

Le 13 juin 1980, l'adoption de la Loi 90 a eu pour effet de geler, au Saguenay—Lac-Saint-Jean le 13 juin 1980 toute transaction sur ce qui fut zoné agricole par le gouvernement par le décret numéro 1694-80. De plus, les usages non agricoles au moment de l'adoption de la loi étaient dorénavant limités dans leur exercice. Tout nouvel usage non agricole était dorénavant interdit sur les terres zonées agricoles par le gouvernement. Toutefois le législateur, après avoir établi un gel des terres agricoles, créait dans cette même loi un tribunal qui devait entendre à l'avenir toutes les nouvelles demandes d'usage non agricole, soit la Commission de Protection du Territoire Agricole du Québec.

Le mécanisme de dérogation étant régi par un tribunal administratif, les intervenants directement intéressés par les demandes d'usage non agricole devaient donc faire connaître leur position et la Commission exerçait son pouvoir discrétionnaire, dévolu par la loi. La Commission siège depuis 1980. Il y a donc lieu de se demander de quelle manière ce tribunal a exercé sa discrétion depuis 1980. A-t-elle été réceptive aux demandes d'usage non agricole? Dans quelle mesure? sachant que la Commission est le seul chien de garde des terres de bon potentiel au Québec.

Dans le cadre d'une demande d'usage non agricole, divers intervenants font connaître leur point de vue. Parmi ces intervenants, il y a les corporations municipales. Nous nous sommes demandés comment chacun de ces intervenants perçoit les demandes d'usage non agricole faites sur les meilleures terres agricoles du Saguenay.

## MÉTHODOLOGIE

Près de 600 dossiers ont été entendus et jugés par la Commission de protection du territoire agricole relativement aux villes de Jonquière, Chicoutimi et Ville de la Baie, de 1980 à 1987 inclusivement. Dans le cadre de notre mémoire de maîtrise, nous avons lu les 600 décisions. Toutefois, pour les fins des présentes, nous nous servirons que des 282 premiers dossiers compilés. Dans cet échantillonnage se retrouve la majorité des décisions rendues relativement à la Ville de Chicoutimi et à la Ville de Jonquière. Ces 282 dossiers n'ont pas fait l'objet d'un choix spécifique. Il ne s'agit, comme mentionné précédemment, que des 282 premiers dossiers systématiquement étudiés.

Dans chacun des dossiers de la Commission, nous retrouvons une demande initiale déposée par le requérant d'une demande d'usage non agricole, le rapport d'analyse fourni par un analyste de la Commission et une décision rendue par la Commission, décision qui est parfois portée en révision. Afin de faire une juste analyse de chacun des dossiers, nous avons préparé une grille d'analyse d'une trentaine de pages. Cette grille permet d'établir des comparaisons objectives entre chacun des dossiers analysés. Pour les fins du présent article, nous nous sommes spécialement attardés sur trois aspects de cette grille d'analyse.

Premièrement, nous avons compilé l'usage actuel des lots visés par les demandes d'usage non agricole. Il nous est apparu que les terres déjà utilisées à des fins agricoles au moment de la demande constituaient un actif immédiat pour l'agriculture locale. Nous avons donc cherché à connaître la position de chacun des intervenants face à une demande d'usage non agricole relative aux terres déjà utilisées à des fins agricoles au moment du dépôt de la demande, et la position finale de la Commission par rapport à de telle demande.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes servis de l'article 23 de la grille d'analyse portant sur le potentiel agricole des terres visées par la demande. Nous avons classifié de façon systématique, en fonction des informations fournies par l'analyste de la Commission pour chacun des dossiers, la qualité agricole de

chacune des terres faisant l'objet d'une demande. Nous avons considéré que les sols élevés, moyens à élevés et moyens possédaient un bon potentiel agricole. Aussi, compte tenu de la qualité des sols, il nous apparaissait pertinent de connaître la position adoptée par chacun des intervenants et par la Commission face à des demandes d'usage non agricole pour des terres à bon potentiel agricole.

Nous avons cherché à connaître l'attitude adoptée par la Commission par rapport à chacune des demandes d'usage non agricole tant annuellement que globalement de 1980 à 1987. En effet, dans le cadre de son travail professionnel l'auteur a l'occasion de se présenter devant ladite Commission. Nous avons cru constater un vent de libéralisme provenant de la Commission par rapport aux demandes d'usage non agricole, depuis quelques années.

#### **ANALYSE DU PROCESSUS JUDICIAIRE**

Le processus judiciaire devant la Commission de protection du territoire agricole débute par le dépôt d'une demande. Cette demande doit être envoyée à la municipalité concernée avec copie à la Commission de protection du territoire agricole. Le demandeur peut être tant une personne physique que morale. Il s'agit très souvent de particuliers qui demandent à se construire une résidence sur une terre zonée agricole, ou encore d'un commerçant ou d'un industriel qui cherche à construire ou à agrandir des bâtiments nécessaires à leur activité respective. La corporation municipale étant initialement saisie du dossier, elle doit faire faire connaître à la Commission son point de vue par rapport à la demande faite.

La municipalité ayant fait savoir à la Commission sa position, cette dernière confie le dossier pour examen à un analyste interne de la Commission. Cet analyste a des compétences reliées au domaine de l'agriculture. Il s'agit très souvent d'un agronome. Compte tenu de l'expertise de l'analyste, son rapport joue normalement un rôle prépondérant dans le dossier soumis à la Commission. Lorsque le rapport d'analyse de l'analyste a été déposé au dossier, la Commission s'en saisit, entend les interve-

nants à leur demande et fait connaître sa décision. La Commission est toujours composée d'au moins deux membres en première instance et de trois membres en révision.

### **RÉPONSES DES INTERVENANTS ET DE LA COMMISSION**

Voyons maintenant les attitudes adoptées par chacun des intervenants et la décision de la Commission dans chacun des dossiers impliquant des terres déjà utilisées à des fins agricoles au moment du dépôt des demandes d'usage non agricole et dans chacun des dossiers impliquant des terres ayant un bon potentiel agricole.

#### **Demandes d'usage non agricole visant des terres déjà utilisées à des fins agricoles (SAU) au moment du dépôt desdites demandes**

Sur les 272 dossiers étudiés dans le présent dossier, 121 portaient en tout ou en partie sur des terres déjà en culture au moment du dépôt des demandes. Cela correspond en superficie à plus de 163,180,43 mètres carrés de terres en culture au moment du dépôt desdites demandes d'usage non agricole. Sur ces 121 dossiers, 88 concernaient des demandes d'usage non agricole de terrain complètement en culture. Ces 88 dossiers impliquaient plus de 5,978,090 mètres carrés de terres en culture. Il nous apparaît donc important de savoir comment les divers intervenants du processus judiciaire ont réagi par rapport à ces demandes d'usage non agricole.

Dans 70 des 88 demandes d'usage non agricole, les corporations municipales concernées se sont déclarées favorables à l'acceptation par la Commission de la demande d'usage non agricole. Ces 70 demandes pour lesquelles les corporations municipales étaient favorables dorénavant à un usage non agricole concernaient 3,088 971 mètres carrés de terres complètement en culture au moment du dépôt des demandes. Il devenait donc intéressant de connaître la position de l'analyste en rapport avec ces 70 dossiers dans lesquels les corporations municipales se sont dites favorables à un usage non agricole.

Notre analyse nous révèle que dans 33 des 70 dossiers, l'analyste a jugé que le fait d'accorder la demande d'usage non agricole poserait un impact négatif important au milieu agricole. Ces 33 demandes concernaient 2,716,422 mètres carrés de terrain en culture. De plus, dans 18 autres cas sur les 70, l'analyste a conclu que le fait d'accorder la demande d'usage non agricole aurait aussi pour effet un impact négatif mais cette fois qualifié de faible sur le milieu agricole. Ces 18 cas touchaient 32,333 mètres carrés de terre en culture.

Enfin, il devenait important de connaître la décision de la Commission sur les cas jugés par l'analyste comme ayant un impact négatif important ou faible sur le milieu agricole. Dans 6 des 33 cas où l'analyste a jugé que le fait d'accorder la demande d'usage non agricole aurait un effet négatif important sur le milieu agricole, la Commission a tout de même accordé la demande d'usage non agricole, pour une superficie atteinte de 290 808 mètres carrés. D'autre part, dans 14 des 18 dossiers dans lesquels l'analyste avait jugé que le fait d'accorder la demande d'usage non agricole aurait un effet négatif faible sur le milieu, la Commission a autorisé la demande d'usage non agricole pour une superficie atteinte de 14,315,000 mètres carrés.

Dans cette première partie de l'analyse, nous pouvons remarquer que les **corporations municipales n'ont pas comme intérêt premier la protection des terres en culture qui entourent leur territoire urbain**. En se basant sur cette analyse, s'il eut fallu que la décision finale revienne aux corporations municipales quant aux demandes d'usage non agricole sur les terres déjà en culture, nous aurions constaté une évolution étonnante de l'urbanisation du milieu rural de ces corporations. Sur une période de sept ans, plus de 3,088,917 mètre carrés seraient passés d'un usage agricole à un usage non agricole. Nous constatons que les recommandations de l'analyste de la Commission sont maintes fois ignorées par cette dernière. En effet 20 des 51 demandes déclarées par l'analyste comme pouvant causer un impact négatif sur le milieu agricole ont été autorisées par la Commission.

**Demandes d'usage non agricole visant les terres de bon potentiel agricole**

Suite à l'examen des demandes visant des terres déjà en culture au moment du dépôt de celles-ci, nous avons cru nécessaire d'examiner aussi les demandes qui concernaient les sols de bon potentiel. Ces sols pouvaient être ou en pas être en culture au moment du dépôt de la demande d'usage non agricole.

Nous nous sommes servis des données accumulées sur notre article 23 de la grille d'analyse afin de classer les terres qui nous apparaissaient de bon potentiel. Nous avons donc retenu toutes les demandes impliquant des superficies du potentiel élevé (classe 2), moyen à élevé (classe 3 ou classe 2 et 3) et de classe moyen (classe 4 ou classe 3 et 4). Il y avait 149 des 272 demandes qui portaient sur des terres de bon potentiel agricole classées ainsi en fonction des critères précédemment mentionnés. Ces 149 demandes d'usage non agricole visant les terres classées à bon potentiel agricole couvrent une superficie de 8,161,052 mètres carrés.

Les corporations municipales concernées se sont déclarées favorables à l'autorisation des demandes d'usage non agricole dans 102 des 140 dossiers. Cette attitude des corporations municipales quant au peu d'intérêt qu'elles accordent à la disparition des bonnes terres agricoles n'est pas surprenant, compte tenu de l'analyse que nous avons faite précédemment quant aux terres déjà en culture au moment du dépôt des demandes.

L'analyste de la Commission a jugé que, dans 40 des 102 cas où les municipalités se sont déclarées favorables à l'autorisation des usages non agricoles, cela causerait un impact négatif important sur le milieu agricole. Il faut souligner ici que ces 40 demandes jugées d'impact négatif important pour le milieu agricole par l'analyste touchent 2,269,111 mètres carrés. D'autre part dans 29 autres de ces 102 dossiers, l'analyste a jugé que le fait d'accorder la demande d'usage non agricole causerait un impact négatif mais faible sur les terres de bon potentiel agricole pour une superficie 57,005 mètres carrés.

Malgré ces recommandations de l'analyste, la Commission a tout de même autorisé dans 9 des 40 cas d'impact négatif important la demande d'usage non agricole pour une superficie totale affectée de 80,711 mètres carrés. Aussi dans 24 des 29 dossiers où l'analyste a jugé que le fait d'accorder la demande causerait un impact négatif faible sur le milieu agricole, la Commission a tout de même donné son accord, affectant ainsi 32,565 mètres carrés de terre à bon potentiel agricole. Encore une fois nous constatons que les recommandations de l'analyste de la Commission sont maintes fois ignorées par cette dernière. Un calcul sommaire nous révèle que plus de 33 des 69 décisions rendues par la Commission dans les dossiers sur lesquels l'analyste de la Commission a déclaré que le fait d'accorder un usage non agricole aurait un impact négatif sur le milieu agricole ont été autorisées par la Commission.

#### **ATTITUDE DE LA COMMISSION ENTRE 1980 ET 1987**

Comme nous l'avons constaté précédemment, la Commission n'a pas nécessairement tendance à suivre les recommandations de l'analyse quant aux demandes d'usage non agricole. D'autre part, depuis quelques années, nous avons remarqué qu'il existe une attitude chez la Commission favorisant plus facilement les demandes d'usage non agricole sans chiffres à l'appui.

Afin de mieux percevoir cette tendance, nous avons fait une compilation des demandes d'usage non agricole accordées et refusées annuellement par la Commission de 1980 à 1987 pour l'ensemble des décisions étudiées (tableau 1).

Au départ, vous remarquerez que 212 décisions sur 272 ont été classifiées dans cette compilation. En effet, une soixantaine de décisions ont été décidées sur la base de droits acquis, vices de procédure ou autres. Ces chiffres nous permettent de constater, qu'en 1980 et 1987, les décisions de la Commission étaient favorables aux demandes d'usage non agricole. Il nous semble que cette attitude de la Commission s'explique par le fait que les requérants ont fait valoir la plupart du temps dans leur dossier qu'ils avaient fait des investissements importants sur leur terrain à des fins non agricole avant l'adoption du décret le 13 juin 1980.

TABLEAU 1

**COMPILATION DES DEMANDES ACCORDÉES ET REFUSÉES PAR  
LA COMMISSION (1980-1987)**

| Année        | Nombre de demandes<br>d'usage non agricole<br>acceptées | Nombre de demandes<br>d'usage non agricole<br>refusées |
|--------------|---|--|
| 1980         | 9   | 3  |
| 1981         | 34  | 21   |
| 1982         | 11  | 12   |
| 1983         | 17  | 11   |
| 1984         | 11  | 16   |
| 1985         | 20  | 7  |
| 1986         | 27  | 12   |
| 1987         | 6   | 5  |
| <b>TOTAL</b> | <b>125</b>  | <b>87</b>  |

La Commission était alors sympathique à l'idée de ne pas causer préjudice aux requérants de bonne foi. Par la suite, de 1982 à 1984, un certain flottement existait quant à l'attitude prise par la Commission face aux demandes. 50% des demandes d'usage non agricole pendant cette période ont été refusées. Toutefois, à partir de 1985, les demandes d'usage non agricole ont été très majoritairement acceptées par la Commission. D'un point de vue plus général, nous pouvons conclure que la Commission a généralement été sympathique aux demandes d'usage non agricole sur les territoires du Saguenay, car elle a autorisé 125 demandes sur 212 dossiers.

### CONCLUSION

Il y a dix ans, lorsque le gouvernement provincial en place avait institué la Loi 90, un objectif d'autosuffisance alimentaire pour le Québec avait été fixé. Aussi, de 1976 à 1985, le pourcentage d'autosuffisance était passé de 47,4% à 76,8%. Depuis 1985, l'objectif politique d'autosuffisance alimentaire a fait place à la rentabilité. Dans un contexte libre-échange, il devenait politique-



ment intéressant pour le gouvernement de parler de rentabilité agricole.

Dans une région périphérique comme le Saguenay—Lac-Saint-Jean, loin des grands centres urbains de l'axe principal, le choix politique d'un gouvernement central en matière alimentaire peut avoir des effets plus importants qu'ailleurs. En effet, dans un contexte de libre-échange, nous croyons comprendre que les coûts d'exportation des produits alimentaires locaux et les coûts d'importation des produits alimentaires de l'extérieur seront, de part et d'autre, plus élevés. Dans une telle conjoncture, se fixer comme objectif agricole l'autosuffisance alimentaire en région périphérique est plus pertinent qu'ailleurs. Aussi, il nous apparaît important pour le développement local dans une région périphérique comme celle du Saguenay de conserver, à tout le moins, les terres encore en culture ainsi que les sols à bon potentiel.

L'analyse faite dans le présent article nous a permis de constater que ce ne sont ni les requérants des demandes d'usage non agricole ni les corporations municipales qui manifestent l'intérêt nécessaire pour assurer la préservation du grenier local. Compte tenu de l'intérêt de chacun, il est peu surprenant de faire un tel constat, le requérant pensant en fonction de son intérêt personnel et la corporation municipale en fonction de l'urbanisation de son territoire.

Le chien de garde qui avait été désigné par le gouvernement pour la conservation des terres à bon potentiel agricole fut la Commission de Protection du Territoire Agricole où cette Commission, créée par le gouvernement central, semble percevoir la préservation des terres à bon potentiel agricole en fonction d'un niveau plus national que local. Pour l'instant, seul l'analyste de la Commission semble vouloir indiquer une tendance réelle à la préservation des terres à bon potentiel au niveau local. Le pouvoir de ce dernier est toutefois très limité. Face à tout cela, pour une meilleure préservation des terres agricoles régionales, devons-nous suggérer que la responsabilité en soit confiée à un organisme suprarégional, telle la municipalité régionale de comté (CMLC)?

## **LE DÉVELOPPEMENT D'UNE TERRITORIALITÉ: ALCAN ET LE TERRITOIRE**

**Hélène LEMIEUX**  
**Maîtrise en études régionales**  
**Université du Québec à Chicoutimi**

La territorialité, c'est le point d'ancrage de la société civile dans l'espace qu'elle habite et transforme, auquel elle s'identifie et dans lequel elle se reconnaît. C'est la territorialité qui détermine le lieu d'action d'un groupe social, qu'il s'agisse d'un mouvement infra-local, municipal, national, international, etc. Elle légitime l'intervention d'un groupe social sur la gestion de l'espace. La formation d'un territoire constitue un élément central dans la compréhension de toute dynamique sociale. Il s'agit cependant d'un processus complexe, d'une construction sociale mouvante, liée au sentiment d'appartenance.

Comme le sentiment d'appartenance, la territorialité s'avère une construction idéologique permettant l'élaboration d'un «eux» et d'un «nous». On peut utiliser l'analogie du miroir<sup>1</sup>, le territoire étant le reflet spatial de l'identité. Pour Raffestin, la territorialité permet la création d'un temps et d'un espace socialisés<sup>2</sup>. Elle devient constitutive de l'unité et de l'identité d'un groupe social.

Cependant, il ne s'agit pas d'une construction simple, univoque. Le sentiment d'appartenance se construit à plusieurs niveaux, chaque niveau correspondant à un espace différent, un peu comme des cercles concentriques. Si le niveau local, la paroisse, le quartier, la ville, s'associent à l'espace vécu, directement expérimenté, d'autres correspondent à des réalités plus difficilement saisissables. C'est le cas par exemple du territoire national, le Québec, le Canada, ou de ceux qui sont délimités par les grands enjeux politiques internationaux: les blocs Est-Ouest ou Nord-Sud, l'Otan, le Pacte de Varsovie, etc. Il s'agit là de territoires qui ne se construisent plus sur la base de l'expérience vécue, mais plutôt sur quelque chose de plus évanescent, plus directement lié à l'imaginaire. À chacun de ces territoires correspond un niveau

institutionnel d'organisation et de pouvoir, lui-même plus ou moins clairement identifié.

Les niveaux territoriaux ne s'emboîtent pas aisément les uns dans les autres, à la manière de poupées russes. Qui plus est, ils sont souvent en contradiction les uns par rapport aux autres. Cette «friction des niveaux» permet une dynamique essentielle puisqu'ultimement chaque élément ne se définit que par la négative, par l'identification d'un «autre». L'altérité devient alors garante de l'identité.

La notion de territorialité régionale ne correspond à aucun référent. Ce référent doit être construit, principalement par le biais du discours. Il s'exprime surtout à l'occasion de luttes ou de conflits, car la territorialité sert de légitimation aux revendications sociales, de point d'arrimage aux demandes concrètes des acteurs sociaux.

Il existe donc une construction sociale dont on peut étudier l'émergence. Puisque la territorialité justifie idéologiquement toute intervention sur un territoire, cette construction reflètera les rapports, ou les conflits sociaux. Comment s'exprime le sentiment d'appartenance? Comment détermine-t-on les limites spatiales du territoire régional? Qui décide de son utilisation? Quels acteurs interviennent dans ce débat? Au nom de quels intérêts? Quel rôle y joue l'État? Voilà les questions que nous voulons approfondir par une recherche empirique.

À cette fin, la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean est intéressante, non seulement à cause de sa jeune histoire, mais à cause du rôle prépondérant qu'ont joué les multinationales dans son développement. On peut présumer, au moins à titre d'hypothèse, qu'elles ont déclenché la production d'une territorialité régionale à laquelle ont, par la suite, réagi d'autres groupes sociaux. À cause de la logique conduisant à l'exploitation des ressources naturelles et de l'évolution du capitalisme, elles ont cimenté l'espace géographique du Saguenay—Lac-Saint-Jean et déterminé son articulation à l'espace national et international.

## LA CONSTRUCTION D'UNE TERRITORIALITÉ RÉGIONALE

L'objet de notre recherche est de découvrir à travers différents discours, au moyen de l'analyse de contenu, comment se construit une territorialité. Comme ils reflètent les positions et intérêts de divers groupes sociaux, ces discours opposent diverses territorialités, chacune mettant de l'avant son propre découpage. Nous tenterons de voir comment ces découpages spatialisent des enjeux sociaux.

Pour mieux saisir l'évolution de ces enjeux, deux moments historiques importants dans la formation d'un sentiment d'appartenance au Saguenay—Lac-Saint-Jean seront mis en relation. Le premier concerne la lutte menée par les agriculteurs du Lac-Saint-Jean contre l'inondation de leurs terres par Alcan en 1926 et 1928; le deuxième porte sur les audiences publiques de 1985 en rapport avec le programme de stabilisation des berges du Lac Saint-Jean de la compagnie Alcan.

Le parallèle entre ces deux situations est évident: il s'agit d'une remise en question par des groupes régionaux de l'autonomie de gestion dont jouit la multinationale sur le Lac Saint-Jean. À qui «appartient» le lac? Quels paramètres, quels intérêts guident son exploitation? À l'occasion de ces luttes se sont exprimées plusieurs conceptions de la région et définitions des intérêts régionaux. Il s'agit de moments privilégiés où les enjeux politiques ont favorisé l'expression par les acteurs régionaux de leur espace d'appartenance, où se sont affrontées diverses territorialités et d'où ont émergé des territorialités dominantes.

Outre ce parallèle, les deux situations choisies offrent un intérêt historique. Elles se situent à des moments nodaux dans l'élaboration et l'affirmation des solidarités régionales. Le premier événement a lieu au cours des années vingt qui marquent l'instauration du capitalisme monopoliste au Saguenay—Lac-Saint-Jean: la conjoncture économique d'alors amène Alcan à affirmer son pouvoir de gestionnaire sur le territoire. Fort probablement, cette revendication s'est appuyée à la fois sur l'idée de la nécessité de développement pour la région, le mieux-être des régionaux et le progrès. Les résistances à ce projet sont faites au nom de solida-

rités régionales. Ce fut donc un moment central dans la formation d'un sentiment d'appartenance et dans l'articulation d'un «projet régional», sinon consensuel, du moins dominant. Le deuxième événement s'est produit durant les années quatre-vingt, où la crise économique oblige à redéfinir les mécanismes de gestion et d'encadrement des régions. Ici, l'État devient un interlocuteur important. C'est l'époque du «Choix des régions» où la fonction politique du niveau régional est remise en question.

Il s'agit donc d'une étude comparative, à la fois en synchronie et en diachronie. En synchronie puisque, à l'occasion de chacun de ces événements, nous tenterons de reconnaître l'expression de diverses territorialités, de conceptions d'une «vocation régionale» et de positions sur l'exercice d'un pouvoir régional ou du moins d'un pouvoir de gestion de l'espace régional. En diachronie, car nous essaierons de voir comment ces territorialités ont évolué au cours de ces soixante dernières années. Ce sont deux «coupes historiques», permettant d'analyser l'évolution de la structure de la territorialité.

Cette recherche théorique vise à mieux comprendre les enjeux sociaux qu'exprime le conflit actuel des territorialités, qui se retrouve d'ailleurs au coeur de plusieurs autres questions régionales, à savoir le champ de tir et la gestion des déchets du Haut-Saguenay. À travers tous ces débats, c'est le sentiment d'appartenance qui ultimement fonde la légitimité d'une gestion, d'une intervention sur un territoire qui est «le-nôtre». En effet, tout effort de concertation régionale doit passer par une entente en ce qui concerne le territoire. De même, toute tentative de développement autonome ou autogéré doit se fonder sur un sentiment d'appartenance à un territoire. Ce sont là des notions centrales dans la mise sur pied de toute planification de développement.

#### **LES INONDATIONS DE 1926 ET DE 1928**

Ouverte à la colonisation en 1837, la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean a été peuplée de façon presque homogène par les habitants de la région voisine, soit Charlevoix. Entourée de montagnes, elle offre un caractère d'enclave qui lui a imposé un

isolement relatif au moins jusqu'à la construction du chemin de fer à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, et lui donne encore maintenant l'impression d'une frontière réelle, le Parc des Laurentides.

Dès l'origine, c'est l'industrie qui permet l'ouverture et le peuplement de la région. La forêt d'abord, avec William Price, puis les ressources hydro-électriques, l'agriculture n'étant qu'une activité d'appoint.

Pour l'essentiel, la période de mise en place de la grande industrie régionale se concentre entre 1897 et 1927. La dominante des pulperies va de 1897 à 1910, puis, les papeteries entrent en jeu et supplantent rapidement le premier secteur. Les pulperies sont liquidées au début des années vingt, et commence ensuite l'ère des usines géantes conditionnées par le harnachement des eaux et la mise en place des centrales sur le Saguenay<sup>3</sup>.

#### LA MISE EN PLACE

Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean compte 37,028 habitants, dont 20,156 au Lac-Saint-Jean, et 16,872 au Saguenay<sup>4</sup>. La colonisation a fait tout le tour du lac où une route de ceinture est praticable depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'une population à 81% rurale, le recensement de 1901 indiquant plus de 4,000 agriculteurs pour la région.

Entre 1900 et 1925, de nouvelles paroisses sont ouvertes à l'ouest et au nord du lac: Saint-Méthode, Saint-Coeur-de-Marie, Saint-Henri-de-Taillon. Desservies par le chemin de fer qui atteint Roberval en 1893, c'est pourtant la navigation commerciale sur le lac et les rivières navigables qui relie les paroisses riveraines.

...Le lac lui-même devint à cette époque le boulevard régional. Toutes les colonies du pourtour furent desservies par les bateaux, qui ancraient à Roberval... Même les paroisses desservies par le chemin de fer, au sud, Saint-Jérôme, Saint-Gédéon, etc. eurent quai sur le lac<sup>5</sup>.

Toutefois, ce qui caractérise cette époque, c'est le développement industriel du Haut-Saguenay et le mouvement d'urbanisation qui en découle. Dès le début du siècle, la situation des pulperies se

redresse. Puis le papier prend la relève: en 1912, Price construit le moulin de Kénogami, en 1924, celui de Jonquière. Si en 1901, le recensement indique que 19% de la population régionale est urbaine, de 1911 à 1931, la proportion passe de 32% à 54%. Autre effet de l'industrialisation, à partir des années 20, le poids démographique du Saguenay dépasse celui du Lac-Saint-Jean.

Cette situation reflète évidemment l'évolution économique de la région. L'agriculture est encore largement axée sur l'autoconsommation, bien que le chemin de fer permette l'exportation de certains produits, particulièrement les produits laitiers, surtout le fromage et les bleuets. Les cultivateurs fournissent aussi les chantiers forestiers et les populations urbaines. Généralement toutefois, agriculture et travail forestier sont jumelés, le travail dans les chantiers constituant la principale source de revenus des habitants du Lac-Saint-Jean.

L'année 1926, moment de la mise en fonction du barrage d'Isle-Maligne, se situe donc à une époque de transition. Transition quant à la principale «vocation» régionale, qui est en train de passer de la colonisation agricole et de l'exploitation forestière à celle que Pépin (1969) appelle la «grande industrie», c'est-à-dire, les grands monopoles. Cette transition se manifeste aussi dans l'évolution spatiale: la région se scinde en deux parties, celle du Saguenay et celle du Lac-Saint-Jean, l'une tournée principalement vers l'agriculture, l'autre vers la grande industrie. La population s'urbanise et se prolétarise tandis que le poids de l'agriculture diminue constamment. Cette évolution se manifeste aussi par la perte de vitesse de Roberval et le développement rapide de Chicoutimi. En effet, entre 1890 et 1910, Roberval connaît son apogée. On peut la qualifier de capitale régionale. Ensuite, c'est Chicoutimi qui vole la vedette.

#### **LA «TRAGÉDIE» DU LAC SAINT-JEAN**

À l'été 1926, pour la première fois, le niveau du lac Saint-Jean a été artificiellement élevé et maintenu à une hauteur qui inondait ou rendait impropre à la culture des milliers d'acres de terre arable, touchait des centaines de cultivateurs établis dans une douzaine de villages riverains. Cette situation prenait les cultiva-

teurs concernés par surprise; plusieurs y laissèrent leur récolte et certains leurs bâtiments.

Au printemps 1928, suite à un hiver où les chutes de neige ont été particulièrement abondantes, la crue du lac Saint-Jean a été spectaculaire. En quelques jours, le niveau du lac augmente considérablement. La débâcle est catastrophique. Les routes sont noyées, le chemin de fer est impraticable, des ponts sont emportés; à Roberval, une grande partie de la municipalité est inondée. Mais c'est surtout Saint-Méthode qui est touchée car la paroisse doit être évacuée. On parle alors de plus de 60,000 acres de terre inondés autour du lac<sup>6</sup>.

Ces deux situations ont été à l'origine d'une lutte acharnée entre les cultivateurs regroupés en un Comité de défense dirigé par Onésime Tremblay et par la compagnie Duke-Price, alias ALCOA, responsable de la construction du barrage et de l'exhaussement du lac. Prenant l'allure d'un duel entre l'agriculture et l'industrie, d'un combat inégal entre un David jeannois, agriculteur obstiné et un Goliath étranger et capitaliste puissant, cette aventure, qui dura jusqu'en 1935, se mérita le nom de «tragédie». Elle a donné lieu à un débat à l'échelle nationale, mais surtout à une intense polémique régionale.

C'est surtout par les journaux que cette polémique a été menée. Monseigneur Victor Tremblay parle d'une collection de 2,600 articles. Plusieurs groupes sociaux se sont exprimés sur la question, chacun y défendant sa propre conception du territoire régional: élites locales, chambres de commerce, conseils municipaux et inspecteurs d'écoles mettent de l'avant, au nom du progrès, l'asservissement du lac à des fins industrielles. Les éditorialistes prennent position au nom de leurs journaux respectifs, le clergé adopte une position fort ambiguë et les politiciens locaux et provinciaux en font un enjeu électoral. Chacun de ces groupes exprime de façon différente son intérêt pour le Lac-Saint-Jean. Chacun justifie sa position par des arguments, plusieurs «vocations» régionales sont mises de l'avant, et plusieurs types de gestion sont suggérés.



## LES AUDIENCES PUBLIQUES DE 1985

Le 25 octobre 1984, le ministre de l'Environnement du Québec, M. Adrien Ouellet, donne le mandat au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de tenir une audience publique sur le programme de stabilisation des berges du Lac Saint-Jean proposé par l'Alcan. Dès le départ, l'importance de l'enjeu est reconnue. En effet, l'érosion des berges du lac, due à l'élévation et au maintien élevé des eaux du lac pour la production de l'hydro-électricité, soulève des contestations dans la population régionale qui désire aussi une utilisation récréo-touristique du lac et de ses berges. Ces audiences ont suscité un énorme intérêt auprès de la population régionale. Cent douze mémoires y ont été présentés. Des centaines de personnes ont assisté aux audiences retransmises par plusieurs câblodistributeurs régionaux. Les échanges au cours des séances d'audiences représentent 4,465 pages.

D'entrée de jeu, le lien avec l'inondation de 1926 est évident. «Sous plusieurs aspects, c'est soixante ans d'histoire qui ont défilé sous les yeux des commissaires»<sup>7</sup>. En effet, il s'agit essentiellement du même problème. Toutefois, la situation politique et sociale de la région a maintenant beaucoup changé. D'une part, la crise des années précédentes a transformé le climat économique de la région. Le chômage est l'un des plus élevés au pays, l'émigration est très importante, la grande industrie ne peut plus être considérée comme une mère nourricière. D'autre part, les mouvements populaires se sont développés et ont gagné l'appui d'une grande partie de la population notamment le mouvement écologiste qui jouit dans la région d'une grande crédibilité.

Au niveau politique, le climat général de la province a aussi radicalement changé depuis les années vingt. Le mouvement nationaliste, critique par rapport aux grandes compagnies multinationales, a moussé l'intervention de l'État qui s'insère entre les grands monopoles et les sociétés locales. Enfin, le parti québécois a mis de l'avant un type de gestion sociale visant la participation populaire. Dès lors, ceci a suscité dans la population le désir de se faire entendre, de faire connaître ses priorités.

Ces changements vont évidemment amener des modifications importantes en ce qui concerne l'expression des diverses territorialités. Dans notre recherche, l'analyse des articles de journaux, publiés à l'occasion des audiences sur la stabilisation des berges, permettra de mesurer les différences et de dégager les lignes de force dans l'évolution d'une territorialité dominante. Déjà, on peut faire l'hypothèse qu'en 1985, Alcan a exprimé autrement son désir de gérer le territoire. Elle a dû tenir compte de la volonté de la population d'exercer un certain contrôle sur son environnement. On peut présumer que certaines élites locales ont mis de l'avant un régionalisme de bon aloi et que certaines positions des syndicats et autres groupes sociaux ont aussi été modifiées.

Ce ne sont ici que des hypothèses exploratoires. Malgré tout, il est certain qu'il y a un élargissement de l'intérêt soulevé par ces questions auprès de la population régionale. L'intérêt des riverains, des écologistes, des groupes de pression à orientation politique, des femmes, des jeunes, nous indique l'enracinement de la territorialité régionale. Il y a là quelque chose de nouveau qui a germé au cours des soixante dernières années.

## CONCLUSION

La territorialité est donc un processus par lequel une population prend possession d'un territoire et par là devient une société qui peut se reconnaître. Ce processus se déroule dans le temps et il est la manifestation des rapports de force et des luttes qui traversent tout groupement social. À l'occasion de conflits quant à la gestion du territoire, ces rapports de force transparaissent dans l'expression de territorialités multiples, chacune exprimant les intérêts d'acteurs sociaux différents. Au gré des conflits, une territorialité émerge et s'impose comme représentation collective. C'est ce processus que nous analyserons dans le cas des berges du Lac Saint-Jean.

Nous pouvons aussi reconnaître le rôle essentiel, probablement dominant de la multinationale Alcan dans la formation de la territorialité régionale. Bien sûr, son intérêt économique exige qu'elle ait une vision d'ensemble de la région, une vision unifiée autour de la production et de la vente d'aluminium. Dans cette

perspective, le Lac Saint-Jean devient un réservoir d'eau pour ses barrages et la production d'électricité, Arvida, un endroit où il est possible de planifier et d'ériger de toute pièce une ville, le Saguenay, une rivière où on peut bâtir un port de mer permettant d'importer la bauxite et d'expédier les lingots d'aluminium. Cette vision est donc à l'origine de la structuration de la territorialité régionale. On peut penser que c'est à partir de cette logique économique que s'est construite une société régionale. Société qui, à son tour par son enracinement dans le territoire, devient un élément essentiel du succès de l'entreprise.

Enfin, cette étude permettra de souligner l'importance du Lac Saint-Jean comme marqueur territorial. Outre la richesse économique que son potentiel hydro-électrique représente, outre la valeur marchande que peut amener l'exploitation de son potentiel récréo-touristique, le lac a pour la population régionale une valeur symbolique. À titre de patrimoine, à titre de représentant d'une nature encore sauvage dans un pays industrialisé, il représente l'identification au territoire. C'est peut-être cette valeur symbolique qui permet d'expliquer qu'en deux occasions différentes au cours des soixante dernières années, la question des berges ait réussi à mobiliser la population dans son ensemble. Et c'est cette valeur symbolique qui nous permet de retrouver derrière cet enjeu, somme toute limité, toute l'expression de la territorialité.

#### NOTES

1. RICK, C., «La région, espace institutionnel et espace d'identité», in *Espaces et société*, no 41, 1982, pp.113-129.
2. RAFFESTIN, C. et M. BROSSO, *Travail espace pouvoir*, L'Age d'Homme, Lausanne, 1979, p. 29.
3. PÉPIN, P.-Y., *Le royaume du Saguenay en 1968*, Ministère de l'expansion économique régionale, 1969, p.73.
4. *Idem*, p. 54.
5. VIEN, R., *Histoire de Roberval*, Société historique du Saguenay, Chicoutimi, 1954, 369, p.169.
6. TREMBLAY, V., *La tragédie du Lac Saint-Jean*, Société historique du Saguenay, Chicoutimi, 1979, p. 207.
7. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Programme de stabilisation des berges du Lac Saint-Jean*, Rapport d'enquête et d'audience publique, no 19, 1985, p. 5.

**RESSOURCES NATURELLES ET PARTICIPATION POPULAIRE  
DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL AU NICARAGUA  
SANDINISTE**

**Claude J. TREMBLAY\***  
**IRENA\*\***  
**Daniel MALENFANT**  
**SUCO, Nicaragua**

En Amérique latine continentale, le Nicaragua est un pays particulier en raison des profondes transformations sociales vécues depuis 1979, année du renversement par le Front sandiniste de libération nationale de la dictature somociste soutenue par les États-Unis. Le vaste mouvement social ayant entraîné la déroute de cette dictature, vieille de près d'un demi-siècle, a mené à l'instauration d'une junte de reconstruction nationale, qui s'affaira dès ses débuts à combattre les racines les plus profondes du sous-développement. De cet effort, ont surgi progressivement des mécanismes de planification, basés sur la participation populaire. Ils recourent à une combinaison de facteurs stratégiques susceptibles d'assurer un développement autocentré et autonome: vaste redistribution des terres agricoles, établissement d'un important réseau de coopératives de production, organisation de structures politiques représentatives, mise en place de structures de participation populaire (sectorielles et géographiques) intégrées au processus de planification et de réalisation de projets de développement, intervention accrue de l'État dans l'économie, sans oublier la reconnaissance des droits et l'appel à la participation des différentes ethnies nationales.

Tout processus intense de transformation sociale, politique, économique, bref, des structures entières d'une société, est

---

\* L'auteur tient à remercier les personnes et organismes suivants sans lesquels ce travail n'aurait pu être réalisé: la population des municipalités de Teustepe, Santa-Lucia San Jose de las Remates et Boaco; les techniciens et professionnels du Centre de développement paysan Mauricio Lopez de Teustepe; les membres de la coordination technique du projet du Bassin de la Rivière Malacatoya: Ignacio Rodriguez, Luis Herrera et Richard Miranda; l'Institut nicaraguayen des ressources naturelles et de l'environnement (IRENA) et l'Organisation non gouvernementale canadienne (CUSO).

\* \* Direction générale de l'Environnement de l'Institut Nicaraguayen des ressources naturelles et de l'environnement (IRENA).

cependant confronté à de grands obstacles. L'établissement des bases d'un autre développement, favorisant les droits et libertés de toute la population, sa participation massive à la vie politique et économique du pays, n'est pas un chemin facile. Aujourd'hui encore, le Nicaragua porte les traces d'une histoire combien violente de domination et d'exploitation abusive de ses habitants et de leur environnement physique. Ce lourd héritage se lit quotidiennement dans la pauvreté matérielle et culturelle d'une grande partie de la population de ce pays du tiers monde, tout comme dans les paysages mutilés par une surexploitation intensive de ses ressources naturelles.

La révolution sandiniste n'a pas et ne prétend pas avoir effacé en si peu de temps l'héritage trois fois centenaire du colonialisme, de l'impérialisme et de la dictature militaire somociste. Le Nicaragua participe pleinement encore au modèle agro-exportateur dépendant et demeure un pays sous-développé. En son sein s'expriment toujours de vives luttes entre classes sociales à travers desquelles s'agite l'impérialisme nord-américain, soutenant une fraction de la bourgeoisie qui refuse de partager le contrôle des structures politico-économiques du pays. La rationalité et les pratiques antérieures du développement subsistent toujours à travers les techniciens et les professionnels, dont le cadre de référence conceptuel ne se transforme que lentement. L'insertion du Nicaragua dans l'économie mondiale impose plus que jamais ses contraintes, tout comme pour les autres pays d'Amérique latine, compte tenu qu'il est agressé militairement et économiquement par une des plus puissantes nations, les États-Unis. Dans ce contexte, l'apprentissage de la participation populaire au développement est un défi de taille auquel souscrivent cependant les dirigeants actuels.

Le Nicaragua d'aujourd'hui baigne dans son passé et ne peut s'analyser qu'en tenant compte de son histoire. Neuf années de révolution sont beaucoup et peu à la fois dans l'histoire d'un peuple qui, malgré les difficultés rencontrées, va résolument de l'avant dans son projet de société.

Le coup d'oeil rapide que nous nous proposons de jeter dans ces quelques pages sur une expérience de participation populaire dans

un projet de reconstitution écologique d'une zone du Nicaragua, le bassin de la rivière Malacatoya, ne peut certes pas prétendre considérer tous les éléments influant sur sa dynamique. Cependant, nous espérons qu'il mettra en évidence la complexité d'une telle expérience dans un contexte national et international des plus difficiles. Toute analyse d'une parcelle de la réalité nicaraguayenne doit obligatoirement prendre en compte cette complexe dynamique globale afin d'éviter le piège d'une critique arbitraire et trop facile.

### LA PARTICIPATION POPULAIRE AU NICARAGUA SANDINISTE

La victoire du peuple nicaraguayen sur le régime du dictateur Somoza est, en soi, une démonstration magistrale de participation populaire qui a su être animée et canalisée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Dès sa fondation en 1960 jusqu'à la victoire de 1979, le FSLN misait sur cette participation de masse sans laquelle aucune transformation significative de la structure sociale n'aurait été possible. Aussi, il n'est pas étonnant que l'on ait vu surgir, peu avant et immédiatement après le triomphe des forces sandinistes, de nombreuses organisations de masse représentant une multitude de groupes sociaux: femmes, paysans sans terre, enseignants, agriculteurs, ouvriers, autant de groupes qui seraient appelés à participer à l'instauration de la nouvelle dynamique sociale. La **démocratie**, loin d'être une tradition au Nicaragua, devient donc avec la révolution, un **exercice d'apprentissage** auquel tous sont conviés à participer, alors que la majorité avait été exclue de la vie politique jusqu'en 1979.

Le parti sandiniste, pour conjuguer transformation sociale et reconstruction nationale en se fondant sur la participation populaire, a donc appelé à une institutionnalisation des forces vives ayant réalisé la révolution, et leur intégration directe dans la vie politique et économique du pays. La richesse du tissu social nicaraguayen se caractérise aujourd'hui par la diversité des organisations populaires existantes. Leur présence au pouvoir, à travers les instances et mécanismes au niveau gouvernemental, permet un contact direct avec les membres et une rétroalimentation critique à tous les niveaux.

Les élections de 1984 confirmaient la volonté des Nicaraguayens de poursuivre dans cette voie, le Front sandiniste remportant les deux tiers des voix au scrutin. Une Assemblée nationale élue remplace alors le Conseil d'État. Dans une vision combinée de démocratie directe participative et de démocratie représentative, des élus des partis politiques siègent aux côtés de représentants des centrales syndicales, des associations professionnelles, de la grande entreprise privée et des organisations populaires.

La participation populaire franchit en 1986 un autre pas de géant, lorsque plus de 100,000 Nicaraguayens ont participé à une série de 75 réunions publiques pour exprimer leur point de vue, directement, sur ce que devrait contenir la nouvelle constitution du pays. Presque simultanément au processus d'élaboration de la constitution s'entame la régionalisation du pouvoir dans un effort de décentralisation malgré la guerre qui sévit. Les principaux objectifs de la régionalisation — coordination interinstitutionnelle, intégration des populations à chacune des instances décisionnelles régionales, équilibre du développement régional, fonctionnement plus efficace de l'État — démontraient alors la ferme intention d'aller de l'avant dans le processus de démocratisation et la recherche d'une plus grande participation populaire.

La décentralisation est un travail de longue haleine dans un pays auparavant caractérisé par son absence de structures régionales de services et une hyperconcentration de l'appareil d'État et du pouvoir. Dans l'immédiat, cette démarche assurera une meilleure relation entre les populations régionales et l'État, permettant d'élargir les instances où sont discutées les besoins et les problématiques régionales, directement avec les acteurs régionaux.

De nombreux exemples illustrent les efforts réalisés afin de garantir la participation populaire au Nicaragua. Par exemple, les Comités de défense sandinistes, instrument de participation populaire privilégié lors de l'insurrection contre Somoza dans les quartiers des principales villes du pays, se sont transformés en Comités de développement communaux, organisateurs des campagnes d'alphabétisation, de santé, d'hygiène et de sécurité publique, veillant à l'approvisionnement des denrées de base et s'impliquant

dans les problèmes de logement. Malgré l'inégale efficacité de ces comités d'un quartier à l'autre, ils sont demeurés un instrument contrôlé par les élus des résidents.

Ici, nous passons sous silence le travail de nombreuses organisations populaires représentant chacune des groupes particuliers — Union Nicaraguense de agricultores y ganaderos (UNAG) pour les agriculteurs et éleveurs de bétail, l'Association de trabajadores del campo (ATC) pour les paysans sans terre, l'Association de mujeres luisa amano espinaza (AMLAE) regroupant les femmes, les mouvements chrétiens, les regroupements de jeunes — qui reflètent l'importance de la participation populaire dans l'ensemble de la société nicaraguayenne.

#### **Participation populaire et ressources naturelles**

Ce vaste mouvement de prise en main de leur destinée par les Nicaraguayens s'exprimera de même dans la réappropriation des ressources naturelles, dont l'accès avant 1979 était le privilège de quelques personnes. Le dictateur Somoza et ses proches détenaient à eux seuls plus de 20% des terres agricoles les plus fertiles du pays, vouées à la production intensive de denrées agricoles pour fins d'exportation. De grandes firmes transnationales exploitaient d'importantes superficies alors que les paysans étaient réduits à des terres peu fertiles et fortement dégradées. Dans l'ensemble, à la veille de la victoire sandiniste, une situation de criante injustice prévalait:

(...) 2,000 grands propriétaires se partagent la moitié des terres cultivées, en laissant 4% aux petits paysans (moins de 7 ha), 30% à la moyenne propriété, et une cohorte de semiprolétaires agricoles qui n'ont d'autre possibilité de travail que les récoltes temporaires de café, coton, canne à sucre<sup>1</sup>.

L'exploitation forestière et minière intensive, jumelée à une production agricole axée sur l'exportation, laissait donc en héritage un bassin de ressources naturelles détérioré, un paysage naturel mutilé. Le démocratisation de cet espace constituera, dès 1979, un défi de taille pour les sandinistes, pour qui seule une implication massive de la population pourrait permettre de corri-



ger ces déséquilibres et reconstituer un milieu écologique où la vie était devenue plus que difficile.

Les pressions populaires conjuguées aux efforts de l'État menèrent très tôt à la mise en place de mesures concrétisant cette volonté de démocratisation de l'accès et de la gestion des ressources naturelles, comme en témoignent le succès (relatif) de la réforme agraire sandiniste et la création de l'Institut nicaraguayen des ressources naturelles et de l'environnement. Cet Institut, en collaboration avec l'Association des professionnels de l'agronomie, de la biologie et de l'écologie, ainsi qu'avec des organisations populaires, telle l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs, des associations de producteurs agricoles, et l'appui d'autres institutions publiques, ont développé des structures et des stratégies de participation populaire pour la réalisation de projets de reconstitution écologique du territoire et d'appui à la productivité soutenue des activités agricoles et forestières.

## **LE PROJET DU BASSIN DE LA RIVIERE MALACATOYA**

### **Historique**

Le projet de reconstitution écologique du territoire du bassin de la rivière Malacatoya, dans une région sèche du Nicaragua, est un exemple de la dynamique participative existant dans le secteur des ressources naturelles. Entrepris en 1985, ce projet d'envergure, actuellement en phase d'opération, a été conçu et se réalise en étroite collaboration entre acteurs issus du milieu et des institutions. Cet exemple particulier illustre à notre avis la vivacité et la participation populaire dans une zone particulièrement affectée par l'intense exploitation qui s'y est opérée par le passé, principalement l'élevage de bovins pour l'approvisionnement de la tristement célèbre «hamburger connexion» nord-américaine. Ceci démontre les grandes possibilités qu'ouvre la démocratisation de la gestion des ressources naturelles dans un pays du tiers monde.

En 1982, le gouvernement nicaraguayen confie au ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire la responsabilité d'implanter un vaste complexe agro-industriel de production de sucre à

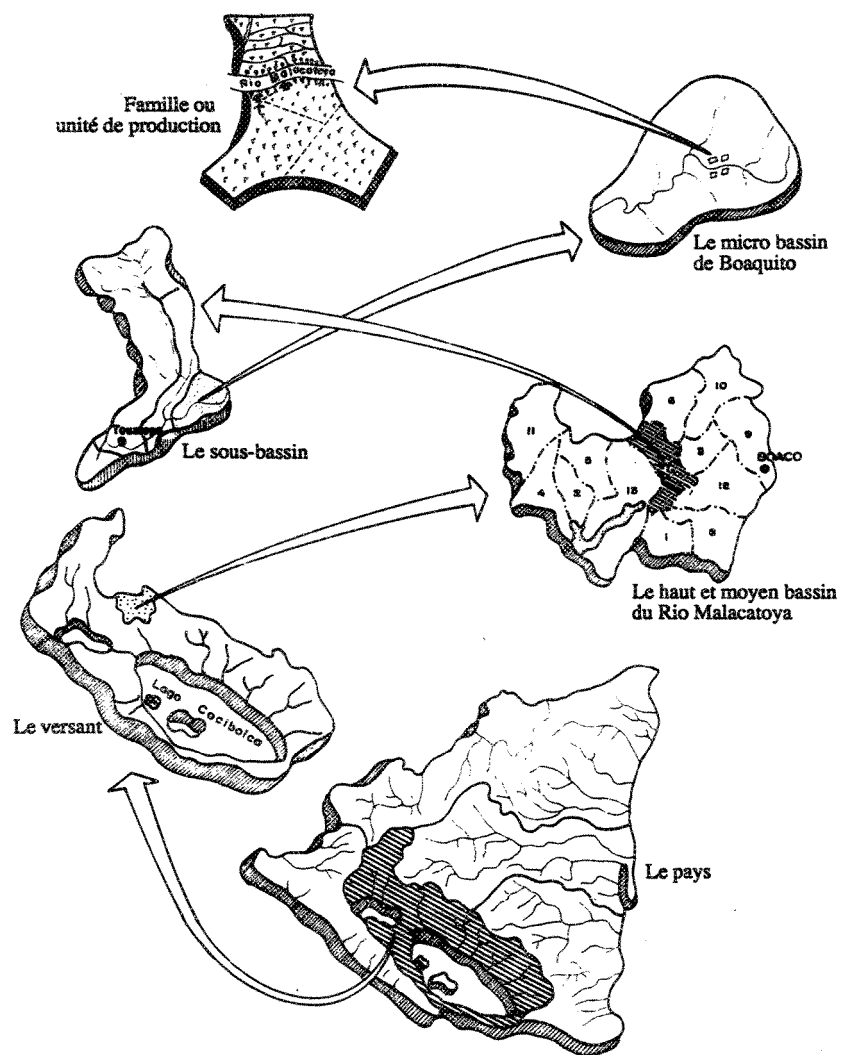
quelque 30 kilomètres de la capitale, Managua. L'exécution du complexe agro-industriel «Victoria de Julio» exigea cependant la construction d'un important barrage (Las Canoas) sur le cours de la rivière Malacatoya, ainsi qu'un réseau de canaux superficiels, afin d'assurer l'approvisionnement en eau des vastes plantations à partir des eaux provenant du bassin de la rivière Malacatoya. Les 140 millions de mètres cubes d'eau annuels s'écoulant de ce bassin suffiraient en principe à irriguer environ 60% des quelques 10,000 hectares de terres dédiés à la production de canne à sucre.

L'inauguration de ce complexe en 1985 coïncidait avec la mise en marche d'un important projet d'études systématiques et détaillées du territoire du bassin haut et moyen de la rivière Malacatoya, menées par l'Institut nicaraguayen des ressources naturelles et de l'environnement (IRENA). La priorité donnée par IRENA à l'étude de ce territoire de quelque 830 km<sup>2</sup> (voir carte) découlait du fait qu'aucune étude d'impact environnemental n'avait été réalisée dans le cadre du projet du complexe agro-industriel «Victoria de Julio», et que peu d'informations précises avaient été recueillies sur la dynamique biogéophysique et socio-économique du bassin Malacatoya.

En établissant la relation systémique existante entre le bassin Malacatoya, le barrage de Las Canoas et le complexe agro-industriel, IRENA mettait en perspective la nécessité d'une gestion rationnelle des composantes du bassin pour garantir le bon fonctionnement de ce système écologique ainsi qu'assurer la vie utile et la rentabilité des investissements étatiques dans ce mégaprojet agro-industriel.

La réalisation du barrage Las Canoas et l'accumulation des 140 millions de m<sup>3</sup> d'eau occasionnèrent cependant l'inondation de plus d'une centaine d'hectares de terres, occupées par de petits paysans. Une centaine de familles furent relocalisées dans différents territoires priorités et ce, malgré le peu d'intérêt de ces gens à changer de lieu; à ce moment, peu de considérations sociales étaient intervenues dans les choix faits par l'État.

**NIVEAUX SPATIAUX DE LA PLANIFICATION DE L'UTILISATION DU SOL  
DANS LES BASSINS HYDROGRAPHIQUES AU NICARAGUA**



Ces familles occupaient un territoire écologiquement incapable de répondre à leurs besoins vitaux, mais leur déplacement obligé engendra un certain malaise, même si elles étaient relocalisées dans des territoires à meilleur potentiel de ressources naturelles. Ces familles demeuraient là depuis plusieurs années, malgré la sécheresse chronique et la pauvreté des sols, et y avaient créé leur environnement social. Cette erreur de parcours majeure appelait à un élargissement des considérations jusqu'alors retenues, pour assurer le développement socio-économique de cette région.

Devant les résultats de l'étude réalisée par IRENA, l'État décidait de consacrer davantage de ressources afin de remédier aux insuffisances et carences du plan de développement de la zone du bassin de la rivière Malacatoya. La participation populaire était désormais une composante de premier plan dans le projet intégral de développement socio-économique et écologique que proposa IRENA en décembre 1986 pour cette zone. Elle s'intégrait à l'approche d'aménagement, de gestion et de développement des bassins hydrographiques choisis par l'État comme base de tout projet visant à rationaliser la gestion des ressources naturelles et de l'environnement au Nicaragua.

Le cadre de référence des bassins hydrographiques comme unités d'aménagement et de gestion des ressources naturelles a été retenu par le Gouvernement dès 1980. Il apparaissait comme un outil réaliste pour l'atteinte des objectifs de reconstitution d'écosystèmes appauvris par les pratiques antérieures d'agriculture et de foresterie. Il devenait un outil de gestion rationnelle des ressources naturelles en vue d'une productivité soutenue des écosystèmes.

#### **Objectifs spécifiques du projet du bassin de la rivière Malacatoya**

De ces objectifs nationaux d'aménagement et de gestion des ressources naturelles découlaient des objectifs spécifiques pour la réalisation du projet de reconstitution écologique du bassin de la rivière Malacatoya.

L'étude menée par IRENA fournissait dans un premier temps la base techno-scientifique essentielle à tout travail d'aménagement et de gestion intégrée des ressources naturelles du bassin de la rivière Malacatoya en vue d'assurer le rendement soutenu et durable de cet écosystème. Le développement, la conservation, et la gestion rationnelle de l'environnement permettaient l'amélioration des conditions environnementales et des conditions socio-économiques de la population de cette zone, objectif ultime à atteindre pour les différents intervenants.

Cet objectif de mieux-être s'est traduit par des objectifs concrets: 1) investiguer et analyser systématiquement et de façon détaillée les sous-systèmes – physique, biologique, anthropique, sociologique – composant le bassin d'étude; 2) formuler des alternatives de gestion des ressources naturelles du bassin.

Ces objectifs ont permis par la suite de définir et d'orienter la production et l'utilisation agroforestière des terres du bassin dans le but de réduire les effets de l'érosion hydrique par l'amélioration du régime d'écoulement des eaux de surface, principal problème environnemental de cette zone sèche. Ces objectifs ne pouvaient cependant être atteints que par la mise en place de programmes de formation et d'éducation environnementale dynamiques visant à intégrer la population du bassin aux tâches de protection et récupération environnementale, dont ils seraient les principaux acteurs, responsables et bénéficiaires à court, moyen et long terme.

#### **Synthèse de la problématique du bassin de la rivière Malacatoya**

Les quelque 830 m<sup>2</sup> de territoire constituant le bassin haut et moyen de la rivière Malacatoya, situé dans les terres hautes de l'intérieur du Nicaragua, se caractérisent par un relief escarpé constitué de montagnes et de piémonts. Ces deux composantes du paysage géomorphologique représentent respectivement 33% et 52% de la superficie totale du bassin. La vallée de Teustepe, bordant la rivière Malacatoya, occupe 15% du territoire du bassin.

Ce territoire fut ouvert vers la fin des années 1950, avec la construction de la route Managua-El Rama, localité de la côte Atlantique du pays, et offert à l'élevage extensif de bovins pour l'exportation. Combiné à une exploitation forestière intensive et sauvage, l'élevage extensif a tôt fait de transformer cette zone en région problématique sur le plan écologique et social; les forêts situées dans les paysages de montagnes et de piémonts sont devenues pâturages et les populations paysannes déplacées vers des zones marginales. L'élevage extensif de bovins, qui constitue encore aujourd'hui l'activité économique principale de la région, est une pratique menacée dans son existence à cause du peu de considération apportée par le passé à l'équilibre et la dynamique écologique la supportant.

L'étude de l'IRENA sur le bassin de la rivière Malacatoya révèle en effet une détérioration accélérée de l'environnement, principalement des ressources hydriques, des sols, des forêts et de la faune. Les pratiques antérieures d'élimination du couvert végétal pour implanter des pâturages étendus ont eu comme conséquence une dégradation marquée de l'équilibre écologique. Sur le plan social, la concentration des populations dans des sites plus fragiles écologiquement afin de permettre le développement de la production bovine, a eu pour effet de dégrader l'environnement et limiter les possibilités de vivre décemment de ressources surexploitées. Aujourd'hui, les familles paysannes vivent dans une pauvreté quasi absolue, arrachant une maigre subsistance à une terre appauvrie, qui ne cesse de décroître en productivité alors que le taux de natalité est élevé. Elles vivent en hameaux, dispersées autour de deux principaux villages de montagnes, Santa Lucia et San Jose et Los Remates, alors que la plaine de Teustepe et toujours occupée par des moyens et grands éleveurs de bovins dont les activités persistantes menacent l'environnement. Le chef-lieu du département, Boaco, abrite les services publics et commerciaux.

La dégradation est amplifiée par la succession de sécheresses et d'inondations annuelles — correspondant à la saison estivale de huit mois et un hiver de pluies de quatre mois — et l'absence d'un couvert végétal protecteur, exposant ainsi les sols à l'érosion éolienne et au lessivage hydrique. L'absence de pratiques de

conservation des sols, eaux et forêts, accompagnée d'une intensification désordonnée des activités humaines, font en sorte que l'agriculture est menacée dans son ensemble, à plus ou moins brève échéance. Le développement social est limité par la dégradation environnementale: les coopératives de production agricole ont peine à prendre leur essor, les coopératives de services stagnent, les services de santé, d'éducation et d'appui aux producteurs demeurent précaires et incomplets.

Les habitants, principalement les familles de petits paysans de la plaine de Teustepe, vivent dans des conditions d'extrême pauvreté; la malnutrition est flagrante, les conditions de santé dramatiques (50% de la population est atteinte à divers degrés de tuberculose) et le taux d'analphabétisme est élevé. La pauvreté écologique se reflète socialement.

#### **STRATÉGIE DE PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE**

Précédemment à ce projet, les expériences de récupération environnementale menées dans différentes zones du Nicaragua par IRENA ont démontré qu'il est presque utopique et très coûteux en énergies et en ressources d'obtenir des résultats satisfaisants à partir de projets centralisés excluant la participation locale. Par exemple, de nombreux projets de reboisement ont échoué faute de collaboration et d'implication des agriculteurs dans certaines zones, résultant en des pertes importantes pour l'État; les incendies et le manque d'entretien ont détruit plusieurs plantations, les communautés rurales environnantes ne démontrant que peu d'intérêt pour ces projets auxquels elles n'avaient pas été conviées à participer.

Reconnaissant que la participation des agriculteurs et des communautés rurales est essentielle à tout projet d'intervention environnementale, le groupe multidisciplinaire responsable de l'étude proposa la mise en place d'une structure basée sur la participation communautaire et la collaboration interinstitutionnelle pour la réalisation du projet du bassin de la rivière Malacatoya.

La planification du projet a été confiée à la Commission exécutive du projet, instance regroupant des représentants des communautés locales, des institutions publiques et privées de même que des organisations de masse. Dès la phase initiale du projet, les préoccupations des divers intervenants ont ainsi prises en compte, condition essentielle à l'opérationnalisation. Dans un deuxième temps, la création de sous-commissions représentant les différentes zones du bassin a permis la participation directe des communautés locales à l'identification et l'analyse de leurs besoins face aux problèmes spécifiques: l'utilisation et protection des sols, eaux et forêts. Ces instances se retrouvent par la suite au Conseil exécutif du plan d'action, qui participent à la phase d'exécution du projet, de même qu'aux activités de suivi, d'évaluation et de reprogrammation périodiques.

La réalisation effective des travaux est alors confiée à des groupes à l'échelle municipale et «comarcal», comités préexistants représentant des catégories de producteurs agricoles ou mis sur pied pour entreprendre des activités spécifiques. Il s'agit de coopératives et production de plants pour le reboisement, d'associations de producteurs agricoles spécialisés, de groupes de gestion de pépinières communautaires, etc.. D'autres groupes voient le jour pour assurer le suivi des travaux, telles les brigades de prévention et contrôle des incendies forestières.

À l'intérieur de cette stratégie participative, un rôle de premier plan est confié aux coopératives paysannes de production, reconnues pour leur dynamisme et leur potentiel organisationnel et exécutif. Les femmes sont également appelées à jouer un rôle important dans tout ce processus, faisant preuve d'une audace et d'une efficacité remarquables dans l'organisation et le développement de la production au niveau local.

### **LES CHANGEMENTS DÉSIRÉS**

Le bassin de la rivière Malacatoya présente de forts potentiels forestier et agricole qui, aujourd'hui, sont virtuellement mal exploités dans la quasi-totalité du territoire. La forte densité de la population et le bas niveau technologique influent sur l'exploitation des ressources naturelles existantes, contribuant au



constant aggravement d'une situation originant d'un modèle de développement peu soucieux des équilibres écologiques et du partage des bénéfices pécuniaires.

La situation critique environnementale et sociale prévalant dans cette région appelait donc à une concertation des différents intervenants: producteurs privés, pouvoirs publics, coopératives. Il s'agissait en fait d'opter ensemble pour un modèle de développement et d'utilisation des ressources naturelles susceptibles de répondre aux besoins et d'assurer la survie socio-environnementale à long terme. Pour l'ensemble des acteurs, il devenait évident que le laisser-faire ou la poursuite du modèle traditionnel conduirait inévitablement à l'accélération irréversible des déséquilibres sociaux et écologiques.

Après une longue période de discussions et d'échanges entre les acteurs, des lignes conductrices du futur développement de ce bassin hydrographique furent définies. D'une vision intégrée des composantes bio-physiques, socio-économiques et environnementales émanait alors le concept de **développement durable**, pour la mise en valeur des ressources existantes et la reconstitution graduelle d'un patrimoine en disparition où répondait ainsi aux principes et objectifs de la stratégie mondiale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN-PNUE, 1983).

Les propositions élaborées par les différents intervenants signifient la mise en commun d'efforts pour la redéfinition du développement de la zone, selon une nouvelle conception de l'aménagement et de la gestion des ressources naturelles renouvelables et de l'environnement global du bassin de la rivière Malacatoya. Le modèle issu des débats adhère dans ses principes et objectifs aux trois réformes majeures mises de l'avant par le gouvernement révolutionnaire en ce qui a trait à l'agriculture: «...La réforme agraire, non seulement pour des raisons sociales, sinon aussi pour des raisons techniques..., l'utilisation adéquate des ressources naturelles, et... le progrès dans l'utilisation de la technologie» (Wheelock, 1984).

Aspirant à rompre avec la modèle antérieur de développement qui ne leur assure aucun avenir, les intervenants convenaient de créer

et de consolider des «systèmes agroforestiers de production», dans le but à court, moyen et long terme, de corriger les déséquilibres tout en maximisant l'utilisation du potentiel des écosystèmes existants, dans le respect des possibilités actuelles et en vue de leur amélioration. Les aspirations locales constituent également des balises importantes du nouveau modèle, puisqu'il a été élaboré par et pour la population du bassin. La protection des eaux, forêts et sols, la restructuration de la tenure des terres, ainsi que l'éducation populaire appliquée aux champs de l'écologie et de la formation technique sont devenues des priorités partagées par toute la population.

L'approche systémique caractérisant les **stratégies d'écodéveloppement** se concrétise dans le cas de l'aménagement du bassin de la Malacatoya par la réconciliation des objectifs sociaux, écologiques et économiques dans le développement de systèmes agroforestiers et production. Ces stratégies permettent l'utilisation optimale du potentiel de chaque écosystème de ce territoire, avec un souci de pérennité de ses ressources spécifiques. Le savoir populaire, dont la pratique avait été restreinte par le système politico-économique antérieur, est valorisé afin d'enrichir le modèle des expériences des communautés rurales et montagnardes locales.

Dans les faits, le modèle proposé s'opérationnalise à travers huit programmes et vingt-et-un sous-programmes conçus comme un ensemble d'activités territoriales complémentaires, interdépendantes, englobant les dimensions sociale, économique et écologique dans la production et la conservation des ressources. Ils offrent un cadre juridico-institutionnel, dynamique et effectif pour la participation populaire. Depuis septembre 1987, plus de la moitié des programmes et sous-programmes sélectionnés ont été mis de l'avant par les différents acteurs locaux, appuyés techniquement et financièrement par le Gouvernement régional et central ainsi que par plusieurs organisations non gouvernementales de coopération internationale.

## CONCLUSION

Au risque de se répéter, il nous apparaît fondamental de mentionner que tout intense processus de transformation socio-politique et de développement à la base, pour enrayer le sous-développement, est chargé de tensions, de paradoxes et de contradictions. Le processus nicaraguayen, issu d'un passé où se sont succédés pendant des décennies des régimes politiques répressifs interdisant la participation populaire, témoigne des nombreuses difficultés que représente la démocratisation de la vie politique, économique et sociale d'un pays du tiers monde façonné depuis des siècles par le colonialisme et l'impérialisme.

L'épanouissement de la nouvelle société nicaraguayenne, désireuse de rompre avec ce passé d'asservissement, est un mouvement d'autant plus laborieux que ce pays centre-américain d'à peine trois millions d'habitants subit depuis près de sept ans une agression militaire, économique et politique de la part des États-Unis. Soumise à une économie de guerre et de survivance, la population du Nicaragua se voit contrainte à limiter ses efforts dévolus à la réorientation du développement, ainsi qu'à la reconstruction sociale, écologique et économique du pays. Confiné à son rôle traditionnel de producteur de denrées agricoles pour l'exportation à la fois par nécessité et pour soutenir l'effort de la défense du pays, le Nicaragua n'a pu assurer le plein développement des politiques sociales, économiques et environnementales adoptées au début des années quatre-vingt, dont certaines lui avaient valu une reconnaissance mondiale, telles les campagnes d'alphabétisation et de santé publique.

La conjoncture difficile que traverse le peuple nicaraguayen a conséquemment restreint l'élargissement de débats concernant des questions fondamentales directement liées aux conceptions du développement économique et social du pays. Les discussions amorcées dans les années suivant le triomphe de la révolution entre approches «productiviste» et «environnementaliste» du développement ont été reléguées au second plan, conséquence de la dure réalité et des nécessités imposées par l'agression orchestrée par les États-Unis. Ce débat primordial, compte tenu de la crise écologique aiguë prévalant au Nicaragua, occupait l'avant-scène de

l'actualité politique; aujourd'hui, l'approche productiviste prédomine, compte tenu de la nécessité de produire davantage pour l'exportation, source de devises pour soutenir la défense du pays.

Même si la guerre a restreint l'espace de ce débat fondamental, il n'en demeure pas moins que la thèse environnementaliste n'a cessé d'évoluer, en théorie et en pratique. La nécessité immédiate favorise certes une pratique productiviste de l'utilisation du territoire, s'exprimant au travers de macroprojets et d'une agriculture hautement technifiée. Mais l'articulation de projets, tel celui de la reconstitution écologique du bassin haut et moyen de la rivière Malacatoya, démontre la présence de l'approche environnementaliste, dont le discours et les pratiques répondent à des nécessités et réalités tout aussi alarmantes et concrètes que la guerre.

La vision globale soutenue par les tenants de l'approche environnementaliste du développement, intégrant toutes les variables et assurant une pleine participation populaire, est confrontée non seulement aux problèmes conjoncturels, mais davantage aux problèmes structurels hérités d'un passé impérialiste. Elle offre une ouverture et un équilibre susceptible d'assurer la pérennité et le rendement soutenu de l'environnement et des activités sociales qui s'y déroulent et s'y développeront.

Dans le Nicaragua d'aujourd'hui, la consolidation du programme de planification des bassins hydrographiques apparaît comme l'élément-clef du développement d'une politique environnementale intégrale pour le territoire national et d'une stratégie de participation communautaire dans la gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'environnement. Les bases de cette rationalité ne sont pas uniquement économiques, comme c'est malheureusement le cas dans l'exploitation des ressources naturelles dans la plupart des pays du monde, développés ou sous-développés, mais aussi sociales et écologiques en synchronie avec les générations futures. L'utilisation du territoire fait ici référence à une rentabilité économique à long terme, permettant la reconstitution et le rendement soutenu des écosystèmes de même que le maintien et le développement de la vie sociale à long terme.

Le projet de reconstitution écologique du bassin haut et moyen de la rivière Malacatoya constitue en ce sens une expérience d'une richesse incontestée sur le plan social et scientifique; ce projet est sans aucun doute une des expériences nicaraguayennes les plus fructueuses de matérialisation d'une dynamique participative dans la planification et l'exécution d'un développement autocentré. Il constitue en quelque sorte un bassin-école qui sera un cadre de référence pour les projets nationaux d'aménagement des bassins hydrographiques.

En guise de conclusion, mentionnons que le Nicaragua, pays agressé où 50% de la population a moins de 15 ans, est une école en soi; beaucoup de gens de tous âges, de toutes nationalités, y ont séjourné, s'y sont enrichis sur le plan humain, et en sont revenus plus déterminés que jamais à travailler en solidarité et en réciprocité avec les peuples en lutte et leur propre peuple. Beaucoup de jeunes du Québec et du Canada se mobilisent pour appuyer concrètement le peuple nicaraguayen, travaillant dans des projets où, au contact de ces femmes et de ces hommes de toutes origines sociales qui apprennent peu à peu à bâtir leur pays, ils se découvrent eux-mêmes. Ils y découvrent un peuple qui planifie, s'organise, exécute des projets d'avenir, s'autocritique et évalue son cheminement, malgré les affres de la guerre. Peut-être y voient-ils leur propre avenir?

Nous croyons que soutenir le Nicaragua en ce moment critique de son histoire, c'est partager l'espoir de tous ceux qui refusent d'être dominés politiquement, économiquement, culturellement, par quelque force impérialiste que ce soit. Soutenir le Nicaragua, c'est reconnaître l'effort d'un peuple qui défend sa liberté au prix de sa prospérité et du sang de sa jeunesse.

La lutte que mène le peuple nicaraguayen nous concerne tous, non seulement parce qu'elle se déroule en Amérique et que nos voisins du sud sont les agresseurs, mais aussi parce qu'elle représente des espoirs concrets pour tous ceux qui croient au droit des peuples à leur autodétermination, à la participation populaire dans la création des statuts et des structures politiques, sociales et économiques de leur propre société.

## NOTES

- 1 Le volcan nicaraguayen, 1985, p. 233.

## RÉFÉRENCES

- FAO, *Ordenacion de Cuenas hidrograficas y partitipacion de la Poblacion*, Roma, 1985, 212 p.
- HEIN, W., *Problemas Ecologicos en Costa-Rica y Nicaragua: Origenes socio-economicos y perspectivas para el futuro*, Berlin, 1986, 93 p.
- IRENA, Plan de Ordenamiento y Manejo de la Cuenca Alta y Media del Rio Malacatoya, Volumen I: *La Cuenca y sus recursos: caracterizacion, sintesis y diagnosticos*, Managua, 1986, 558 p.
- IRENA, Plan de Ordenamiento y Manejo de la Cuenca Alta y Media del Rio Malacatoya, Volumen II: *Acciones y Propuestas: Programas y subprogramas seleccionados*, Managua, 1986, 473 p.
- IRENA, Plan de Ordenamiento y Manejo de la Cuenca Alta y Media del Rio Malacatoya, Volumen III: *Resumen del Plan y Accion immediate*, Managua, 1986, 25 p.
- IRENA, *Plan Agroforestal para el desarrollo sostenido de la Ganaderia Vacuna en la Cuenca Alta y Media del Rio Malacatoya*, Managua, 1988, 52 p.
- KANNIMEN, M., *Small Holders Cattle Development Programme in Region V in Nicaragua: Cattle development study*, Managua, 1988, 6 p.
- KANNIMEN, M., *The Plan for Management of the Watershed of Malacatoya River in Central Nicaragua: Project Evaluation Report*, Managua, 1988, 9 p.
- LEONARD, J., *Recursos Naturales y desarrollo economico en America Central: un perfil ambiental regional*, San José, 1986, 267 p.
- MONDJANAGNI, A.C., *La participation populaire au développement en Afrique noire*, Paris, 1984, 448 p.
- TREMBLAY, C., *Referencia para la comprension del concepto «Sistemas de produccion propuestos» contenido en el Plan de Ordenamiento y Manejo de la Cuenca Alta y Media del Rio Malacatoya*, Managua, 1987, 100 p.
- TREMBLAY, C., *Algunos apuntes sobre la creacion y consolidacion del Consejo-Ejecutivo del Plan de Accion en el area de la Cuenca Alta y Media del Rio Malacatoya*, Managua, 1988, 11 p.
- WHEELLOCK, J., *Entre la crisis y la agresion*, Managua, 1984, 208 p.



## **RE-DÉMOCRATISATION ET ÉCODÉVELOPPEMENT EN AMÉRIQUE LATINE**

**Martin MUJICA**  
**Département de sociologie**  
**Université de Moncton**

Le but de cette communication est de faire état de quelques observations que nous avons pu établir, au cours des huit dernières années, au sujet du rôle des organisations non-gouvernementales (O.N.G.) en Amérique latine devant les principaux problèmes que vit ce continent.

Depuis 1979, j'ai eu l'occasion de siéger au Comité de sélection des projets d'Amérique latine et des Antilles pour Développement et Paix, mieux connu comme Développement et Paix. J'ai participé avec d'autres bénévoles à la prise de décisions concernant un total de presque 3,000 projets de développement. Entre 1979 et 1986, nous avons fait des recommandations qui ont entraîné des déboursments d'un total de 31,821\$ du programme régulier de développement pour l'Amérique latine et les Antilles. L'étude de ces projets, forcément superficielle, n'était pas soumise aux exigences du travail scientifique. Loin de là, le but était orienté vers l'expression de la solidarité des Canadiens avec les efforts des organisations du tiers monde en faveur de leur propre développement. Les observations contenues dans ce document n'ont pas de prétention de preuve empirique à un quelconque travail de recherche: elles se veulent simplement une réflexion de synthèse des nombreux cas étudiés dans le même esprit de solidarité. Les dossiers que le Comité en question a étudiés au cours de la période indiquée sont révélateurs des nombreuses tendances qui se manifestent dans les visions que les organisations ont de leur milieu, de leurs problèmes et des solutions envisagées. Je dirais que nous avons passé en revue toutes les options que les organisations non-gouvernementales de développement (O.N.G.D.) voyaient comme possibles, avec la seule contrainte de l'auto-



censure que ces mêmes organisations font en fonction des caractéristiques de l'organisme auquel elles soumettaient leurs projets. À ceci il faut ajouter que le taux de refus par le Comité se situe à environ d'un tiers des projets étudiés et qu'en plus, il y a un taux de refus en étude préliminaire d'un quart des projets reçus et que par le fait de ne pas rencontrer des critères de base de l'organisme ne sont jamais soumis aux comités de sélection<sup>1</sup>.

N'ayant donc pas de prétention de recherche empirique rigoureuse, cette étude repose quand même sur une lecture attentive des dossiers, sur des notes personnelles et, dans un nombre limité de cas, sur le témoignage des responsables des organisations ou la visite dans un contexte d'évaluation<sup>2</sup>.

### **LA CRISE DE DÉVELOPPEMENT EN AMÉRIQUE LATINE**

Cette communication devrait, dans le respect de la tradition des textes sur l'Amérique latine, commencer par une longue énumération des symptômes de crise qui se manifeste actuellement sur ce continent. Sans aborder cette question trop en détail, reprenons quand même quelques données.

La crise sociale et économique qui frappe actuellement la plupart des pays de l'Amérique latine est aussi dramatique et profonde que la crise mondiale des années trente. L'Amérique latine a eu dès le début des années quatre-vingts une régression qui a consommé dans une courte période de trois ans la croissance économique d'une période égale dans le passé: en 1984 le revenu réel net per capita avait plafonné au niveau équivalent à celui de 1977. La crise est due à une combinaison d'éléments de nature structurelle, dont la transformation du continent de sa qualité de zone importatrice de capital à celle d'exportatrice comme conséquence de l'augmentation de la dette extérieure. À la fin 1984, les pays de l'Amérique latine devaient 75 milliards de dollars US de plus qu'à la fin 1981.

La principale conséquence de l'endettement a été la perte de souveraineté monétaire par la plupart des pays. Les gouvernements, sous la pression du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, ont été forcés d'augmenter leur disponibilité de devises pour pouvoir payer les obligations de la dette. Ceci a été fait par une réduction radicale des dépenses publiques, par des politiques restrictives en matière de crédit et plus particulièrement par une diminution drastique des salaires réels. Les résultats n'ont pas tardé à se manifester: une récession très forte de l'activité économique et une détérioration des conditions de vie des secteurs populaires. D'après les données du Bureau international du travail, en 1985 il y avait trois millions de chômeurs de plus qu'en 1980. Durant la même période les salaires minima urbains avaient diminué d'un 16.3%. Cela a pris trois décennies pour que le taux de chômage diminue de deux points de pourcentage et seulement trois ans (1981-1983) pour que l'Amérique latine revienne au taux de 1950.

Le résultat de tout cela a été la marginalisation de vastes secteurs de la population par rapport à un emploi permanent et leur déplacement vers le secteur dit informel de l'économie. Entre 1980 et 1985, quelques huit millions des personnes ont été déplacées vers des emplois précaires et de basse productivité ou vers l'emploi indépendant de revenu inférieur au salaire minimum.

La crise actuelle a provoqué une expansion de la pauvreté bien au-delà des 115 millions des personnes qui au début des années quatre-vingts étaient considérées comme des pauvres, dont la moitié ne pouvaient pas subvenir à leurs besoins alimentaires de base. C'est le secteur le plus pauvre de la population qui a payé la plupart du coût de la dette extérieure, tandis que les secteurs plus aisés ont maintenu ou amélioré leur situation matérielle. C'est à la lumière de ces données qu'on dit que les gouvernements de l'Amérique latine ont une «dette sociale» envers des millions de pauvres, une dette qui exige des paiements beaucoup plus urgents que la dette internationale. Ce dernier élément nous permet de

mieux comprendre l'autre composante de cette situation de crise: l'aspect politique.

La crise politique des années quatre-vingts en Amérique latine est marquée par deux manifestations d'une grande visibilité. La première, la plus connue probablement à l'extérieur, est la persistance des gouvernements autoritaires ou des menaces du même signe là où la formalité démocratique a survécu ou est fragilement rétablie. La seconde dimension est représentée par une crise de légitimité associée surtout à l'incapacité des gouvernements pour solutionner les problèmes des vastes majorités appauvries ou pour imposer l'empire de la loi et le respect des droits de la personne.

C'est justement cette crise de légitimité qui suscite une recherche active d'alternatives aux modèles de développement et de gestion sociale des groupes dominants. À côté des revendications économiques, les groupes représentant la majorité formulent des projets de démocratisation de la société civile et de révision en profondeur de la structure de l'État. Au projet dominant de privatisation au bénéfice des monopoles et du capital étranger, ils opposent des projets de transfert des fonctions étatiques aux organisations populaires, surtout à celles du niveau local.

### **LES ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES POPULAIRES**

Une des réponses que les secteurs les plus touchés par cette crise ont essayé au cours des dernières années, c'est la constitution d'une série d'organisations communautaires d'entraide qui ont été définies par plusieurs auteurs<sup>3</sup> comme des organisations économiques populaires (O.E.P.). Quelques chercheurs, comme Razeto<sup>4</sup>, utilisent le concept d'économie de solidarité pour définir ce secteur d'activité qui dépasse largement le champ traditionnel des organismes d'entraide. Avec ceux-ci, le nouveau secteur d'organisations économiques populaires a en commun le fait que la raison d'être des organisations est la satisfaction des besoins de leurs

membres. Mais à la différence des anciennes organisations populaires qui réalisaient des activités de production de biens ou des services, les extrants des nouvelles organisations — surtout au niveau urbain — ne se font plus en fonction du marché. Ceci ne veut pas dire que ces organisations ne participent pas au marché et de ses lois ni que le marché n'a pas d'importance pour elles. Rejetés par le marché et par ses lois invisibles, abandonnés par un État qui fournit de moins en moins des services, ces secteurs les plus pauvres de la ville et de la campagne décident de se reprendre en main d'une façon au début précaire et transitoire et plus tard d'une manière plus permanente pour produire, à l'intérieur de leurs limites, tout ce qui répond mieux aux besoins de leurs membres. La rationalité productive n'est plus commandée par le profit mais par les besoins.

Les organisations se manifestent, évidemment, sous des formes diverses. Il y a des cas extrêmes où l'organisation économique populaire est presque inexistante ou invisible. Celles qui se sont établies au niveau rural, héritières des structures minifundiaires tributaires de la grande propriété agricole ou de la réversion des processus avortés de réforme agraire, ont un degré de dépendance supérieur aux organisations urbaines, vis-à-vis l'économie néo-libérale dominante. Tel est le cas de nombreux anciens bénéficiaires des réformes agraires entamées au Chili par les gouvernements de la Démocratie chrétienne (1964-1970) et de l'Unité populaire (1970-1973) ou celui des petits colons des projets d'établissement dans l'Amazonie brésilienne ou péruvienne. Nous avons étudié des nombreux projets de petits agriculteurs qui exploitent des cultures vivrières dans leurs lots sous la forme de «travail fantôme»<sup>5</sup>, forme de supplément du salaire assumée par le travailleur. Cette modalité est le fruit d'une salarisation déprimée par l'excès d'offre de main-d'oeuvre, par l'intensification des cultures, et par l'incorporation des technologies avancées dans les labours.

Dans le cas chilien, ceci a été facilité par la reconstruction, dès le lendemain du coup d'état militaire de 1973, de la grande

propriété foncière à partir de la réserve de 80 hectares (ou l'équivalent) que les propriétaires pouvaient conserver suite à l'expropriation. Dans certains cas, les anciennes propriétés ont récupéré leurs limites mais, surtout dans la vallée centrale du Chili là où se trouvent les terres de qualité supérieure, ceci n'était même pas nécessaire. Il s'agissait simplement de réorienter la production vers des cultures d'exportation (surtout des fruits) qui exigeraient un minimum de main-d'oeuvre permanente et qui pourraient employer à des salaires dérisoires la force de travail disponible en périphérie.

Ce modèle a été caractérisé par Crispi comme un de «paysanisation paupérisante»<sup>6</sup> et par Bengoa comme un de «sous-prolétarianisation de la paysannerie»<sup>7</sup>. Tanya Korovkin<sup>8</sup> voit ce modèle comme un processus de différenciation paysanne et de réorganisation du secteur rural, aspect sur lequel les signes de la vie quotidienne ne donnent plus place au doute. Retenons que ce soit un des aspects les plus visibles de la vie paysanne actuelle au Chili, par exemple l'apparition paradoxale de bidonvilles ruraux le long des routes et aux croisées de chemins, et l'augmentation des paysans itinérants sans terre. Ces deux catégories de population rurale, qui parfois ne sont qu'une — itinérants qui ont une base d'établissement de la famille dans des maisons de fortune aux bords des chemins — sont une des principales constituantes de ce type d'organisation à la campagne. Il s'agit de petites exploitations où travaillent d'une façon régulière la femme et les enfants et au retour des labours temporaires l'homme. Des cultures vivrières sont devenues complémentaires aux exploitations avicoles limitées, aux petites lapinières ou à une apiculture limitée. Dans les régions côtières, les conditions de sédentarisation sont meilleures puisque les grandes exploitations fruitières qui emploient une main-d'oeuvre temporaire sont établies surtout dans la vallée centrale à l'intérieur. On trouve donc, dans le littoral, des familles qui travaillent dans des activités de subsistance comme celles que nous avons indiquées et qui font aussi de la pêche artisanale ou la récolte d'algues.

Dans tous ces domaines, sur la côte et à l'intérieur, on trouve des organisations économiques populaires: boulangeries populaires, centrifugeuses communautaires pour le miel, petites usines de séchage d'algues ou d'apprêt du poisson et autres. Dans le cas de l'Amazonie péruvienne et encore plus du côté du Brésil, les premiers colons étaient suivis pas des grandes multinationales qui ont profité du déblayage réalisé par les pionniers et des investissements en routes fait par l'État à même l'endettement publique international. La dépendance salariale est dans ces cas moins importante que dans le cas chilien, mais elle est remplacée en partie par une dépendance dans l'approvisionnement de produits industriels de consommation ainsi que de certains services (transport, électricité, entretien des machines, etc.). Les conditions d'éloignement par rapport aux centres urbains et de dispersion des colons font de l'entreprise monopoliste le véritable centre de la région, beaucoup plus importante qu'un État en plein repli. Le développement des organismes populaires n'a certes pas été homogène et il n'obéit pas toujours à des motivations associées directement à une prise de conscience des besoins des membres. D'autre part, il ne s'agit pas d'un processus épargné de contradictions et de problèmes.

D'après notre expérience d'étude des projets, nous pouvons postuler qu'un certain nombre d'initiatives surgit en raison de l'existence des fonds disponibles auprès des agences subventionnaires. Ces initiatives deviennent, dès le début, très sérieusement hypothéquées dans leur autonomie. Ceci les conduit, dans certains cas, jusqu'à une distorsion évidente de leur perception de la réalité, qui est réinterprétée en fonction de la relation de dépendance établie et selon la disponibilité.

Comme toute nouvelle expérience, celle des organisations économiques populaires donne origine à des nouvelles contradictions et à des nouveaux problèmes. L'étude et surtout l'évaluation sur le terrain des projets nous permettent de dire que les plus importants défis se posent dans la relation des organisations économiques populaires avec l'ensemble de la communauté locale

où elles sont établies. Comment éviter l'envie d'une communauté locale isolée essayant de solutionner des problèmes complexes et urgents, qui ne dispose pas des ressources que les o.e.p. obtiennent facilement aux yeux des non-membres? Comment ne pas susciter l'envie et le découragement des personnes ou des groupes exclus dans la création d'une organisation, devenue par après une expérience réussie de développement? D'autre part, comment faire pour que les valeurs à la vie organisationnelle et aux besoins des membres soient projetées vers une dimension globale de développement de la communauté locale, et servent à une révision en profondeur des systèmes de pouvoir et d'accumulation en vigueur dans la même communauté?

La problématique des organisations économiques populaires doit donc s'inscrire dans une réflexion plus générale sur les modes et les modèles de développement. Au-delà de leur succès et des nouvelles contradictions et des problèmes qu'elles soulèvent, ces organisations doivent être analysées par la communauté scientifique mais aussi par le milieu de la solidarité internationale, comme porteuses d'un grand potentiel de développement et non pas comme des panacées qui ont déjà accompli leur projet et qui sont devenues des instances de développement.

### **LE DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF**

Au cours des dernières années, les organisations non-gouvernementales de développement (O.N.G.D.) de l'Amérique latine ont réalisé de nombreux projets qui s'inscrivaient dans une perspective de développement alternatif. L'adjectif «alternatif» fait référence, dans la totalité des cas que nous avons connus ou étudiés, à un développement qui emprunte des voies différentes du modèle capitaliste néolibéral, devenu le projet des secteurs dominants.

Le développement alternatif s'appuie sur les caractéristiques suivantes:

- ◊ échelle réduite (la plupart utilisent le concept d'échelle humaine) plutôt que des unités productives d'envergure;
- ◊ satisfaction des besoins humains élémentaires plutôt que ceux du marché;
- ◊ centré sur la personne et la communauté plutôt que sur la productivité des postes de travail;
- ◊ autogestion du point de vue de la production;
- ◊ démocratique du point de vue de la prise de décision;
- ◊ autonome au niveau local, mais interdépendant avec d'autres projets de la même orientation au niveau régional et national et dans certains cas même international.

De ces caractéristiques dérivent quelques conditions qui contribuent davantage à établir le caractère alternatif des projets de développement. Regardons de près ces conditions. La satisfaction des besoins humains de base s'appuie sur une utilisation rationnelle des ressources endogènes et sur une mobilisation de l'effort collectif dans cette même perspective. La subsistance des familles et des individus ou la survie devient la priorité des priorités.

Ces projets de survie ont été analysés sous la catégorie conceptuelle de «stratégies de survie», qui correspondent, dans certains cas, à une redéfinition de la position des travailleurs vis-à-vis le marché de travail dominant<sup>9</sup> et, dans d'autres cas, à une réorganisation des fonctions familiales de production et de reproduction<sup>10</sup>. La notion même de stratégie est quelque peu excessive pour caractériser des comportements qui ne satisfont pas les exigences de «rationalité» qu'une telle notion implique<sup>11</sup>.

Stratégie ou pas, nous sommes en présence d'un mouvement qui acquiert certainement des proportions importantes. Au Nicaragua, par exemple, la moitié des 68,900 familles les plus pauvres, qui ont reçu des terres dans le cadre de la réforme agraire, partici-



pent à des programmes de développement alternatif des O.N.G.D., autres que celui de la redistribution des terres. Le cas du Nicaragua est sans doute différent de la plupart des autres pays latino-américains puisque les projets locaux sont, dans ce cas, intégrés à l'intérieur d'un projet national qui ne leur est pas antagonique. Mais les besoins de ces populations sont probablement, dans leur composition et leur urgence, typiques de ceux des populations rurales de l'Amérique latine. Nous avons déjà vu que la crise et la détérioration de la qualité de vie sont le fruit, dans la plupart des pays du continent, de la radicalité dans l'application du modèle néolibéral. Dans le cas du Nicaragua, cette crise est due à la guerre et au boycottage provoqués par les meneurs du même modèle.

Les notions d'autogestion et de démocratie sont associées, dans ces projets de développement alternatif, à un processus unique de prise en charge par le groupe: les décisions sur la vie sociale, sur la production et sur la satisfaction urgente des besoins ne sont plus des domaines différents qui pourraient être les uns démocratiques et les autres autoritaires, bureaucratiques ou charismatiques. On assiste donc à l'émergence d'une totalité où les champs décisionnels s'entremêlent d'une façon fort irrationnelle du point de vue weberien mais revêtus d'une nouvelle rationalité de la solidarité.

D'autre part, dans des nombreux projets, la priorité donnée aux valeurs d'usage plutôt qu'aux valeurs d'échange s'accompagne d'une priorité à la production de services de bien-être collectif. Ceci contribue à dépasser la notion d'un développement qui se limiterait à la satisfaction des besoins matériels. Le développement alternatif l'est aussi dans le sens qu'il est intégral puisqu'il englobe des aspects matériels, sociaux, culturels et spirituels. La subsistance n'est pas seulement définie par la survie dans un contexte économique qui ne tient pas compte des besoins des plus pauvres; elle est aussi survie dans un contexte politique, culturel et social d'autoritarisme et de répression, d'étouffement culturel et de fronde triomphante. Tel est le cas des communautés

chrétiennes de base à composante fortement indigène des deux côtés de la frontière mexico-guatémaltèque, dont les activités impliquent des aspects économiques et sociaux mais aussi de sauvegarde d'une culture autochtone menacée d'extinction par la culture dominante et dans certains cas par le pur et simple génocide. Ces communautés de base ont été, du côté guatémaltèque, les seules organisations populaires qui ont subsisté aux vagues féroces de répression des dernières années.

Au Mexique, surtout dans les États de Veracruz, Chiapas et Morelos, elles sont les seules qui ont su échapper au contrôle bureaucratique des organisations qui font partie de la structure corporative de l'État mexicain et du parti au pouvoir, aux divisions et tensions au sujet de la politique d'alliances de la principale organisation populaire d'opposition (la CNPA, Coordination Nationale du Plan de Ayala) et aux formes dictatoriales («caudillistes») de direction, qui ont encore la vie dure au sein des organisations paysannes. La plupart des projets de développement alternatif réussissent à bien intégrer les aspects de protection, de défense et de développement des individus, des familles et des groupes avec ceux des ressources et de la nature. C'est un mérite qui n'est pas négligeable, surtout si on tient compte des besoins urgents de ces groupes et des conditions de ravage écologique présentes dans l'idéologie officielle de développement. Dans une vaste contrée de la région du Bio-Bio au Chili, les seules terres qui ont résisté au ravage de l'exploitation forestière irrationnelle sont celles qui appartiennent à des petits propriétaires de lots boisés, organisés en comités pour la réalisation de projets très modestes de développement alternatif.

Cet aspect est certainement un des plus délicats pour l'avenir. Il s'agit d'un terrain dans lequel des projets de développement d'apparence prometteuse peuvent devenir facilement des pièges pour les organisations populaires. Citons, à titre d'illustration, la politique des compagnies d'exploitation forestière de replanter les bois avec des espèces de croissance rapide, comme le *Pinus radiata*, qui épuisent plus rapidement les réserves d'eau et qui

détruisent le sous-bois<sup>12</sup>. Ce modèle a été choisi par quelques organisations paysannes confrontées à la conquête d'une meilleure position dans le marché, mais d'autres organisations ont choisi des espèces qui offrent de meilleures conditions de conservation à long terme. Lorsque les projets de développement alternatif ont une partie qui dépasse la sphère strictement locale, ils établissent dans la plupart des cas que nous avons étudiés des mécanismes de planification centrale qui tiennent compte des initiatives de la base. Ils réussissent à intégrer des efforts locaux de planification et souvent ils proposent aux organismes de base des instruments qui permettent une meilleure saisie des besoins de la population locale, une meilleure identification des ressources de la base et une organisation plus rationnelle de l'effort collectif. Tel est le cas d'un réseau de petits agriculteurs de la région du Maûle au Chili, organisés autour de projets de développement alternatif d'autosubsistance et d'orientation limitée au marché local, qui se sont donnés une structure régionale de coordination et de service. Dans ce cas, les vecteurs de planification se prolongent jusqu'au niveau national, où une ONGD fournit des services d'appui à la base. Mais loin d'être une instance de décision centrale sur la production et la gestion des unités locales, l'ONGD nationale, qui compte par ailleurs un nombre limité des professionnels au bureau à la capitale, prépare et diffuse des instruments de planification, qu'elle actualise à partir de l'expérience vécue au niveau local.

## CONCLUSION

Les organisations économiques populaires (O.E.P.) sont donc au centre d'un terrain des contradictions où se trouvent aussi les organisations non-gouvernementales de développement (O.N.G.D.) régionales, nationales et internationales, les communautés locales et l'État avec ses différents niveaux de juridiction, y comprises les autorités locales. Ce terrain de contradictions est défini par deux grandes problématiques interreliées: le type de développement et le modèle de société qui pourraient devenir des

projets sociaux pour faire face à la crise qui frappe durement la majorité de la population latino-américaine.

Les O.E.P. ont démontré au cours des dernières années une capacité importante pour réaliser des projets alternatifs d'écodéveloppement et de redémocratisation de la société civile. Elles augmenteraient sans doute ce pouvoir de mobilisation par l'extension de leur action à l'ensemble de la communauté locale et même par une cooptation intelligente des autorités locales. Elles doivent améliorer leurs méthodes de gestion de ressources, de coordination des différents niveaux et de formulation de projets à long terme. Il serait souhaitable, par ailleurs, qu'elles consolident leur autonomie vis-à-vis l'État, les «caciques» locaux, et les ONG nationales et internationales. Elles doivent consolider leur propre rationalité versus les rationalités importées. Enfin, elles doivent concilier les demandes d'une rationalité à court terme avec la vision d'un développement qui doit tenir compte des besoins de protection des ressources.

Les O.E.P. sont sans doute une réalité importante en Amérique latine mais elles ne sont pas épargnées des défis qui marquent les sociétés latino-américaines. Si elles réussissent à faire valoir leur vision de la société et leurs projets de développement, elles pourraient contribuer à un meilleur avenir et elles pourraient être génératrices de processus de redémocratisation qui seraient beaucoup plus profonds que le simple remplacement des régimes autoritaires ou l'enlèvement des hypothèques de la menace de l'utilisation de la force sur des régimes démocratiques ou pseudo-démocratiques faibles. Elles pourraient être à la base des nouvelles démocraties définies par l'écodéveloppement local, par une gestion à la base des ressources et des méthodes de production, par la capacité de la société civile de donner satisfaction aux besoins des générations actuelles et futures et par la formulation des projets qui voient la vie sociale comme une unité d'aspects intégrés.

# RÉFÉRENCES

- 1 ORGANISATION CATHOLIQUE CANADIENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA PAIX, *20 ans de coopération au développement international* (Documents du 20<sup>e</sup> anniversaire de Développement et Paix), Montréal, OCCDP, Novembre 1986, 29 p. et *Rapport annuel du Service des Projets 1986-87*, Montréal, OCCDP, 1987, 63 p.
- 2 MUJICA, M., *Rapport de mission d'évaluation de projets en Colombie et Pérou*, Montréal, OCCDP, 1984, 62 p.
- 3 MAX-NEEF, M., ELIZALDE, A. et M. HEPENHAYN, *Desarrollo à escala humana: una opción para el futuro*, Uppsala, Fondation Dag Hammarskjöld et Santiago, CEPAUR, 1986, (numéro spécial de «Development Dialogue»), 96 p.
- 4 RAZETO, L., *Economía popular y solidaridad. Identidad y proyecto en una visión integradora*, Santiago, Area de Pastoral Social de la Conferencia Episcopal de Chile, 1986.
- 5 ILLICH, I., *Le travail fantôme*, Paris, Seuil, 1981.
- 6 CRISPI, J., *Neoliberalismo y campesinado en Chile*, Santiago, Grupo de Investigaciones Agrarias, 1984.
- 7 BENGGOA, J., *El campesinado chileno después de la Reforma Agraria*, Santiago, Ediciones Sur, 1983.
- 8 KOROVKIN, T., *Peasant Differentiation and Rural Organisational Processes under Economic Neoliberalism: The case of Putaendo, Central Chile*, Waterloo, University of Waterloo, 1987, 23 p.
- 9 ARGÜELLE, O., «Estrategias de supervivencia: un concepto en busca de su contenido», *Demografía y Economía*, Vol, XV, N° 2 (46), pp. 190-201.
- 10 PISPAL, *Linea prioritarias de investigación para la III Fase*, Mexico, 1978, 32 p.
- 11 BASOK, T. *Strategies of Survival of Salvadorean Petty Commodity Producers*, Toronto, York University (CERLAC), 1987, 28 p.
- 12 DIAZ, H.P., *Forestry Labour, Neo-liberalism and the Authoritarian State: Chile 1973-1981*, Ph. D. dissertation, unpublised, Toronto, York University, 1983, 187 p.

**Quatrième section**

**ESPACES DE DÉVELOPPEMENT ET DE DÉMOCRATIE**



## **LA DIMENSION DE LA DÉMOCRATIE**

**Jean-Pierre DESLAURIERS**  
**Groupe de recherche et d'intervention régionales**  
**Université du Québec à Chicoutimi**

Tous les promoteurs du changement social se sont un jour ou l'autre butés au problème suivant: quelle sera l'organisation de la société de l'avenir? Dans leur réponse, certains se sont montrés volontairement évasifs, prétendant que cet exercice était futile tant que la nouvelle société n'avait pas encore pris forme. Toute ébauche préalable était donc forcément arbitraire et risquait plutôt de nous orienter dans une mauvaise direction. Pour d'autres, au contraire, il était essentiel de prévoir dès maintenant les contours du futur: il était nécessaire d'avancer une proposition de rechange pour influencer sur le cours actuel des événements.

Les deux dernières décennies ont été marquées au coin de l'expérimentation sociale, et de ce que nous appelons maintenant l'alternative<sup>1</sup>. De nouveaux mouvements ont surgi, s'attaquant au cadre de vie plutôt qu'au milieu de travail, recrutant dans d'autres couches populaires que celles où les syndicats ont trouvé leurs membres. Contrairement au mouvement syndical bien structuré, les nouveaux mouvements sociaux donnent une impression d'éparpillement et de ce fait, plusieurs se demandent avec à propos si leur forme d'organisation peut s'étendre à l'ensemble des activités sociales.

La question est d'une grande importance, car elle revient à se demander si la démocratie moderne peut non seulement s'accommoder des aspirations contemporaines qui privilégient les contacts interpersonnels, les petits groupes, les organisations de taille réduite, mais encore si ces petites collectivités peuvent constituer la base du fonctionnement politique d'une société. Le but de ce travail est d'illustrer, sinon de démontrer, l'influence du nombre sur la démocratie. Le postulat sous-jacent est qu'au-delà



d'une certaine dimension, la démocratie ne peut plus jouer, quelles que soient les intentions des participants.

### QUAND PLUS DEVIENT TROP

L'humanité a vécu pendant des millénaires dans des communautés de taille restreinte, et cette expérience continue d'influencer notre psyché. Comme le fait remarquer cet attentif observateur de la nature humaine qu'est Desmond Morris, un citadin a beau vivre dans une mégalopolis, s'il dresse la liste des personnes avec lesquelles il aimerait vivre, il se rendra compte que leur nombre ne dépasse guère celui d'une petite tribu<sup>2</sup>. De fait, la croissance accélérée des villes fut l'un des aspects qui ont le plus intrigué les observateurs de l'industrialisation naissante, habitués qu'ils étaient à la prépondérance de la campagne.

Le même fait a frappé les réformateurs sociaux et les utopistes du XIXe siècle. Charles-Aimé Fourier, le plus célèbre d'entre eux, pensait justement qu'il fallait prendre le nombre en considération dans l'organisation de l'espace humain. Dans son projet désigné comme «l'association agricole-industrielle», ce penseur avait minutieusement dressé le plan d'une ville qu'il avait nommée «Phalanstère». Bien que les idées de l'auteur aient varié au cours des ans, il lui attribuait une taille allant de 300 à 400 familles, soit de 1,500 à 1,600 personnes<sup>3,4</sup>.

Jean-Jacques Rousseau accordait beaucoup d'attention au nombre. Pour lui, le lieu de délibération démocratique par excellence était l'assemblée, là où chacun devait être à portée de la voix de l'orateur pour bien saisir les enjeux du débat et y participer. La Révolution française fut sensible à la dimension démographique: les départements furent divisés de façon telle qu'ils puissent être traversés en une seule journée de cheval. Enfin, sans toujours l'avoir clairement formulé, les mouvements ouvrier et coopératif ont respecté le poids du facteur numérique dans leur structure. La clef de leur succès vient d'abord d'une organisation locale forte,

fédérée ensuite au niveau de la région, et enfin au niveau national. Il leur en a coûté de procéder à l'inverse.

Les mouvements sociaux des dernières décennies ont mis l'accent sur la démocratie dite de participation. Renouant avec les promoteurs de la démocratie directe, ils valorisent la capacité des amateurs de diriger la société de même que leur intérêt à le faire.

Participatory democracy involves two complementary notions: that people are inherently capable of understanding their problems and expressing themselves about these problems and their solutions if given a social context in which freedom of expression is possible, that is, a situation in which one is free of personal and political hang-ups. The second is that real solutions to problems require the fullest participation of the people in these situations, with the development of freedom from dependency of authorities and experts<sup>5</sup>.

La contribution de ce courant fut l'importance qu'il a mis sur l'engagement personnel dans l'activité politique. Ces idées concordent avec une préoccupation bien «rousseauiste», soit les bénéfices psychologiques de la participation politique, non seulement dans le développement de la personnalité individuelle mais aussi dans la formation des citoyens<sup>6</sup>.

Cette nouvelle dimension de la démocratie a trouvé bon accueil chez les syndicats ouvriers les plus ouverts au changement. Par exemple, les autogestionnaires français ont recruté des alliés à la Confédération française démocratique du travail (C.F.D.T.) qui a publié plusieurs travaux sur le sujet. Dans un livre signé par plusieurs auteurs dont le président de la centrale ouvrière, Edmond Maire, on avance ce qui suit en parlant de la taille de l'entreprise:

D'un point de vue strictement économique, cette réalité commence d'ailleurs à être perçue sinon prise en compte dans la réalité. Ainsi la logique conduit un nombre croissant des tenants du système à estimer... qu'un établissement

industriel, sauf exception, ne devrait guère dépasser 1,000 personnes, car on peut très bien poursuivre la recherche de la taille optimum des unités de production pour chaque produit, tout en se refusant à concentrer au même lieu un grand nombre d'unités de production liées entre elles<sup>7</sup>.

Bien entendu, le mouvement social actuel est préoccupé par la taille et la dimension de l'organisation. Après les grands rassemblements des années soixante, les groupes se font plus restreints et plus éparpillés.

La plupart des groupes nouveaux de revendication et de contestation se veulent plutôt exemplaires, organisés en accord avec leurs fins plutôt qu'avec les exigences du combat: groupes moins instrumentaux qu'expressifs, dont les participants sont gratifiés par l'expérience qu'ils y vivent autant que par la conscience de la mission qu'ils accomplissent<sup>8</sup>.

Certains y voient un signe d'immaturité et souhaitent que ces groupes se fédèrent au plus tôt pour représenter un plus grand poids politique. On espère aussi qu'ils s'attaqueront au pouvoir de l'État mais en attendant ce beau jour, leur action est vue comme une diversion. Ma prétention est que loin de se détourner de l'action politique, ces groupes adoptent plutôt une nouvelle stratégie d'action. Comme ils ont fait l'expérience de l'État omniprésent et de sa bureaucratie envahissante, ils optent plutôt pour la stratégie contraire: à l'organisation étouffante, ils opposent l'organisation libre, légère, que les personnes peuvent aisément contrôler. Partisans de l'action directe, ces groupes essaient de recréer ici et maintenant des espaces d'action et de liberté<sup>9</sup>.

D'où vient que le nombre constitue parfois un cadeau empoisonné? Les recherches en psychologie des groupes et des organisations nous en fournissent la réponse: le grand nombre crée un effet de redondance et les personnes deviennent inutiles. «To put it generally, redundancy occurs when increase in the number of per-

sons in a given setting leads to decreasing opportunities for participation and satisfaction for each individual, when available manpower exceeds the number required for the job»<sup>10</sup>.

Dans une foule, l'avis d'une personne est quasi inutile. La participation du plus grand nombre, tout souhaitable qu'elle soit, pose des problèmes logistiques insolubles car tous ne peuvent s'exprimer. Le phénomène de redondance réduit donc les occasions de participation des personnes, suscite l'apparition de spécialistes, sinon de politiciens, encourage le développement d'une hiérarchie et d'une échelle de prestige. Comme le signale l'auteur précité, lorsqu'une organisation dépasse un certain seuil, une minorité active participe beaucoup alors que la grande majorité s'en désintéresse.

L'analyse des activités de l'industrie et de l'État a poussé Kirkpatrick Sale à proposer ce qu'il appelle le principe du haricot géant: «For every animal, object, institution, or system, there is an optimal limit beyond which it ought not to grow.»...«Beyond this optimal size, all other elements of an animal, object, institution, or system will be affected adversely»<sup>11</sup>. Comme le résume l'auteur dans une formule lapidaire, «Size governs», pour le meilleur et pour le pire.

#### **IS SMALL BEAUTIFUL ANY TIME AND EVERYWHERE?**

Prénant le contre-pied de la course à la croissance, Shumacher a suggéré qu'il fallait plutôt mettre l'accent sur la tendance contraire, soit la réduction des ensembles. «Small is Beautiful»: le titre du livre devint un slogan<sup>12</sup>. Ce jugement doit quand même être tempéré; selon les situations, la démocratie peut s'accommoder d'un nombre relativement grand de participants. Par exemple, nous avons rencontré au cours d'une recherche une coopérative d'habitation d'une taille considérable (110 logements) mais où régnait pourtant une démocratie exemplaire<sup>13</sup>. Je me permets ici de la citer en exemple.

Généralement, la structure coopérative encourage la participation de ses membres en se conformant aux principes acceptés dans le monde occidental: un membre un vote, une assemblée générale décisionnelle, etc. Dans le cas qui nous préoccupe, la base du fonctionnement coopératif est l'unité, et la coopérative en comprend six. Chaque unité comprend de quinze à vingt logements et les membres élisent deux directeurs responsables de stimuler la vie coopérative parmi les membres. Ces deux personnes font automatiquement partie du conseil d'administration et leur nomination est entérinée par l'assemblée générale annuelle. Ensuite, les membres de chaque unité élisent une ou deux personnes pour faire partie des sept chargés de s'occuper de l'entretien, la perception, la location, les loisirs, l'aménagement, le journal et les plaintes. Au total, lorsque tout va bien, un minimum de neuf personnes par unité s'occupent de l'organisation coopérative.

Le directeur réunit donc les membres de son unité pour discuter des différentes questions relatives à l'entretien, aux réparations à effectuer, aux améliorations à apporter, etc. Une fois que chaque unité a élu ses représentants, ceux-ci se réunissent en comité élargi; par exemple, les représentants de toutes les unités élus pour s'occuper de l'entretien se réunissent ensemble en compagnie d'un membre du conseil d'administration, et il en va de même pour les loisirs, le journal, etc. Ce comité élargi comprend donc sept membres, soit un représentant par unité et un directeur désigné par le conseil d'administration.

Ce comité recueille les suggestions des différentes unités, évalue les besoins et les coûts en tenant compte de l'ensemble. Les idées de chaque unité sont confrontées les unes aux autres; c'est là que se fixent des priorités et que se dégage un consensus. Les membres peuvent alors dépasser les questions touchant leur seule unité et prendre connaissance de l'ensemble. L'unité est la facette verticale de la structure alors que le comité est son côté horizontal.

Même si cette coopérative est régie par la loi des coopératives, son fonctionnement est plus complexe que celui prévu par le législateur. Par contre, il a le grand avantage de multiplier les canaux d'information et d'influence. Ainsi, il y a plus de chance que toute personne intéressée soit au courant de ce qui se passe dans la coopérative et aussi qu'elle puisse faire des contre-propositions.

La participation peut aussi prendre une autre forme, soit la contribution active des membres à l'entretien et à la réparation des édifices. La coopérative s'attend de chaque membre qu'il donne six heures par mois à l'organisation, soit en participant aux différents comités, soit en donnant un coup de main aux travaux communautaires (ce terme remplace celui de «corvée», c'est-à-dire un travail bénévole que les personnes font ensemble). Les travaux plus spécialisés sont donnés à des contracteurs mais chaque fois que les membres peuvent s'en acquitter tout seuls (terrassement, creusage, aménagement, etc.), ils sont sollicités. Dans le passé, les membres ont démontré leur capacité de s'occuper directement et avec compétence des questions relevant habituellement de spécialistes.

Les membres qui refusent trop souvent de faire leur part de travail communautaire risquent de se voir exclus de la coopérative, peut-être même expulsés. En plus, lorsqu'ils demandent à occuper un autre logement, habituellement plus grand, on donne la priorité à ceux qui ont le plus travaillé pour la coopérative. L'ancienneté ne suffit pas; un «pionnier» qui reste assis sur ses lauriers risque d'être déçu!

Évidemment, ce fonctionnement exige beaucoup des membres, car combler tous les postes requiert la participation de cinquante-quatre personnes différentes, soit presque l'équivalent d'un locataire sur deux. Il n'est donc pas étonnant que les membres les plus engagés n'ont plus beaucoup de temps ni d'énergie pour faire autre chose; ils ne sont guère engagés dans d'autres activités hors

de la coopérative. Nous pouvons déduire que cette coopérative frôle le nombre maximal de coopérateurs.

Il s'ensuit donc que le nombre ne suffit pas à tout expliquer. S'il est vrai que rien ne sert de grossir indûment, chercher à tout rapetisser peut aussi nuire au développement. Si la taille constitue un obstacle, la structure du pouvoir est encore plus déterminante, comme le fait remarquer un critique de la thèse de Sale<sup>14</sup>.

### **PARTICIPATION ET CONTEXTE SOCIAL ACTUEL**

Les idées démocratiques ont été développées dans des périodes historiques caractérisées par des petites villes: au recensement de 1790, New York comptait 33,131 habitants, Philadelphie, 28,522, et Boston, 18,320<sup>15</sup>. Nul doute que ce contexte a influencé la vision des penseurs de la constitution américaine. Certes, la conjoncture a changé et nous ne pouvons pas retourner dans le temps. Cependant, il est évident que nous ne pouvons pas non plus nous soustraire à la tâche d'apprendre du passé, de contrôler le présent et d'imaginer un autre avenir.

Ainsi, s'il est impossible de retourner à la gestion de la ville dans l'agora, comme les Athéniens le faisaient, est-il encore possible de décentraliser la gestion des agglomérations urbaines? Certains n'y croient pas. La vie sociale aurait atteint un tel niveau de développement qu'il serait maintenant impossible d'envisager une gestion directe et démocratique; il faudrait accepter les grands nombres et s'en remettre aux experts pour régler les problèmes. À cette question, Bookchin apporte une réponse ironique:

La société est-elle si complexe que l'idée d'une technologie décentralisée au service de la vie est incompatible avec une civilisation industrielle évoluée? À cette question, je réponds catégoriquement non. Une large part de la «complexité» de la société actuelle provient du mode de gestion paperassière, manipulatrice et gaspilleuse de l'entreprise capitaliste. Le petit bourgeois est saisi d'une terreur sacrée

devant les systèmes de classement mis au point par la bourgeoisie, devant les rangées de placards remplis de factures, de livres de comptes, de statistiques, de formulaires fiscaux et de dossiers. Il reste médusé par la «compétence» des chefs d'entreprise, des ingénieurs, des stylistes, des opérateurs financiers et de tous ceux qui fabriquent le consensus du marché<sup>16</sup>.

Il est certain que du point de vue de la logique prédominante, un système basé sur les petites unités est impossible à gérer et poserait rapidement de très graves problèmes de contrôle à la hiérarchie. Présument que cette gestion est impossible dans la situation actuelle, on en déduit qu'elle est impossible tout court, on néglige une fois de plus la cruciale distinction entre l'impossible et l'extraordinaire<sup>17</sup>. Toutefois, les soulèvements populaires ont toujours démontré que la gestion de la chose publique est relativement simple. De la Commune de Paris à la Révolution hongroise en passant par la Révolution espagnole, tous ces événements démontrent à l'envi que le peuple peut prendre en charge le déroulement de la vie sociale. Là comme ailleurs, nous découvrons avec surprise que l'essentiel s'avère moins compliqué qu'on pense. Le roi est nu.

Néanmoins, la société nouvelle ne se construira pas sur les bases de celle qui existait il y a deux cents ans mais de celles qui existent maintenant. Il faut donc trouver une réponse plausible et sensée aux objections formulées. Si la croissance démographique de nos sociétés engendre des problèmes nouveaux, ils requièrent une approche qualitativement différente. En bref, pouvons-nous échapper au dilemme de la centralisation, considérée comme gardienne de l'ensemble malgré ses défauts, opposée à la décentralisation mettant en danger la cohésion malgré ses qualités? Les principes d'organisation élaborés par les groupes populaires et écologistes sont-ils et peuvent-ils véritablement soutenir le test de la réalité?



### QUELQUES SUGGESTIONS

Commençons donc par définir le genre de société qui nous plairait. À partir de la description des erreurs que nous connaissons, il est possible de donner l'orientation générale de cette société: «What it takes is a scale at which one can feel a degree of control over the process of life, at which individuals become neighbors and lovers instead of just acquaintances and ciphers, makers and creators instead of just users and consumers, participants and protagonists instead of just voters and tax payers. That scale is a human scale»<sup>18</sup>.

Vue de cet angle, la société serait un système autogéré, formée de sous-systèmes tout aussi autogérés que l'ensemble, et elle évoluerait vers une complexité toujours plus grande, capable de réconcilier différences et plan d'ensemble<sup>19</sup>. Mais une telle aspiration est-elle réaliste et applicable?

À ce sujet, Stafford Beer amène quelques idées stimulantes. Cet auteur s'intéresse depuis plusieurs années à l'utilisation de la cybernétique dans la gestion de la société. Adoptant une définition de la cybernétique comme étant la science du contrôle, il démontre que pour qu'un système soit efficace, le système de contrôle doit être capable de traiter la variété générée par ce même système. La bureaucratie en est le contre-exemple: la hiérarchie ne suffit pas à prendre en considération les multiples facettes du travail humain, ce qui en fait une formule inefficace. Pour résoudre ce problème, il faut ou réduire la variété, ce qui appauvrit le système, ou amplifier la capacité du système contrôle. C'est ce que Beer appelle le principe d'Ashby, soit celui de la variété requise<sup>20</sup>.

La variété, voilà bien ce qui effraie les bureaucrates, non pas en tant que telle, mais bien en tant que créatrice de phénomènes inexplicables, échappant à leur sage contrôle. Voilà ce qui fait peur dans la fragmentation de la société et dans le démantèlement

des grandes organisations. Cette opération générera une variété si grande que les canaux actuels d'information et de décision ne pourront plus l'intégrer. Cependant, comme le pressentent les nouveaux mouvements sociaux, il est possible d'organiser la société sur la base de petits groupes coordonnés. Et nous disposons actuellement d'un outil capable de traiter une vaste quantité d'informations, dans un temps rapide, et ce, malgré les distances: c'est l'ordinateur.

Jusqu'ici, l'ordinateur a été utilisé à des fins de contrôle, tant et si bien que comme le décrit Bookchin dans une citation précédente, on s'en est servi pour stocker des renseignements. Même si les résultats sont étonnants, c'est probablement l'usage le moins brillant qu'on puisse faire de cette machine. Comme Beer l'avance, il est beaucoup plus pertinent de se servir de l'ordinateur pour améliorer la coordination de diverses unités et surtout pour corriger les débalancements entre elles.

Organisation et hiérarchie ne sont pas synonymes. Même si les deux termes se donnent comme interchangeables, l'organisation hiérarchique n'est pas la seule forme d'organisation possible; plusieurs générations d'anarchistes se sont égosillées à le crier. Au terme de ses travaux, le biologiste Henri Laborit a été conduit à élaborer un modèle de société sans hiérarchie, et ses conclusions rejoignent celles de Beer. Laborit avance que dans l'organisme, le cerveau ne commande pas; il fait le lien entre le milieu et le corps et contribue à assurer l'équilibre de l'ensemble.

Or, à cet équilibre concourent tous les organes, tous les systèmes, toutes les cellules, toutes les molécules d'un organisme. Le système nerveux ne fait pas plus que d'exprimer leur volonté commune de ne pas souffrir, en assurant la motricité de l'organisme à l'égard de l'environnement, en permettant à l'organisme d'agir sur ce dernier de telle façon que cet équilibre biologique soit conservé. Le système nerveux n'est que l'exécutant des décisions homéostatiques de l'ensemble de l'organisme<sup>21</sup>.

Le corps humain illustre la société autogérée. Un plan d'ensemble, une autonomie locale, et des décisions lorsque ce plan est perturbé. C'est ainsi que dans le simple fonctionnement du corps humain, le cerveau a moins d'importance que le foie ou le rein. (Avis aux dirigeants qui se prennent pour des cerveaux. Comme disait mon regretté ami Roland Charbonneau, «Il ne faut jamais surestimer l'intelligence de ceux qui nous gouvernent!»)

Les idées de Beer ne sont pas si farfelues qu'elles ne le semblent, car elles ont été partiellement vérifiées au Chili<sup>22</sup>. En effet, le président Allende avait demandé à ce scientifique de démontrer comment la cybernétique pouvait être utilisée dans l'exercice du gouvernement national. Beer se mit donc à la tâche et tenta d'appliquer le modèle à cinq niveaux qu'il avait déjà développé<sup>23</sup>. Dans les circonstances pénibles que l'on sait, il relia les principaux centres industriels du pays et entrepris de mettre sur pied un système à la portée du monde, et qui pouvait même servir au transfert du pouvoir vers les travailleurs. Beer n'eut que seize mois pour mettre son système en place, ses travaux étaient avancés mais il ne put tester son modèle à cause du coup d'État.

Pourquoi les nouveaux mouvements sociaux suscitent-ils l'intérêt et l'adhésion? Tout simplement parce qu'ils pressentent les possibilités de notre temps et de sa technologie, d'où le regain du développement communautaire, autocentré et autogène, de la collectivité locale, de la question régionale, du groupe d'affinité. Ils se rendent compte que non seulement la vie pourrait être à la fois sociale et groupale, individuelle et sociétale, mais surtout que les bases matérielles existent pour rendre réalisable les rêves des utopistes.

We have said that only small aggregate of human beings, if regarded initially as unstructured, can exhibit genuine group behavior. There is no reason, however, why large aggregates, if sufficiently structured, should not maintain coherent behavior, while retaining genuine self-organizing characteristics enabling them to deal with unpredictable disturban-

ces in their environment without developping a hierarchic structure in the authoritarian sense<sup>24</sup>.

Comme l'allègue Murray Bookchin, le marxisme est en perte de vitesse non pas parce qu'il est trop visionnaire mais bien parce qu'il ne l'est pas assez<sup>25</sup>! La nouvelle technologie est en voie d'être miniaturisée et permet ainsi le développement d'unités indépendantes, reliées entre elles, et en communication constante. Le centre n'est plus nécessaire et la hiérarchie devient un obstacle au bon déroulement de l'organisation. La coordination de petites unités ne pose plus de problèmes.

Les possibilités créées par l'application de la cybernétique à la technologie ne se limiteraient pas à la satisfaction des besoins matériels de l'homme. Nous aurions aussi la liberté nécessaire pour nous demander comment la machine, l'usine, la mine pourrait servir à promouvoir la solidarité humaine, à établir une relation équilibrée avec la nature et une communauté véritablement organique, une «éco-communauté»<sup>26</sup>.

Il faudra revoir la distinction entre le centre et la périphérie. Si le développement est le fait de petites unités autonomes, ce qui ne signifie pas isolées les unes des autres, le développement local peut devenir la forme principale du développement et non plus le secteur laissé pour compte.

De ce point de vue, la popularité de l'écologisme ne s'explique pas seulement par le tort que l'espèce humaine a causé à la nature. Il ne fait pas de doute que la dilapidation du patrimoine naturel soulève l'indignation de la génération montante, et à juste titre, mais il me semble qu'il y a plus. Dans la foulée des mouvements sociaux, l'écologisme démontre la possibilité d'une société homogène, sans hiérarchie; elle constitue la base scientifique dont manquait le socialisme pour élaborer le filon restructeur de la société.

## CONCLUSION

Nous retrouvons encore une fois toute l'ambiguïté de la technologie dans une société; bien qu'elle soit un produit social destiné à une fin donnée, elle peut quand même être détournée. Il n'est pas dit que la technique développée pour lancer l'industrialisation capitaliste devait servir à la seule fin d'exploiter les ouvriers; elle aurait pu et peut encore raccourcir leurs heures de travail. La même remarque vaut pour l'ordinateur: ou nous connaissons une société encore plus sévère que celle que nous connaissons, avec un système d'information à côté duquel Big Brother apparaîtra comme un enfant de chœur, ou nous pourrions accéder à une plus grande liberté, à une plus grande acceptation des différences et au développement de la démocratie.

Vie privée et vie sociale sont les deux facettes d'une même médaille. On ne peut penser à une organisation sociale qui se dise libre mais où les individus ne comptent guère, comme dans nos immenses concentrations urbaines. Par contre, le mythe libéral ne tient plus; la société n'est pas un agglomérat d'individus laissés à eux-mêmes. L'expérimentation sociale joue ainsi un grand rôle car elle indique les nouvelles possibilités de notre temps. Comme dit le Y Ching en parlant de révolution: «Les temps changent et avec eux leurs exigences; les temps changent et avec eux leurs possibilités.»

## RÉFÉRENCES

- 1 «Mouvements alternatifs et crise de l'État», *Revue internationale d'action communautaire*, 11/51, 1983, «Alternatives québécoises», *Autogestions*, 20/21 1985.
- 2 MORRIS, D., *The Naked Ape*, Toronto, Bantam Book, 1969.
- 3 DESROCHE, H., *La société festive*, Paris, Seuil, 1975, pp. 112-113.
- 4 SCHERER, R., C. FOURIER; *L'attraction passionnée*, Utrecht, Jean-Jacques Pauvert, 1967, pp. 136-167.

- 5 OPPENHEIMER, M., «The Limitations of Socialism: Some Sociological Observations On Participatory Democracy», in George Benello et Dimitri Roussopoulos (Éd.), *The Case for Participatory Democracy*, New York, Viking Press, 1971, p. 277.
- 6 PATEMAN, C., *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972, p. 22.
- 7 DETRAZ, A., KRUMMOW, F. et E. MAIRE, *La C.F.D.T. et l'autogestion*, Paris, Cerf, 1973, p. 10.
- 8 TOURAINE, A., *L'après socialisme*, Paris, Grasset, 1980, p. 147.
- 9 DESLAURIERS, J.P., CHAVANNES, P., DENAULT, F. et M. HOUE, *Les générations de groupes populaires de Sherbrooke (1970-1984)*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, (coll. «Recherche sociale»), 1985, p. 152.
- 10 CHICKERING, A.W., «How Many Make Too Many?», in C. George Benello et Dimitri Roussopoulos, *op. cit.*, pp. 214-215.
- 11 SALE, K., *Human Scale*, New York, Perigee Book, 1982, p. 59 (Ce principe est tiré du conte du haricot magique qui atteint une taille incroyable en une seule nuit. On se rappelle qu'un dangereux géant vit tout en haut mais qu'il est vaincu à la fin.)
- 12 SHUMACHER, E.P. *Small is Beautiful*, New York, Harper and Row, 1974.
- 13 DESLAURIERS, J.P. et R. STEBBINS, «Vivre en coopérative, à Calgary ou à Chicoutimi», Communication présentée au colloque de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française, Moncton, 10 mai 1988.
- 14 BENELLO, C.G., «On Sale's Human Scale and Mansbridge's Beyond Adversary Democracy», *Our Generation*, Vol. 15, N° 2 (été 1982), pp. 60-64.
- 15 SALE, K., *op. cit.*, p. 78.
- 16 BOOKCHIN, M., *Pour une société écologique*, Paris, Bourgois, 1976, pp. 135-136.
- 17 BOURDET, Y. «L'extraordinaire et l'impossible» in Serge Jonas (Éd.) *Sociologie et révolution*, Paris, Anthopos, 1974, pp. 183, 207.
- 18 SALE, K., *op. cit.*, p. 39.
- 19 McEWAN, J.D., «The Cybernetics of Self-Organizing Systems», in C. George Benello et Dimitri Roussopoulos, *op. cit.*, pp. 179-181.
- 20 BEER, S., *Platform for Change*, New York, Wiley, 1975, pp. 193-196.
- 21 LABORIT, H., *Société informationnelle: idées pour l'autogestion*, Paris, Cerf, 1973, p. 27.
- 22 Cette expérience est relatée dans un article intitulé «Fanfare for Effective Freedom: Cybernetics Praxis in Government», in Stafford Beer, *op. cit.*, pp. 421-451.

23 Ce modèle de l'organisation est présenté in extenso dans son volume *Brain of the Firm*.

24 McEWAN, J.D., *op. cit.*, pp. 191-192.

25 BOOKCHIN, M., «Marxism as Bourgeois Sociology», in *Toward and Ecological Society*, Montréal, Black Rose Books, 1980, pp. 193-211.

26 BOOKCHIN, M., *op. cit.*, p. 100.

## QUEL ESPACE POUR LA DÉMOCRATIE URBAINE?

Jacques LÉVY  
Strates-CNRS, Paris

Mais qu'est-ce donc que peut avoir à faire l'espace avec la démocratie locale? Des hommes politiques dénoncent, des chercheurs démontent les graves déficiences, pires que dans la vie politique nationale, que connaissent, dans les pays occidentaux, les relations entre l'«État local» et ses populations. Il semble alors qu'un modèle simple suffise à rendre compte de cette différence: le local, c'est ce qui est infra-national. Des politologues et des géographes s'accordent à dire que les vrais problèmes se passent ailleurs, au cœur de l'État et dans les états-majors des firmes multinationales. La scène politique locale n'en aurait que l'apparence: hors du regard et du contrôle des électeurs, on n'aurait que le champ clos des luttes de tendance du parti dominant et des prises de pouvoir subreptices des technocrates (Dunleavy, 1980) tandis que, pour les habitants, la localité ne serait le cadre que d'«expériences», mais pas celui des «idéologies» — nationales — ni celui de la «réalité» — mondiale — (Taylor, 1985). Lorsque, sous l'action de forces centralistes, la marge de manoeuvre du local semble se restreindre encore, comme à Barcelone ou à Londres, reprises en main par le niveau supérieur, on pense assister au renforcement d'une tendance déjà manifeste. Mais que dire de l'Italie ou de la R.F.A., où l'autonomie politique locale paraît solidement installée? Que penser de la France, où la décentralisation de 1982 montre que le pouvoir des collectivités territoriales s'élargit sans se démocratiser? Où placer le Québec avec ses MRC ambiguës, à cheval entre la déconcentration et le transfert de pouvoir? Les visions manipulatoires — la «*conspiratorial approach*» dénoncée par Massam (1984) à propos de Dear & Scott (1981) — butent sur la complexité inattendue d'un niveau local qui impose, contre toute attente, sa «réalité».

Ma démarche se fonde sur une idée simple: le découpage politique de l'espace constitue une dimension importante de la démocratie locale. Mon propos s'organisera en trois moments. Si l'on parvient à montrer que le local existe comme **société**, on pourra s'intéres-



ser aux limites de son autonomie et, en particulier, analyser, expliquer, mais en tout cas découvrir les distorsions qui peuvent exister entre son espace politique explicite — ses limites territoriales — et l'extension géographique de sa «société civile». Et si l'indicateur le plus élémentaire, celui du découpage administratif, révèle que le local a bien des problèmes avec son espace, il pourra être utile de réfléchir aux conditions spatiales d'exercice de la démocratie locale, notamment dans les centres urbains, dont la structure géographique semble défier plus qu'ailleurs les partitions territoriales courantes.

### LE LOCAL EXISTE, C'EST UNE SOCIÉTÉ

Les années soixante-dix avaient vu l'émergence du local comme thème de recherche; les années quatre-vingts au contraire marquent, en particulier dans la littérature anglo-saxonne, tantôt un intérêt renouvelé, tantôt une nette méfiance envers un objet parfois relégué dans la sphère des idéologies. Au delà des modes, peut-on définir le local comme instance spatiale pertinente?

#### Petit, mais épais

On peut aborder le niveau local par le «bas», c'est-à-dire les individus. Appelons **voisinage** l'espace individuel quotidien, structurant (on élimine les déplacements rares) mais non-stratégique (on écarte les grandes étapes biographiques). L'espace local est alors constitué par la plus petite unité spatiale incluant un nombre entier de voisinages. Ainsi défini, le niveau local comprend à la fois un bassin d'emploi avec son habitat correspondant et l'ensemble des lieux de consommations individuelles et collectives. Il représente donc un complexe productif déjà sophistiqué. S'y déploient des flux économiques non négligeables qu'on ne peut appréhender par la seule opposition fondamentale/induit: l'existence de produits non «exportés» mais consommés sur place est d'autant moins le signe d'une faiblesse structurelle qu'on se trouve dans un centre important. Les productions «haut de gamme» de secteurs comme la communication, l'éducation ou la recherche sont autrement «classantes» pour une localité que des tonnes d'acier envoyées aux quatre coins du monde.

Le local constitue aussi un lieu de décision économique, non seulement du fait des entreprises publiques mais aussi par le jeu des organismes publics. Lorsqu'une municipalité prend des options concernant l'allocation des sols, qu'elle use de son droit de préemption, qu'elle développe une politique active de marketing urbain afin de vendre son image auprès des entreprises ou tout simplement que, par l'ampleur des services qu'elle assure, elle représente le premier employeur du lieu, peut-on encore dire que la «réalité» est ailleurs? Que pèse, objectera-t-on, une pauvre commune face à une entreprise multinationale? Pas grand-chose, sans doute, et, surtout dans les localités mono-industrielles, une seule entreprise a pu ou peut encore (le Nord québécois en témoigne) «tenir» toute la vie sociale. En réalité, ces cas sont plus l'exception que la règle. La plupart du temps, les relations sont plus équilibrées, les négociations plus ouvertes. N'oublions pas que les collectivités territoriales de base brassent des sommes supérieures à 5, voire 10% du PIB national dans les pays développés; cela vaut bien les chiffres d'affaires cumulés de nombreux groupes internationaux.

Échelon pertinent, le local l'est aussi d'un point de vue sociologique, car il dispose le plus souvent d'une palette de groupes sociaux comparable à celle de l'État-nation auquel il appartient. Dès lors, des rapports sociaux complexes peuvent s'y déployer. Ils n'épuisent certes pas la réalité sociologique des individus impliqués: les positions et les situations, les modèles stratégiques et les pratiques qui en découlent, bref la structuration en groupes sociaux, s'organisent en partie à une échelle plus vaste. Mais le local est significatif pour autant qu'il existe d'importantes interactions entre les acteurs qui y opèrent, que s'y manifestent des enjeux dans la dynamique des rapports sociaux. Il n'est que de voir, comme l'a par exemple étudié Michel Marié (1985) dans une zone rurale du Midi de la France, comment des logiques incontestablement locales sont activées — et non supprimées — par l'introduction d'une innovation d'origine extérieure (en l'occurrence un système d'irrigation) pour se convaincre que le local n'est pas la simple projection d'une structure sociologique plus vaste.

On peut également insister sur l'émergence accrue de l'individu comme acteur social à part entière pour montrer en quoi l'échelon local, niveau effectif de la vie quotidienne, est essentiel. À l'heure où s'éclipsent les transcendances d'autrefois, celles des nostalgies désespérées du pays natal ou des terres promises seulement aux générations futures, le local prend la force de l'aujourd'hui.

Le local existe donc, avec une «épaisseur» de même ordre que celle d'une société, articulant des dimensions économique, sociologique, politique, spatiale et temporelle. Le principe d'autonomie, l'analyse en termes de système semblent une grille de lecture recevable. S'il y a des différences importantes avec le niveau national, qui donne des impulsions significatives vers les niveaux inférieurs dans tous les domaines, la comparaison reste possible dans la mesure où les pôles supra-nationaux jouent un rôle de plus en plus considérable – et pas seulement dans la sphère économique. L'idéologie des droits de l'homme, les hamburgueois et les sous-marins circulent aussi vite que les capitaux dans tous les coins de la planète.

#### **L'invasion des sous-ensembles flous**

On en est resté jusqu'ici à une vision générale de la localité. On se représente assez bien comment les choses se passent dans une ville moyenne (entre 30,000 et 300,000 habitants, pour fixer un ordre de grandeur). La localité comprend l'agglomération, les zones péri-urbaines associées et le rural, c'est-à-dire l'infra-urbain environnant qui utilise la ville comme marché. Dans ces cas de figure, le centre peut continuer sans trop d'erreur à être pensé comme un point. Il génère une morphologie originale par sa population et ses activités; il permet une délimitation du territoire local, car il est incontournable: tous les voisinages l'incluent peu ou prou. Lorsque l'on aborde des espaces locaux plus importants, les attributs de la centralité s'appliquent à des zones tellement étendues et portent sur des réalités si diverses que le modèle précédent éclate. Le centre, c'est à la fois le supermarché et le siège social de la société agro-alimentaire, l'école secondaire et le centre de recherche de niveau international. En outre,

ces activités sont fortement interreliées par un réseau de transport à haut degré de connexité. Il faut en effet, pour que la ville soit attractive, que la concentration des fonctions centrales soit effective et que l'on puisse faire comme si l'on restait dans le cadre du point, de l'espace à zéro dimension.

On peut certes opposer le modèle nord-américain, zoné et structuré par l'automobile, au modèle européen, hétérogène et davantage marqué par les échelles piétonnes et les transports collectifs. Il reste que, dans les deux cas, on ne peut opérer de partition simple entre les situations. Il y existe une fluidité fondamentale de l'occupation et des pratiques de l'espace, qui défie les approches euclidiennes. Pour aborder l'infra-local, la notion de «quartier», telle qu'on la définit traditionnellement en Europe, comme un «village dans la ville», ou en Amérique, comme le territoire d'une «communauté», laisse insatisfait; elle semble fuir à mesure qu'on s'en approche. On ne parvient pas à faire du quartier un modèle réduit du local car la projection de l'ensemble des voisinages individuels noircit toute la carte du centre. On en est réduit à procéder par glissement, à définir des sous-ensembles flous qui ne réalisent pas, par leur réunion, une partition du tout, mais expriment la dominante du lieu concerné (Lévy, 1988, 1989). C'est d'autant plus vrai que le désenclavement sociologique, économique et géographique de zones de plus en plus vastes étend la part des agglomérations où l'interaccessibilité des différents points est réalisée. Le critère de centralité, devenu synonyme d'urbanité, tend à se déployer dans différentes dimensions de la vie sociale — prix du sol et modèles culturels — brisant les barrières qui lui résistent.

À ce sujet, une discussion approfondie s'imposerait entre les conceptions qui associent retour au centre et modernité et appellent de leurs vœux une «nouvelle civilisation urbaine» (le mot est du Président français François Mitterrand), et ceux qui dénoncent la «gentrification» et voient comme solution aux problèmes actuels des centres le slogan des mouvements sociaux de l'East Village de New-York: «Kill the yuppies, hang the landlords!» Sans prétendre épuiser le débat, je dirai qu'il faut à la fois éviter la naïveté consistant à ignorer les inégalités parfois dramatiques qui constituent la modalité courante de la dynamique

urbaine, et s'interdire de rejeter par avance tout processus d'innovation sociale sous prétexte qu'il n'est pas animé par les couches sociales les plus démunies. En tout cas, autant la critique des théories qui voyaient un peu trop vite l'unification de la société dans un «mode de vie urbain» — comme croyait pouvoir l'annoncer Wirth Smith (1980) au début du siècle — paraît nécessaire, autant on ne peut se satisfaire de travaux qui, comme l'ouvrage de Smith et Williams (1986), écrasent la complexité du phénomène sous le marteau-pilon d'un économisme simplificateur que le maître dont ils se réclament ne reconnaîtrait pas.

Pour comprendre le local dans les grands centres métropolitains, il me semble nécessaire de faire de la géographie, c'est-à-dire de chercher à savoir qui produit et consomme de la centralité, comment et pourquoi. La conclusion provisoire à laquelle on peut parvenir, c'est que, en deçà du niveau local, qui dans ce cas s'identifie à un vaste espace urbain, il n'existe pas de division permanente et globale permettant d'identifier des sous-espaces qui auraient encore le caractère d'une société. Or cette hypothèse a des conséquences immédiates sur la dimension politique des espaces concernés. L'administration fonctionne presque toujours sur la base d'une partition territoriale. Comment traiter la vie politique d'unités spatiales qui se dérobent, dont la matière glisse tout entière à travers le tamis de nos modèles habituels?

On comprend mieux maintenant pourquoi je me suis attardé sur ce cas particulier. La démocratie locale peut être définie comme la mise en correspondance d'un système politique et d'une société civile locale, dont nous avons pu réaffirmer la réalité. Je voudrais montrer, à présent, en quoi la solution de ce problème est cruciale et en quoi les solutions ne relèvent pas de l'évidence.

### LA POLITIQUE LOCALE À VAU-L'EAU

Ronan Paddison (1983) a montré comment l'inadéquation entre espace fonctionnel et découpage politico-administratif produit de graves effets pervers sur la dynamique urbaine. Il analyse particulièrement les grandes métropoles américaines, où la municipalité éponyme s'étend souvent à la fois sur le centre et sur les

banlieues populaires, tandis que quelques îlots résidentiels aisés défendent farouchement leur indépendance communale. Il y a alors des distorsions entre deux populations: celles qui paient les services et celles qui les utilisent. Le système de transport, notamment, repose pour l'essentiel sur la ville-centre, alors que les couches supérieures se rendant à leur travail ou consommant de la centralité de loisirs sont les premières à en profiter. Dans les années 60 et 70, au pire moment du rejet du modèle urbain par les groupes sociaux légitimes, cela se traduit par une grave crise des finances locales.

### **La France atomisée**

Si l'on compare ces situations au cas français, on peut être tenté d'insister sur les moindres déséquilibres apparents: les centres-villes ont dans l'ensemble pu échapper aux processus d'abandon et ont toujours pu attirer des groupes sociaux suffisamment divers pour pouvoir fonctionner sur une assiette fiscale à peu près cohérente. Cependant, par d'autres aspects, la France se trouve plus mal lotie que le Canada ou les États-Unis. La raison s'en trouve dans la spectaculaire atomisation, à côté de laquelle celle de l'Amérique du Nord paraît sans signification, des territoires communaux. Ses cinquante-cinq millions de résidents se répartissent en 36,400 communes dont 34,815 ont moins de cinq mille habitants, 28,600 ont moins de mille et 25,792, moins de cinq cents. De plus, le découpage municipal n'a été retouché que marginalement depuis 1789 – date de fondation des communes. Il est en fait plus ancien encore, puisqu'il reprend les limites des paroisses de l'Ancien Régime. En un sens, les communes ne correspondent plus à rien, mais d'un autre côté, elles ont constitué depuis des siècles le seul échelon politique reconnu au-dessous de l'État (le département respectant l'autonomie communale), le seul contre-pouvoir face à un État central envahissant. De fait, les oppositions ont le plus souvent farouchement défendu le maintien des limites communales, par exemple lorsque, entre 1958 et 1981, les gouvernements en place ont cherché à imposer des autorités supra-communales non élues (nommées par le gouvernement comme dans les Établissements Publics) ou mal élues (élues au second degré comme dans les Districts, les Communautés Urbaines ou les Conseils Régionaux de l'époque).

Les communes se sont donc trouvées figées, fossilisées, alors que, dans le même temps, l'espace de la société civile connaissait d'importants changements. Ce fut particulièrement net dans les grandes villes où, à l'exception de Marseille, sur laquelle on reviendra, la commune éponyme ne rassemble que moins du tiers, du quart, voire, comme à Paris, du cinquième de l'ensemble urbain, mesuré par exemple par la notion de Zone de Peuplement Industriel ou Urbain (Z.P.I.U.)<sup>1</sup>. Autour de la ville-centre pullulent une grande quantité de communes de taille variable, anciens villages, hameaux ou «folies», rarement anciennes villes, avec chacune leur ancien centre ou, s'il n'y en avait pas, celui qu'on a créé autour de la mairie, de l'église, du marché ou dans le grand ensemble des années cinquante et soixante. La population de ces communes va de moins de mille à plus de cent mille habitants: sur les quarante-huit communes françaises de plus de 80,000 habitants, onze se situent en banlieue, mais l'Ile-de-France, qui, avec ses dix millions d'habitants, s'identifie à peu près à la Z.P.I.U. de Paris, comprend 1,281 communes.

Cette fragmentation des responsabilités politiques a de graves conséquences, car les communes on peu à peu arraché à l'État central des compétences étendues, notamment en matière d'urbanisme. C'était déjà le cas avant 1982; ce l'est plus encore aujourd'hui avec les lois de décentralisation. Voici, à travers les exemples de Paris et de Marseille, comment se traduit concrètement cette réalité.

### **Grand paris: l'infarctus est pour demain**

La presse française s'est récemment fait l'écho d'un débat animé par des architectes, des urbanistes et des élus au sujet du découpage administratif de la région parisienne. Certains proposent une extension limitée du territoire communal de Paris (deux millions d'habitants actuellement), d'autres la constitution d'une autorité couvrant les quatre départements centraux (six millions), tandis que les élus défendent dans l'ensemble les institutions où ils siègent. Le problème de la gestion urbaine fait ainsi irruption sur la scène politique, alors qu'il en était jusqu'ici pratiquement absent, sinon par l'intermédiaire du logement et, à

de brefs moments, des transports. Il faut sans doute mettre en rapport cette évolution avec l'apparition d'un mal-vivre urbain bien capitalisé par l'extrême-droite lors d'élections récentes. Le point de départ de ces débats concerne la recherche d'une meilleure adéquation entre espace fonctionnel et espace politique. Or, les intervenants renvoient une image de la métropole parisienne sensiblement décalée par rapport à la réalité. On semble ignorer que l'automobile et la maison individuelle ont modifié l'image de la ville. En se limitant à l'agglomération stricto sensu, voire à une partie de celle-ci, on oublie les quelque deux millions d'«urbains» qui, aux marges internes, et désormais externes, de la région Ile-de-France, représentent la seule population en croissance ces dernières années. Le niveau régional, qui s'approche pourtant le plus de la réalité urbaine, est rarement cité: c'est son faible poids politique qui est ainsi sanctionné. De fait, les dynamiques macro-urbaines échappent largement au contrôle des organismes qui opèrent à ce niveau.

Pendant les années soixante, c'est le gentlemen's agreement entre l'État gaulliste et la «ceinture rouge» qui domine. Tandis que le gouvernement donne argent et pouvoir aux ingénieurs du corps des Ponts et Chaussées pour réaliser les «utopies technocratiques» de La Défense et des Villes Nouvelles, la banlieue proche est abandonnée à la gestion municipale. Les maires y développent des opérations ponctuelles, sans plan d'ensemble, en ayant pour souci de conforter les groupes sociaux qu'ils croient être leur vivier électoral naturel — ce qui a pour effet mécanique d'accroître les disparités entre communes. Aux jours de la crise, les maires communistes s'apercevront que leur ouvriérisme volontariste a contribué à la création de ghettos d'immigrés et stimulé leur rejet par des couches d'ouvriers français, censés être choyés par les politiques municipales, mais qui s'inquiètent de voir «pros-pérer» (si l'on peut dire) autour d'eux plus pauvres et donc plus assistés qu'eux.

Depuis le milieu des années soixante-dix, ce sont les évolutions spontanées qui l'emportent, malgré le renforcement apparent de l'arsenal juridique. C'est l'adoption massive d'un modèle anti-urbain par les habitants des vieilles banlieues, qui rêvent de propriété, de jardin et de silence, et réalisent ce rêve en



s'éloignant de plus en plus du centre. C'est, en sens inverse, le retour vers le centre des détenteurs de «capital culturel», ce qui accroît la pression foncière sur Paris-intramuros. C'est la distorsion spatiale croissante entre l'Est (habitat modeste et moyen) et l'Ouest (bureaux et habitat aisé), entre le Nord (friches industrielles) et le Sud (Universités et technopôles). Face à ces tendances lourdes, l'État s'est dans l'ensemble désinvesti en remettant l'administration parisienne au maire (Jacques Chirac depuis 1977) et allégeant les contrôles sur l'ensemble des collectivités locales (lois de décentralisation de 1982), ce qui profite surtout aux communes. Or, celles-ci sont d'une part toujours portées à renforcer les spécificités sociologiques qui ont permis à l'équipe municipale d'arriver au pouvoir et d'autre part tentées, depuis qu'une grande turbulence s'est emparée du système productif, d'attirer les entreprises, en pratique les bureaux, sur leur sol pour augmenter leurs recettes fiscales. Faute de contre-poids à ces mouvements spontanés, chaque micro-décision tend à renforcer les inflexions majeures. Ainsi depuis que, en 1985, les limitations réglementaires à l'installation de bureaux en Ile-de-France ont été levées, on observe, de la part des municipalités, une course effrénée à l'implantation qui profite à l'Ouest, pourtant déjà surdoté.

Face à la montée des disparités, le conseil régional, aidé par les concours financiers de l'État central, ne peut que tenter de limiter les dégâts par une politique des transports qui pompe l'essentiel de ses ressources: ruineuses et inefficaces autoroutes urbaines, immédiatement saturées car offrant un volume de trafic sans commune mesure avec le parc automobile existant; Réseau Express Régional (RER) et trains de banlieue à la limite du collapsus, surtout sur l'axe Est/Ouest, car chaque nouvelle offre de transport génère une demande supplémentaire en même temps qu'elle satisfait celle qui préexistait: un système à rétroaction positive, en somme. Les cinquante-neuf morts de la Gare de Lyon, le 26 juin 1988, sont une expression dramatique du décalage croissant entre les besoins et la réponse du système de transport.

En résumé, on peut dire que, sans modification des structures de prise de décision politique, on peut s'attendre à ce que, au cours

des prochaines années, la région parisienne s'enfonce dans des contradictions qui risquent de devenir explosives.

### **Le syndrome marseillais**

Marseille se trouve depuis 1984 sur le devant de la scène politique en raison des résultats électoraux spectaculaires du Front National, devenu la première force politique de la droite, sinon de la ville. En fait, Marseille appartient à un ensemble méditerranéen caractérisé par un taux de chômage élevé, une forte présence de repatriés d'Afrique du Nord et un grand nombre de travailleurs immigrés, et tout entier marqué par la poussée de l'extrême-droite. Ce qui m'intéresse ici, c'est d'analyser la contribution spécifique du découpage urbain à ce phénomène.

De ce point de vue, Marseille occupe en France une position unique: c'est la seule commune-centre d'une grande unité urbaine à représenter 72% de son agglomération (34% pour Lyon) et 71% de sa Z.P.I.U (27% à Lyon). Or, on peut dire, en résumant à grands traits un siècle et demi d'histoire urbaine, que cette situation n'aura constitué une chance ni pour ses banlieues, ni pour son centre. Pour les premières, on comprend assez bien comment l'absence de niveau politique reconnu dans les périphéries a gêné la circulation des demandes de la société civile en direction des décideurs. Les résultats concrets en matière d'équipement ont dépendu des relations clientélistes entre élus des quartiers (des «villages», dit-on sur place) et mairie. Certaines zones comme les Quartiers Nord, les plus populaires, avaient l'inconvénient d'être fortement influencées par le P.C.F., en forte rivalité avec l'équipe municipale socialiste de Gaston Defferre: elles ont souffert jusqu'à maintenant d'un sous-équipement et d'un enclavement qui expliquent largement l'amertume actuelle de leurs habitants. Plus généralement, et c'est là un premier paradoxe, la politique urbaine effective a davantage fonctionné comme addition d'opérations indépendantes - dans la construction des grands ensembles, par exemple - que comme réalisation d'un projet municipal global. Marseille manque, jusqu'à présent, d'un système de transports publics cohérent et même, ce qui est plus surprenant, d'un réseau viaire à l'échelle de la ville: on passe sans

transition de chemins ruraux non carrossables à des voies rapides qui tranchent dans le vif le tissu bâti.

Or, second paradoxe, le centre ne semble pas non plus avoir profité de cette configuration, puisque Marseille est la seule ville française de «style nord-américain», avec un centre rongé par l'habitat des couches les plus pauvres d'immigrants. Certes, cette situation s'explique en partie par la destinée historique de la ville: creuset d'immigration corse, italienne, arménienne, maghrébine, elle a eu du mal à faire émerger une «logique d'État» face à ces communautés et aux groupes de pression. Dominée par une bourgeoisie à la fortune soumise aux vicissitudes des relations avec l'autre côté de la Méditerranée, elle a manqué d'une autre bourgeoisie, plus stable et plus culturelle, dont le quartier-général se trouve à Aix-en-Provence. Néanmoins, il est frappant de constater à quel point les autorités locales, non contentes de développer inégalement les centralités de quartier, ont mal perçu la fonction stratégique de leur centre historique, l'ont mal développé et mal défendu, alors que les moyens disponibles rendaient le combat jouable. La «traversée» de la Canebière par le commerce maghrébin (d'ailleurs en partie international et dont le volume apporte un chiffre d'affaires non négligeable à l'économie locale) a constitué un événement symbolique de portée considérable, que la municipalité s'emploie aujourd'hui à faire oublier par une politique d'implantation d'activités et de logements «de qualité».

On a donc l'impression que l'espace municipal a été trop vaste, trop vide d'interactions société civile/système politique pour être valablement balisé et aménagé. La société locale n'a pas été en mesure de transformer ses intérêts et ses conflits en politique urbaine cohérente.

#### **Reprendre le problème à zéro**

Par les deux exemples qui précèdent, on a voulu montrer la complexité du problème. Trop petit ou trop grand, l'espace politique des grandes villes semble échapper aux acteurs qui devraient le maîtriser. Les micro-unités prennent des décisions qui pèsent

de façon non maîtrisée sur les tendances générées à une échelle plus vaste. La récente construction d'un pont reliant le continent à l'île de Ré (Charente-Maritime) a souligné la nécessité de la mise en place d'une collectivité regroupant toutes les communes de l'île. Faute de quoi, chaque maire jouera les francs-tireurs et confortera la tendance spontanée redoutée par de nombreux observateurs: la transformation de l'île en banlieue-dortoir de la ville voisine de La Rochelle. Inversement, les macro-unités laissent libre cours aux logiques internes au système politique, accréditant la thèse de P. Dunleavy (1980) sur l'absence de contrôle démocratique sur les politiques municipales. Dans une commune comme celle de Paris, la plus grosse de France avec ses deux millions d'habitants, les choix urbanistiques semblent directement liés soit à une stratégie classique de substitution de population, soit à la vie interne de l'appareil politique dominant. On apprend ainsi qu'un arrondissement (le 6ième) perd ses ressources parce que son notable local est tombé en disgrâce auprès de J. Chirac.

Dans l'ensemble, la distorsion entre espace fonctionnel et espace administratif provoque une atonie de la société politique, une dépolitisation de la vie locale, qui se présente comme un lieu de distorsion entre une identité forte et des enjeux insaisissables. L'absence de lisibilité des lignes de force, des projets et des conflits laisse les mains libres aux détenteurs du pouvoir qui bénéficient d'une excessive sécurité pour leur reproduction (leur réélection), sauf quand un raz-de-marée national fait sentir, localement aussi, ses effets. Ainsi il n'est un secret pour personne qu'en France, l'ensemble des partis politiques se financent pour une grande part grâce à leurs maires, qui rackettent les entreprises opérant sur les marchés publics. Celles-ci majorient d'autant les prix de leurs services et c'est finalement le contribuable qui paie. Une telle situation devrait provoquer des mouvements de protestation; jusqu'à présent, il n'en est rien. Sous peine de graves risques pour la démocratie et le développement local, il paraît donc urgent d'opérer une dynamisation de l'interaction entre société civile et politique locale. C'est particulièrement vrai en milieu urbain où les enjeux sont massifs et les solutions peu évidentes.

## **HYPOTHESES POUR LA DÉMOCRATIE URBAINE**

Je voudrais proposer quelques pistes pour tenter de répondre à la question: **comment faire pour que les sociétés locales s'approprient la dimension politique de leur développement?** Auparavant, et pour ôter à ce que je vais dire une partie de son caractère utopique, je développerai un exemple qui me semble riche d'enseignements.

### **Berlin-ouest, ville post-capitaliste**

Pour comprendre Berlin (Senat Berlin, 1986-1988; Lenz & Kämmer, 1987) il faut prendre en compte des spécificités tout à fait originales qui la rendent difficilement comparable à une autre grande ville. Berlin-Ouest a longtemps été une demi-ville en pointillé. Demi-ville, non seulement à cause de la division de 1945, mais aussi parce que l'essentiel du centre historique se trouve à l'Est, parce que les destructions de la guerre ont fait des ravages et la reconstruction d'après-guerre, au dire de tous, plus encore. En pointillé, parce que, jusqu'à une date récente, personne ne pouvait dire quel serait le destin de cette communauté humaine: on continuait à concevoir des plans de développement pour l'ensemble de Berlin, ce qui donnait une tonalité surréaliste aux projets les plus officiels; dans le même temps, on observait un processus cumulatif de désinvestissement, d'émigration, de perte d'identité.

Lorsque, dans les années soixante-dix, une certaine sérénité est revenue, on s'est trouvé face à trois réalités majeures:

- ◊ de forts besoins d'aménagement, pour faire de Berlin-Ouest une ville à part entière;
- ◊ l'absence de pression foncière sur le sol urbain, car d'une part la population avait fortement diminué, d'autre part le capital symbolique lié à l'implantation à Berlin d'une résidence ou d'une entreprise était et reste trop faible pour générer un flux significatif de détenteurs de capitaux;
- ◊ la possibilité d'injecter massivement des fonds publics, grâce notamment aux subventions de la R.F.A., soucieuse de relever le «défi de l'Est»; ainsi a pu être financé l'IBA, organisme

indépendant créé par le Senat de Berlin-Ouest pour stimuler l'innovation architecturale.

On avait donc une situation où l'offre et la demande privées de construction étaient limitées et où, en outre, les limites du périmètre occidental interdisaient un urbanisme anarchique, laissant, dans les mentalités surtout (car en fait les densités sont faibles), peu de place à l'habitat individuel. Tout cela a fait que les Berlinoises n'ont pas rejeté le modèle urbain, et les grands ensembles des années vingt (Britz, par exemple), bien suivis, bien restaurés, restent très attractifs. Berlin est donc une ville de locataires aux loyers bon marché.

C'est dans ce contexte que s'est effectuée la reconquête des parties de l'ancien centre, délaissées jusque-là par les planificateurs et progressivement abandonnées aux groupes sociaux marginaux. La zone la plus intéressante est le quartier de Kreuzberg, jouxtant le Mur et massivement peuplé d'immigrés turcs. Après les premiers projets (1977) de rénovation radicale ayant eu pour effet de chasser les habitants en augmentant considérablement le prix des loyers, des luttes importantes furent menées, animées par les habitants de deux cents immeubles squattés. Dès 1979, l'IBA intervient; à partir de 1982, une commission spéciale permet un dialogue continu entre les différents acteurs: population, en tant que résidents mais aussi entrepreneurs d'une auto-réhabilitation; experts; architectes-urbanistes; décideurs publics et privés. Par ailleurs, des groupes de travail par îlot à rénover, des commissions de quartier, des assemblées de locataires et un intense mouvement associatif balisaient le champ. De cette **conflitualité assumée** résulte ce que les Berlinoises ont appelé «*behutsame Stadterneuerung*», rénovation prudente, rénovation douce. On a souvent limité les transformations pour éviter une flambée des loyers. On a écouté les habitants et le résultat, c'est qu'ils sont restés: 61% dans le même appartement, 74% dans le même immeuble, 86% dans le même quartier, ce qui est considérable. Les familles turques ont gagné le droit non seulement de conserver et d'améliorer leur habitat, mais encore d'être reconnues comme partenaires de l'aménagement urbain.

Dans cette affaire, l'existence de puissantes structures ad hoc auto-organisées a joué un rôle décisif. Il faut toutefois noter la part prise par deux institutions permanentes:

- ◊ le Senat et son Bourgmestre, qui règnent sur l'ensemble de Berlin-Ouest et orientent la politique urbaine, en attribuant par exemple une fonction essentielle à l'IBA, donc à des professionnels de l'architecture et de l'urbanisme, dans la sélection des projets;
- ◊ les Bezirke (arrondissements), qui ont des mairies (Rathaus) et des conseils élus au suffrage universel et disposent de prérogatives étendues, ce qui crée un réel contre-pouvoir face au Senat. Dans le cas de Kreuzberg, une très grande part du territoire du Bezirk était touchée par la rénovation; cela a rendu pratiquement obligatoire la prise en compte des demandes des habitants par le Rathaus local.

Ce processus est un exemple, dans l'ensemble réussi, de complémentarité entre démocratie directe et démocratie représentative, d'associations spontanées et d'institutions, d'intégration conflictuelle des différentes parties, la règle du jeu étant qu'on ne peut exclure un acteur même s'il dispose d'un faible capital économique et culturel. En ce sens, nous pouvons en tirer des idées pour une approche post-capitaliste du développement urbain.

### **De l'espace pour la démocratie locale!**

Le concept de démocratie ne peut se réduire à la pratique régulière du droit de vote. Il suppose un contrôle permanent du système politique par la société civile. Il implique que ce contrôle ne soit pas seulement négatif (sanction de la gestion déjà mise en oeuvre), mais également positif (détermination des objectifs et des moyens). Aujourd'hui, la démocratie s'accompagne de confrontations fréquentes et de haut niveau entre les institutions politiques et les autres acteurs sociaux. Une telle conjonction ne résulte pas seulement d'un arsenal juridique qui interdirait, par exemple, aux élus de s'affranchir du mandat de leurs électeurs. Elle ne peut voir le jour que si sont réunies des conditions générales telles que: un niveau élevé de culture politique dans l'ensemble de la société; une laïcisation des représentations de la politique; une bonne circulation de l'information; une faible

corruptibilité des électeurs et des élus — en somme un haut degré de «substituabilité» entre dirigeants et dirigés. Une telle situation ne se décrète pas, elle est un élément et une caractéristique d'un certain niveau de développement d'une société. Ce que nous appelons ici et maintenant «démocratie» ne peut se concevoir que complètement inséré dans l'histoire, et non comme une abstraction ectoplasmique.

Cela posé, on peut proposer quelques directions pour faire progresser la pratique démocratique dans la vie urbaine d'aujourd'hui: la localité politique doit correspondre à la localité sociétale. Cela signifie, en pratique, qu'il doit y avoir des autorités élues dans les agglomérations, même si l'on doit procéder à de nouveaux découpages, sans d'ailleurs ignorer les découpages politiques préexistants, qui constituent eux aussi une part de la réalité. Cela suppose de définir correctement les limites de la zone concernée et de les faire bouger, si nécessaire.

Les niveaux-relais sont d'utiles contre-pouvoirs, même s'ils ne correspondent pas à des unités infra-locales cohérentes. En effet, des institutions à juridiction restreinte contraignent l'autorité de niveau supérieur à une meilleure prise en compte des exigences des habitants, même et d'autant plus si, comme dans les zones centrales des métropoles, aucune subdivision claire ne s'impose. Le tête-à-tête par trop inégal entre individus atomisés et autorité globale toute puissante est ainsi évité.

Il faut multiplier les institutions thématiques et/ou éphémères pour instaurer une conflictualité portant sur les enjeux essentiels. Thématique: les usagers des transports ou de l'école, les locataires, doivent pouvoir faire entendre leur voix grâce à des interfaces ad hoc, par exemple des commissions municipales mettant en présence décideurs, usagers, professionnels et experts. Il n'est pas nécessaire de donner à ce genre de commission un pouvoir délibératif; il suffit d'une part de rendre leur consultation obligatoire avant toute décision importante, d'autre part d'assurer une publicité conséquente à leurs débats. Ainsi assure-t-on la continuité du débat politique. Les référendums locaux d'initiative populaire vont dans le même sens. Éphémère: chaque problème, chaque décision d'envergure génère un espace



propre, ponctuellement plus fonctionnel que les espaces-relais définis plus haut. Lorsque la rénovation d'un îlot ou d'un quartier est envisagée, serait mise en place une structure à durée de vie limitée, comprenant à la fois des élus de la population concernée et des personnes siégeant *à*-qualité (associations, experts, opérateurs techniques et financiers). Une fois l'opération achevée, l'institution disparaîtrait. On s'approcherait ainsi davantage de la réalité mouvante et complexe des espaces urbains infralocaux.

Il me semble que ce type d'objectifs n'est pas complètement irréaliste. On peut en trouver des éléments de réalisation ici et là. On en ressent partout la nécessité. J'ai peu parlé des mouvements sociaux, car il m'a semblé plus utiles de faire ce détour pour mieux définir une orientation du **mouvement social urbain** des années à venir. J'emploie le singulier à dessein, pour me situer dans le débat, inachevé, autour des évolutions de Manuel Castells (Lowe, 1986) et affirmer qu'il ne faut pas regarder la dynamique urbaine par le petit bout de la lorgnette. La pertinence historique d'un mouvement politique ne se mesure pas seulement à son degré d'extériorité vis-à-vis du système politique. Nous vivons une époque où quantité de mouvements «populaires» — comme ceux des contribuables des villes américaines qui ne veulent plus «payer pour les pauvres» — mettent en branle des groupes sociaux percevant une menace dans toute collectivité. Inversement, des pratiques individuelles, des choix internes au cadre professionnel et, pourquoi pas?, des innovations scientifiques, peuvent être appelées à jouer un rôle important dans la vie politique, même si on ne les classe pas spontanément dans la sphère politique explicite. C'est donc à mon avis dans tous les aspects, dans toutes les dimensions des sociétés locales, qu'il faut rechercher et observer les moteurs et les effets du changement.

En terminant, je relève que j'ai employé à plusieurs reprises des expressions à caractère performatif. Est-ce là outrepasser la fonction du chercheur? On peut en débattre. Il m'apparaît que lorsqu'on cherche à préciser la dimension spatiale d'une valeur aussi largement répandue que la démocratie, on continue de faire oeuvre cognitive. La demande que la société adresse aux sciences sociales est à la fois théorique et technologique. Et les techno-

logies du social incluent celles de l'action politique. Ainsi, de temps en temps, cela permet au chercheur de se souvenir qu'il est aussi un citoyen.

#### NOTE

- 1 Zone de Peuplement Industriel ou Urbain: unité statistique définie, non sur critère de continuité morphologique comme les agglomérations, mais par une série de variables fonctionnelles telles que les migrations pendulaires, la population active non agricole

#### RÉFÉRENCES

- DEAR, M. & J.A. SCOTT (éds), *Urbanisation and Urban Planning in Capitalist Society*, Londres; Methuen, 1981.
- DUNLEAVY, P., *Urban Political Analysis*, Basingstoke, Macmillan, 1980.
- LENZ, K., & H.-J. KÄMMER, *Atlas Berlin*, Brunswick, Westermann, 1987.
- LÉVY, J., «Identités spatiales, identités politiques» in G. Benko (sous la responsabilité de), *Les nouvelles théories sociales*, Caen, Paradigme, 1988.
- LÉVY, J., «Habitat et espace politique», *Espaces et Sociétés*, à paraître 1er trim. 1989.
- LOWE, S., *Urban Social Movements. The City After Castells*, East Leigh, Macmillan, 1986.
- MARIÉ, M., intervention in «Discours, sens et espace», *Hegoa* (Pau), no 1, 1985, pp. 215-223.
- MASSAM, Br.H., «Spatial structure of the state: the local state» in P. Taylor & J. House (eds.), *Political Geography. Recent Advances and Future Directions*, Londres, Croom Helm, 1984, pp. 50-64.
- PADDISON, R., *The Fragmented State*, Oxford, Basil Blackwell, 1983.
- Senat Berlin, *Senator für Stadtentwicklung und Umweltschutz; Senator für Bau - und Wohnungswesen*, documentation diverse, 1986-1988.
- SMITH, M.P., *The City and Social Theory*, Oxford, Basil Blackwell, 1980.
- SMITH, N., & P. WILLIAMS, *Gentrification of the City*, Boston, Unwin Hyman, 1986.
- TAYLOR, P.J., *Political Geography*, Londres, Longman, 1985.



**LE DÉVELOPPEMENT LOCAL VILLAGEOIS COMME  
PROJET DE SOCIÉTÉ**

**Hugues DIONNE**  
**Groupe de recherche interdisciplinaire**  
**en développement de l'Est du Québec**  
**Université du Québec à Rimouski**

Il y aurait apparemment une contradiction importante entre développement local et développement villageois. Alors qu'il est question de développement local, endogène et ascendant, on assiste à la déstabilisation de diverses communautés villageoises soumises à des épuisements démographiques et à la déstructuration de ses tissus sociaux. Un état de situation qui, en plus de nous révéler l'ambiguïté des termes de développement local, nous fait mieux voir les présupposés idéologiques et politiques des cadres d'intervention actuelles dans le développement des territoires. On pourrait évidemment argumenter qu'il s'agit là, parlant des petits villages québécois, de communautés périmées, appartenant à un univers traditionnel et folklorique, qui sont devenues dysfonctionnelles en regard des exigences d'industrialisation et d'urbanisation au Québec. D'ailleurs, chacune d'elles ne devraient-elles pas incessamment élaborer un plan «d'urbanisation» en vue de maximiser leurs potentialités endogènes de développement?

En fait, la question du développement local villageois s'insère dans des problématiques plus socio-spatiales de distribution territoriale de la population québécoise, de l'évolution du rapport ville campagne et des perspectives actuelles de la ruralité québécoise. La question villageoise interroge ici notre manière d'occuper l'espace québécois. Parler de développement local villageois comme projet de société suppose que l'on s'interroge sur l'existence présente et future de la structure d'organisation socio-spatiale qu'est le village québécois, ces territoires encore habités et à habiter qui seraient alors des cadres de vie capables d'assurer des qualités de vie viables. C'est aussi là que réside l'utopie parce que c'est là que réside la militance territoriale qui s'est exprimée depuis plusieurs années dans la résistance à la

fermeture de territoires ruraux, une résistance qui ne passe pas uniquement par des actions d'éclats, mais aussi par une volonté quotidienne à s'assurer de meilleures conditions de pérennité.

Même si elle est peu exprimée et dénoncée, nous sommes en pleine crise villageoise au sein des régions rurales québécoises. L'affaiblissement démographique des petites communautés au sein de plusieurs M.R.C. nous sera utile pour illustrer cette dynamique de déstructuration de territoires locaux et nous servira de prétexte à la fois pour examiner certains enjeux et contradictions actuelles de développement local et pour énoncer une certaine utopie de développement local villageois au Québec.

### **LA CRISE DES COMMUNAUTÉS VILLAGEOISES**

Lors d'une recherche récente sur les M.R.C.<sup>1</sup>, nous avons pu constater l'inquiétude de plusieurs élus et intervenants socio-économiques de petites localités quant aux possibilités de développement et aux garanties de pérennité de leur village. Nous avons parfois le sentiment qu'en l'absence d'assistance sociale et d'assurance-chômage, plusieurs communautés villageoise en étaient à leur dernière génération. Nous sommes tous et toutes au courant de ce «non-dit», de ce silence public; plusieurs d'entre nous pourraient en faire témoignage parce qu'ils sont de ces racines rurales et villageoises.

### **DISPARITÉS RÉGIONALES ET INTERMERCÉENNES**

Alors que la population québécoise, à 80% urbaine en 1986, habite dans 100 villes de plus de 10,000 habitants, «la plupart des ruraux se dispersent dans plus de 1,200 localités de moins de 2,500 personnes, généralement distantes l'une de l'autre et s'étalant de façon éparse sur un territoire de plus d'un million de kilomètres carrés»<sup>2</sup>. Déjà, la Commission Parizeau avait été sensibilisée à cette situation et surtout aux handicaps réels et à l'incapacité autarcique de développement local de ces milieux de vie<sup>3</sup>. Le fort courant de périurbanisation de la période 1976-1981 aurait favorisé principalement les franges rurales d'une trentaine d'agglomérations et régions métropolitaines de recensement tout en accentuant le dépeuplement des secteurs ruraux les plus éloi-

gnés et les moins densément peuplés<sup>4</sup>. Ce sont les zones rurales à la limite des franges suburbaines qui profitent de ce déplacement de population.

La territorialité des M.R.C. nous révèle mieux certaines particularités, du moins en nous permettant un nouveau découpage statistique microterritorial qui précise davantage les disparités locales. Entre 1971 et 1986, vingt-huit M.R.C. accusent une perte de population, soit celles où «la structure de peuplement est la plus distendue, et où la dimension rurale prédomine»<sup>5</sup>. Ce sont celles dont la base économique est structurée à partir de l'exploitation des ressources naturelles et en périphérie du principal axe de peuplement. Cette décroissance a principalement affecté les M.R.C. de la région Gaspésie-Bas-Saint-Laurent.

Dans notre étude portant sur la dynamique socio-politique des M.R.C., nous avons insisté sur l'évolution démographique, sur 35 ans (1951-1986), de cinq M.R.C. du Bas-Saint-Laurent, soit celles du Témiscouata, des Basques, de La Métis, de la Matapédia et de Rimouski-Neigette<sup>6</sup>. Les M.R.C. choisies recouvrent le territoire principal où s'est déployé le mouvement populaire rural des années soixante-dix. Nous constatons d'abord une diminution de population dans toutes les M.R.C. étudiées, à l'exception de Rimouski-Neigette qui a été enrichie d'une augmentation de population de 60%, soit un taux similaire au Québec pour la même période. La performance de Rimouski-Neigette est d'autant plus importante que toute la grande région administrative de l'Est-du-Québec a connu une relative stabilisation de population (+3%) pour la même période de 35 ans (+61% pour le Québec). Les baisses de population sont de -11% pour La Métis, de -26% pour le Témiscouata et les Basques et de -28% pour la Matapédia. Il est à remarquer que la baisse démographique s'est principalement opérée, dans les 5 M.R.C. étudiées, durant la période 1961-1976.

Ces disparités intermunicipales sont aussi marquées au niveau des revenus<sup>7</sup>. Les revenus familiaux moyens (R.F.M.) et les revenus personnels disponibles (R.P.D.), sur une période plus récente (1981-1986) accusent une différenciation marquée à l'avantage de la zone la plus fortement urbanisée du territoire étudié alors que le taux moyen des revenus de la M.R.C. de Rimouski-Neigette

s'approche de la situation québécoise (97,8 en 1981 et 98,0 en 1986 pour le R.F.M., le Québec = 100; 93,6 pour 1981 et 97,7 en 1986 pour le R.P.D., le Québec = 100). Par contre, les revenus des quatre autres M.R.C. se maintiennent au trois-quart des revenus familiaux moyens québécois et entre 60% et 75% des revenus personnels disponibles moyens québécois. Bien qu'il y ait un rattrapage important à ce chapitre entre 1981 et 1986, il nous serait nécessaire de connaître la distribution spatiale de ces revenus au sein de chacune des M.R.C.

Pour la même période 1981-1986, nous pouvons noter, à titre indicatif, cette même spécificité de la M.R.C. Rimouski-Neigette qui conserve une population active comparable à la situation québécoise alors que la population non-active (plus de 65 ans et moins de 15 ans) est plus élevée dans les quatre autres M.R.C.<sup>8</sup>.

L'évolution différenciée de la M.R.C. Rimouski-Neigette nous permet de soupçonner l'importance du «fait urbain» pour expliquer la dynamique d'évolution des M.R.C. étudiées. On pourrait raisonnablement faire l'hypothèse que la relative stabilité démographique du territoire de l'Est du Québec est due à la «performance» de la M.R.C. Rimouski-Neigette, et plus particulièrement à la progression démographique de l'agglomération de Rimouski. La dynamique de développement régional se comprendrait d'abord à partir d'une problématique urbaine. La stabilité approximative de la population du territoire de l'Est du Québec serait due à l'augmentation de sa population urbaine. C'est comme si le scénario de développement régional énoncé, il y a près de 25 ans, par le BAEQ (Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec) conservait une exactitude impeccable.

### **DISPARITÉS INTRAMERCÉENNES**

Pour expliciter les enjeux du développement local, en particulier du développement villageois, il vaut mieux comprendre certains processus de développement au sein même de chacune des M.R.C., ce qui nous oblige à des aires statistiques plus restreintes. Nous nous sommes basés sur les statistiques des municipalités au sein de chacune des M.R.C..

Voulant comparer la population des municipalités rurales à celle des municipalités urbaines, nous remarquons encore l'expansion démographique très forte de l'agglomération de Rimouski (+107%) à comparer avec la maigre augmentation de +6% de la population urbaine de la M.R.C. des Basques à Trois-Pistoles, de +9% dans le Témiscouata (Ville-Dégelis), et de +38% dans la M.R.C. Métis à Mont-Joli<sup>9</sup>. La population urbaine de la Matapédia subit, durant la même période, un affaiblissement de -13% (surtout dans le secteur de Causapscal).

On remarque aussi une perte du tiers des effectifs ruraux de l'ensemble des cinq M.R.C. La baisse moyenne de la population des municipalités rurales des Basques, de la Matapédia et du Témiscouata est de -40%, de -27% pour la Métis et de -21% pour Rimouski-Neigette. L'examen statistique plus minutieux nous fait voir encore des différenciations importantes dues à la décroissance dramatique de plusieurs villages dont certains perdent plus du trois quarts de leur population durant cette période (dans les Basques, St-Guy: -77%, Ste-Rita: -55%; dans le Témiscouata, Saint-Elzéar: -65%, St-Pierre-de-Lamy: -60%; dans Rimouski-Neigette, Saint-Marcellin: -69%, Trinité-des-Monts: -64%)<sup>10</sup>. On peut déjà soupçonner la situation dramatique de plusieurs villages au sein d'une telle dynamique de **double périphérisation**: une forte décroissance de population des petits villages dans des M.R.C. elles-mêmes en décroissance.

La baisse de la population des municipalités rurales s'accroît de manière constante en fonction de leur éloignement des pôles urbains, du moins dans les M.R.C. Rimouski-Neigette et de la Métis. Dans les trois autres M.R.C., on note aussi que certains villages situés près des villes ont des baisses de population comparables aux municipalités éloignées. Des compilations statistiques plus approfondies par municipalité nous aideraient à mieux voir les dynamiques socio-économiques de développement de chacune des M.R.C. et à mieux comprendre la dynamique des relations établies entre les variations démographiques, le développement social, la situation de l'employabilité et la répartition géographique des activités économiques et des services publics lorsque l'on sait déjà, par exemple, «que la décroissance des populations en milieu rural est attribuable à un accroissement du sous-développement



économique, c'est-à-dire à une croissance d'écarts et de disparités»<sup>11</sup>.

Ainsi donc, au-delà de variations lentes de grands ensembles territoriaux, une approche statistique plus locale nous fait mieux voir ce déclin démographique de localités villageoises qui, dans les conditions actuelles, semble irréversible et constant. Un tel affaiblissement est jumelé à des facteurs de dévitalisation économique et de dépérissement social et communautaire dont les coûts humains sont difficilement comptabilisables.

### **LE VILLAGE: REFLET D'UNE ÉPOQUE RÉVOLUE ?**

Évidemment, on ne peut dissocier l'affaiblissement démographique des villages de la crise du Québec rural. La «fin d'un règne» annoncé en pleine révolution tranquille, traduisait bien cette volonté de changer nos modes de vie traditionnels et nos manières de produire devenues anachroniques face aux nouvelles exigences du marché<sup>12</sup>. La modernisation devenait urgente et exigeait une conversion radicale de nos manières de penser, d'habiter, de travailler, de consommer pour pouvoir réaliser le rattrapage nécessaire de développement. Il faut rappeler simplement que les **projets de régionalisation** québécoise sont nés à partir de cette conception dualiste de changement traditionnelle-moderne. Une expérience comme celles du BAEQ, les «missions de planification» régionales des années soixante devaient permettre cette «rationalisation» des ressources, cette organisation scientifique de la production et du territoire, seules conditions d'un développement possible grâce à ce nouvel ordre «technocratique»<sup>13</sup>. Cet esprit moderniste et rationaliste s'est appliqué aussi dans tous les secteurs de la vie sociale<sup>14</sup>. On peut constater aujourd'hui l'importance de «soudure» de la société qui a été réalisée pour répondre aux exigences du développement nord-américain. Mon intention n'est ni de simplifier la complexité d'un tel changement, ni d'en débattre les orientations et les implications, mais de simplement rappeler l'importance de cette mouvance historique de la société québécoise en regard de la réalité villageoise.

Le modèle de société moderne devait remplacer la société traditionnelle en pleine crise, la société rurale se confondant à la société traditionnelle. La structure villageoise était précisément cette forme d'organisation socio-spatiale ajustée à la société traditionnelle et mieux adaptée pour répondre aux exigences de production plus autarciques et de reproduction domestique et religieuse. Le changement de société devenu nécessaire devait alors renforcer la structuration urbaine de l'espace et favoriser une concentration de la population au sein de pôles de services. L'étalement villageois, nécessaire dans une société agricole, devenait un handicap pour le développement moderne.

L'exemple du BAEQ est ici utile pour expliquer cette dynamique. Il faut cesser, pour expliquer la politique de fermeture de villages dans le Haut-Pays de l'Est du Québec, de projeter l'image de technocrates presque sadiques et bureaucratisés qui voulaient annihiler les coûts économiques d'un tel habitat. La menace principale ne venait pas de là! Les coûts sociaux de ces lieux de misère avaient aussi inquiété les intervenants du BAEQ et des perspectives de fermeture étaient envisagées avant même le BAEQ alors que l'on assistait, impuissant, à l'affaiblissement démographique des rangs. Il faut plutôt examiner la logique d'organisation de l'espace qui y prédominait et comprendre que le développement local devait être au service du développement régional. La dynamisation économique du territoire envisagé, soit l'Est du Québec commandait une structuration macrospatiale et une spécialisation des activités sur le territoire. Compte tenu de la conviction alors partagée du renforcement urbain à provoquer, la planification de l'ensemble régional exigeait la fermeture de localités villageoises à économie rurale désuète. Pour permettre ce renforcement urbain de la région, la conscience régionale devait prédominer sur la conscience locale, le travail d'éducation et d'animation se faisant en ce sens. Je pense qu'il ne faut pas voir le BAEQ comme un exercice isolé, mais vraiment comme une expérience-pilote qui été utilisée comme école pour l'élaboration des politiques de structuration spatiale du territoire québécois. Un tel projet de développement nous fait bien découvrir les exigences territoriales des modes de développement.

L'élaboration de nouveaux maillages territoriaux de l'État qui nous invitait, il y a une dizaine d'années, à des perspectives communautaires nouvelles par l'établissement des M.R.C., ne remet évidemment pas en cause ce projet de société globale moderne et programmée<sup>15</sup>. La question du pouvoir local qui prend alors une plus grande importance se pose dans le cadre de cette nouvelle territorialité mercéenne, du moins en régions périphériques. Les problématiques de développement changent: on passe de la question rurale à la question locale. En effet, l'érection d'un nouvel espace urbain et rural commun au sein de chacune des M.R.C. oblige dorénavant à poser le problème du développement à partir de cette nouvelle entité territoriale et à gérer comme telle cette entité. Les discussions actuelles de partage des pouvoirs au sein de chacune des municipalités (loi 88), la distribution des ressources financières de développement et la dispensation des services communs à la M.R.C. s'expriment avant tout dans une perspective «mercéenne» et taisent les spécificités urbaines et rurales du développement. En fait, la situation est susceptible de poser la spécificité de ces deux formes de développement. La tendance actuelle favorise davantage le développement mercéen en envisageant le territoire comme simple bassin d'emplois. On peut déjà soupçonner dans cette perspective le sort des localités villageoises en faiblesse démographique constante qui auront à subir des contraintes socio-spatiales énormes et à offrir des infrastructures désuètes dans cette concurrence mercéenne de développement local. Nous revenons à notre question de départ d'une spécificité rurale se distinguant du développement urbain.

Nous rejoignons ici le sens du **militantisme territorial** des années soixante-dix dans l'Est du Québec. Il traduit plus que le conservatisme d'une ruralité périmée centrée sur une économie de subsistance. On était extrêmement conscient des forces du marché et de la nécessaire modernisation des productions. Au nom d'un développement rural spécifique, on a refusé cette mobilité spatiale souhaitée au sein de bassins d'emplois élargis que sont les régions. Alors que les avantages de l'exode en milieu urbain étaient devenus illusoire, il fallait élaborer des solutions originales d'un développement global et intégré qui permettraient le maintien du territoire et la création d'emplois locaux et ruraux. La conscience d'un territoire à développer oblige l'ensemble des

partenaires locaux à imaginer des alternatives de développement qui ont pris en compte les aspects à la fois économiques et sociaux du développement à inventer. Certaines expériences d'économie communautaire et de gestion collective sont nées dans ce contexte. Le mouvement social de résistance était avant tout un mouvement rural.

On peut voir comment l'intégration des espaces ruraux et urbains dans la même entité spatiale mercéenne a changé les termes du débat et fonde nos inquiétudes sur la portée récupératrice des discours actuels sur le développement local. Nos analyses plus récentes sur les M.R.C. nous permettent de «suspçonner» cette perte de spécificité rurale dans les débats de développement local alors que le discours entrepreneurial de création d'emplois tend à annihiler toute différenciation de cette nature au sein de la communauté mercéenne «retrouvée.»<sup>16</sup>. Les localités villageoises doublement périphérisées doivent faire corps avec l'entité mercéenne, elle-même en mal de développement.

Un encadrement de développement local soumis uniquement à la logique de l'emploi nous porte à prévoir un renforcement de la dynamique urbaine au détriment des développements locaux villageois situés à la périphérie des microcentres urbains des M.R.C. Nous avons déjà dit comment une politique de développement uniquement centrée sur l'entrepreneurship individuel et la création d'emplois ne peut pas répondre adéquatement aux spécificités territoriales de développement local; la distinction entre politique de développement et politique d'entreprises devient ici importante<sup>17</sup>. Nous pourrions aussi interroger la «politique de projet» actuellement élaborée par le gouvernement québécois (sommets socio-économiques régionaux) qui pourrait favoriser une majoration des disparités interterritoriales et intramercéennes. La tendance statistique exposée précédemment risque de s'accroître dans les conditions actuelles et perpétuer une fermeture tranquille et inévitable de plusieurs localités villageoises. L'erreur du BAEQ aurait été simplement d'avoir voulu faire trop vite!

### LE DÉVELOPPEMENT LOCAL VILLAGEOIS COMME UTOPIE

Me refusant à une attitude spontanée et alarmiste, j'ai voulu rendre compte de cet affaiblissement constant de plusieurs communautés villageoises québécoises. Une telle tendance nous oblige à interroger les effets d'une telle déstructuration et à prendre position quant à sa progression que l'on peut souhaiter, renforcer ou contraindre. Certains argumenteront qu'il s'agit là d'une forme d'occupation de l'espace qui s'est développée dans le cadre économique de la société rurale aujourd'hui désuète. Les effets de modernisation économique nous obligeraient plutôt à imaginer de nouvelles formes d'occupation de l'espace plus urbaines et périurbaines qui rendent caduques les structures villageoises de peuplement issus des mouvements québécois plus récents de colonisation. Tout n'est que nostalgie du terroir rural ou tristesse de la communauté perdue, ou rêve inconscient d'une homogénéité sociale chimérique!

Compte tenu des conditions territoriales inhérentes aux processus de développement en cours, il conviendrait tout de même d'imaginer d'autres modèles globaux de développement susceptibles de contrer la rationalité productiviste et technocratique qui cherche à nous imposer une détermination des lieux de vie et une domestication des modes de vie. La recherche de nouvelles formes de sociabilité, de solidarité et de convivialité structurantes s'exprime déjà au sein de nouveaux mouvements sociaux qui, plus sensibles au scénario écologiste, recherchent ce «vouloir-vivre social» à travers un nouvel espace du présent et du quotidien<sup>18</sup>. Il faut, en fait, promouvoir d'autres rationalités, d'autres logiques de développement pour ne pas s'enfermer dans un rapetissage du tissu territorial habité et pour combattre les logiques de déconstruction des milieux locaux et d'érosion des identités locales. À ce niveau, les militances territoriales, qu'elles soient urbaines (pour la défense de la vie de quartier) ou rurales (pour le maintien de la vie villageoise) se rejoignent autour de mêmes volontés autogestionnaires et de pratiques d'économie communautaire similaire.

La réalité villageoise est un fait d'histoire important au Québec. La persistance de l'échelon local nous rappelle l'importance de ces

lieux de vie, mélange d'économie informelle, saisonnière, de petites productions, de sociabilité différenciée, de première identité territoriale qui pourrait bien en faire un mode de vie spécifique, un milieu de vie particulier. En parler comme d'un projet utopique devient vite embarrassant dû à la signification passéiste de la société rurale dont on contestait la forme de développement, il y a à peine trente ans. Il faudrait discuter ici des difficultés de définition du milieu rural comme entité sociale, refaire les débats sur la pérennité et le développement de la société rurale au sein des divers modes de développement industriels ou post-industriels, rappeler les défis de l'industrialisation rurale<sup>19,20,21</sup>.

Les pratiques de résistance depuis les années soixante-dix pour maintenir des localités rurales se sont appuyées, je l'ai déjà signalé, sur une logique de développement global et intégré pour maintenir le milieu de vie par création d'emplois. Le pari du développement est à la fois économique et social en ce qu'il suppose une rentabilité financière nécessaire au maintien de l'emploi et au renforcement de la communauté locale. Les exigences de croissance économique ne peuvent être écartées du «vouloir-vivre social» en un lieu donné. Le développement local, c'est-à-dire de la localité, fonde les pratiques économiques elles-mêmes; **la rationalité est avant tout territoriale et communautaire**. Ce type de développement local ou territorial et communautaire s'opposait à une rationalité, instrumentale et a-territoriale, d'entreprises surtout préoccupées d'accroître leurs performances sur les marchés sans frontières. Pour les entreprises, le milieu local est d'abord considéré comme bassin de main-d'oeuvre, sans égard pour les préoccupations des populations locales de garantir la pérennité de leur lieu de vie et d'en assurer la qualité. On comprendra qu'une telle approche du local risque de compromettre davantage les petites localités éloignées des marchés commerciaux et souvent visées de leurs ressources de base.

La tendance gouvernementale actuelle d'intervenir dans le développement local en faisant appel à l'esprit entrepreneurial des individus comporte certains risques. Tout en reconnaissant les acquis importants pour la création d'emplois à partir d'une telle

stratégie financière auprès des petites et moyennes entreprises et la conscience élargie de l'importance et des défis économiques de toute entreprise, il ne faudrait pas par contre supposer une convergence naturelle entre les intérêts économiques privés et les aspirations collectives d'un territoire donné. La rationalité dominante de développement local est d'abord instrumentale et oblige constamment à élaborer un rationnel territorial et communautaire de développement local qui fait d'abord appel à un «vouloir-vivre social» et qui s'oppose spontanément à la logique strictement économiciste pour qui les territoires locaux sont avant tout rationalisés, parcellisés et hiérarchisés en fonction de leurs capacités productivistes. Il faudrait donc opposer cette approche **technocratique du développement local et de l'espace à celle d'un développement local communautaire et territorial**, centré sur un espace vécu, construit sur une identité sociale et culturelle à enrichir. Une telle initiative locale est d'abord un défi collectif, impliquant le renouveau de tout le système d'action locale, l'existence d'une identité locale et d'une coopération communautaire à renforcer permettant ainsi une «nouvelle capacité de proposition, d'action et de réalisation» de développement<sup>22</sup>. La rationalité communautaire et territoriale oblige à mettre en cause la toute-puissance du marché et insiste sur une valorisation des ressources locales, matérielles et humaines, une technologie appropriée qui mettrait à profit l'essor de la communauté locale et la satisfaction des besoins locaux; elle exprime le refus de la logique descendante et veut mieux intégrer les dimensions économiques et socio-culturelles du développement. Nous comprenons alors le caractère utopique du développement local villageois souhaité. Les expériences de développement local en milieu rural évoquées précédemment sont aujourd'hui soumises à cet enjeu. Tout en nous rappelant la nécessité de considérer l'espace comme un produit social, la situation nous oblige à mieux considérer l'articulation des réalités sociétales et des encadrements spatiaux<sup>23</sup>.

#### **À PROPOS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL...**

En fait, il faut voir que la généralité du terme de développement local ne permet pas de donner une signification suffisante aux pratiques de développement qu'il sous-tend. En l'occurrence, il a

déjà été montré «qu'il n'y a pas une théorie sur le développement local, mais des théories sur le développement qui diffèrent entre elles dans la façon de considérer le "local"»<sup>24</sup>. Le développement local pourrait n'être qu'une notion géographique, un nouvel échelon d'un même développement. Puisse-t-il nous aider à concevoir un nouveau mode de développement<sup>25</sup>!

Le danger du discours sur le développement local est d'homogénéiser les situations spécifiques et différenciées de développement des territoires locaux, qu'il s'agisse de quartiers urbains, d'agglomérations de banlieues, de paroisses péri-urbaines, de communautés surtout résidentielles ou de villages ruraux périphériques. Nous savons que l'espace local est une zone à géographie variable<sup>26</sup>. Mais faut-il espérer que cet échelon micro-territorial puisse faire émerger un nouveau mode de régulation qui rapprocherait deux séries d'éléments: la «stratégie institutionnelle en provenance du centre» qui veut être plus attentif aux collectivités locales et aux acteurs locaux et «la constitution d'un système d'action local» autonome et reconnu qui va au-delà des impératifs strictement économiques.

Une des priorités majeures du modèle de développement alternatif n'est-il pas «de situer la dimension économique d'un projet de développement dans un cadre plus global intégrant ses implications sociales et culturelles?»<sup>27</sup>.

Il faut cesser de penser le progrès uniquement en termes d'urbanisation, de culture urbaine. Le progrès, le modernisme, la modernité, le développement, c'est d'abord et aussi de ne pas tuer le passé, mais de le prendre en compte, l'intégrer pour qu'il nourrisse l'évolution sociale: respecter les héritages et affirmer les individualités micro-régionales<sup>28</sup>.

Le développement «par le bas», ou développement endogène, risque de ne plus rien signifier si on se refuse à un examen critique de tels processus. La tendance actuelle à faire appel aux dynamismes locaux et endogènes ne saurait nous laisser croire que seules les dynamismes internes expliquent les forces de développement. Il s'agit plutôt d'une interaction continuelle entre les énergies internes et externes. Nous sommes amenés à considérer le rapport



continuel entre la société locale et la société globale, entre l'État central et l'État local. Le développement se réalise (ou se réalise pas) au sein de chassés-croisés entre les dynamiques internes d'un territoire et ses jonctions avec les forces externes au milieu. Il est important d'éviter cette illusion de l'État absent. L'analyse des capacités locales de développement suppose certes un inventaire des ressources physiques et économiques, mais aussi une évaluation des systèmes d'acteurs sociaux et des identités culturelles en reconstruction.

### EN CONCLUSION...

La situation de déclin des localités rurales pourrait être mieux chiffrée, documentée, analysée dans ses tendances et ses causalités; les dynamiques d'évolution pourraient être mieux observées à la fois pour contrer des tendances trop faciles de mythologisation de la ruralité paisible et saine et de la reconstitution de relations enchantées de la communauté en concertation nouvelle. La vitalité de ces milieux est compromise. Alors que les tendances statistiques générales se confirment, certains analystes concluent que la «politique de prise en main et de mise en valeur des dynamismes régionaux n'apporte rien de neuf par rapport au passé»<sup>29</sup>. Ceci est d'autant plus vrai pour les villages ruraux menacés qui ont lutté pour maintenir leur milieu de vie et qu'au cours des années soixante-dix, plusieurs leaders de ces milieux menacés ont parlé ce discours endogène avant même l'État.

Il n'en demeure pas moins que l'affaiblissement progressif de ces milieux ruraux nous oblige à interroger nos propres conceptions du développement et à préciser notre position quand à l'avenir de ces localités villageoises. Il est certain que la modernisation du développement continue à forcer à certaine mobilité spatiale de peuplement et compromet des manières d'habiter le territoire québécois: une certaine réalité rurale villageoise a été questionnée dans ce sens. Définir davantage le caractère spécifique de ces milieux comme mode de vie particulier nous ferait encore mieux voir à la fois les enjeux de développement local et surtout les conditions d'un développement villageois. J'ai voulu prendre prétexte d'une telle situation pour montrer l'ambiguïté même du

terme de développement local en distinguant le développement local instrumental du développement local communautaire et territorial. Le développement local communautaire et territorial fait appel à une économie enracinée, à la fois attentive aux effets sociaux et communautaires de son évolution et respectueuse du projet de société locale qu'elle sous-tend. C'est bâtir, au sein d'un espace d'identité, une autonomie de développement en réactivant les réseaux locaux de socialité, c'est refuser de construire sa pérennité uniquement sur l'investissement de capitaux sans espace, de gens sans pays. Le développement local ne peut qu'être global, intégré et relationnel à partir de conduites identitaires; il ne se décrète pas, il est mouvement social. Les pratiques communautaires de l'Est du Québec ont fourni, il me semble, certains indices en ce sens. On ne peut que souhaiter une consolidation de ce développement local pour l'avenir...

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

- 1 BONNEAU, M. et DIONNE, H. *Développement régional et autonomie locale: le territoire intermédiaire des municipalités régionales de comté (M.R.C.)*, Rapport préliminaire de recherche subventionnée par le FCAR (1985-1987), GRIDEQ, Université du Québec à Rimouski, décembre 1987, 143 pages. (Plusieurs des données recueillies sont traitées dans le cadre de mémoires d'étudiants et d'étudiantes de la maîtrise en développement régional).
- 2 DUGAS, C., «Distribution spatiale de la population du Québec et vitalité des régions», in *L'Action Nationale*, Vol. LXXVIII, no 6. Juin 1988, p. 434.
- 3 Union des municipalités du Québec, *Rapport de la Commission d'étude sur les municipalités*, (Commission Parizeau), U.M.Q., 1986, pp. 207-213.
- 4 DUGAS, C., *op.cit.*, pp. 436-438.
- 5 *Idem*, pp. 440-441.
- 6 Voir LARRIVÉE, J., *Évolution de la population de cinq municipalités régionales de comté (M.R.C.) du Bas-Saint-Laurent: le déclin rural 1951-1986*, GRIDEQ/UQAR, juin 1988, 23 pages. Plusieurs compilations statistiques du présent texte ont été réalisées par Jean Larrivée grâce aux données compilées par Antonio Lechasseur et Jacques Lemay, *Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine, populations et limites territoriales, 1851-1981*, Québec, I.Q.R.C., 1987, 51 pages (et microfiches). Selon Statistique Canada (1982), la population urbaine est ici définie comme étant celle qui habite dans un secteur dont la concentration est de 1,000 habitants ou plus et la densité d'au moins 400 habitants au kilomètre carré. La municipalité urbaine, dans l'étude de Jean Larrivée, a été établie de manière empirique dû à la complexité de connaître les densités de population depuis 1951. Les villes ont été définies comme étant les municipalités ayant 2,000 habitants et plus en 1986. Cette délimitation correspond assez fidèlement

- à la même entité urbaine pour les 5 territoires étudiés. Pour préciser les questions de délimitation du territoire rural, voir l'article important de Clermont Dugas, «Problèmes de définition et de délimitation du territoire rural du Québec.» dans *Les Cahiers Nantais de Géographie*, Nantes, France, Automne 1986, no 28, Juillet 1986.
- 7 COTÉ, J.-G. *Profil-synthèse des M.R.C. du Bas-Saint-Laurent*, Office de Planification et de Développement du Québec, Gouvernement du Québec, mai 1988. Nous empruntons les définitions du revenu familial moyen, du revenu personnel disponible et de l'indice de dépendance à M. Côté.
  - 8 Côté, J.-G., *op.cit.*, p. 1.
  - 9 «La population de Mont-Joli, le pôle urbain de la Métis, progresse de 38% si on y inclut les statistiques de Ste-Flavie et de St-Jean Baptiste. Ce regroupement a été rendu nécessaire à cause des fusions et des annexions qui ont prévalu entre ces trois municipalités». Voir LARRIVÉE, J., *op.cit.*, p. 6.
  - 10 Voir les tableaux statistiques par municipalité (1951-1986) dans LARRIVÉE, J., *op.cit.*, pp. 14-23.
  - 11 COTÉ, C., «Les milieux ruraux en désintégration», Communication au séminaire de Recherches Sociographiques intitulé: *La relève dans le monde rural, Québec, XXIème siècle*, Québec, 23-24 octobre 1987.
  - 12 FORTIN, G. *La fin d'un règne*, H.M.H., Montréal, 1971.
  - 13 SIMARD, J.-J., *La longue marche des technocrates*, Éd. Albert Saint-Martin, 1979.
  - 14 RENAUD, G. *À l'ombre du rationalisme*, Éd. Saint-Martin, 1984.
  - 15 Secrétariat à l'Aménagement et à la Décentralisation, *La décentralisation: une perspective communautaire nouvelle*, Québec, Ministère du Conseil Exécutif, (9 fascicules), 1978. J'ai déjà abordé cette question dans Dionne, H., «Le nouveau maillage géo-politique de l'État québécois: les municipalités régionales de comté», dans *Les Cahiers Nantais de Géographie*, automne 1986, no 28, Université de Nantes, Nantes, France, Juillet 1986 et «La manipulation des territoires comme stratégie dominante de l'État-Régulateur: le cas des M.R.C.» dans *Du local à l'État: les territorialités du développement*, (sous la direction de: H. Dionne, C. Gagnon et J.L. Klein), GRIDEQ/GRIR, Rimouski-Chicoutimi, mai 1986, pp. 123-134.
  - 16 BONNEAU, M., H. DIONNE, *op.cit.*, pp. 115-143. (Nous y présentons les schémas d'entrevues qui ont servi à recueillir les informations actuellement traitées).
  - 17 Voir BERNIER, F., DIONNE, H., SAUCIER, C., *À la recherche d'une nouvelle culture locale de développement*. Colloque de l'ACSALF, Université de Moncton, 10 mai 1988 (à paraître). Aussi, Dionne, H. *Les expériences communautaires de gestion collective en milieu rural de l'Est du Québec: constat d'échec?* Colloque international de Montpellier «Environnement local: facteur de succès ou d'échec de la petite entreprise», 26-28 mai 1988 (à paraître).
  - 18 Voir entre autres MAFFESOLI, Michel, *La Violence totalitaire*, P.U.F. Paris, 1979; du même auteur, *La conquête du Présent*, P.U.F., Paris 1979. Gilbert Renaud (dans son livre *À l'ombre du rationalisme, op.cit.*) analyse la société québécoise à partir des perspectives de M. Maffesoli.

- 19 LÉVESQUE, B., «La sociologie et le milieu rural», dans Collectif, *La problématique du développement en milieu rural*, Actes du colloque tenu à L'Université du Québec à Rimouski, 24-25 octobre 1975, UQAR-GRIDEQ, 1976, pp. 40-56.
- 20 JEAN, B. (Sous la direction de), *La ruralité en question. Réalité sociale et théorie sociologique. Actes et instruments de la recherche en développement régional*, no. 1, GRIDEQ-UQAR, 1985. Voir aussi Séminaire de Recherche Sociographique: *La relève dans le monde rural*. Québec. XXIème siècle, *op.cit.*
- 21 QUÉVIT, M., *Le pari de l'industrialisation rurale*, Éditions régionales européennes S.A., 1986.
- 22 AROCENA, J., *Le développement par l'initiative locale*, L'Harmattan, Paris, 1986, p. 67.
- 23 LAFONTAINE, D., «Pour une théorie non-positiviste de l'espace.» dans Jean, B. et Lafontaine, D., (sous la direction de) *Région, régionalisme et développement régional*, Les Cahiers du GRIDEQ, no. 14, UQAR, Rimouski, 1984, pp. 11-27.
- 24 AROCENA, J., *op.cit.*, p. 174.
- 25 BENJAMIN, R., «Développement local: la notion de développement a-t-elle encore un sens?» dans *Recherche Sociale*, no 89, janvier-mars 1984.
- 26 WACHTER, S., *État, Décentralisation et territoires*, L'Harmattan, Paris, 1987, p. 171.
- 27 WACHTER, S., *Op.cit.*, p. 177.
- 28 BOUDAN, A., CAZARRE, M., NEUMANN, J.P., «Micro-région et développement alternatif» Communication au colloque: *La crise économique et l'espace*, 26-27 mai 1983, Université de Paris I, p. 14. (cité par Wachter, S. *Op.cit.*, p. 177)
- 29 DUGAS, C., *op.cit.* p. 444.



## **LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LE LOCAL DANS LA RÉGULATION POSTKEYNÉSIIENNE<sup>1</sup>**

**Juan-Luis KLEIN**

**Groupe de recherche et d'intervention régionales  
Université du Québec à Chicoutimi**

Dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, les groupes de types «nouveaux mouvements sociaux», tels que définis par Habermas (1982), Melucci (1983) ou Offe (1985), sont plutôt récents. Précisons tout de suite que ce type de groupes se distingue parce qu'il oeuvre dans la sphère de la reproduction du système social et non de la production de biens, parce que ses revendications ne portent pas sur des conditions de travail mais sur la qualité de la vie, parce que son champ d'action est moins économique que culturel et idéologique et parce qu'il constitue des lieux d'expérimentation de nouvelles valeurs, dites alternatives, en ce qui concerne le travail quotidien.

Ce type de groupes apparaît donc dans les principales villes du Québec dès le début des années soixante en réponse aux modifications du cadre urbain impulsées par les administrations municipales, et dès le début des années soixante-dix dans certaines régions rurales, en réponse à la modernisation des zones dites marginales. Dans ces cas, comme le suggère Lévesque (1985), la constitution de comités de citoyens ou des organisations communautaires constitue une réaction aux conséquences négatives de l'implantation de l'État-providence. Or, au Saguenay—Lac-Saint-Jean, il a fallu attendre la fin des soixante-dix et le début des années quatre-vingts pour assister à la mise sur pied d'un mouvement social relativement structuré et influent. Aussi, à la différence des autres cas évoqués, dans cette région, la constitution des mouvements sociaux répond-elle moins aux conséquences de l'implantation de l'État-providence qu'à la crise de celui-ci. Une foule d'organisations s'est constituée dans le contexte du repli combiné de l'État et du capital monopoliste du domaine du développement régional.

L'étude de ces organisations nous permettra de saisir certains aspects de la régulation postkeynésienne, particulièrement en ce qui concerne le refaçonnement des rapports entre l'État et les sociétés locales. Nous procéderons en trois étapes: d'abord, nous nous référerons à la crise des mécanismes de régulation d'inspiration keynésienne, en deuxième lieu, nous étudierons le cas des mouvements sociaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean, puis, pour terminer, nous dégagerons certaines hypothèses sur le rôle des mouvements sociaux dans le développement local.

### **LA CRISE DE LA RÉGULATION KEYNÉSienne**

La régulation peut être définie, suite à Lung (1983), comme l'ensemble des mécanismes, processus et dispositifs qui permettent la reproduction du système capitaliste à travers ses contradictions. En ce qui concerne la régulation monopoliste d'inspiration keynésienne, le postulat essentiel de l'intervention régulatrice veut que la création d'emplois stimule la consommation, que celle-ci suscite de nouveaux investissements, lesquels contribuent à augmenter le nombre d'emplois, ...et ainsi de suite. Ce cycle est «régulé» par les investissements des grosses entreprises et de l'État. Historiquement, ce mode de régulation a eu deux conséquences: l'augmentation du nombre de salariés et l'élévation des niveaux de salaire. La demande solvable s'est élargie, ce qui a fait une pression expansive sur l'économie, dont la constance et la stabilité étaient assurées par les interventions «protectrices» de l'État-providence.

Ceci a impliqué l'intégration de l'ensemble de la population au mode de production et, surtout, de consommation capitaliste avancé, ce qui a justifié de vastes opérations de développement régional qui ont cherché à déployer le mode de vie capitaliste avancé partout dans le territoire. La pénétration du capitalisme, orchestrée sur le ton de la modernité, de l'industrialisation et de l'urbanisation, s'est heurtée cependant aux modes de vie pré ou paracapitalistes, incrustés dans les espaces locaux, ce qui a fait concevoir le local comme un obstacle au développement.

Or, la recherche de surprofit de monopole a amené les grosses entreprises à mettre au point de nouvelles technologies et à

augmenter la productivité du travail, ce qui a entraîné une réduction de la main d'oeuvre nécessaire pour maintenir et même pour accroître les niveaux de production. Dès lors, le cycle s'est rompu et les investissements privés et publics ne sont plus destinés à augmenter le nombre d'emplois, mais à les réduire.

Le postulat sur lequel s'appuyait la régulation keynésienne ne correspond donc plus à la réalité, ce qui entraîne des conséquences multiples:

- ◊ le principe de l'intervention «protectrice» de l'État est dès lors vu comme un fardeau financier;
- ◊ le principe de la généralisation de la forme salariale et de la consommation de masse à toutes les classes sociales et à tous les espaces est remis en question;
- ◊ l'État n'est plus vu comme le seul instrument «efficace» pour garantir la cohésion sociale;
- ◊ le marché du travail se divise de plus en plus en deux sphères, une performante, qui correspond aux activités bien rémunérées et protégées, et une autre non performante, constituée par les activités non liées à la haute technologie, précaires et faiblement rémunérées;
- ◊ la base sociale se fractionne, la population exclue de la sphère performante n'adhérant plus aussi fermement qu'avant aux grands projets sociaux de nature et d'échelle étatique, et se tournant vers les nouveaux mouvements sociaux (organismes sociaux et communautaires, groupes d'environnement, etc.).

Il s'établit donc un capitalisme dualisé, à deux vitesses (MacClouf, 1985), où l'État promeut le «développement proportionnel aux capacités de chacun» (Québec, 1983), où les acteurs sociaux locaux se tournent vers ce qui est à leur portée, leur environnement immédiat (le local) (Barel, 1984), alors que les grands capitaux privés et publics se tournent vers un espace mondialisé (Birh et Heinrich, 1980).

L'administration étatique s'est ainsi orientée vers de nouvelles stratégies de développement appuyées sur la participation de la base afin de susciter l'entrepreneursip local. Tous les acteurs



locaux sont interpellés à l'occasion d'opérations de concertation de nature et envergure diverses, dont le cadre est constitué par des espaces régionaux délimités par l'État (Brassard, 1987).

Parallèlement à cette stratégie gouvernementale, un nombre important de citoyens s'associent afin de trouver une solution à certains problèmes locaux de logement pour offrir les services aux assistés-sociaux), et pour faire des pressions auprès des gouvernements. Comme on le verra, ces associations acquièrent une importance qui déborde largement les limites des organisations, ce qui leur permet d'augmenter progressivement leur influence auprès des sociétés locales.

Des réflexions récentes débouchent sur un constat qui fait l'objet d'un consensus: dans l'impossibilité d'intervenir sur la société globale, les groupes sociaux se tournent vers des enjeux qu'ils considèrent plus proches, plus à leur portée. À partir du cas de la région du Saguenay—Lac Saint-Jean, nous nous demanderons si cette «localisation» des groupements sociaux se traduit par une territorialité spécifique, et si celle-ci se différencie de la territorialité de l'État. Cette question, pourtant souvent oubliée, est loin d'être négligeable, comme le souligne Saundert (1985).

#### **LE MOUVEMENT ASSOCIATIF AU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

Précisons, au préalable, que le cas de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean illustre bien les conséquences de la crise du mode keynésien de régulation. Spécialisée dans la production industrielle de première transformation des ressources naturelles (aluminium et pâtes et papier) pour des marchés étrangers, cette région possède une structure industrielle très peu diversifiée, où quelques entreprises contrôlent près de 70% des emplois industriels et effectuent une surexploitation des ressources. Ces entreprises ont réalisé des investissements importants en vue de diminuer le nombre d'emplois tout en augmentant leur capacité productive. Les problèmes relèvent donc moins de l'absence d'investissements que de la nature de ceux-ci, ce qui constitue une conséquence typique de la crise du mode de régulation monopoliste d'inspiration keynésienne (Klein, 1988).

C'est dans cette perspective que nous avons étudié 63 groupes, dont 46% oeuvrent dans le domaine de l'environnement et des loisirs, 27% dans celui des conditions de vie, 14,3% dans celui de la culture et 6,4% dans celui des conditions de la personne<sup>2</sup>. Il s'agit d'associations plutôt petites, la grande majorité (68,3%) ayant moins de 50 membres, distribuées partout dans la région. Elles se concentrent néanmoins dans la ville d'Alma, où se trouve le centre de gravité de l'activité associative régionale.

#### **La création d'emplois: une contribution non prévue**

Un indicateur significatif de l'importance de l'apport du mouvement associatif à la région, bien qu'il ne saurait pas s'y réduire, réside dans la création d'emplois. Un pourcentage appréciable des groupes étudiés (74,6%) engagent du personnel rémunéré et donc créent des emplois. Nous avons établi une moyenne de 12,7 emplois d'une durée moyenne de 26 semaines par groupe, à l'intérieur d'une période de 24 mois. Il s'agit certes d'un chiffre important dans une région comme celle du Saguenay—Lac-Saint-Jean, où le taux de chômage est bien au-dessus de la moyenne, surtout par l'occasion de revalorisation qu'il représente pour autant de personnes.

Cependant, ces emplois sont précaires et faiblement rémunérés. Le salaire hebdomadaire moyen reçu par le personnel engagé par les groupes n'était que de 273\$ par semaine au moment de l'enquête, alors que, au même moment, le salaire hebdomadaire moyen pour la région était de 389\$, et ce, même si ces travailleurs étaient souvent des professionnels et si leurs fonctions étaient équivalentes à celles des fonctionnaires gouvernementaux. Dans beaucoup de cas, surtout dans ceux des diplômés d'université, les groupes constituent une opportunité de créer leur propre travail, grâce aux programmes gouvernementaux de création d'emploi, ce qui n'est pas négligeable car, selon notre enquête, 56,6% des permanents des groupes ont une formation professionnelle universitaire (même si plusieurs renient leurs origines).

Mais ce qui est davantage souligné par nos interviewés c'est que le fait de travailler pour un groupe social correspond à un choix, motivé par les valeurs véhiculées par le mouvement associatif et

par la liberté et l'autonomie que permet ce genre de travail. Cette autonomie résulte de l'application de valeurs alternatives dans l'organisation interne et dans les pratiques des groupes. La distribution de tâches et des salaires est établie différemment que dans les entreprises ou institutions traditionnelles. Le fait que les salaires soient fixés selon les mêmes critères pour tout le personnel en témoigne. De plus, le travail n'est pas directement lié au salaire reçu: les gens travaillent beaucoup plus d'heures que celles qui leur sont effectivement payées. Les groupes constituent donc des véritables «gisements» de travail bénévole.

Dans un groupe, nous disait un interviewé, t'es (sic) pas payé, mais au moins quand tu décides, t'as (sic) pas de boss en haut de toi pour te dire tes limites.

Ce que les gens veulent, ajoutait un autre, c'est faire des jobs plaisants, faire des choses que tu aimes, dans lesquelles tu vas t'épanouir, avoir un minimum de décision. C'est un mode de vie.

Ils font leur travail parce qu'ils y croient, affirmait un dernier, parce qu'ils aiment ça, parce que ça rejoint à un moment donné une vision de la société.

### **Les rapports avec l'État et la gestion du travail précaire**

Le fait que le mouvement associatif soit devenu un créateur d'emplois est étroitement lié à ses sources de financement et ce même si aucun groupe ne s'est donné comme tâche ni comme objectif spécifique de créer des emplois. La source la plus importante de financement pour les groupements sociaux est sans contredit le gouvernement provincial. Ce palier de l'État fournit 42% du budget total des groupes. De plus, le nombre de subventions octroyées par ce palier est de loin supérieur à celui accordé par les autres types d'organismes subventionnaires. La subvention moyenne est cependant moins importante que celle accordée par le gouvernement fédéral. En effet, le montant moyen accordé par le gouvernement provincial n'est que de 14,216\$ alors qu'il est de 21,125\$ dans le cas du gouvernement fédéral. Aussi, malgré le nombre inférieur de subventions qu'il accorde, le gouvernement fédéral demeure une source de financement très importante et

très appréciée par les groupes car il contribue pour 33,6% à leur budget.

Les institutions parapubliques, qui, comme nous le verrons, sont importantes dans la vie quotidienne des groupes, n'apportent que 5,7% de leur budget total. Ce pourcentage est d'ailleurs à peine supérieur à celui représenté par l'apport des organismes privés et communautaires, qui y contribuent pour 4,4%. L'apport économique des municipalités n'est que de 1,2%.

La faible importance de l'apport des institutions parapubliques, des organismes privés et communautaires et des municipalités au budget des groupements sociaux doit être soulignée car, paradoxalement, ces organismes sont leurs interlocuteurs quotidiens en rapport avec les dossiers qu'ils abordent. Surtout si on tient compte que ces institutions sont fondamentalement locales, ce qui, comme on le verra, coïncide avec le type d'ancrage des mouvements sociaux.

Soulignons qu'un pourcentage appréciable de leur budget (13,1%) provient d'activités d'autofinancement et que les groupes travaillent pour augmenter ce pourcentage. Il demeure toutefois que les possibilités dans ce domaine sont limitées et que leur dépendance financière de l'État reste très forte.

Donc, plus de 75% du financement provient des deux paliers de gouvernement. Ces subventions sont accordées majoritairement, dans un pourcentage de 84% dans le cas du Fédéral et de 62,6% dans celui du Provincial, par le biais des programmes de création d'emplois. Il n'est donc pas étonnant que les groupes créent de l'emploi: le type de subventions qu'ils reçoivent les amène à le faire, et, comme le soulignait un interviewé, ils n'ont pas tout à fait le choix:

L'État crée un lien de dépendance tellement fort chez les groupes populaires au niveau de leur financement, que lorsque ceux-ci ne veulent pas s'intégrer dans le cadre de l'État, ce dernier n'a qu'à couper les argents alloués pour que le groupe en question devienne vite marginal.

Les mouvements sociaux sont donc des créateurs d'emplois importants. Ces emplois sont créés indirectement par le gouvernement car ils résultent des programmes spécifiquement formulés pour ces fins. Or, le coût pour l'État de chacun de ces emplois est négligeable si nous le comparons avec les coûts d'un emploi créé directement par l'État. Et une telle comparaison est d'autant plus pertinente que les groupes étudiés entretiennent des rapports étroits avec certaines institutions gouvernementales, et surtout, parapubliques. La grande majorité des groupes (92,1% ont des rapports avec ce type d'institution, au sujet de l'information, des services, de l'administration et de la clientèle).

Il n'est donc pas étonnant que l'intérêt que le gouvernement porte aux groupements sociaux, déjà assez grand si on en juge par les subventions accordées, s'intensifie. Selon nos répondants, les subventions gouvernementales augmentent d'année en année, l'appui des institutions gouvernementales s'accroît et les rapports avec les institutions publiques et parapubliques sont de plus en plus fréquents.

Il faut signaler que la participation aux programmes de création d'emplois oblige les membres des groupes à consacrer une partie importante de leur temps à la gestion, à la préparation de projets et à la production de rapports. Ce type de rapport avec l'État fait en sorte que les groupes concentrent leur action revendicative dans leurs pressions sur le gouvernement en rapport au financement. La majorité des groupes excluent ainsi les autres acteurs économiques et sociaux de leur vision, de plus en plus bipolaire. Les rapports groupes État se déplacent donc du champ politique vers celui de la procédure financière. Les membres interviewés montrent qu'ils en sont conscients, lorsqu'ils affirment:

L'État, dans sa façon de subventionner, maintient strictement l'individualisation, autant des personnes que des groupes (...)

Les procédures pour avoir des subventions sont tellement complexes, ç'a pas de maudit bon sens..., ç'a pas d'allure..! Il y a vraiment un contrôle des groupes qui se fait par ce biais-là (...)

Parce que les projets (subventions) du gouvernement sont très courts, dix, quinze ou vingt semaines, ou un an, il devient difficile de se bâtir une équipe de travail qui se tienne. De plus, les personnes éligibles sur un projet ne sont pas nécessairement rééligibles sur le projet suivant, t'as toujours l'impression de recommencer à zéro (...)

Ainsi, induit par l'État, le mouvement associatif semble remplir une fonction de palliatif au chômage et de gestionnaire de travail précaire. Nonobstant, ceci ne semble pas s'opposer au sentiment d'autonomie, qui comme nous l'avons vu, demeure très important dans le mouvement associatif. Ce sentiment d'autonomie s'explique, d'une part par l'expérimentation de valeurs alternatives qui, en fait, ne sont pas en conflit avec le rôle que l'État semble lui attribuer, et d'autre part, par l'attachement de plus en plus intense des groupes à leur milieu local.

#### **La portée territoriale des groupes: le local redéfini**

Malgré l'encadrement financier assez rigide des deux paliers du gouvernement, le mouvement associatif a un fonctionnement assez souple et autonome dans ses rapports avec le milieu local. Ceci tient en partie de l'ancrage local des groupements sociaux. Toutes les variables analysées nous indiquent qu'ils sont très ancrés dans leur localité, ce qui, comme on le verra, ne les empêche pas d'investir des espaces supralocaux.

L'analyse des moyens utilisés pour communiquer avec les centres de décision révèle l'importance des antennes politiques locales. Par exemple, autant pour ce qui est de leurs rapports avec le gouvernement fédéral qu'avec le gouvernement provincial les groupes privilégient la voie du député et des fonctionnaires locaux. Par ailleurs, l'étendue du bassin de recrutement des groupes montre que leurs membres résident surtout dans la principale localité où oeuvre le groupe (62,8%), et qu'un pourcentage moins appréciable provient d'une localité différente mais contiguë (30,8%). Les membres provenant de localités plus éloignées constituent une exception (6,4%). Les dossiers abordés par les groupes sont aussi surtout de nature locale: 47,7% des dossiers ont une portée exclusivement locale alors que 44,4% ont

une portée plus large, mais n'atteint pas pour autant des dimensions régionales. Ceux-ci sont nettement moins fréquents (14,8%).

Par leur travail, les groupes débordent donc le strict cadre de la localité pour investir un territoire plus large, tissant ainsi une spatialité supralocale, mais infrarégionale. Définitivement, cette spatialité a des dimensions différentes de celles de la région administrative du Saguenay—Lac-Saint-Jean, définie, fait connu, par le gouvernement. Le cadre territorial du travail du mouvement associatif se rapproche donc davantage de ce qui est appelé sous-région dans le langage administratif. L'analyse des échanges de service et du réseau constitue par les membres confirme la pertinence de cette échelle d'analyse. Ainsi, les mouvements sociaux semblent définir des nouveaux espaces d'appartenance qui peuvent être supralocaux ou mieux, supramunicipaux, mais qui n'atteignent jamais les dimensions des espaces conçus par l'État. Le mouvement associatif semble donc avoir une territorialité qui lui est propre, qui explique leur insertion dans le local, mais qui le redéfinit.

#### **L'INSERTION DANS LE MILIEU LOCAL ET LA RECHERCHE D'AUTONOMIE**

Répetons-le, malgré l'encadrement financier des deux paliers de l'État central, les groupes étudiés ont un fonctionnement assez souple et autonome dans le traitement de leurs dossiers, ce qui se manifeste dans leurs rapports avec le pouvoir local. Une majorité appréciable des groupes (92,1%) entretient des rapports avec les institutions administratives locales, c'est-à-dire les municipalités et les organisations parapubliques. De plus, ils ont des relations très fréquentes entre eux, constituant ainsi un réseau articulé, qu'il importe, les interviewés en sont conscients, de renforcer.

En ce qui concerne les rapports entre les groupes et les municipalités, soulignons que ceux-ci sont souvent conflictuels. Les groupes agissent dans beaucoup de cas comme des contre-pouvoirs lorsqu'ils font des pressions pour l'amélioration du cadre de vie ou qu'ils offrent des services dans des domaines de juridiction municipales (culture, loisirs, environnement, etc.).

D'ailleurs, un fait assez révélateur de l'articulation du mouvement associatif dans la dynamique municipale réside dans l'élection de quatre de leurs représentants à des postes de conseillers municipaux dans les villes d'Alma et Dolbeau, en 1983 et 1985. Les groupes ont donc une relation à caractère politique avec le milieu municipal.

Cependant, leurs rapports avec les institutions parapubliques sont de nature plutôt technique et de collaboration. Les liens les plus fréquents sont établis avec les Centres locaux de santé communautaire (C.L.S.C.) et autres institutions de santé, et avec les institutions associées à la formation et à l'éducation, telles les Commissions scolaires et les Centres de formation professionnelle. D'ailleurs, de l'avis de 71% des interviewés, ces institutions appuient le travail des groupements sociaux et cet appui est destiné à s'intensifier.

Quant aux relations entre les groupes, il faut souligner que tout en constituant un réseau, ils n'ont pas moins des points de vue divergents et que les conflits entre eux ne sont pas inhabituels. Consultés sur cette question, les interviewés répondent:

Actuellement, on ne sent pas qu'il y ait une direction commune chez les groupes (...)

Il est difficile pour les groupes de prendre une position d'ensemble. Par exemple, les groupes écologistes décident d'aller au Sommet alors que les autres groupes refusent d'y aller (...)

Il y a une autre dimension qu'il va falloir retenir. C'est l'isolement des groupes, c'est la difficulté de créer des liens (...)

Pourtant, les liens existent. L'adhésion de militants à plusieurs groupes et même leur participation à plusieurs conseils d'administration en témoignent. Mais, ce qui est plus significatif, la plupart des groupes se retrouvent lorsqu'ils interviennent sur des problèmes localisés, territorialisés, comme par exemple dans des audiences tenues en 1984 sur la gestion du Lac-Saint-Jean, où celui du refus de l'installation par les forces vives d'un polygone



de tir dans la région. Mais les différences refont surface lorsque les dossiers sont moins localisés, lorsqu'ils concernent moins l'espace vécu que l'espace conçu, comme ce fut le cas du Sommet socio-économique de «la région» du Saguenay—Lac-Saint-Jean-Chibougamau-Chapais (ouf!) réalisé en 1984 (Brassard, 1987).

L'implication du mouvement associatif dans le milieu local dénote un changement profond dans les objectifs des groupes. Ils cherchent à sensibiliser leurs interlocuteurs aux vertus de l'autonomie, en opposition à ce qui est considéré comme une trop grande emprise de l'État. Ce faisant, les groupements sociaux ont repolitisé le local.

### CONCLUSION

L'analyse des groupements sociaux sagamiens nous permet de mieux voir les enjeux du développement local dans les régions périphériques québécoises. On peut constater que des groupements, tout en étant représentatifs du milieu de par les modalités de leur constitution et de par leurs objectifs, comblent un besoin de l'État, dans la mesure où ils gèrent un type d'emploi précaire, tout en mettant en valeur le travail bénévole de leurs membres. Ce faisant, les groupes s'insèrent dans le milieu local en établissant des liens serrés avec les organismes du milieu. Ouvrant dans des champs réservés jusqu'à récemment aux municipalités et aux institutions parapubliques, les groupes deviennent des sortes de contre-pouvoirs, faute d'organisations politiques jouant cette fonction.

L'activité des groupes est fructueuse à tous les points de vue, mais elle est possible en bonne partie grâce à l'appui de l'État, et ce, par le biais des programmes spéciaux de création d'emplois. Ceci comporte deux dangers. D'une part, à cause du caractère rigide de ces programmes, les groupes peuvent être détournés de leurs objectifs. d'autre part, l'aspect administratif et financier de leurs rapports avec l'État occupe une part de plus en plus importante de leurs préoccupations, ce qui obscurcit la dimension globale du problème.

Il demeure que par leurs pratiques, les groupements sociaux posent les bases d'un nouveau paradigme de développement, celui du développement local, opposé à celui du développement centralisé, aujourd'hui en crise (Jessop et Weaver, 1985). L'opposition entre ces deux paradigmes a des bases spatiales importantes, dans la mesure où la territorialité des groupes ne coïncide pas avec celle de l'État. Les groupements sociaux sont enracinés dans l'espace local, l'espace vécu, alors que les stratégies de développement de l'État continuent à privilégier les grandes régions administratives, vues comme des espaces de concertation.

Les groupements sociaux tissent avec les acteurs locaux une territorialité spécifique, qui en fait est supralocale et infrarégionale, ce dont les stratégies du développement devraient tenir compte si leur intention est vraiment de favoriser l'intégration du milieu à la gestion du développement. Cette constatation montre le besoin de repenser la notion de local. De plus, les liens entre les groupements sociaux et les gouvernements provincial et fédéral montrent que la sphère du local et celle de l'État ne sont pas dissociées, contrairement à ce qu'une certaine perception de la «société duale» pourrait laisser croire. Au contraire, ces deux sphères s'articulent dans le contexte du mode de régulation postkeynésienne.

#### NOTES

- 1 Ce texte fait état de certains acquis d'un projet de recherche sur le rôle et la place du mouvement associatif dans le développement régional, mené depuis 1982 par une équipe de recherche rattachée au GRIR et associée au programme de maîtrise en Études régionales. L'ensemble des résultats sera publié prochainement dans Klein, J.L. et C. Gagnon (1988). Pour des aspects spécifiques voir Boudreault (1985), Savard (1985) et Gagnon (1985).
- 2 L'enquête a été réalisée en deux étapes. D'abord, des entrevues préliminaires ont été réalisées en 1982-83 auprès d'une dizaine de représentants de groupes. Ensuite, entre 1983 et 1985, un questionnaire a été administré à 63 groupes choisis dans l'ensemble de la région. Le travail de terrain a été accompli fondamentalement par C. Gagnon et F. Savard.

# RÉFÉRENCES

BAREL, Yves, *La société du vide*, Paris, Éditions du Seuil, 1984.

BIRH, A. et J.M. HEINRICH, «Sans prolétariat ni socialisme», *Le monde diplomatique*, 1980, p. 2.

BOUDREAU, R., *Les groupes sociaux face au repli du capital en régions-ressources. Le cas de Rouyn-Noranda dans le Nord-Ouest du Québec*, Thèse de maîtrise en Études régionales, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1985.

BRASSARD, M.J., *La restructuration institutionnelle en région*, Thèse de maîtrise en Études, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1985.

GAGNON, C., *Pratiques écologistes et développement alternatif en Sagamie*, Thèse de maîtrise en Études régionales, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1985.

HABERMAS, J., «New Social Movements», *Telos*, 1982, pp. 33-37.

JESSOP, J. et C. WEAVER, «La coopération communautaire: une stratégie pour le développement local», *Revue internationale d'action communautaire*, no 13, 1985, pp. 149-160.

KLEIN, J.L., «Variations sur la crise et l'après-crise», *Possibles*, Numéro spécial sur le Saguenay—Lac-Saint-Jean, Vol. 12, no 2, 1988.

KLEIN, J.L. et C. GAGNON, *Le social apprivoisé*, 1988 (à paraître).

LÉVESQUE, B., «Le mouvement populaire au Québec: de la formule syndicale à la formule coopérative», *Coopératives et développement*, Vol. 16, no 2, 1985, pp. 43-66.

LUNG, Y., «Régimes d'accumulation et dynamiques spatiales», *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 3, 1983, pp. 441-457.

MACLOUF, P., Les restructurations économiques et l'ancrage territorial de la crise de l'État-providence, *Revue internationale d'action communautaire*, no 13, 1985, pp. 8-18.

MELUCCI, A., «Mouvements sociaux, mouvements postpolitiques», *Revue internationale d'action communautaire*, Vol. 19, no 15, 1983, pp. 13-30.

OFFE, C., «New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics», *Social Research*, Vol. 52, no 4, 1985, pp. 817-868.

QUÉBEC, le Ministre délégué à l'aménagement et au développement régional, *Le choix des régions*, Québec, 1983.

SAVARD, F., *Le mouvement associatif à Alma: perspectives et blocages d'un regroupement régional*, Thèse de maîtrise en Études régionales, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1986.

SAUNDERS, P., «The forgotten dimension of central-local relation: theorising the regional state», *Environment and planning*, vol. 3, 1985, pp. 149-162.

**MOUVEMENT POPULAIRE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL:  
LE DÉFI DE L'ÉCONOMIE COMMUNAUTAIRE**

Louis FAVREAU  
Université du Québec à Hull

À l'instar d'autres mouvements sociaux, le mouvement populaire et communautaire, composante significative du développement social au niveau local depuis une vingtaine d'années, a donné l'impression de battre de l'aile. Je formulerais plutôt l'hypothèse qu'il est non pas dans une période de démobilitation mais de transformation; non pas en déclin mais en mutation, socialement dans ses composantes, culturellement dans ses manières d'être, politiquement dans ses champs d'intervention.

Des premiers comités de citoyens jusqu'aux groupes populaires et communautaires des années quatre-vingts se décèle une vitalité largement insoupçonnée: à la première vague de comités de citoyens, succéda celle des cliniques populaires de santé et des associations de défense des assistés sociaux, sans oublier la mise sur pied de centres d'éducation populaire et des ACEF. Suivront les comités de logement et coopératives d'habitation, les garderies populaires, les média communautaires. Enfin surgissent, dans les années quatre-vingts, des maisons de jeunes, des centres de femmes, de nouveaux regroupements de retraités (AQDR) de même que plusieurs organisations liées aux immigrations récentes (latino-américaines...). Et phénomène récent, dans les grands centres urbains: **l'implication directe d'une partie du mouvement populaire et communautaire dans le développement d'une économie locale** par la mise sur pied de Corporations de développement économique communautaire (CDEC), d'entreprises alternatives et de coopératives de travail. Dans une certaine mesure, ce mouvement reprend à son compte ce que des groupes populaires et communautaires de régions éloignées avaient pressenti et fait dès les années soixante-dix (le JAL dans le Bas du Fleuve...).

Bref, en vingt ans, le mouvement populaire et communautaire s'est considérablement développé, sur des fronts de lutte de plus en plus diversifiés. Il a acquis une force potentielle de milliers de membres, de centaines d'employés, de dizaines de milliers de sympathisants usagers des services qu'il a créés. Ceci, aujourd'hui plus qu'hier, l'autorise à investir plus directement le champ économique après s'être amplement impliqué dans le champ social.

### **LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE: STRATÉGIE NOUVELLE D'INTERVENTION COLLECTIVE?**

Ces dernières années, à côté de la stratégie syndicale classique où le secteur public, sous différents rapports, est le moteur du développement économique, une autre stratégie a pris forme, particulièrement au sein du mouvement populaire et communautaire de même que dans les franges du mouvement syndical. Elle a commencé timidement à se faire jour dans certains débats<sup>1</sup> mais, surtout, à se matérialiser à partir de la mise en place de coopératives de travail, d'entreprises de type communautaire ou alternatives, de Corporations de développement économique communautaire (CDEC).

Cette stratégie est fondée sur les collectivités locales ou régionales. Générateur d'emploi, la micro-entreprise et la très petite entreprise (TPE) recherchent le soutien des gouvernements et notamment des municipalités. Caractéristiques de cette stratégie: la recherche d'une gestion démocratique des emplois dans des entreprises à taille humaine, peu d'écarts de salaires, une organisation du travail non-hiérarchique... Et une perception des rapports à l'État éloignée de la stratégie syndicale et socialiste classique: «Le gouvernement n'est perçu ni comme l'ennemi (gouvernement conservateur), ni comme la solution (gouvernement socialiste), mais comme un pourvoyeur de ressources pour les groupes et les entreprises communautaires afin qu'ils fassent leur travail»<sup>2</sup>.

Entre la stratégie syndicale et socialiste classique d'orientation étatiste et la stratégie micro-économique fondée sur les collectivités locales, la complémentarité est loin d'être acquise, comme le laisse entendre une intervenante communautaire impliquée dans une CDEC d'un quartier populaire de Montréal:

Je m'inspire beaucoup du mouvement féministe en Angleterre. Dans le contexte du gouvernement Thatcher, les féministes se sont lancées à fond de train dans de multiples expériences de développement économique local. Pourquoi? Parce que les politiques économiques traditionnelles sont un échec, se sont-elles dit... Et les solutions traditionnelles de la gauche se basent aussi sur tout ce qu'il y a de plus anti-féministe dans la gauche (la hiérarchie, la planification de haut en bas, les grandes théories...), tout ce qui a toujours exclu les femmes des dossiers économiques et politiques... Je pense que ces féministes sont sur une bonne piste et, soit dit en passant, chez nous, dans notre CDEC, on est très majoritairement des femmes.<sup>3</sup>

Devant ces arguments, les tenants de la stratégie étatiste ne se tiennent pourtant pas pour battus:

Les organisations communautaires n'ont pas l'expertise et les connaissances pour tenter une telle intervention. La création d'emplois est une fausse piste car on ne fera que boucher les trous là où l'entreprise privée n'a pas réussi. Nous ne serons qu'une soupape du gouvernement...<sup>4</sup>

La question centrale désormais posée est celle-ci: le développement économique communautaire et les initiatives économiques apparentées relèvent-elles d'une stratégie de dernier recours de la part de l'État (auprès de certaines catégories de la population et dans certaines régions) ou bien s'agit-il d'une stratégie autonome de certaines composantes du mouvement populaire et communautaire, stratégie porteuse de changement social et ce, directement sur le terrain économique?

Qu'est-ce à dire? Le soutien par l'État d'initiatives du type corporation de développement économique communautaire (CDEC), l'aide apportée à des collectifs de travail de jeunes ou à des coopératives par l'intermédiaire des Groupes de soutien aux initiatives jeunesse (GSIJ), ne sont pas le fruit du hasard. Les gouvernements sont aux prises avec la situation sociale et économique des sans-emploi. Les mesures traditionnelles de réinsertion ou de réincitation à reprendre le travail ne fonctionnent plus auprès des populations géographiquement localisées dans des quartiers populaires dits défavorisés des grands centres urbains (cas typique de Pointe St-Charles, Centre-sud ou Hochelaga-

Maisonnette à Montréal). D'où le dernier recours: capitaliser sur l'actif communautaire de ces quartiers.

Par ailleurs, et c'est là la contre-partie de ce processus, des collectivités locales, des collectifs de jeunes ou de femmes préoccupés par la question de l'emploi, des groupes de travailleurs et de travailleuses victimes d'une fermeture d'usine refusent l'attentisme, cherchent, non pas individuellement mais collectivement à s'en sortir:

Nous avons poursuivi parce que la seule autre perspective pour la majorité des membres, c'était le chômage et le bien-être social... Nous pensons aussi que quant à chercher à se tailler un emploi, il est plus conforme à notre expérience et à nos espoirs de le faire de façon collective en inventant à mesure...<sup>5</sup>

La très grande majorité des personnes engagées dans des micro-dynamiques de ce genre se reconnaîtraient dans ces propos parce qu'ils constituent à la fois un constat lucide (notre situation, c'est le chômage, puis le bien-être) et la seule perspective concrète (se créer un emploi ensemble). Nous serions portés, d'entrée de jeu, à avancer la perspective suivante:

Primo, cette stratégie prend en charge un problème social cardinal, le chômage. Elle favorise efficacement (pas toujours, mais dans bon nombre de projets) la création d'un certain nombre d'emplois socialement utiles et une transformation substantielle de la vie de milliers de personnes qui se bâtissent ou se rebâtissent, à travers ces initiatives, une dignité, pivot essentiel d'une démarche d'inscription d'individus dans l'action collective pour la transformation sociale.

Secundo, elle entrouvre la porte de la démocratie économique: aspirations, voire volonté politique d'un meilleur contrôle du milieu de travail (nouvelles formes d'organisation du travail, entraide plutôt que compétition, travail créatif, production de biens et de services socialement utiles...) et/ou du milieu de vie (emplois locaux, développement économique local de type communautaire géré par le milieu lui-même, formation professionnelle et sociale dans des cadres non-traditionnels...).

Tout cela n'est évidemment pas sans ambiguïté, ni contradiction: des entreprises communautaires peuvent se cantonner dans un rôle de **sous-traitance** des services publics avec des salaires moindres, une sécurité d'emploi relativement faible, des heures supplémentaires non-payées; des travailleurs et travailleuses peuvent avoir **l'illusion de contrôler leur milieu de travail et de vie** alors que les décisions névralgiques se prennent ailleurs, c'est-à-dire dans les politiques des grandes entreprises du secteur privé ou public qui sous-traitent, dans les officines des ministères à vocation économique qui subventionnent ou non, qui disposent à leur guise d'enveloppes budgétaires discrétionnaires, etc. Bref, ces microdynamiques coopératives et communautaires sont peut-être là pour combler les insuffisances des secteurs économiques dominants (privé ou public). Par contre, elles peuvent peut-être rivaliser, dans certains domaines, avec ces secteurs, en les contestant? À vrai dire, seule l'étude de cas concrets sur une certaine période de temps peut nous fournir un certain éclairage sur ce sujet.

C'est avec cet objectif que nous nous sommes arrêtés plus spécifiquement sur le développement économique communautaire de trois quartiers de Montréal<sup>6</sup>. Nous nous sommes d'abord demandés si les quartiers où se développent présentement les CDEC sont bien placés, du point de vue du mouvement populaire, pour mettre en oeuvre cette stratégie économique, s'il y a, autrement dit, un ancrage suffisant de «l'action sociale», c'est-à-dire des organisations de défense de droits sociaux en assez grand nombre pour intégrer **un autre type de stratégie, celle du développement communautaire**<sup>7</sup>? Un certain nombre de groupes populaires et communautaires croient être en train d'y découvrir une façon nouvelle et plus offensive de faire la lutte: vise-t-on, aujourd'hui plus qu'hier, une prise en charge réelle et concrète de l'aménagement du territoire d'une communauté donnée et du développement économique, par le maintien et la création d'entreprises et d'emplois locaux?

Nous formulons ici **trois propositions** :

- ◊ à Montréal émerge une nouvelle stratégie d'intervention communautaire dont l'axe principal est un développement



économique local différent de celui du secteur privé et de celui du secteur public;

- ◊ ce développement a pris naissance dans les quartiers populaires montréalais qui disposaient du plus fort actif d'organisations populaires et communautaires de la région (en nombre et en années d'enracinement, soit près de 25 ans);
- ◊ l'aide financière de l'État, dans ces conditions, est alors apparue davantage comme un levier de démarrage plutôt qu'un frein au changement social.

### **PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES CDEC DE MONTRÉAL**

**Dans quel type de quartiers les CDEC montréalaises évoluent-elles?**

Hochelaga-Maisonneuve (H-M), Centre-Sud (C-S) et Pointe St-Charles (PSC) forment la bande sud de l'île de Montréal, d'est en ouest. Ces trois quartiers populaires réunissent une population de plus de 100,000 personnes. Quelques constats de base: a) ce sont les plus vieux quartiers de Montréal au plan industriel et commercial; b) ils se composent d'une population très majoritairement francophone, à l'exception faite de Pointe St-Charles qui regroupe une vieille communauté anglophone, de souche irlandaise; c) à des degrés divers, la «gentrification» menace ces quartiers (surtout dans C-S et PSC) où des portions significatives des populations traditionnelles peuvent être forcées de se retirer au profit de segments des nouvelles classes moyennes; d) le taux cumulé de chômeurs et d'assistés sociaux aptes au travail dépasse 50% de la population active (à l'exception d'H-M où il est de 37%).

Par contre, les trois figurent parmi les quartiers de Montréal où le **secteur communautaire** (organisations populaires, coopératives d'habitation, groupes d'entraide, radios ou journaux communautaires...) **a le plus de force, d'enracinement et de tradition**: 1) des dizaines de groupes s'y sont taillés une place enviable, balayant un assez large éventail de problèmes sociaux ; 2) les tout premiers CLSC (1972) s'y sont implantés, en étant forcés de composer avec des groupes populaires vigoureux ou d'épouser les contours d'un organisme du milieu qui assumait déjà les fonctions dévolues aux CLSC (cas de la clinique médicale popu-

laire mise sur pied à PSC en 1968); c) des paroisses ou des communautés religieuses, autrefois très conservatrices, ont bougé socialement, de telle sorte qu'on y retrouve, sans guère se tromper, le plus important réseau de militants chrétiens progressistes du Québec; d) le RCM, aux dernières élections, est entré en force dans ces quartiers et peut compter sur une certaine sympathie de la population. Le P.Q. y évolue déjà allègrement et dispose de porte-paroles influents dans ces collectivités (exemple-type: Louise Harel dans H-M). Sans parler de la gauche politique (socialistes, marxistes-léninistes...) qui y a toujours eu sa meilleure implantation jusqu'à sa quasi-disparition en 1982-1983.

#### **Comment sont nées les CDEC de ces quartiers?**

Printemps 1984, à la Pointe St-Charles, une dizaine d'organisations populaires et communautaires du quartier font pression sur la ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu de l'époque, Pauline Marois. Ils revendiquent et obtiennent \$70,000 pour faire l'étude de la situation économique du quartier. Une fois l'étude terminée, le groupe reçoit une subvention de démarrage. La première Corporation de développement économique communautaire (CDEC) venait de naître. Dans C-S et dans H-M se déroule un processus semblable: dans le cas d'H-M, il est soutenu par des intervenants-es sociaux du quartier et par Louise Harel puis par les groupes eux-mêmes tandis que dans C-S, la Corporation apparaît dans la foulée d'un colloque «Mon quartier je l'ai à cœur» qui réunit 30 groupes populaires et communautaires du quartier à l'automne 1984.

À la veille des élections provinciales de novembre 1985, craignant que l'arrivée anticipée du PLQ au pouvoir ne vienne compromettre leur survie, les trois Corporations liguées vont arracher par la négociation chacune \$200,000 de budget de fonctionnement et \$100,000 à titre de budget d'investissement local pour la création d'emplois (sur 15 mois). Pauline Marois aurait souhaité un programme provincial. Elle n'obtient qu'un budget pour trois expériences-pilotes, encadrées par l'Office de Planification du Québec (OPDQ).

À l'été 1987, les Corporations apprennent qu'elles obtiendront des subventions garanties pour les trois prochaines années, mais assujetties à une obligation d'auto-financement. Pour 1987-1988, chacune recevra \$150,000 conditionnellement à une part d'auto-financement de \$40,000, en 1988-1989 \$125,000 pour \$70,000 d'auto-financement et finalement \$100,000 en 1989-1990 pour une part équivalente d'auto-financement<sup>8</sup>.

Par contre, boudées sous le régime municipal de Drapeau-Lamarre, les Corporations, à partir de 1987, sont en voie de devenir des interlocutrices économiques pour l'administration Doré-Fainstat (RCM): début 1988, un fonds de développement Emploi-Montréal démarre. Ce fonds, que les CDEC gèrent conjointement avec la Ville et d'autres partenaires, dont le Fonds de solidarité de la FTQ, aura à brève échéance un capital de départ de \$1,350,000 (dont \$337,500 de la Ville et une somme équivalente du Fonds de la FTQ). Ce capital de risque servira à démarrer et soutenir des micro-entreprises dans la perspective - c'est là aussi une nouveauté notable - **de faciliter la réinsertion des sans-emploi** sur le marché du travail, dans les quartiers à taux élevé de chômage, micro-entreprises qui devront se créer à l'intérieur de ces quartiers.

**Comment les Corporations définissent-elles le développement économique local et autour de quels volets? Le cas du programme économique à Pointe St-Charles.**

Le PEP<sup>9</sup> (Programme économique de Pointe St-Charles), initiateur de cette démarche, cherche à allier explicitement deux dynamiques: celle du développement économique d'un groupe social qui accroît sa production par l'augmentation des emplois et des revenus et celle du développement communautaire d'une collectivité qui s'affirme et affirme ses droits, ses compétences et sa volonté de transformer ses conditions de vie. Le projet développe quatre pôles: 1) l'aménagement qui s'est d'abord exprimé par une riposte à l'administration Drapeau-Lamarre qui voulait éliminer la vocation industrielle et résidentielle populaire au bénéfice de condos; 2) l'emploi par la création d'entreprises et le soutien à des entreprises déjà existantes; 3) la formation de la population locale: formation de base, spécialisée et/ou de gestion pour les

emplois nouveaux qui surgiront; 4) la création d'un fonds d'investissement.

**Quelles sont les politiques de développement économique qui se font jour au sein des Corporations?**

Le PEP vise la création d'emplois durables et décents, mise sur la rentabilité des entreprises par l'examen de la motivation des promoteurs, la connaissance suffisante qu'ils doivent avoir du produit et du marché et l'exigence d'un minimum d'expérience ou de formation en gestion. Mais il mise aussi sur la capacité de ces entreprises à favoriser le travail d'équipe, sur l'utilité sociale du produit ou du service, sur la possibilité de «rapports de travail intelligents» et, évidemment, sur des entreprises non-polluantes. Politique de financement: des prêts plutôt que des subventions aux entreprises, le paiement des services que le PEP leur accorde (après un an de fonctionnement des entreprises aidées), le soutien avant tout aux très petites entreprises (TPE), la création éventuelle de ses propres entreprises pour financer la Corporation elle-même et la nécessité d'en arriver à un fonds commun régional avec les deux autres CDEC.

**Comment sont-elles organisées au plan de la démocratie interne?**

À Pointe St-Charles, le PEP permet aux résidents-es d'être membres de la Corporation. Cent cinquante personnes le sont devenues. En outre le conseil d'administration est formé de 13 membres dont 4 à titre de résidents, 4 à titre de membres d'organisations populaires, 4 qui proviennent des milieux d'affaires et un employé. Fait assez significatif: le CA est composé d'une majorité de femmes. Par ailleurs, quatre comités de travail ont été créés: celui du fonds d'investissement, un comité d'aménagement, un comité d'information-formation et un dernier qui s'occupe de la question du financement à moyen terme du PEP lui-même. Aux yeux des principaux protagonistes du PEP, le leadership des femmes est déterminant.

**Quelles sont les retombées économiques et sociales jusqu'à maintenant?**

Réalisations du PEP au 1er octobre 1987: après un peu plus d'une année et demi de fonctionnement, plus de 60 emplois nouveaux ont été créés et 125 maintenus, évoluant essentiellement dans la micro-entreprise du secteur des services et de la transformation légère. Pour la plupart, ces très petites entreprises ont un statut juridique d'entreprises privées, mais deux des entreprises nouvellement constituées sont des entreprises à gestion collective dont une de service de maintien à domicile qui fournit à elle seule 30 des 60 nouvelles «jobs» créées. Du côté de l'aménagement, le PEP, le Regroupement info.-log. et la Clinique communautaire ont élaboré un contre-plan d'aménagement du quartier tout en continuant à faire pression sur la nouvelle administration municipale RCM pour la tenue d'audiences publiques sur cette question.

Le PEP avait aussi, cette même année, un projet d'achat, avec les coops d'habitation du quartier, d'un immeuble locatif pouvant servir à la constitution de logements jumelés avec des commerces. Du côté de la formation, le PEP a à son actif un cours «Créer son propre emploi, pourquoi pas?», un projet d'école-entreprise pour décrocheurs, une enquête sur les compétences et besoins de formation des sans-emploi du quartier et un institut de formation en développement économique communautaire. Enfin, au chapitre du financement de la Corporation on note un projet de création d'entreprises du PEP pour s'auto-financer au moins en partie (une entreprise de services informatisés et de vente de conseils en développement économique communautaire) une table de travail avec les deux autres corporations pour poursuivre les négociations avec l'OPDQ et une autre table avec elles et le Fonds de solidarité de la FTQ, pour la mise en oeuvre du fonds commun d'investissement.

**La dynamique socio-économique initiée par les organisations populaires et par les syndicats à Montréal**

Les CDEC ne sont pas isolées. Depuis le début des années quatre-vingts, toute une mouvance économique a surgi de certains seg-

ments du mouvement populaire et communautaire et du mouvement syndical.

Avec son Fonds de solidarité, la FTQ a sans doute donné le coup d'envoi, côté syndical, à une démarche proprement économique de la part des mouvements sociaux. De son côté, la CSN a accusé un certain retard mais, suite à certaines pressions de syndicats membres (victimes de fermeture de leur entreprise) et de conseils centraux, a réussi à démarrer un groupe-conseil, financé par le ministère de l'Industrie et du Commerce, pour repartir des entreprises en difficulté là où un syndicat CSN est présent.

Un certain nombre de coopératives de travail, quant à elles, ont jugé bon de se constituer en fédération: seize coopératives de travail tenaient l'assemblée d'organisation de la Fédération québécoise des coopératives de travail en septembre 1985. De leur côté, bon nombre groupes populaires et communautaires, de même que des intervenants sociaux (secteur communautaire du YMCA, vicaires de paroisses, organisateurs communautaires de CLSC...) se sont impliqués dans le développement économique local.

Cependant, les différentes composantes de cette mouvance économique ne poussent pas nécessairement dans la même direction. Au contraire! La FTQ mise sur la création ou le maintien d'emplois dans la PME appelée à réussir et table sur les bénéfices d'un accès à l'information susceptible de modifier favorablement les relations de pouvoir au sein des entreprises. La CSN encourage ponctuellement la création de coopératives autogérées chez des groupes de travailleurs dont l'usine ferme. Certaines CDEC misent sur la création d'emplois locaux dans des petites et moyennes entreprises en difficulté et sur le contrôle par les populations locales de leur développement, d'autres se limitent à la simple création d'emplois.

Des débats apparaissent donc sur le type d'entreprises à mettre en place, sur le type d'emplois à encourager (socialement utiles ou pas), sur les rapports à entretenir avec l'État. On devra de plus en plus distinguer deux sous-stratégies dont l'une est davantage syndicale, fondée sur l'utilisation des caisses de retraite ou de l'épargne-retraite en général et misant davantage sur la PME et

les collectivités régionales (cas du Fonds de solidarité de la FTQ et de certaines corporations), et l'autre, plus communautaire, fondée sur l'utilisation de fonds publics, semi-publics, privés et coopératifs et misant davantage sur la TPE et les communautés locales. Ces deux sous-stratégies risquent aussi de recouper des courants socio-économiques différents dont l'un mise davantage sur un partenariat ou tout au moins sur une cohabitation avec le patronat (de la PME), alors que l'autre table davantage sur les collectifs de travailleurs et de travailleuses.

En outre, certains-es insistent davantage sur l'aspect de démarcation nécessaire avec la tradition du courant revendicateur du mouvement populaire et sur la non moins nécessaire collaboration avec les milieux d'affaires et les divers appareils de l'État. D'autres mettront plutôt en relief la continuité en termes d'objectifs (la transformation de la qualité de vie des classes populaires) et de mode de fonctionnement démocratique en faisant ressortir la nouvelle stratégie offensive du mouvement lui-même: investir le terrain économique avec les valeurs et les perspectives développées sur le terrain social et culturel.

Il est difficile de conclure dans un sens ou dans l'autre à ce stade-ci, car l'expérience est vraiment trop jeune encore. Néanmoins, on peut mettre en perspective l'expérimentation sociale actuelle de ce type d'économie.

#### **L'ÉCONOMIE COMMUNAUTAIRE PAR-DELÀ LES CDEC DE MONTRÉAL: MISE EN PERSPECTIVE**

En fait, les entreprises communautaires se distinguent fort bien, qualitativement parlant, des PME traditionnelles<sup>9</sup>: 1) par leur origine puisqu'il s'agit en règle générale d'un collectif de personnes ayant un problème commun à résoudre (sortir de l'assistance sociale ou du chômage, par exemple); 2) par leurs objectifs qui tentent, plus souvent qu'autrement, de lier l'économie et le social; 3) par leur mode de gestion qui, la plupart du temps, tout en prenant des formes diverses (coops, OSBL), dispose d'une dimension collective importante; 4) par l'affectation des surplus réinsérés d'une manière ou d'une autre dans l'économie locale sous forme de biens ou services nouveaux. Et surtout, donnée cardinale

de cette dynamique de l'économie communautaire: le capital est présent (c'est indispensable au démarrage et au maintien de toute entreprise) mais il est exclu comme source dominante de pouvoir, c'est-à-dire comme source d'exploitation de salariés-es.

L'économie communautaire court cependant deux risques: 1) la récupération, c'est-à-dire l'intégration au secteur public ou la complémentarité cantonnée et consentie avec ce secteur; 2) la marginalisation c'est-à-dire la sous-rémunération, le recours aux heures supplémentaires gratuites... et donc la dévalorisation du travail qui en est la source première. Finalement, tous ceux qui étudient ce sujet s'entendent pour poser la même question: est-ce une économie à la remorque des deux autres secteurs ou l'aiguillon contestataire?

Un suivi permettra de dégager plus fermement des tendances. Notre enquête sur les CDEC de Montréal permet cependant d'entrevoir qu'elles sont tirées plus ou moins fortement dans une direction ou l'autre et que cette tension est en rapport direct avec la force ou la faiblesse (idéologique, politique, numérique...) des organisations populaires et communautaires déjà présentes et de leur capacité de s'y investir avec sagacité.

Comment, par ailleurs, s'expliquer cette émergence (ou ré-émergence)? La crise économique et le plafonnement des générateurs traditionnels d'emplois expliquent en partie l'apparition de l'économie communautaire. Aussi le fait que les gouvernements ne font plus du plein emploi un objectif prioritaire bien qu'ils impulsent des projets d'initiatives économiques de caractère coopératif ou communautaire:

Si l'État se préoccupe encore de la création d'emplois, ce n'est plus au nom de sa politique économique mais pour réduire les coûts de ses programmes sociaux (chômage et bien-être social)<sup>10</sup>.

### **Le fond de l'air économique des années quatre-vingts**

Avec les années quatre-vingts, la restructuration des économies nationales a entraîné un segment de plus en plus significatif de



travailleurs dans les marges de l'économie, vers une économie de seconde zone où la précarité du travail sous toutes ses formes est en voie de devenir dominante<sup>11</sup>. Parmi les premiers touchés: les femmes et les jeunes.

Cela a entraîné la recherche de nouvelles avenues de type économique dans le mouvement populaire et communautaire, parce que la question de l'emploi se pose aujourd'hui en des termes relativement différents:

- a) la grande entreprise du secteur privé échoue présentement à assurer la création d'emplois en nombre suffisant;
- b) les emplois dans le secteur public ont littéralement plafonné;
- c) le travail précaire a augmenté de façon constante depuis plus de 10 ans par rapport au travail régulier et permanent faisant apparaître certaines formes de dualisme social<sup>12</sup>;
- d) les quartiers populaires des centre-villes ont continué à se détériorer.

En effet, les quartiers populaires de Montréal où ont démarré les CDEC ont un taux cumulé de chômeurs et d'assistés-sociaux aptes au travail approchant le 50%, ou le dépassant carrément. Une situation similaire dans plusieurs grandes villes américaines faisait dire à un organisateur communautaire impliqué dans le développement économique communautaire (DEC): «We look at cities and neighborhoods as underdeveloped countries, where there's a tremendous capital flow outward. We try to figure out how do you stop that flow of funds...»<sup>13</sup>

### **Le paysage politique des années quatre-vingts**

Mais par-delà les raisons d'ordre socio-économique, le paysage politique à gauche n'offre guère de perspectives. On peut même qualifier d'échec les tentatives de la gauche syndicale (et plus largement des organisations syndicales nationales) de même que celles de la gauche politique (et plus largement des partis politiques à sensibilité sociale, liés aux organisations des classes populaires) à élaborer des stratégies pour faire face au problème de l'emploi. La plupart des syndicats se sont jusqu'ici cantonnés dans une revendication «souhaitable», celle du plein emploi. Les partis politiques de gauche se sont, plus souvent qu'autrement,

cramponnés à une conception étatiste du changement social à partir de mesures macro-économiques passe-partout du type nationalisation. Cela n'est plus guère crédible aujourd'hui.

C'est dans ce paysage désertique de solutions générales, plausibles et crédibles, que sont apparues des initiatives nouvelles, locales/régionales, de prise en charge de la question de l'emploi (les coops de travail et les CDEC) et plus largement du développement économique local (les CDEC)<sup>14</sup>.

Mais il faut aussi identifier des raisons internes aux mouvements eux-mêmes susceptibles d'expliquer l'émergence de cette économie communautaire. À notre avis, on peut s'expliquer cette émergence d'une économie communautaire par la conjonction d'une triple dynamique, à savoir: 1) les sursauts, voire la résistance de communautés locales à l'extinction (le démarrage de la première CDEC à Pointe St-Charles, tout comme il y a vingt ans de la première clinique médicale populaire, est à plus d'un titre fort révélateur); de même que 2) l'identité «jeunes» (identité pris ici dans son sens actif: un sentiment d'appartenance servant de moteur d'action collective) et 3) l'identité «femmes» (les deux groupes sociaux les plus touchés par la crise économique) ont joué de façon cumulative pour faire émerger l'économie communautaire et en faire un enjeu interne au mouvement populaire et communautaire lui-même<sup>15</sup>. Voilà ce qui constitue, pour nous, l'explication majeure de cette émergence d'une économie communautaire et, une fois encore, de la capacité de rebondissement du mouvement populaire et communautaire en cette fin de la décennie quatre-vingts.

#### **Quel avenir les CDEC ont-elles dans une perspective communautaire?**

Malgré les risques et la réalité de la sous-traitance, on peut avancer ces conclusions:

- ◊ Les CDEC ont un potentiel de renouvellement et de renforcement du secteur communautaire et de l'économie locale de ces quartiers populaires par le développement, notamment, d'entreprises alternatives et de coopératives, par la possession d'édifices et de terrains qui sont alors enlevés au marché

spéculatif souvent fort effervescent dans les centres-villes, par le soutien aux groupes communautaires locaux qui ont de la difficulté à gérer convenablement l'aspect entreprise de leur groupe (ex. journal communautaire local, garderie...);

- ◊ elles peuvent favoriser le retour de la notion de communauté géographique au sein du mouvement populaire devenu, avec les années, trop sectoriel, en d'autres termes: devenir un carrefour stratégique du secteur communautaire d'un quartier donné par ses interventions au plan de l'économie locale, au plan de l'aménagement urbain, au plan de la qualité de vie...;
- ◊ elles peuvent pousser les institutions à faire des choix en fonction des communautés locales (et non en dépit ou contre elles): a) pour l'emploi et l'autonomie économique des jeunes et des femmes, contre le militaire et la pollution... b) contrer la gentrification c) démystifier l'économie et sortir le secteur communautaire du «fatalisme économique»;
- ◊ elles peuvent profiter de la dynamique nouvelle au plan municipal, avec l'arrivée au pouvoir du RCM, en devenant une force de proposition sur les questions relatives à l'aménagement et au développement économique local;
- ◊ elles peuvent contribuer à l'émergence d'un projet moins étatiste de société (étatisme, péché mignon de la gauche) en accréditant l'importance de la micro-économie et des alternatives économiques et sociales concrètes du coops de travail... Bref, être un tigre dans le moteur un peu trop ronronnant du mouvement populaire et communautaire.

**Mais il y a des conditions pour que les CDEC remplissent leurs promesses:**

- ◊ D'abord, à cette étape-ci, que leurs assises de travail soient prioritairement avec la TPE et en alliance avec les syndicats et les coops de travail. À défaut de quoi, leur capacité de changement social deviendra à plus ou moins brève échéance relativement résiduelle;
- ◊ ensuite, qu'elles prennent le temps d'asseoir leurs propres bases, c'est-à-dire leurs propres entreprises, en acquérant suffisamment d'expérience et d'expertise de «management» communautaire avant d'entreprendre de gros projets où elles risquent de se faire bouffer par les secteurs économiques dominants;

- ◊ puis, qu'elles maintiennent la tension nécessaire avec les pouvoirs publics (à tous les paliers), de manière à obtenir de leur part le soutien financier nécessaire, voire de nouvelles réglementations;
- ◊ enfin, qu'elles ne désertent pas le terrain de l'action collective au bénéfice du lobby et de «la business» pour la «business» et, inversement, qu'elles n'abandonnent pas la négociation et le lobbying au bénéfice exclusif de la dénonciation.

### EN GUISE DE CONCLUSION

**Entre un secteur public bouché et le travail au noir, y-a-t-il des solutions possibles?** E. Maire, président de la cousine française de la CSN, la CFDT (deux millions d'adhérents), affirme: «En un temps où la crise de l'emploi accompagne la crise des grandes organisations, l'emploi se crée dans les petites entreprises comme dans le tissu associatif»<sup>16</sup>.

En fait, la garde des enfants, le maintien à domicile des personnes âgées, les activités de loisirs, l'aménagement de l'espace urbain, la rénovation et l'entretien des maisons, l'information communautaire, des services de buanderie, de boulangerie, de fruiterie ou d'alimentation naturelle, des entreprises de recyclage du papier, etc. constituent autant de secteurs peu développés et échappant encore à l'emprise du marché capitaliste. Ils peuvent être créateurs d'emplois nouveaux fortement utiles aux communautés locales et s'inscrire dans le cadre d'un développement économique local d'ensemble, en bonne partie contrôlé par les communautés elles-mêmes. **Ce développement local, entrepris dans une perspective communautaire, ne relève pas d'un autre siècle. Il est une tendance d'avenir:** si on peut parler, conjoncturellement, d'une tendance au dégonflement des services publics, par ailleurs, une tendance d'avenir se fait sentir à l'effet que nous sommes appelés à consommer de plus en plus de services collectifs de proximité conçus en fonction de populations précises.

Les CDEC, composante nouvelle du mouvement populaire et communautaire y peuvent beaucoup: elles sont en continuité avec le secteur communautaire déjà constitué (garderies, journaux et

radios communautaires, coops d'habitation...) parce que, dans le meilleur des cas, elles agissent comme groupes de pression économique-sociale, elles accordent de l'importance à la participation des communautés locales dans lesquelles elles interviennent et elles se préoccupent du contrôle démocratique (membership large, représentants du milieu communautaire sur les CA...) de leur travail dans le milieu.

Elles introduisent cependant des éléments de rupture dans le secteur communautaire par leur souci d'efficacité économique («que nos affaires marchent: faire des surplus ne signifie pas se corrompre, tout dépend de ce que tu fais avec»), par leur engagement dans l'engrenage économique lui-même, par les concertations obligées (versus l'affrontement en permanence) qu'elles favorisent avec certains milieux d'affaires...Cela n'est pas sans provoquer, au moins temporairement, un certain flottement idéologique.

Dans le contexte de crise de certaines pratiques communautaires, l'apport des CDEC peut être riche par l'élargissement de l'espace économique du mouvement populaire et communautaire qu'elles sont en train de rendre possible. Espace, certes, encore ambigu de liberté et de contrôle démocratique. Mais boudier cette expérience, c'est se condamner à la fuite en arrière et au statu quo de pratiques trop exclusivement centrées, du moins dans certaines périodes, sur la dénonciation. C'est aussi, par avance, abandonner à d'autres un terrain potentiellement fertile pour la construction de ce que la tendance progressiste de l'organisation communautaire américaine nomme si bien la «grassroots democracy».

**L'économie communautaire est une pièce d'une stratégie plus large de développement des collectivités locales, stratégie qui cherche:**

- ◊ à s'attaquer au problème de l'emploi, de l'aménagement et du désarmement en introduisant des changements significatifs au niveau de l'organisation du travail, du temps de travail tout comme du développement économique local. En d'autres termes, lutter pour la réduction du temps de travail et le partage du temps de travail, mais aussi investir, au niveau des collectivités locales, dans l'organisation d'une économie sociale.

Contribuer également au désarmement et à la paix en stimulant, entre autres, la reconversion industrielle et la création de zones libres d'armements nucléaires. Enfin, défendre l'environnement communautaire par la négociation de plans d'aménagement conçus en fonction des besoins des classes populaires. Voilà quelques pistes de plus en plus incontournables de transformation sociale pour les militants-es du mouvement populaire et communautaire et pour les intervenants-es communautaires qui les soutiennent.

- ◊ à élargir les droits démocratiques dans la société, c'est-à-dire en favorisant, par la mise sur pied de services, par un travail d'éducation et par l'action directe de pression, l'extension de la démocratie, bref «des lieux de respiration sociale» dans de multiples champs d'intervention. Cela ne mène pas nécessairement à une société radicalement différente mais cela constitue, de toute façon, des rampes de lancement nécessaires à la construction d'un projet social transformateur.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

- 1 Voir, à ce propos, le présent colloque et celui de l'AEP (Association d'économie politique) sur *L'autre économie: une alternative?*
- 2 Voir, à ce propos, l'article de Gord DiGiacomo sur *Le développement régional* dans la revue du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) *L'événement*, vol. 10, no 4, juin-juillet 1987, pp. 12 à 15.
- 3 Propos tenus lors du Colloque de Victoriaville et rapportés dans: *Fais-moi signe de changement: Actes du colloque provincial sur le développement communautaire*, Victoriaville, Corporation de développement communautaire des Bois-Francs, 1987, p. 96.
- 4 Propos tenus dans l'atelier sur l'économie et l'emploi et rapportés dans *Les Actes du Colloque*, p. 179.
- 5 Propos tirés de *Se bâtir un espoir*, SCOPEM, Montréal, 1985. La coopérative SCOPEM est née de l'initiative du syndicat des employés de la compagnie Brown Boveri (CSN), compagnie multinationale suisse ayant déjà engagé dans les années 70 jusqu'à 1200 travailleurs à son usine de Lachine près de Montréal.
- 6 Cette réflexion sur l'économie communautaire fait partie d'une analyse plus générale et constitue le chapitre d'un livre à paraître en 1989, Favreau, L. *Mouvement populaire et intervention communautaire 1960-1988: continuités et ruptures*. Le livre, actuellement en chantier, est le produit d'une recherche parrainée par le Centre de formation populaire et subventionnée par le CQRS.
- 7 Ici, nous faisons référence à la distinction devenue classique aux États-Unis (mais malheureusement pas assez inscrite dans nos débats sur l'intervention collective au Québec) entre l'action sociale (défense de droits), le planning social (la pénétration de services sociaux de l'État dans des collectivités locales) et le développement communautaire (auto-développement social et économique des

collectivités locales), distinction introduite par ROTHMAN, J. (1979), *Three models of community organisation practice, their mixing and phasing* dans COX, F., ERLICH, J. et al. (1979) *Strategies of community organisation* Peacock publishers, Itasca, Illinois.

- 8 Voir le journal *La Criée*, vol. 8, no 13, 19 au 26 août 1987, p. 1.
- 9 Faute d'espace, nous nous en tenons ici à une seule CDEC, celle qui a été l'initiatrice, à Montréal, de cette démarche. Ses options et son cheminement ne préjugent pas nécessairement d'une orientation similaire des autres CDEC.
- 10 Nous nous inspirons partiellement, pour cette section, d'une recherche menée par Michel Marée et Marie-Anne Saive, *Économie sociale et renouveau coopératif (définition et problèmes de financement)*. Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative (CIRIEC), Liège, 1983.
- 11 LÉVESQUE, B., *Politiques économiques et création d'emplois*, Comité provincial des coops de production et de travail, 1987, texte ronéo.
- 12 Voir, à ce propos, la recherche du comité droit au travail du Conseil central de Montréal (CSN), 1987, *Travail précaire à combattre ou à civiliser*, Montréal, mai 1987.
- 13 Les propos sont de Richard Kazis, recueillis en entrevue par Harry Boyte et tirés de son livre *The backyard revolution (understanding the new citizen movement)*, 1980, Temple University Press, Philadelphia, p. 126.
- 14 Voir KUENSTLER, P., (1984), «Les initiatives locales de création d'emploi en Europe occidentale», *Revue internationale du travail*, vol. 123, no 2, mars-avril 1984. Et plus près de nous l'étude de LÉVESQUE, B. et al., (1985), *Profil socio-économique des coopératives de travail au Québec*, UQAM, Montréal.
- 15 En outre, l'économie communautaire soulève à nouveau, ce qui est stimulant, le vieux débat sur l'État qui oppose deux cultures de gauche: 1) l'une plutôt étatique, centralisatrice, portée à regarder d'abord la réponse nationale des problèmes auxquels l'État est confronté, et qui mise d'abord sur l'extension «ad infinitum» du secteur public pour assurer la protection sociale; 2) l'autre plutôt méfiante à l'égard de solution à priori étatiques, décentralisatrice, sensible à la dimension régionale des réponses à apporter aux problèmes sociaux, ouverte à l'autonomie et à l'expérimentation et qui table sur le renforcement des communautés locales.
- 16 Voir MAIRE, E., (1987), *Nouvelles frontières pour le syndicalisme*, Syros, Paris, p. 120.

## **LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DANS LE CONTEXTE MONTRÉALAIS DES ANNÉES QUATRE-VINGTS ET LE MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE**

**Pierre HAMEL  
Faculté de l'aménagement  
Université de Montréal**

Montréal a changé. Du moins en apparence. Son centre-ville et ses quartiers périphériques, entre autres, n'ont plus le visage qu'on leur connaissait il y a à peine cinq ou six ans. Les quartiers résidentiels comme le Plateau Mont-Royal et le Centre sud ont été en bonne partie restaurés. Tant la rénovation des immeubles locatifs sur une grande échelle que l'amélioration des équipements urbains ont «revitalisé» le paysage. Le centre-ville, pour sa part, a connu un double mouvement de spécialisation vers les fonctions commerciales et de bureau qui s'est traduit par la construction d'une série de tours, l'aménagement de galeries commerciales et la réfection des artères détériorées.

Ces transformations peuvent s'expliquer par la convergence d'une multitude de facteurs: montée des nouvelles classes moyennes et mouvement d'accession à la propriété dans le périmètre de la ville centrale, stratégies d'investissement plus agressives de la part des grands promoteurs immobiliers, efforts consentis par l'administration municipale pour améliorer les équipements urbains et le cadre bâti, contexte de relance économique caractérisée notamment par la tertiarisation de l'économie et le recours aux nouvelles technologies. Une série d'éléments qui, à des degrés divers, ont joué un rôle important dans la genèse du paysage urbain montréalais des années quatre-vingts.

Mais il y a plus prétendent certains. La véritable cause du renouveau urbain résiderait dans l'esprit de concertation préconisé par le nouveau maire de Montréal, mais que l'ex-maire Drapeau pratiquait déjà avec les milieux d'affaires au cours de son dernier mandat. Une sorte de néocorporatisme urbain qui valorise le consensus des partenaires socio-économiques et tente, dans la



même foulée, d'estomper les intérêts contradictoires et les conflits.

C'est dans ce contexte qu'interviennent dorénavant les acteurs du mouvement communautaire et en particulier les Corporations de Développement Économique Communautaire (CDEC) qui se sont mises sur pied dans les quartiers périphériques au centre-ville montréalais à partir de 1984. Soucieuses de contribuer au relèvement socio-économique des quartiers populaires, les CDEC se sont engagées dans plusieurs projets en vue de soutenir l'entrepreneursip local: aide au financement, au démarrage et au fonctionnement d'entreprises, formation de la main d'oeuvre, démarche de concertation avec des acteurs socio-économiques du quartier, interventions sur l'aménagement, etc. Une série de gestes qui se poursuivent et contribuent à renouveler l'action collective, telle qu'elle s'est traditionnellement définie à l'intérieur du mouvement communautaire.

Mon propos vise ici à éclairer le contexte urbain à l'intérieur duquel les corporations économiques communautaires interviennent. Par ce biais, j'entends m'interroger sur certains aspects complémentaires du développement urbain. À cette fin, je considérerai: 1) les transformations du cadre urbain montréalais dans les années quatre-vingts, 2) la nature des stratégies de l'administration municipale pour la relance économique, 3) les caractéristiques du modèle de développement urbain dominant, différent du modèle préconisé par les CDEC.

### **MONTRÉAL EN TRANSITION**

À l'instar de ce qui a été observé à l'échelle du Québec, Montréal semble être lancé sur la voie de la «revitalisation». L'accroissement des investissements dans le secteur immobilier, le dynamisme de l'entrepreneursip local et la création de PME, l'amélioration du cadre de vie et la stabilisation du taux de chômage, voire à certaines périodes sa réduction, sont autant d'indices qui, s'ils ne témoignent pas d'un retournement radical, traduisent peut-être l'amorce d'une reconversion. Cependant, rappelons que tous ces signes s'inscrivent dans un contexte

d'incertitude qui a caractérisé par-dessus tout les années quatre-vingts.

La crise économique de la décennie précédente et le redéploiement industriel qui lui a été associé avaient déjà modifié la structure de production et initié un processus de redéfinition des priorités nationales dans le giron du nouvel ordre économique mondial. L'entrée en scène et l'utilisation plus intensive des nouvelles technologies ont contribué à l'accélération des restructurations en cours. Or, l'impact de ces nouvelles technologies s'est manifesté sur plusieurs plans. En plus de modifier directement les rapports de travail, elles se sont répercutées aussi sur l'organisation spatiale de la ville: modifications dans la composition sociale de la population — notamment sous l'impact des changements démographiques et de l'immigration — mais aussi renforcement du centre comme lieu d'échanges, de communication et d'innovation<sup>1</sup>.

La scène locale s'est trouvée de ce fait au coeur de bouleversements qui se sont exprimés tant sur le plan industriel que social. Ceci a permis aux nouvelles classes moyennes de se manifester davantage, d'un côté en occupant de manière avantageuse le marché de l'emploi et de l'autre en participant à la formation d'une élite politique de remplacement plus conforme à leurs intérêts. Mais il semble bien que cela n'a pas beaucoup contribué à l'amélioration des conditions de vie des citoyens les plus démunis, soit les travailleurs non spécialisés de même que la majorité de ceux et celles qui sont périodiquement exclus du marché de l'emploi. Toutefois, pour comprendre ce phénomène, il est utile de se rappeler les principaux facteurs qui ont favorisé le déclin de Montréal comme métropole canadienne, l'excluant du réseau des grandes capitales internationales.

Historiquement, la position stratégique de Montréal sur le continent nord-américain s'explique à la fois par des raisons d'ordre géographique — une porte d'entrée unique sur le continent — et par des raisons d'ordre économique; étant donné son rôle de principal relais, jusqu'en 1840, de la politique mercantiliste britannique en Amérique du Nord. Toutefois, tant le déclin de l'empire britannique comme l'intégration progressive de l'économie canadienne à

l'espace économique continental, dominé par les États-Unis, ont progressivement aboli les avantages acquis au cours de l'histoire. C'est ainsi que, compte tenu du faible niveau technique des entreprises dans les secteurs traditionnels où Montréal s'est d'abord spécialisé, la base industrielle montréalaise s'est structurée autour d'activités qui demandaient une main-d'oeuvre abondante, disciplinée et à salaires peu élevés. Après la deuxième guerre mondiale, le déclin de Montréal, notamment par rapport à Toronto qui devient alors la métropole canadienne, est plus net. Si le dynamisme de Montréal est d'abord freiné par le vieillissement de sa structure industrielle, un autre facteur cette fois exogène soit le déplacement de l'économie américaine vers l'ouest, doit également être pris en compte. Étant donné la proximité du plus grand complexe industriel américain, Toronto se trouve dès lors situé dans une meilleure position géographique.

Bien que le dynamisme montréalais soit déjà en perte de vitesse par rapport à Toronto, et ce dès la fin de la deuxième guerre mondiale, les effets ont été plus durement ressentis au cours des années soixante et soixante-dix<sup>2</sup>. La modernisation des secteurs traditionnels s'est révélée insuffisante et il semble bien que leur importance relative dans l'ensemble de la structure économique a hypothéqué lourdement les possibilités de reconversion. De plus, dans les secteurs de pointe, les entreprises sont souvent soumises à un contrôle étranger. Conséquemment, les investissements dans la recherche et le développement (RD) se font ailleurs<sup>3</sup>. Dans cette perspective, plusieurs éléments peuvent expliquer les causes de la stagnation économique de Montréal. La plupart du temps, les analyses font appel à des facteurs externes, tels que les changements survenus sur la scène du commerce international, les tendances générales de l'économie mondiale ou encore le poids du passé. Or, les acteurs locaux ont peu de prise sur ceux-ci. Il pourrait donc être plus pertinent de faire la lumière sur les facteurs sur lesquels ils sont davantage en mesure d'intervenir. À cet égard, il ressort que la qualité du milieu urbain devient une dimension tout à fait stratégique. Comme le mentionne Jean Rémy, «c'est le contexte global créé par le milieu urbain qui accroît les capacités productives du système économique»<sup>4</sup>. Ainsi, au fur et à mesure que le rôle du tertiaire — et en particulier du tertiaire moteur — acquiert une plus grande

importance pour la vitalité de l'ensemble de l'économie de l'agglomération, la qualité du cadre de vie, et donc du paysage urbain, devient une dimension essentielle à prendre en compte. De ce point de vue, on peut faire l'hypothèse que la détérioration urbaine, visible dans les quartiers centraux au cours des années soixante et soixante-dix, était associée à une certaine morosité de l'entrepreneuriat public et privé, et ce en dépit du contexte d'expansion économique et des mégaprojets à vocation internationale de l'administration Drapeau.

En comparaison, les initiatives, le désir d'innovation et une volonté renouvelée d'action dans les années quatre-vingts font contraste. Peut-on identifier un élément déclencheur? Est-ce le leadership exercé par l'administration municipale qui a amorcé ce retournement? Est-il vrai que la reconversion de Montréal soit bel et bien enclenchée? Comment surmonter les faiblesses structurelles d'une économie qui, malgré quelques signes positifs, demeure des plus vulnérable?

Bien entendu, il n'y a pas de réponse univoque à de telles questions. Notre capacité d'y répondre suppose un recul et une mise en perspective que, bien souvent, seule l'histoire est en mesure de nous fournir.

### **LA STRATÉGIE NÉOCORPORATISTE À LA RESCOUSSE DU DÉVELOPPEMENT**

Aux prises avec une stagnation et une décroissance qui s'expriment à la fois sur le plan économique et démographique, les autorités politico-administratives municipales ont choisi, à la toute fin des années soixante-dix, d'intervenir de manière différente dans le redéveloppement urbain<sup>5</sup>. Dans le passé, avec l'aide des gouvernements fédéral et provincial, elles s'étaient limitées à fournir des infrastructures et à répondre, à travers les programmes de rénovation et de construction de logements sociaux, aux besoins les plus criants. Or, voilà qu'elles sollicitent un partenariat plus actif avec le milieu des affaires.

Il est possible, à cet égard, de constater un changement de perspective dans la gestion locale<sup>6</sup>. Son émergence s'explique,

d'abord, par le bilan négatif de la stratégie précédente, doublement caractérisée par un laisser faire en ce qui concerne la reconversion de la structure économique et par des actions de prestige autour de grands événements comme Expo 67 et les Jeux Olympiques. Toutefois, il s'inscrit également dans une conjoncture difficile, tant sur le plan économique que politique.

Les ressources en provenance des gouvernements étant plus rares, il devenait urgent que le palier local prenne la relève. De plus, la décroissance et l'incertitude concernant les possibilités de développement forçaient les intervenants économiques à s'inscrire dans une problématique de concertation ou, du moins, à en accepter le principe.

Concrètement, les initiatives en ce sens de la part de l'administration municipale se sont multipliées à partir de 1979. Et la mesure la plus importante a été la création de la Commission d'Initiative et de Développement de Montréal (CIDEM). Son mandat: intervenir dans le domaine de l'habitation et du développement économique au sens large (incluant l'industrie, le commerce, le tourisme, les transports) dans un but de relance. Bien que la CIDEM n'ait été instituée qu'à titre de service administratif, elle dispose de commissions consultatives qui lui permettent d'avoir des antennes dans les milieux d'affaires. On invite donc les principaux représentants de ces milieux, non seulement à exprimer leurs intérêts, mais aussi, conformément à la tradition corporatiste, à participer directement à l'élaboration des politiques et des stratégies d'intervention.

C'est ce qui a permis dans le domaine de l'habitation, de l'industrie et du commerce, entre autres, de définir plusieurs programmes d'aide aux entrepreneurs privés pour les encourager, dans un esprit de «revitalisation», à investir soit pour moderniser ou relocaliser leurs entreprises, soit pour rénover leurs commerces ou construire du logement pour les classes moyennes. L'Opération 20 000 logements qui mettait à la disposition des promoteurs des terrains à bon compte et bien localisés, et qui était destinée à stopper l'exode des classes moyennes vers la banlieue, semble avoir atteint ses objectifs en bonne partie.

À partir de la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingts, l'administration municipale véhicule donc une conception du développement urbain revue à la lumière du néocorporatisme. On pourrait même penser qu'il s'agit d'un retour au modèle de gestion qui prévalait dans plusieurs villes d'Amérique du Nord et ce dès le début du siècle. Déjà à ce moment, les associations de commerçants et d'industriels parvenaient à influencer les réformes sur la scène locale en fonction de leurs intérêts.

Le retour du corporatisme comme mode de gestion des affaires publiques locales dans la conjoncture récente peut s'expliquer en faisant référence à la crise des années soixante-dix et à son impact sur la disponibilité des ressources. Mais plus largement, ce sont les tendances lourdes dont la région métropolitaine subit les effets depuis la fin de la deuxième guerre qu'il faut considérer. Le retard accumulé de l'économie montréalaise ayant atteint un seuil critique, les principaux acteurs économiques ont vu leur survie menacée. La perspective de la concertation et du partenariat privé/public est alors apparue comme une dernière chance.

Du côté de l'administration municipale, rappelons que l'image surfaite du dynamisme international de Montréal s'était étiolée. Elle ne permettait plus de renouveler l'assurance politique de la formation au pouvoir. Il y avait donc, pour elle aussi, urgence d'explorer une autre stratégie.

Quelques années plus tard, l'arrivée au pouvoir du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), du moins sur certains points, a permis de poursuivre la stratégie néocorporatiste mise de l'avant par l'administration Drapeau-Lamarre à partir de la fin des années soixante-dix. C'est pourquoi il n'est pas étonnant de constater que les thèmes d'entrepreneurs local, de concertation, d'amélioration du cadre de vie, de vocation internationale de Montréal demeurent à l'ordre du jour. Cette remarque doit toutefois être nuancée par le fait que la nouvelle formation politique au pouvoir a introduit, par ailleurs, des préoccupations différentes sur la scène locale en insistant sur la consultation publique et la démocratisation de l'administration municipale.

En tant que modèle de gestion et stratégie politique, le néocorporatisme possède des vertus qui ne sont pas sans inconvénients. Alors qu'il améliore la représentation des intérêts privés et renforce leur intégration politique, le néocorporatisme engendre aussi, pour les groupes les moins bien organisés et les plus faibles, des effets de marginalisation qui vont dans le sens inverse. Ceci relève de ce que, dans ce cadre, tous les acteurs ne sont pas placés sur le même pied. En d'autres termes, le néocorporatisme implique un système de représentation hiérarchisé qui favorise forcément ceux qui sont placés au sommet de la pyramide.

Même si le RCM a mis en pratique, à l'Hôtel de ville, une démocratisation à laquelle les montréalaises et les montréalais n'étaient guère habitués-es, il n'est pas certain que son approche soit finalement si différente, concernant le partenariat privé/public par exemple, — qui demeure l'un des principes essentiels du néocorporatisme —, que celle mise de l'avant par l'administration Drapeau-Lamarre à la fin des années soixante-dix.

#### **LE MODELE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DOMINANT ET LES CDEC**

Depuis plus d'une quinzaine d'années, tant la classe politique que les acteurs socio-économiques se préoccupent du déclin de Montréal et de sa reconversion. Et en ce moment, il semble bien que les points de vue de ces groupes convergent. Leurs lectures des enjeux du développement, de même que leurs stratégies de recomposition, se rejoignent. Ils favorisent l'implantation des nouvelles technologies, le soutien de certains secteurs-clés dans le domaine de la haute technologie et la vocation internationale de Montréal.

Tant le *Rapport du Comité consultatif au Comité ministériel sur le développement de la région de Montréal* paru en novembre 1986 (Rapport Picard) que la «stratégie de développement économique pour Montréal» rendue publique en septembre dernier par La Chambre de Commerce de Montréal, par exemple, mettent de l'avant des propositions similaires qui font appel à une problématique du développement tournée vers l'internationalisa-

tion. Leur vision projette une image de Montréal qui s'inscrit dans le contexte d'une économie marchande compétitive et tertiaisée. Il n'est plus question de vivre à l'heure locale. Le défi d'une plus grande compétitivité et productivité est posé, d'emblée, en référence aux mouvements qui prennent place à l'échelle internationale, même si, en premier lieu, c'est avant tout notre capacité de créer un dynamisme sur la scène locale qui est interpellée.

Or, bien que cette image d'un Montréal modernisé semble difficile à remettre en cause en ce moment, on doit souligner qu'elle s'articule à une perspective élitiste qui ne prend pas en compte les conséquences d'un tel type de stratégie pour les travailleuses et les travailleurs n'ayant pas la formation requise pour s'adapter au virage technologique. En d'autres termes, ne sommes-nous pas en présence dans ce cas, d'un modèle de développement qui doit forcément mettre de côté, pour assurer sa viabilité, plusieurs groupes sociaux? On rejoint alors les sociétés ou les acteurs qui pensent en termes de société duale.

Dans leurs revendications et surtout leurs projets, les CDEC et le mouvement communautaire dans son ensemble ont moins critiqué d'une manière abstraite le modèle de développement dominant qu'ils ont suggéré des interventions — des ajustements, des améliorations — visant à venir en aide et, surtout, à intégrer les citoyens souvent exclus par les relances sectorielles ayant des effets négatifs dans les quartiers populaires. Compte tenu de leurs objectifs, mais aussi du changement de mentalité à l'intérieur des mouvements sociaux urbains, il s'agit moins de fournir une alternative idéologique au modèle dominant que d'en modifier le parcours, soit en participant à un changement des mentalités, soit en atténuant ses effets négatifs, soit en expérimentant des manières de faire différentes.

La victoire électorale du RCM constitue un événement politique majeur pour les CDEC. Celles-ci peuvent maintenant compter sur un allié de plus. De fait, l'administration municipale a déjà accepté de contribuer, d'une manière modeste il est vrai, au financement de leur fonctionnement. Mais ce qui est davantage important, c'est l'appui politique que cette administration est



susceptible de leur fournir dans leur démarche auprès des autres sources de financement, en particulier les gouvernements fédéral et provincial.

Mais une autre question mérite aussi d'être soulevée. Dans quelle mesure le partenariat privé/public de l'administration municipale est-il favorable à une participation effective du secteur communautaire et des CDEC à la relance et à la reconversion de Montréal? Pour qu'une telle éventualité se matérialise, il faudrait que la nouvelle administration municipale accepte de revoir la stratégie néocorporatiste, du moins dans les termes qu'elle a été mise en pratique par l'administration précédente. Donc, qu'elle réexamine l'importance relative attribuée aux différents acteurs socio-économiques.

Bien entendu, ceci ne va pas de soi. Et là, je pense moins aux intentions de l'administration municipale, qu'aux résistances, voire aux refus, d'un certain nombre d'acteurs, comme ceux représentant le milieu des affaires, qui, jusqu'à maintenant, ont occupé une place privilégiée dans les démarches de concertation entreprises par l'administration municipale.

Mais, il faut ajouter que de telles pressions pourraient être contrebalancées par le dynamisme du secteur communautaire et des CDEC. Ces dernières étant désormais en mesure de contribuer à redéfinir la problématique néocorporatiste, en demandant une participation directe aux processus de concertation qui sont maintenant devenus monnaie courante dans l'administration municipale.

Nous risquons fort, dès lors, d'être mis en présence de visions différentes du développement urbain pour lesquelles les acteurs auront à négocier les termes de leur réalisation. Dans un tel scénario, les CDEC auront besoin non seulement de l'appui de l'administration municipale, mais aussi de l'ensemble du mouvement communautaire.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

- 1 Voir à ce propos M. Castells, «Virage technologique, restructuration de l'espace et avenir du centre-ville», dans A. Germain, J.-C. Marsan (Éd.), *Aménager l'urbain, de Montréal à San Francisco*, Montréal, Éditions du Méridien, 1987.
- 2 Voir J. Léveillé, *Développement urbain et politiques gouvernementales urbaines dans l'agglomération montréalaise 1945-1975*. Montréal, Société canadienne de sciences politiques, 1978.
- 3 Voir, entre autres, à ce sujet, Bryant McDonough, Martial Fautoux, «Montréal face au pari de l'internationalisation», dans M. Boisvert, P. Hamel, *Redéploiement industriel et planification régionale*, Montréal, Faculté de l'Aménagement, Université de Montréal, 1985.
- 4 Cité par D. Boutaud, «Redéploiement industriel pour la région de Montréal: les vertus de l'aléatoire et les exigences de l'analyse prospective», dans M. Boisvert, P. Hamel (éds), *op. cit.*, p. 209.
- 5 Alors qu'en 1961 la population de Montréal était de 1,191,062 habitants, elle n'était plus que de 980,354 en 1981.
- 6 Je reprends ici quelques-uns des éléments d'analyse qui ont déjà été proposés par J. Léveillé, «L'action économique de la ville de Montréal» dans J. Bouinot (éd.), *L'action économique des grandes villes en France et à l'étranger*, Paris, Economica, 1987.